

nde

صكنا من الامل

AU SÉNÉGAL :

Troubles en Casamance :
dix-neuf morts
et quatre-vingts blessés

LIRE PAGE 38

Le Monde

Fondateur : Hubert Bouve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,10 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 4,60 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.A.G., 25 c. ; Grèce, 50 p. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 375 p. ; Lituanie, 0,350 Lt. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 20 esc. ; Royaume-Uni, 50 p. ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 rd.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572
C.C.P. 42087 - 23 PARIS 815
Tél. : 246-72-23

L'échec de M. Nakasone

M. Nakasone a perdu son pari. Les réactions provoquées dans le monde politique japonais — à l'intérieur du parti gouvernemental comme dans l'opposition — par la condamnation pour corruption de l'ancien premier ministre Tanaka avaient contraint le chef du gouvernement à organiser ces élections anticipées. Il se battait sur deux fronts.

Contre une opposition, d'abord, qui menait campagne sur le thème d'une moralisation des mœurs politiques et reprochait à M. Nakasone de ne pas s'être clairement désolidarisé de son « parrain » corrompu. Contre ce dernier, ensuite, dont la condamnation en justice n'avait guère entamé l'influence au sein du Parti libéral démocrate (P.L.D.), et qui avait refusé d'abandonner son siège de parlementaire — en dépit des discrètes démarches en ce sens du premier ministre.

Ce dernier perd sur les deux tableaux. Non seulement M. Tanaka a été triomphalement réélu dans sa propre circonscription — ce qui n'est pas vraiment une surprise — mais surtout le parti gouvernemental enregistre un grave recul de sa représentation, au point — inattendu pour la plupart des observateurs — de perdre la majorité qu'il détenait à la Diète.

C'est un échec personnel pour M. Nakasone, qui, loin de voir son autorité confirmée comme il l'espérait, va être inamoviblement rendu responsable du revers subi par son parti. Il doit s'attendre que sa direction soit contestée avec un regain de vigueur par des chefs de factions qui, avant même la consultation, ne méprisaient pas les critiques à son endroit.

L'avenir est incertain dans la mesure où le P.L.D., pour se maintenir au pouvoir, devra conclure des alliances parlementaires avec des éléments centristes qui, sans aucun doute, poseront quelques conditions. C'est néanmoins à l'intérieur du parti gouvernemental que va se livrer la bataille principale sur le sort de M. Nakasone. Mais le temps presse, car un nouveau gouvernement, dirigé ou non par le même premier ministre, devra être présenté avant la fin du mois au Parlement.

Deux points peuvent être notés dans l'immédiat. Sur le plan intérieur d'abord, les électeurs japonais ont sanctionné la « politique de l'argent » qui gangrène les cercles du pouvoir et que l'affaire Tanaka n'a fait qu'exposer au grand jour. Ce sursaut de moralité rappelle celui qui avait suivi la révélation du scandale Lockheed en 1976 et constitue une réalité dont les partis et les factions devront désormais tenir compte.

A l'extérieur, d'autre part, M. Nakasone — ou son successeur — va être contraint à une prudence accrue. Depuis un an qu'il est au pouvoir, le premier ministre a entraîné son pays tambour battant dans une stratégie de solidarité accentuée avec le camp occidental, Etats-Unis en tête, sur le plan aussi bien militaire que diplomatique. Cette politique suscitait des réserves non seulement chez les militants japonais du « pacifisme », mais dans des milieux modérés, où l'on s'inquiétait de voir le Japon s'intégrer trop étroitement au dispositif « global » des Américains, au-delà des engagements que justifiait sa propre sécurité.

Surmonter ces résistances aurait supposé qu'une large victoire électorale apporte à M. Nakasone le poids d'un consensus populaire indiscutable. C'est l'inverse qui s'est produit. Les relations entre Washington et Tokyo risquent d'en souffrir.

(Lire nos informations page 5.)

Les bombardements israéliens retardent le départ des Palestiniens de Tripoli

La marine de Jérusalem a incendié un cargo à quai chargeant l'armement lourd de l'O.L.P.

De notre envoyée spéciale

En raison des bombardements navals israéliens du port de Tripoli, les cinq bateaux grecs chargés d'évacuer M. Arafat et quatre mille combattants palestiniens n'ont pas quitté dimanche, comme prévu, le port de Larousse, à Chypre, attendant que de nouvelles garanties de sécurité leur soient données. L'opération d'évacuation a donc été retardée. L'aviation israélienne a, d'autre part, pilonné ce lundi matin des « positions terroristes » à Bhandoun et à Alei, à l'est de Beyrouth.

Tripoli. — L'incertitude régnait à Tripoli, en fin de matinée, le lundi 19 décembre, à propos de l'évacuation de M. Arafat et de ses quatre mille fidèles, après deux bombardements navals israéliens, en moins de vingt-quatre heures. Toutefois, laissant supposer un dénouement imminent, deux diplomates de l'ambassade de France à Beyrouth, dont l'attaché militaire, sont arrivés à Tripoli ce lundi matin pour y régler les derniers détails. M. Arafat et les combattants, ainsi que l'ambassadeur de Grèce, et il aurait reçu l'assurance que les navires grecs arriveraient dans la journée.

Vers cinq heures du matin, la ville a été secouée par trois vagues d'obus de marine visant l'extrémité nord du port d'El-Misrah, où devaient s'amarrer les cinq bateaux grecs chargés d'évacuer, sous la protection de la marine française, M. Arafat et ses combattants. Le *My Cham*, un bateau sans immatriculation venu au début de l'après-midi de dimanche s'accrocher au quai, a été touché de plein fouet au château arrière et brûlé dans le port.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(Lire la suite page 4.)

Le gouvernement juge exemplaire l'accord conclu chez Talbot

Des divergences d'analyse apparaissent sur le terrain entre la C.G.T. et la C.F.D.T.

A peine élaborée pour Talbot, avec l'intention avouée d'en appliquer les principes aux autres secteurs en difficulté, la doctrine gouvernementale sur les mutations industrielles a été remise en cause sur le terrain. Les syndicalistes C.G.T. et C.F.D.T. de l'usine de Poissy ont en effet rejeté le compromis intervenu, même si ce lundi des divergences apparaissent entre les deux organisations sur l'analyse de l'accord.

Le « visage humain » promis n'a sans doute pas la même apparence pour un travailleur licencié, usé prématurément par des travaux pénibles, déjà âgé, sans formation ni qualification particulière, parlant parfois mal le français, et pour les négociateurs des ministères des appareils syndicaux et de la direction de Peugeot.

La vérité doit de dire qu'il n'y a pas de bonne manière de licencier. Il était donc difficile pour un premier ministre socialiste de transformer quelque deux mille licenciements,

près de sept mille suppressions d'emplois en une victoire. Pourtant, relayé sans fausse note par MM. Ralite et Bérégovoy, M. Mauroy y est presque parvenu. Il a surtout forcé une solution au moment même où était soulignée l'indécision du gouvernement. Qui d'ailleurs pourrait refuser d'adhérer à l'idée d'une « adaptation aux nécessités économiques dans le respect des hommes » ?

Mais la doctrine avancée est d'abord l'objet d'un compromis typiquement français, ce qui en limite la portée. Un tiers de licenciements en moins, quelques primes de reclassement (en nature ou par le biais d'une réduction sur le prix d'un véhicule industriel), une formation presque entièrement payée par les pouvoirs publics, telles en sont les grandes lignes.

Voilà donc un accord qui pose autant de questions qu'il en résout.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 34.)

Les nouvelles propositions de M. Savary

Négociations bilatérales sur l'enseignement privé début janvier

M. Alain Savary devrait annoncer le mardi 21 décembre, lors du prochain conseil des ministres, la méthode qu'il a retenue pour commencer à appliquer ses propositions sur l'avenir des relations entre enseignement privé et public. Des négociations bilatérales seraient proposées dès le début du mois de janvier aux différents partenaires. Elles déboucheraient sur des projets de textes modifiant notamment les modalités d'attribution des crédits d'Etat à l'enseignement privé, la participation financière des collectivités territoriales au fonctionnement de ces établissements et la titularisation dans la fonction publique d'enseignants du privé. Ces textes seraient soumis au Parlement à la session de printemps pour être appliqués à la rentrée 1984.

La déclaration que s'apprête à faire le ministre de l'éducation nationale pourrait couper court à la confusion provoquée par les récents propos du premier ministre, qui laissent supposer un changement de cap de la part du gouvernement.

C'est en définitive le premier ministre et non le ministre de l'éducation nationale qui a dû « corriger sa copie ». M. Mauroy est, en effet, revenu le jeudi 15 décembre, au Sénat sur les propos qu'il avait tenus une semaine plus tôt — lors d'un dîner-débat. Propos tenus « en fin de soirée [...] de façon curieuse », a-t-il expliqué comme pour s'excuser, — mais qui pouvaient être interprétés comme une déclaration de guerre. « Le ministre de l'éducation nationale, avait-il affirmé le 7 décembre, n'a pas le droit de dire qu'il a pratiquement retiré son texte (...). Le gouvernement va prendre ses responsabilités ».

Maladresse ou propos délibéré ? Ce n'est pas la première fois que M. Mauroy semble un peu à l'écart dans le règlement de cet épineux dossier, pour lequel le ministre de l'éducation nationale, certes étroitement surveillé, bénéficie de la confiance du président de la République.

CATHERINE ARDITTI.

(Lire la suite page 10.)

La gauche entre archaïsme et modernisme

Archaïsme, modernisme : entre les deux, la gauche fait le grand écart. Elle s'est donnée pour priorité de moderniser l'appareil industriel, d'assurer la mutation d'un âge industriel à un autre, mais elle conserve des objectifs d'emploi — tenir sur la « crête » des deux millions de chômeurs — qui s'accroissent mal avec cette priorité et la contraignent à retarder, parfois, les échéances.

L'affaire Talbot, déjà, et, bientôt, les chantiers navals, la sidérurgie, l'imprimerie et le charbon : dans tous ces secteurs, la gauche doit d'abord gérer la crise, c'est-à-dire, grosso modo, faire le contraire de ce que le « peuple de gauche » attendait qu'elle fit. N'était-il pas convenu que la gauche n'avait d'autre fonction que de mettre, à intervalles brefs et irréguliers, de l'huile « sociale » dans les rouages de l'économie capitaliste ?

par J.-M. COLOMBANI

nomie capitaliste ? Aujourd'hui, elle gère non seulement la crise, mais la durée, elle s'agit de l'inscrire dans la durée, et change de perspective : elle se veut « moderne ». Peut-elle l'être sans se perdre, c'est-à-dire sans laisser en chemin son identité et ses électeurs ?

Son identité est celle d'un culture de revendication et repose sur des thèmes (étatique, productivisme) aujourd'hui battus en brèche : la complexité des sociétés industrielles et la crise posent le problème de la survie de l'Etat-providence et de la découverte d'un nouveau mode de croissance.

Ses électeurs, du moins les gros bataillons, sont issus des industries et des régions menacées ou en dé-

clin : c'est particulièrement vrai pour le P.C., qu'il s'agit de l'industrie lourde de la région parisienne, de la sidérurgie lorraine, du charbon du Nord-Pas-de-Calais. Dans le même temps, les secteurs de pointe voient naître une base sociale plus mouvante, électoralement incertaine.

Ce clivage s'est vérifié au niveau de l'industrie syndicale, la C.G.T. étant mieux implantée dans les régions où dominent les vieilles industries de main-d'œuvre.

On comprend mieux, dans ces conditions, le pragmatisme du gouvernement, qui se tient à égale distance de ceux pour qui la modernisation équivaut à la destruction de la gauche et de ceux pour qui le maintien de la gauche équivaut à la destruction de la gauche.

(Lire la suite page 34.)

PRIX FEMINA

Florence DELAY
Riche et légère

roman



GALLIMARD

A L'ACADÉMIE ROYALE DE LONDRES

Le grand jeu vénitien

Quel banquet pour Christmas ! L'exposition de l'art de Venise au seizième siècle est de celles dont on se souvient avec plaisir, en s'aidant d'une formule pompeuse, qu'elle restera dans la génération comme l'une des deux ou trois grandes manifestations du siècle.

Ces Britanniques sont incroyables. On savait qu'ils élaboraient quelque chose d'important, grâce aux liens privilégiés qu'ils ont depuis longtemps avec la reine de l'Adriatique. On était certain que ce serait, selon l'habitude, du beau travail, un ensemble bien tissé, sous la direction d'un professeur J.R. Hale, historien patricien de la Sérénissime.

On était loin de se douter qu'il s'agirait sous le titre passe-partout, « The Genius of Venice », d'une véritable « réunion au sommet » des plus grands maîtres, représentés par quelques-uns des plus belles œuvres qui existent au monde. Les larges salles de Burlington House sont aussitôt devenues comme une suite de sanctuaires dédiés à sept ou huit « grands », où la foule glisse lentement dans le silence attentif des grands jours — sauf, naturellement, ça et là des groupes bruyants de Français.

Initié ou non par l'étude ou le voyage, prévenu ou non par l'œuvre éternelle de Venise, docile ou non aux fêtes « culturelles » de l'époque, on découvre et on redécouvre avec bonheur. Sauf dans un ou deux cas où la tension faillit, la réussite est à peu près totale.

On se demande, bien sûr, si tant d'œuvres rares et fragiles, comme certains Lotto, les Tintoret et surtout le sensationnel *Apollon et Marsyas*, de Titien, venu de Tchécoslavo-

vaque, devaient courir les risques inhérents au transport et à l'accumulation. La réponse nous est donnée par Norman Rosenthal, le manager de l'Académie royale : « Il faut le faire une fois par génération... »

Celle des années 80 a bien de la chance. On soulignera d'abord l'intelligence et la simplicité de la conception (1). Avec cent soixante tableaux accompagnés de quatre-vingts dessins, soixante estampes, quarante pièces de sculpture, choisis pour se compléter et se répondre, le « grand siècle » vénitien se condense et s'expose. Tout est dominé ici par la volonté d'offrir une expérience visuelle plénière, intégrale. D'abord avec un accompagnement du peintre contrôlé de statuettes et de reliefs.

Les figures peintes de Titien, de Savoldo, sont comme enveloppées, ou étroitement liées entre elles chez Lotto, chez Veronèse : regarder un relief ou un bronze exige un changement d'accommodation.

Le visiteur non averti ne songerait guère à rapprocher les reliefs blancs et lisses d'Antonio et de Tullio Lombardo des compositions giorgionesques : en les disposant côte à côte, on a rendu manifestes les affinités, et la perception s'enrichit mieux encore en introduisant le merveilleux portrait tout en tons fauves d'Odóni par Lotto (1527, Vienne) et, plus loin, celui d'un collectionneur par Palma le Jeune (vers 1580, Birmingham), qui rappellent ainsi le goût vénitien pour la petite sculpture et l'usage constant des modèles antiques ou modernes par les peintres. L'attention est ainsi attirée sur le recours aux éléments sculptés, fondus dans

la composition, aux statues de gabbri antique soudain revêtues de chair par Paris Bordone, par Tintoret. On n'opposera plus désormais le sculpteur du Veneto à la plasticité romaine.

Même opération judicieuse pour les dessins et les estampes. Les Florentins ont toujours déclaré que Venise ignorait le dessin, et il est vrai qu'on n'a pas pour Giorgione ou Titien de gros portefeuilles à ouvrir. Mais enfin on peut produire, par exemple, pour un siècle comme Pordenone, vers 1530 rival de Titien à Venise même, un ensemble remarquable de dix dessins, la plupart à la sanguine et vibrants, pour compenser la faible présentation du peintre réduite à un tableau d'autel tout serré. Les figures bosselées du Tintoret à la pierre noire sont célèbres.

D'autres études présentées ici sont soit tranquillement élaborées : Carpaccio, soit enlevées pour fixer le mouvement ou le jeu de la lumière : Titien, Sebastiano Luciani (son nom venait avant le surnom romain del Piombo) : soit sautillant sur une même page d'un croquis expéditif à l'autre : Veronèse. Le dessin marque un temps d'attente en un aide-mémoire. Il aide beaucoup comme toujours à la circulation des modèles.

ANDRÉ CHASTEL.

(Lire la suite page 15.)

(1) *The Genius of Venice, 1500-1600*, quatre études par des spécialistes anglais et italiens, catalogue sous la direction de Jane Martineau et Charles Hope, Royal Academy of Arts (jusqu'au 11 mars 1984. Fermé les 24 et 25 décembre).

minisme ?

Le Monde étranger

EUROPE

Grande-Bretagne

TOUT EN INDIQUANT QU'ELLE NE L'A PAS COMMANDITÉ
L'IRA provisoire revendique l'attentat
qui a fait 5 morts et 91 blessés à Londres

L'IRA provisoire a revendiqué l'attentat commis samedi 17 décembre devant les grands magasins Harrods à Londres, tout en précisant qu'il était le fait de volontaires n'ayant pas reçu d'autorisation de la part du conseil armé de l'organisation terroriste. Le dernier bilan

s'établit à cinq morts et quatre-vingt-onze blessés. Les réactions du premier ministre de Grande-Bretagne et de celui de la République d'Irlande, et les messages qu'ils ont échangés à l'occasion de la libération de l'homme d'affaires

anglais enlevé par l'IRA (le Monde daté 18-19 décembre) et de l'explosion de la voiture piégée devant Harrods, illustrent la détermination commune de Londres et de Dublin face au regain d'activité de l'armée républicaine irlandaise.

« Un crime contre Noël... »

De notre correspondant

Londres. - « C'est un crime contre l'humanité », a déclaré Mme Margaret Thatcher, en précisant aussi : « ... et un crime contre Noël ». En stigmatisant ainsi l'attentat, le premier ministre a certainement traduit l'émotion et le choc ressentis par un très grand nombre de Britanniques. Qui songerait à lui reprocher cette emphase dans un pays où la fête de Noël revêt tant d'importance ?

Lors de l'explosion, il y avait, selon la police, plus de dix mille personnes dans le grand magasin le plus prestigieux du monde, Harrods. Dans tous les quartiers commerçants de Londres, des millions de clients se bousculaient. C'était le jour de pointe de l'année, celui où tous les records de vente sont battus, le samedi du dernier week-end avant Noël. Les auteurs de l'attentat le savaient. Ils ont frappé à l'un des moments les plus symboliques de la vie britannique. Les dirigeants de Londres mesurent eux aussi la portée et la gravité de ce geste fou.

Après avoir consulté l'état-major de Scotland Yard, le directeur d'Harrods a annoncé avec une certaine fierté, dimanche soir, que le magasin rouvrirait ses portes ce lundi matin à l'heure habituelle - comme si de rien n'était, ou presque, puisque 10 % des rayons de l'établissement ont subi des dommages qui ne pourront être réparés avant plusieurs semaines. Alors que le quartier de Knightsbridge était encore entièrement bouclé par la police, une parade des six mille employés d'Harrods ont travaillé dimanche pour remettre de l'ordre partout où cela était possible, et, dans la soirée, la célèbre façade rose de ce temple du commerce était de nouveau illuminée comme à l'accoutumée. Il s'agit là d'une politique délibérée.

Renforcer la sécurité

Après s'être entretenu avec Mme Thatcher, M. Leon Brittan, ministre de l'Intérieur, a déclaré : « Bien sûr, la sécurité va être encore renforcée, pour autant que cela soit possible... Mais il faut se rendre compte que si nous arrêtons d'aller dans les magasins, nous accordons aux terroristes la victoire qu'ils attendent et que nous ne voulons pas. » C'est clair : pas question de remplacer l'état de fête par un quelconque état de siège.

Il est de toute façon difficile d'augmenter considérablement le dispositif de sécurité à Londres et

dans le reste du pays - à moins d'imposer des restrictions dont l'efficacité serait douteuse. - car depuis plusieurs jours l'essentiel des forces de police de la capitale étaient en alerte. On s'attendait, comme chaque année à cette époque, à une offensive de l'IRA, « une campagne de Noël », selon l'expression maintenant consacrée par l'expérience, et plus encore cette année puisque la situation s'est détériorée en Irlande du Nord. Quelques jours plus tôt, le 13 décembre, non loin de Knightsbridge, dans un quartier de Kensington tout aussi animé, une bombe avait été découverte à temps.

Une pluie de verre...

Pour la police, bien que l'IRA n'ait pas revendiqué l'attentat, il s'agissait de sa part d'un avertissement, d'autant que l'organisation clandestine était de toute évidence responsable de l'explosion qui avait blessé trois soldats près d'une caserne au sud de Londres, le 10 décembre. Scotland Yard avait demandé aux Londoniens de faire preuve de la plus grande vigilance.

Malgré les apparences, le système mis en place par la police a relativement bien fonctionné. Samedi, à 12 h 44, un organisation charitable reçoit une communication téléphonique qui annonce indiquant qu'une voiture piégée se trouve devant Harrods, que deux bombes ont été placées à l'intérieur du magasin et que d'autres engins explosifs l'ont été ailleurs dans Londres. (Les dernières indications s'étaient révélées fausses, les enquêteurs estiment qu'il s'agissait de perturber les recherches « afin de faire la plus grande nombre de victimes ».) Le message est précédé d'un nom de code qui confirme que c'est bien l'IRA qui en est l'auteur. Aussitôt, des dizaines de policiers, plus une unité de la brigade antiterroriste viennent s'ajouter à la centaine de leurs collègues qui patrouillent déjà en permanence dans le secteur.

Pendant que les vérifications commencent autour du bâtiment, à l'intérieur le personnel est discrètement prévenu par une phrase convenue, diffusée sur le circuit de sonorisation. On recherche tout objet suspect, mais en vain. L'ordre d'évacuer le magasin n'est pas donné la police s'en est félicitée, ensuite ; car, si l'évacuation avait débuté immé-

diatement, des dizaines, voire des centaines, de personnes se seraient trouvées sur le trottoir à proximité de la voiture piégée à l'instant de l'explosion. Celle-ci s'est produite à 13 h 21 tandis qu'un groupe de policiers s'approchait du véhicule garé en double file. La déflagration, entendue dans une grande partie de la ville a complètement détruit les vitrines sur plusieurs centaines de mètres. C'est d'une pluie de verre brisé qu'ont été victimes la plupart des blessés : quatre-vingt-onze dont une vingtaine étaient encore hospitalisés lundi matin. Deux policiers, un homme et une femme, et trois passants qui étaient les plus proches de l'Austin 1100 bourrée d'explosif ont été tués sur le coup ou sont morts pendant leur transfert à l'hôpital.

Une très importante récompense (250 000 livres soit près de 30 millions de francs) a été offerte par un industriel pour tout renseignement permettant de découvrir les coupables. Les enquêteurs savent que leur tâche ne sera pas facile. Mais un ou plusieurs des auteurs des différents attentats commis en Angleterre au cours des années 70 ont été arrêtés. L'un des hommes soupçonnés d'avoir participé à une des plus graves séries d'attentats commis par l'IRA en 1981 a été inculpé le mois dernier.

Dissensions au sein de l'IRA ?

Presque tous les journaux condamnent en termes extrêmement sévères cette nouvelle opération de l'IRA. Dans son édition de Sunday Times dimanche cet acte de « barbarie » et de « sauvagerie » avant de s'en prendre tout particulièrement à ceux qui tentent de « comprendre » les extrémistes irlandais. Ce journal cite à ce propos, avec colère, les citoyens américains d'origine irlandaise qui apportent un soutien financier, directement ou indirectement, à l'IRA, mais aussi les membres du parti travailliste qui, l'an dernier, ont reçu à une conférence à Londres M. Gerry Adams, leader du Sinn Féin, branche politique de l'IRA « provisoire ». Le Sunday Times fustige ceux qui, selon lui, ont en la faiblesse de croire que leur parti, après ses récents succès électoraux, abandonnera progressivement le terrorisme (le Monde du 3 décembre).

La police et le gouvernement n'ont pas voulu prêter attention au communiqué diffusé par l'IRA « provisoire » dimanche soir. L'organisation reconnaît que certains de ses hommes sont responsables de l'attentat mais précise qu'ils

Les précédents attentats de l'IRA en Grande-Bretagne

Voici les principaux attentats commis par l'IRA hors de l'Irlande du Nord depuis 1974 :
- 17 JUIN 1974 : Bombe aux Communes (11 blessés).
- 17 JUILLET 1974 : Bombe à la Tour de Londres (1 mort, 28 blessés).
- OCTOBRE - NOVEMBRE 1974 : Série d'attentats dans les pubs, à Guildford, Woolwich et Birmingham (28 morts, 180 blessés au total).
- 25 NOVEMBRE 1974 : Bombes dans deux gares de Londres (20 blessés).
- DÉCEMBRE 1974 : Bombes dans des grands magasins, boîtes aux lettres et centraux téléphoniques (plusieurs dizaines de blessés).
- 23 décembre 1974 : L'appartement de l'ancien premier ministre Edward Heath est dévasté par une explosion.
- OCTOBRE 1975 : Une bombe placée sous la voiture d'un député à Londres tue un médecin.
- MARS 1979 : Le député conservateur Airey Neave, ami personnel de M. Thatcher, est tué par l'explosion de sa voiture dans le parking du Parlement.
- 27 AOÛT 1979 : Lord Mountbatten est tué, avec les personnes qui l'accompagnaient, par une bombe posée dans son bateau, au large des côtes irlandaises. Dix-huit soldats britanni-

ques sont tués par une autre explosion.
- HIVER 1980 : Plusieurs bombes explosent à proximité de casernes à Londres causant que des dégâts matériels.
- OCTOBRE - NOVEMBRE 1981 : Cinq attentats à Londres font trois morts et plusieurs blessés. Le premier visait un car de soldats, le second un général des Royal Marines, le troisième un restaurant d'Oxford Street, le quatrième la résidence du ministre britannique de la Justice, et le dernier une caserne.
- 20 JUILLET 1982 : Onze morts et 51 blessés dans deux attentats à Hyde Park et Regent Park à Londres.
- 10 DÉCEMBRE 1983 : Une bombe explose dans une caserne de l'artillerie royale de Woolwich dans le sud de Londres faisant quatre blessés. L'action avait été revendiquée par l'Armée de libération écossaise, proche de l'INLA.
- 13 DÉCEMBRE 1983 : La police déclenche préventivement l'explosion d'une bombe découverte à Kensington street, une des rues les plus commerçantes de la capitale. Un second engin est découvert dans une boutique proche.
- 13 DÉCEMBRE : Une seconde explosion détruit à Oxford une cabine téléphonique.

Pologne

APRÈS L'ÉCHEC DES MANIFESTATIONS DU 16 DÉCEMBRE
Les autorités se gardent de tout triomphalisme

De notre envoyé spécial

Varsovie. - Les autorités de Varsovie célèbrent avec une remarquable discrétion leur succès du vendredi 16 décembre, à savoir le faible écho rencontré par l'appel de la commission provisoire de coordination (T.K.K.) de Solidarité à manifester ce jour-là dans la rue en hommage aux morts de 1970 et de 1981.

Pas un mot de commentaire dans la presse centrale ou à la télévision pendant deux jours entiers. Trybuna Ludu, l'organe du parti, publie seulement une brève information sur les cérémonies officielles organisées sur le littoral de la Baltique, en ajoutant que « les habitants de Gdansk et Odynia ont pu déposer individuellement pendant toute la journée des fleurs devant les monuments aux victimes ». Que ce soit une contre-vérité flagrante n'a apparemment aucune importance : il ne s'agit pas d'insister sur la défaite de l'adversaire, mais de prouver sa non-existence.

Le succès du pouvoir n'est certes pas complet. Le spectacle des rues littéralement envahies de policiers n'est pas un signe convaincant de normalisation. Faut-il s'étonner que les ouvriers sortent dans le calme du chantier Lénine quand on sait qu'ils défilent entre deux rangs de policiers en tenue de combat, tandis qu'un haut-parleur diffuse à satiété un communiqué appelant à « rentrer immédiatement chez soi pour éviter de mettre en danger sa santé ou sa vie » ? Quand on sait aussi que participer à une « manifestation illégale » peut valoir trois ans de prison ? Ou faut-il plutôt s'étonner qu'en dépit de tout quelques manifestations plus ou moins embryonnaires aient été tentées dans diverses villes avec leur conséquence habituelle : les arrestations (par exemple à Ursus, celle de Bogdan Bujak, frère du principal dirigeant de la clandestinité).

La T.K.K. avait bel et bien appelé à manifester, et cet appel, peu diffusé, a été très peu suivi. M. Wales qui n'approuvait guère cette initiative, affiche à présent sa solidarité avec la T.K.K. « n'a pas perdu » et qu'« il ne peut être question d'une défaite des travailleurs ». Mais bien des gens se demandent si les dirigeants clandestins n'auraient pas mieux fait de recourir à cette tactique de manifestations « pour l'honneur ».

La T.K.K., composée actuellement de quatre membres, a déjà connu des échecs et a pu s'en relever. D'ici au 1^{er} et au 3 mai 1984, les prochaines dates sensibles du calendrier polonais, elle dispose de plusieurs mois (si ses membres échappent aux arrestations) pour reconsidérer son action.

Entre-temps, les réactions aux hausses de prix alimentaires continuent sans doute un test plus significatif de l'attitude de la population même si aucune explosion spectaculaire n'est prévisible. La « consultation » organisée sur ces hausses de prix par les autorités, sous forme d'enquêtes et de lettres, semble d'ailleurs se prolonger, et les décisions ne devraient pas intervenir avant le mi-janvier au plus tôt. La Pologne n'est une seule certitude : o

a annoncé, samedi 17 décembre, qu la viande, le beurre, les graisses, le sucre, le chocolat, la farine, les céréales et le lait en poudre resteraient strictement rationnés (l'an prochain la nourriture se récomposera en voyant sur les écrans de télévision les images des « soupes populaires » dont devraient se satisfaire un non bre croissant d'Américains. Et, ac cessoirement, en apprenant par la lecture de l'organe de l'armée, Zi nierz Wolnosci, que « la France qu s'occupait de sa démocratie est rigide avoir la police la plus br tale d'Europe... »

JAN KRAUZE.

Tchécoslovaquie

Les bons missiles et les mauvais

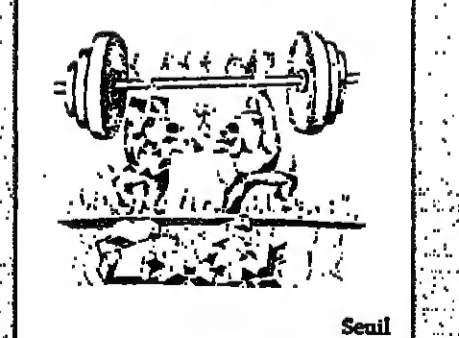
Prague (A.F.P.). - Des citoyens tchécoslovaques, réagissant à la création d'un comité préparatoire des syndicats libéraux, demandent, dans une lettre adressée aux syndicats officiels et dont une copie est parvenue au bureau de l'A.F.P. à Prague, qu'un référendum soit organisé sous contrôle international dans tous les pays d'Europe où doivent être installés des missiles. Reprochant aux syndicats officiels d'avoir condamné les missiles américains mais pas ceux de l'Armée rouge, dans les pays alliés, ils font problème dans une partie de l'opinion. Le journal accusait notamment les États-Unis et l'OTAN de chercher à « susciter chez les peuples européens, et notamment ceux de R.D.A. et de Tchécoslovaquie, une réaction négative aux décisions de l'Union soviétique » et de mener à cette fin « sur la jeunesse des pays socialistes qu'ils essaient d'inciter à s'opposer au déploiement des fusées ».

hème par l'extraction de l'uranium et à partir de la création d'un comité préparatoire des syndicats libéraux, demandent, dans une lettre adressée aux syndicats officiels et dont une copie est parvenue au bureau de l'A.F.P. à Prague, qu'un référendum soit organisé sous contrôle international dans tous les pays d'Europe où doivent être installés des missiles. Reprochant aux syndicats officiels d'avoir condamné les missiles américains mais pas ceux de l'Armée rouge, dans les pays alliés, ils font problème dans une partie de l'opinion. Le journal accusait notamment les États-Unis et l'OTAN de chercher à « susciter chez les peuples européens, et notamment ceux de R.D.A. et de Tchécoslovaquie, une réaction négative aux décisions de l'Union soviétique » et de mener à cette fin « sur la jeunesse des pays socialistes qu'ils essaient d'inciter à s'opposer au déploiement des fusées ».

Un livre qui séduit et dérange

Une autre voie explorée avec fougue et talent. L'Arche : Un livre tonique. Le Point : Brillant, drôle, incisif, impertinent, mais aussi sacrément pertinent. Télérama : Oseux. Minute : Un vaudeville des programmes et des pouvoirs au service d'une grande leçon. Valeurs actuelles : Une mise en image et un slogan de ce que, de Rome à Landerneau, les braves gens se répètent. VSD : Pétillante, l'auteur donne la mesure. Magazine Hebdo : Un plaidoyer pour l'imagination. Les Dernières Nouvelles d'Alsace : Réactionnaire. Lutte ouvrière : Une quête lyrique du bon sens et de la mesure. Le Nouvel Économiste : Le vent du grand large. La Dépêche du Midi : L'auteur s'enfonçait dans des contradictions fondamentales. Le Figaro : Un exploitateur agitateur d'idées. Le Matin : Ceux qui nous dirigent et ceux qui aspirent à le faire seraient beaucoup de raisons d'écouter les conseils de l'auteur. Sud-Ouest : Éblouissant stimulant. Le Vie catholique : Lucidité analytique et verve de bon aloi. Le Nouvel Observateur.

Jean-François Kahn ET SI ON ESSAYAIT AUTRE CHOSE ?



Seuil

Seuil

EUROPE

LES CONGRÈS DES PARTIS COMMUNISTES IBERIQUES

PORTUGAL : unanimité derrière M. Cunhal

De notre correspondant

Liège. - Le dixième congrès du parti communiste portugais, qui s'est achevé le dimanche 18 décembre à Porto, a eu lieu, comme les précédents, sous le signe de l'unité. C'est à l'unanimité que M. Álvaro Cunhal a été réélu au poste de secrétaire général par les 2 098 délégués présents. C'est encore à l'unanimité que toutes les résolutions politiques ont été adoptées. Les dirigeants expliquent : « Le congrès a été précédé d'une très large discussion à la base ; plus de deux mille propositions d'amendement ont été acceptées et incorporées dans les textes soumis au vote ».

Le P.C. a durement attaqué la coalition social-démocrate-social démocrate actuellement au pouvoir. Il s'est prononcé en faveur d'un gouvernement de « salut national » constitué par des « démocrates et des patriotes ». Il a souligné la création d'un nouveau parti susceptible d'occuper l'espace politique du P.S. Dans la perspective de l'élection présidentielle de 1985, les communistes annoncent d'ores et déjà que le socialiste Mario Soares n'aura pas leur vote. Aussi envisagent-ils une « coalition démocratique » capable de « déclencher la dynamique qui a été à l'origine de la révolution du général Ennes en 1976 ».

En matière internationale, le P.C.P. a réaffirmé son alignement sur les thèses de Moscou, notamment à propos de la paix et du désarmement. En présence d'un invité de marque très attendu, M. Mikhail

Gorbatchev, membre du bureau politique et du secrétariat du P.C. de l'U.R.S.S., il a refusé, une fois de plus, toutes les théories eurocommunismes. L'exemple espagnol, largement évoqué dans les couloirs du congrès, a renforcé d'ailleurs la conviction des communistes portugais. « C'est grâce à notre cohérence idéologique », disent-ils, « que nous sommes devenus la principale force de l'opposition ». Ayant recueilli un cinquième des suffrages lors des dernières élections municipales, occupant 14 des 250 sièges au Parlement, le P.C.P. se dit « en pleine progression ». Depuis le dernier congrès, il aurait enregistré 36 000 nouvelles adhésions, le total de ses effectifs s'élevait actuellement à 200 000.

M. Álvaro Cunhal régit sur l'appareil. Élu pour la première fois à la tête du parti en 1961, M. Cunhal a fêté récemment son sixième anniversaire. Sa succession poserait-elle des problèmes ? « Non », répondent fermement les communistes. La question a été abordée au congrès par le secrétaire général lui-même : « Étant donné le haut niveau de travail collectif déjà atteint, a-t-il déclaré, nous considérons que toutes les conditions sont réunies pour qu'il n'y ait pas de perturbations dans la vie du parti au moment où la nécessité de remplacer le camarade qui exerce actuellement les fonctions de secrétaire général s'imposera ».

JOSÉ REBELO.

ESPAGNE : courte majorité pour M. Iglesias

De notre correspondant

Madrid. - Le XI^e congrès du P.C.E. s'est terminé le dimanche 18 décembre, à Madrid, après quatre jours de débats souvent épiques. Les partisans de l'actuel secrétaire général, M. Iglesias, et ceux de son prédécesseur, M. Santiago Carrillo, n'ont pas véritablement réussi à se départager.

Les premiers l'ont emporté d'une courte tête. M. Iglesias disposera d'une majorité de près de 70 % dans le nouveau comité central qui l'a réélu à la tête du parti par 69 voix contre 31 et 2 abstentions. Mais son rapport d'activité n'a été approuvé que de justesse par 38 contre 37 et 25 abstentions. Une majorité aussi faible, sans précédent dans l'histoire du mouvement communiste espagnol, est un « désaveu moral », selon M. Carrillo qui ne s'estime pas battu.

Le nouveau comité central réussira-t-il à mettre fin aux luttes intestines qui déchirent le P.C.E. et lui ont fait perdre cent vingt mille militants, soit les deux tiers de ses effectifs depuis 1977 ? Malgré la volonté d'intégration manifestée par

les fidèles de M. Iglesias et malgré les déclarations de M. Carrillo, affirmant qu'il n'entendait nullement faire sécession, l'accord entre les deux tendances semble difficile.

Quelle attitude doit adopter le P.C.E. face au premier gouvernement de gauche de l'Espagne depuis la guerre civile ? Les communistes veulent-ils maintenir une politique d'équidistance à l'égard des deux blocs en période de tension internationale ? Quelle structure doit adopter un parti communiste dans un pays d'Europe occidentale ? Autant de questions auxquelles les deux tendances ont apporté des réponses bien différentes.

M. Carrillo et ses partisans considèrent que le P.C.E. est allé trop loin dans sa rénovation, causant le désarroi dans son électorat traditionnel. Le parti, selon eux, doit donc « récupérer ses symboles », marquant davantage ses distances à l'égard du gouvernement socialiste et affirmant plus clairement son appartenance au mouvement communiste international.

« Si la politique internationale des socialistes est atlantiste et si leur politique économique et sociale est de type libéral conservateur, plus dur à l'égard des travailleurs que celle de leurs prédécesseurs, ne peut-on pas dire que le gouvernement actuel est plus à droite que le précédent ? a demandé M. Carrillo à la tribune du congrès. Le P.C.E. a commis une erreur, a-t-il ajouté, en agissant comme si les socialistes étaient disposés à une alliance alors qu'ils ne cherchaient en fait qu'à récupérer l'électorat communiste ».

Ce langage n'a guère convaincu les partisans de M. Iglesias pour qui les communistes doivent éviter les dangers du « retour au ghetto ». « Il ne faut pas se tromper d'ennemi », affirmait l'un d'eux en soulignant que le P.C.E. pouvait difficilement occuper l'espace perdu au profit des socialistes en tombant dans le radicalisme verbal et en rejetant en bloc toutes les sanctions du gouvernement.

Au chapitre des problèmes internationaux, M. Iglesias s'est vu reprocher par ses adversaires sa critique globale de la politique des blocs. De nombreux orateurs ont défendu des thèses plus conformes à la tradition attribuant à « la crise du capitalisme » la tension internationale et soulignant le « caractère positif » des propositions de paix de l'Union soviétique.

Plus profondes encore sont les divergences sur la crise interne du parti. Mis directement en cause par ses adversaires, M. Carrillo s'est refusé à ouvrir le débat sur les incommensurables expulsions faites par le P.C.E. sous sa direction, préférant attribuer à des causes extérieures le déclin du parti.

M. Iglesias, en revanche, a défendu la thèse d'une rénovation accélérée et demandé le retour au bercail communiste de tous ceux qui l'avaient quitté volontairement ou non à l'époque de M. Carrillo. Sa tâche s'annonce toutefois difficile : les propositions les plus novatrices présentées par ses partisans comme la limitation de la durée du mandat du secrétaire général ou la suppression dans les statuts du concept de discipline ont été rejetées de justesse par le congrès. M. Iglesias devra faire preuve de prudence s'il veut recueillir les morosaux épars.

THÉRIER MALINAK.

PROCHE-ORIENT

Les bombardements israéliens retardent le départ des Palestiniens de Tripoli

(Suite de la première page.)

Quatre heures après ce coup au but, les pompiers libanais s'activaient toujours pour tenter d'éteindre l'incendie. Quatre autres bateaux qui avaient déjà été incendiés par les combats entre loyalistes et dissidents ont, d'autre part, été atteints et coulés par les tirs de la marine israélienne. Celle-ci a frappé avec une très grande précision ses objectifs tout au long du quai d'embarquement. Aucun des onze membres de l'équipage du *My Choum* n'a été blessé.

Alors que tout semblait déjà prêt pour un départ des Palestiniens et que le calme régnait à Tripoli, la marine israélienne était déjà entrée en action dimanche vers 16 h 30, tirant huit obus sur des entrepôts dans la partie nord d'El-Minah. Les vedettes israéliennes, qui s'étaient approchées suffisamment du port pour être visibles, se sont ensuite immédiatement scindées en deux groupes pour éviter la riposte.

Alors que les promesses, nombreuses sur les jets au coucher du soleil, se précipitaient en courant vers des abris, les camions transportant les pièces de D.C.A. palestiniennes fongèrent à chaque extrémité du port et envoyèrent dans un bruit d'enfer des salves de katioucha vers le large.

Les bombardements israéliens, qui ont duré environ un quart d'heure à chaque reprise, ont visé la partie du port où se trouve l'essentiel des défenses palestiniennes et où étaient à peine dissimulés dans des entrepôts deux chars et des canons anti-aériens. Il semble bien que le bateau touché ce lundi matin devait servir à embarquer discrètement des armes lourdes que, aux termes de

l'accord passé avec les Nations unies sur l'évacuation de Tripoli, les Palestiniens devaient abandonner.

Or, à plusieurs reprises, les responsables de F.O.L.P. avaient laissé entendre qu'ils ne laisseraient pas leurs armes lourdes dans la ville pour ne pas donner aux Syriens de prétexte pour envahir Tripoli. Ils avaient, d'autre part, déclaré qu'ils se « débarrasseraient par leurs propres moyens » pour évacuer ces armements. Toutefois, ce lundi matin, M. Arafat s'est dit décidé à le « laisser à l'armée libanaise ».

Le premier bombardement de dimanche après-midi, avait d'ores et déjà compromis l'opération prévue pour ce lundi, et l'ambassadeur de Grèce, qui était venu à Tripoli pour assister au départ de M. Arafat, regagnait Beyrouth après s'être entretenu avec les autorités libanaises et avec le chef de F.O.L.P.

En début de soirée, deux avions volant à basse altitude franchissaient le mur de son au-dessus de la ville. Tripoli était alors plongée dans une obscurité totale où seule la pleine lune permettait de distinguer des combattants aux aguets autour des permanences de F.O.L.P. installées dans des ruelles, derrière l'ancien caravansérail du port. Les bombardements de la marine israélienne montrent que Jérusalem n'a pas renoncé, sinon à empêcher, du moins à retarder au maximum, le départ des combattants de F.O.L.P.

Tout avait pourtant bien commencé, et dans la matinée du dimanche, les membres des forces de sécurité intérieure (F.S.I.) libanaises, chargés d'assurer la sécurité au moment de l'embarquement des combattants palestiniens, étaient arrivés à Tripoli. A Zahiri, où se

trouve le Q.G. de M. Arafat, c'était l'animation des veilles de départ. Partout des portraits du chef de F.O.L.P. étaient collés sur les murs des immeubles et les voitures des combattants en étaient recouvertes. Le long de l'avenue qui mène de Zahiri au port de Tripoli, le visage souriant de M. Arafat était apposé sur chaque arbre. Toute la journée de dimanche, des camionnettes transportant des valises ont fait la navette entre la ville et le port, alors que les combattants sans affectation en première ligne affluaient aux nombreux points de regroupement.

En raison d'une possible attaque israélienne, nos troupes resteront très dispersées jusqu'au dernier moment », disait un responsable de F.O.L.P. Face aux dissidents soutenus par la Syrie, les premières lignes de F.O.L.P. étaient renforcées et les combattants loyalistes restaient sur leurs gardes.

Malgré un apparent désordre et une grande nervosité, le départ semblait très bien organisé par les Palestiniens. Muni d'une liste de ce qu'il devait emporter ou laisser (notamment alcool ou drogue), chaque combattant se présentait devant un responsable avant de faire enregistrer ses bagages. Sur chaque valise, une étiquette rouge indiquait le nom, le grade et l'unité du porteur. La police militaire palestinienne, béret et brassard rouges, veillait au

bon déroulement des opérations. Dans une école, cent cinquante personnes, femmes et enfants, se préparaient aussi au départ. Une centaine de familles devaient, en effet, quitter Tripoli avec les combattants. Ce sont souvent les proches des militaires les plus en vue qui ne peuvent rester dans les camps de Baïdaoui et de Nahr-El-Bared pour des raisons évidentes de sécurité. Dans le centre social ouvert par F.O.L.P. depuis son repli sur Tripoli, c'était presque l'émotion pour obtenir des petites cartes plastifiées de la Palestine où figure le portrait du chef de F.O.L.P. Beaucoup de familles venues de tous les camps palestiniens du Liban se rassemblaient pour dire un dernier adieu à leurs parents.

Ce lundi matin, mal n'était en mesure de dire quand pourraient partir M. Arafat et ses combattants. Une chose paraît évidente : l'évacuation ne pourra s'effectuer dans la journée de ce lundi. En effet, pour des raisons de sécurité, les bateaux grecs à Chypre accosteront, un par un, avant de regagner le large, où ils resteront pendant toute la durée de l'opération sous la protection de la marine française. De toute façon, compte tenu du nombre des combattants, l'embarquement exigera environ vingt-quatre heures.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Les Libanais soupçonnent Washington de vouloir retirer ses « marines »

De notre correspondant

Beyrouth. - Rien n'est plus en mesure de rassurer les Libanais depuis que les milieux officiels américains distillent des « fuites » concordantes relayées par les agences de presse, annonçant que les États-Unis s'attendent plus que l'occasion d'une « sortie honorable » pour se dégager du Liban.

Lorsque le président Reagan a prononcé, le vendredi 16 décembre, sa « petite phrase », selon laquelle il retirait ses « marines » de Beyrouth « si l'effondrement complet de l'ordre rendait inutile la recherche d'une solution » (Le Monde du 16 décembre), on en déduisait à Beyrouth que Washington préparait son désengagement. Les confidences de hauts fonctionnaires anonymes du département d'État ont vite fait de nourrir ces craintes.

Non que l'intervention américaine ait été particulièrement bénéfique pour la pacification du Liban, mais parce qu'un départ des « marines », et, dans leur sillage, celui des autres contingents de la force multinationale, constituerait pour les Libanais un nouveau saut dans l'inconnu.

Les tirs des avions américains, le dimanche 18 décembre, contre des positions syriennes en montagne, suite aux tirs de missiles contre deux F-14 en mission de reconnaissance, n'ont nullement dissipé la crainte d'un éventuel « échec » de Washington. D'autant que les efforts diplomatiques visant à rétablir la concorde au Liban ne paraissent pas faire de progrès.

LUCIEN GEORGE.

Le Koweït accuse implicitement l'Iran d'être impliqué dans les récents attentats

Le Koweït a annoncé, le dimanche 18 décembre, l'arrestation de dix personnes tenues pour responsables des sept attentats à l'explosif du lundi 12 décembre et a implicitement mis en cause l'Iran dans la préparation de ces actions, qui ont fait, au total, six morts et une soixantaine de blessés.

Après le conseil des ministres, le porte-parole du gouvernement koweïtien, M. Abdel Aziz Hussain, a indiqué que ces dix personnes - sept Irakiens et trois Libanais - avaient fait des « aveux complets » de leur responsabilité dans les attentats et qu'elles apparaissent toutes au mouvement d'opposition irakien Al Daawa. Les dix accusés comparaitront, ce lundi 19 décembre, devant la Haute Cour de sûreté de l'État, a-t-il précisé.

« Nous savons tous, a déclaré le ministre koweïtien, où le parti Al Daawa a trouvé aide et assistance pour commettre ces attentats ». Plusieurs des dirigeants du parti Al Daawa - dont la majeure partie des militants sont chiites - résident à Téhéran, et c'est là que sont publiés les communiqués du mouvement.

Le porte-parole a encore indiqué que des armes avaient été dérobées aux domiciles des auteurs présumés des attentats. Parmi ces armes figurent notamment des bazookas, des grenades et des systèmes d'horlogerie. Elles ont été introduites au Koweït par « voie de mer », dissimulées dans des tuyaux à flammes de barils de gazole, a-t-il ajouté.

A Téhéran, la presse a fait état, dimanche, de l'arrestation au Koweït du responsable des écoles irakiennes dans l'émirat, M. Mahmoud Eslami, ainsi que de deux

fonctionnaires et d'un domestique dont les noms n'ont pas été précisés. « Suite à l'action sauvage de la police de Koweït à l'égard des Irakiens », écrit le quotidien *Kayhan*, le chargé d'affaires de Koweït à Téhéran a été convoqué samedi au ministère iranien des affaires étrangères.

Le chargé d'affaires koweïtien, M. Kazem Mouaref, avait déjà été convoqué le 15 décembre au ministère à Téhéran, soit trois jours après les sept attentats à Koweït.

A New-York, l'ambassade d'Iran auprès des Nations unies, a démenti catégoriquement que son pays ait été impliqué dans les attentats du Koweït. M. Khorrami, qui répondait aux questions de la chaîne de télévision ABC, a ajouté que son gouvernement se refusait néanmoins à condamner les récents attentats à Beyrouth et à Koweït, car ces attentats « ne peuvent pas être dissociés d'actions terroristes commises par les États-Unis au Liban ».

Par ailleurs, dans une déclaration à l'*Hebdomadaire Newsweek*, le général Tlass, ministre syrien de la défense, affirme que ce sont des « nationalistes libanais » qui ont lancé les attaques contre les troupes américaines, françaises et israéliennes au Liban. « Les Américains disent toujours que ce sont des Irakiens, ou des gens soutenus par l'Iran, mais si les Irakiens étaient capables de mener de telles actions, ils les auraient aussi menées contre Bagdad », avance le général Tlass.

Le ministre syrien fait valoir, d'autre part, que son pays dispose de « commandos kamikazes » capables d'intervenir contre la flotte américaine au large du Liban. « Si les États-Unis continuent à attaquer les forces syennes », - (A.F.P.)

Jérusalem continue à entretenir le doute sur ses intentions

De notre correspondant

Jérusalem. - Comme on s'y attendait, le gouvernement de M. Shamir a décidé de montrer jusqu'au bout sa force aux loyalistes de F.O.L.P. pour rappeler à M. Arafat, aux pays occidentaux et à ses propres citoyens qu'il n'accepte qu'à contre-cœur de laisser se dérouler une opération d'évacuation parallèle par les Nations unies.

À la fin d'un conseil des ministres dominé long de sept heures dont l'essentiel a été consacré à la situation au Liban, le porte-parole du gouvernement, M. Dan Meridor, a rappelé l'hostilité d'Israël à cette évacuation tout en précisant que « cela ne signifie pas qu'il y a opposition ». M. Meridor a souligné que Jérusalem était « fidèle » à ses positions en luttant contre le terrorisme et a regretté « que le gouvernement français aille à l'encontre de cette attitude ». Le ministre de la défense, M. Moshe Arens, avait déclaré samedi : « Les forces navales israéliennes ont les moyens d'empêcher l'évacuation si elles le souhaitent ».

Les raids de la marine et les manœuvres des autorités ont contribué à alimenter les craintes des équipages des cinq navires grecs chargés de l'évacuation. On relève avec intérêt à Jérusalem le fait que les capitaines de ces bateaux ont eu des réunions imprévues dimanche soir à Larnaca avec l'état-major du port autonome *Clemenceau*. Selon un responsable du port cité par le *Jerusalem Post*, les équipages souhaitent avant de rallier Tripoli recevoir des assurances supplémentaires quant à la non-intervention de la marine israélienne.

M. Arafat et ses hommes, estimant, dit-on, ne pas vouloir vraiment se sentir tirés d'affaire que si les bateaux français viennent jeter l'ancre juste devant le port de Tripoli et assurent ensuite la « couverture » des cargos grecs arrivés dans leur sillage. Cette présence devrait dissuader la flotte israélienne d'intervenir, mais on ne peut évidemment exclure d'avance tout incident franco-israélien.

D'autre part, selon le radio de Jérusalem, M. Rumsfeld, envoyé spécial du président Reagan au Proche-Orient, qui s'est entretenu dimanche avec le président égyptien Mubarak, se rendra à Bagdad après une visite en Arabie Saoudite. Ce sera le premier séjour d'un haut responsable américain en Irak depuis la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays il y a seize ans.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

« Un appel de la Ligue libanaise des droits de l'homme ». M. Mohsen Sitt, avocat chiite libéral de Beyrouth et président du Comité libanais pour la sauvegarde de la Constitution et des libertés (Ligue libanaise des droits de l'homme), vient de lancer un appel, appuyé par la Fédération internationale des droits de l'homme, pour que se rencontrent au Luxembourg, début 1984, des représentants de toutes les communautés libanaises.

ISTH Centre AUTUEL Depuis 1953 TOLBIAC
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
SC.PO
ENSEIGNEMENT ANNUEL COMPLET
Octobre à Juin de Janvier à Juin
■ Entree en A.P.
17 à 22 h hebdo
■ Renforcement en Mathématiques et 2 langues vivantes
■ Démonstrations hebdomadaires
■ Succès importants confirmés
Centre 83, 87, Av. d'Italie TOLBIAC 75013 Paris
Tél. 585.59.35
Centre 6, Av. Jean Hutey 75016 Paris
Tél. 224.10.72-520.46.14

Le Monde SELECTION HEBDOMADAIRE
381 francs *
C'est le prix d'un abonnement d'un an par avion à la Sélection hebdomadaire du Monde en Thaïlande
Un cadeau original pour vos parents et vos amis vivant à l'étranger
Numéro spécimen sur demande au Service des abonnements 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09 ou par téléphone au 246-72-23, poste 2391. * Prix valable jusqu'au 31-12-1983.

U.R.S.S.
Selon « Newsweek »
M. ANDROPOV SOUFFRIRAIT D'UNE GRAVE MALADIE RENALE D'ORIGINE DIABÉTIQUE

M. Youri Andropov souffrirait d'une grave maladie des reins appelée néphropathie diabétique, selon une « source médicale soviétique bien informée » que cite le magazine *Newsweek* ce lundi 19 décembre.

M. Andropov, qui n'a plus été vu en public depuis le 18 août, se trouverait dans un hôpital de la banlieue de Moscou, réservé aux plus hauts dirigeants du régime, poursuit le magazine américain. Il serait capable de se déplacer, mais ses médecins ne pourraient pas le voir représentatif immédiatement ses activités. M. Andropov se remettrait lentement d'une longue crise provoquée par sa maladie. Il devrait subir périodiquement des séances de dialyse destinées à purifier son sang, une fonction que ses reins ne remplissent plus. Une transplantation rénale aurait été envisagée, puis abandonnée, ses médecins craignant que le malade soit incapable de supporter l'opération.

[Les atteintes rénales (néphropathie) qui accompagnent parfois l'évolution d'un diabète ne constituent que l'une des conséquences possibles des lésions vasculaires multiples notées chez certains diabétiques. L'insuffisance rénale est due, dans ces cas, comme les troubles de la vue, à l'artériosclérose des artères. Les atteintes rénales du diabète sont donc le résultat de lésions vasculaires du diabète. Nous avions indiqué (Le Monde du 8 novembre) que M. Andropov présentait des signes évidents de dégradation vasculaire du tronc cérébral, se manifestant notamment par des tremblements et une semi-paralysie faciale. L'atteinte rénale n'est que l'un des aspects de ces lésions vasculaires généralisées. - D.R.E.]

البحر الأحمر

ASIE

Japon

Le parti gouvernemental perd la majorité à la Diète

Tokyo. - Le parti Libéral Démocratique japonais (P.L.D.) et tout particulièrement son président et premier ministre, M. Yasuhiro Nakasone, ont subi, un grave revers aux élections générales pour le renouvellement de la Diète. Ces élections, axées par l'opposition sur le thème de la moralisation des pratiques politiques de la majorité, sont marquées en revanche par un retour en force du parti Komeito (centriste d'influence bouddhiste), un regain de popularité des socialistes et un fort pourcentage d'abstentions qui semblent avoir surtout joué au détriment de la majorité. En fait, on revient grosso modo en ce mois de décembre 1983 aux équilibres établis entre les principales formations politiques japonaises en 1976 après la première révélation du scandale Tanaka et avant que la vague de sympathie consécutive à la mort du premier ministre Ohira, pendant la campagne électorale de 1980, ne vienne relever la cote du P.L.D.

Paradoxalement, celui qui symbolise la perversion du système démocratique par l'argent et qui vantait son parti de sérieux dérapages électoraux depuis 1976, M. Tanaka lui-même, sort renouveau de l'épreuve. L'ancien premier ministre, condamné en octobre dernier à 4 ans de prison pour corruption, obtient dans sa circonscription un score sans précédent, qui prend des allures de raz de marée (plus de 200 000, contre 50 000 à son plus proche adversaire). C'est, rappelons-le, en raison des interminables défilés politico-judiciaires de l'ancien premier ministre que la chambre basse avait été dissoute au début du mois.

Plus de 84 millions d'électeurs étaient appelés, dimanche, à choisir entre quelque 850 candidats s'affrontant dans 130 circonscriptions pour 511 sièges. La formation conservatrice, agglomérée de factions qui monopolisent le pouvoir depuis la fin de la guerre, comptait 286 sièges au moment des élections. M. Nakasone avait fini par se résoudre à dissoudre l'assemblée. Elle n'en obtient aujourd'hui que 250, soit un recul de 36 sièges. Elle perd du même coup la majorité absolue et, a fortiori, celle des 270 sièges qu'elle avait cru pouvoir maintenir et qui lui assuraient automatiquement le monopole du contrôle de toutes les commissions de la chambre.

Trois ministres du cabinet sortant, ceux de la défense, du travail et de l'éducation (trois secteurs à controverses) n'ont pas été réélus. Plus grave encore, la majorité ne perd pas seulement dans les villes traditionnellement moins conservatrices et plus rudes que le monde rural à l'exercice démocratique, mais également dans certaines campagnes.

Dans la majorité même les pertes entre les divers clans politiques se répartissent comme suit : la faction Tanaka, la plus forte, passe de 65 à 60 sièges, celle de l'ancien premier ministre, M. Suzuki, chute de 12 sièges (de 61 à 49), celle du premier ministre actuel, M. Nakasone, passe de 47 à 40, celle de M. Fukuda de 46 à 40, et enfin celle de M. Komoto tombe de 30 à 28 sièges.

Du côté de l'opposition, le parti socialiste et le Komeito (centriste) apparaissent, avec les démocrates sociaux, comme les grands bénéficiaires de cet échec des conservateurs. Le premier obtient 112 sièges (contre 101) lors de la dissolution ; le deuxième, 58 (contre 34) et les derniers, 38 (contre 32). Ces partis, alliés pour la circonstance, avaient fait essentiellement campagne contre la corruption du monde politique, en général, et contre l'influence de M. Tanaka sur le P.L.D., sur le premier ministre et sur le gouvernement. Le parti socialiste avait

De notre correspondant

Le second enseignement est que les tensions ne vont pas manquer au sein de l'Assemblée et de la majorité elle-même, et on voit mal comment la crise politique pourrait être évitée. Les adversaires du premier ministre n'ont pas caché qu'ils mettraient en cause sa responsabilité (et donc sa tête politique), si le parti n'atteignait pas la barre des 270 sièges. Le triomphe de M. Tanaka chez lui et la déroute de celui qui était venu le défier, M. Nakasone, ne vont pas arranger les choses dans la mesure où ils risquent d'être pris par l'intérêt comme une « absorption populaire » de ses crimes et par ses adversaires comme une nouvelle provocation.

Enfin, si M. Nakasone devait céder sa place, cela serait aussi un revers pour tout ceux qui, à l'étranger, attendent qu'il entraîne plus avant le Japon dans la voie de responsabilités internationales - politiques, économiques et militaires - accrues. Américains, Européens de l'Ouest et même Chinois - qui apprécient le langage et le style de gouvernement de cet homme, - auraient sans doute beaucoup à perdre à son départ. Il n'en reste pas moins que l'électorat japonais vient de se montrer moins impressionné qu'on ne s'y attendait par son bilan politique et par sa rhétorique en matière de diplomatie et de défense. Il paraît plus avoir sanctionné les manquements à une démocratie que l'Occident lui-même a imposé au Japon.

R.-P. PARINGAUX.

AMÉRIQUES

Brésil

Les deux prêtres français détenus ont été libérés

Brasília (A.F.P.). - Les prêtres français Aristide Camilo et François Gouriou, condamnés par la justice militaire brésilienne à dix ans et huit ans de prison pour « subversion », sont libérés depuis le samedi 17 décembre.

Bénéficiaire de la nouvelle loi de sécurité nationale (L.S.N.) qui réduit les peines pour les atteintes à la « sûreté de l'Etat », les deux prêtres ont été libérés sur décision du tribunal supérieur militaire (S.T.M.). Mais une heure après, alors qu'ils célébraient leur libération au siège de la conférence nationale des évêques du Brésil (C.N.E.B.), le ministre de la justice, M. Abi Akel, décidait de les faire remettre en prison préventive en attendant la fin de la procédure d'expulsion prise à leur égard. Trois heures après, il annulait cet ordre.

Arrêtés le 31 août 1981 et accusés d'avoir incité un groupe de paysans sans terre à attaquer une patrouille de police en Amazonie orientale, ils avaient été condamnés en juin 1982 pour « incitation à la subversion et à la lutte des classes ». Aux termes de la nouvelle loi, les treize auteurs de l'embuscade, qui avait fait un mort, ont également été libérés samedi.

Levee des mesures d'urgence à Brasilia. - Les mesures d'urgence décrétées à Brasilia, le 19 octobre, par le gouvernement pour « préserver l'ordre public » ont été rapportées dimanche 18 décembre. Elles avaient été décidées pour soixante jours, pour « soustraire les parlementaires à la pression de manifestations émeutiques » lors du vote d'un décret-loi de la présidence limitant à 80 % de la hausse de l'indice des prix le réajustement semestriel des salaires.

AFRIQUE

Algérie

Alors que s'ouvre le V^e congrès du F.L.N.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE PORTE DE TRENTE ET UN A QUARANTE-HUIT LE NOMBRE DES WILAYAS

(De notre correspondant.)

Alger. - Quelque 5 000 délégués assistent à la séance inaugurale du V^e congrès du F.L.N. à Alger, ce lundi 19 décembre. Environ la moitié sont des élus de la base. Les organisations de masse, les unions professionnelles et l'Armée des Algériens en France sont représentées. Siègent aussi plusieurs centaines de militants représentant l'armée en tant que telle, la haute administration, les membres des commissions du parti et le comité central. Celui-ci a tenu dimanche son ultime session dans sa composition d'avant le congrès, dont il a mis au point l'ordre du jour. Le président Chadli a rendu hommage au travail collectif de la plus haute instance du F.L.N., dont tous les membres se retrouveront évidemment pas leur siège (le Monde daté 18-19 décembre).

A la veille du congrès, l'hebdomadaire « Révolution africaine », publié par le parti, a révélé le nombre actuel des militants du F.L.N. : 258 702 contre 209 733 en 1980. Cette augmentation représente seulement 1/3 des candidatures présentées : 155 000 au total. « Dans la même période, précise Révolution africaine, le nombre des étudiants est passé de 2 564 à 3 782 et les cadres de 17 965 à 19 877. Pour les professions libérales, il y a une diminution. La représentation de celles-ci est passée de 20 854 à 20 663.

Selon les statistiques du parti, 52 000 membres ont entre dix-huit et trente ans et 72 000 entre trente et un et quarante ans. La plupart des cadres dirigeants du F.L.N. tirant leur légitimité de la lutte de libération nationale. Un renouvellement est inévitable à moyen terme : 60 % des Algériens, étant âgés de moins de vingt ans, n'ont pas connu cette époque.

Juste avant le congrès, l'Assemblée nationale populaire a adopté un projet de loi sur l'organisation territoriale qui modifie un découpage administratif datant de 1974 et crée 17 wilayas (départements) supplémentaires. Au lendemain de l'indépendance il y avait 15 wilayas pour 8 millions d'habitants. En 1974, 16 millions supplémentaires furent créés. Aujourd'hui, avec plus de 20 millions d'habitants, l'Algérie se prépare à de nouveaux équilibres régionaux avec un découpage de 48 wilayas.

La loi adoptée vendredi vise à une plus grande maîtrise du développement local et à une meilleure répartition de la population. Les services de la planification, a déclaré le ministre de l'Intérieur, envisagent pour les prochaines années de favoriser l'installation de 300 000 habitants dans les régions insuffisamment développées et sous peuplées. En principe, ce nouveau découpage territorial sera effectif dès 1985, année de départ du prochain plan quinquennal.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Angola

RAID AERIEN SUD-AFRICAÏN. Selon l'agence angolaise de presse ANGOP, dix-sept Mirage sud-africains ont attaqué les forces angolaises, samedi 17 décembre, dans la région méridionale de Mulondo (province de Huila). Ce raid, qui aurait fait, d'après ANGOP, « plusieurs morts et blessés », a eu lieu à 300 kilomètres à l'intérieur du territoire angolais. - (A.F.P.)

DIPLOMATIE

AU « GRAND JURY R.T.L. - LE MONDE »

M. Gaston Thorn regrette le manque de pouvoirs de la Commission des Communautés

M. Gaston Thorn, président de la Commission des Communautés européennes, était, dimanche 18 décembre, l'invité de l'émission « Grand Jury R.T.L. - Le Monde ». A propos de l'échec du Conseil européen d'Athènes, il a notamment déclaré : « Il est à craindre que les dix chefs d'Etat et de gouvernement n'aient quelque peu sous-estimé l'enjeu de ce sommet. Chacun est rentré à la maison un peu trop facilement heureux car personne n'avait abdiqué [...]. Dans l'histoire, le perdant, c'est l'Europe. J'espère que, après le sommet d'Athènes, chacun des dix antagonistes ou participants se rendra compte qu'il faut apporter plus de soin pour sortir de la crise.

Interrogé sur le rôle de la Commission des Communautés dans le fonctionnement des institutions de la C.E.E., M. Thorn a estimé : « La Commission est responsable [...]. Toutes les propositions ont été mises sur la table. Hélas, la situation est abominable : vous êtes le moteur de la Communauté, vous avez le monopole des propositions, mais vous n'êtes pas à même de les faire passer. N'importe qui peut vous bloquer. C'est une situation qui est démolissante au possible [...]. C'est là que le mot magique de « démission » revient. La démission, on la donne une fois, mais pas deux. Elle constitue une bonne nouvelle le jour même de son annonce. Mais le jour suivant, elle ajoute à la pagaille et ne résout aucun des problèmes. Je ne pense pas, au cas où le Parlement européen ne se ferait pas obéir sur tel ou tel point, que le problème soit résolu avec la démission des quatre cent trente-quatre députés. Au moment où l'Europe est en crise, il faut que l'institution la plus communautaire assume ses responsabilités et maintienne le cap. C'est ce que notre Commission a décidé. Si l'on essayait de nous faire faire quelque chose que, en tant que gardien du traité, nous ne devrions pas faire, en ce qui me concerne, je n'hésiterais pas à franchir la pas.

S'agissant du rôle et du fonctionnement du conseil européen, le président de la Commission a ajouté : « Un conseil composé d'un chef d'Etat et de neuf chefs de gouvernement ne peut, en deux jours, résoudre trente questions amassées au cours de deux ou trois années. [...] Nous devrions savoir que toutes ces personnalités - et c'est normal - ne peuvent lire que des notes de couverture concernant tous ces dossiers et qu'ils sont là, quant à eux, pour donner des orientations et exercer les arbitrages politiques, mais pas pour résoudre les questions techniques. »

Après avoir rendu hommage au rôle de M. Papandréou et de la présidence grecque de la Communauté qui s'achèvera le 31 décembre, M. Thorn a ajouté, à propos de la présidence française qui s'ouvrira aussitôt après : « Le succès d'une présidence, c'est le succès de l'Europe, et donc le succès de la Commission. Nous ne faisons pas le choix entre les présidences, au contraire ! Je trouve que là aussi, il y a un certain abus dans ce rôle exagéré qu'on attribue aux différentes présidences. [...] Je crois que dans l'intérêt de la réussite il faudrait un peu décentraliser et dénationaliser les présidences, pour ne pas en faire une question de rivalité entre nations par Communauté interposée. Cela dit, la France était à la base des traités, est particulièrement bien placée à un moment crucial pour en rappeler les origines. [...] Mais très franchement - et ce n'est pas une boutade - je pense que l'Europe serait mieux servie si la Commission avait la présidence. »

M. Thorn a, par ailleurs, estimé que le risque de voir les prochaines élections européennes prendre un caractère essentiellement national constituerait pour l'Europe « un grand danger ». Il s'est, en outre, « farouchement » en faveur de l'augmentation des ressources propres de la C.E.E.

A propos de l'élargissement de la Communauté, M. Thorn a ajouté : « Ce ne serait un cadeau pour personne, et certains l'ont dit à Athènes, que de faire l'élargissement dans le malentendu, dans le doute. Il faut clarifier les problèmes entre nous. Il faut dire quelle est la Communauté que nous voulons, et il faut alors, toutes choses bien pesées, que l'on s'attaque à la dernière phase de la négociation et à l'élargissement. »

Après la décision de M. Pieter Weyers, président du gouvernement luxembourgeois qui a annoncé, samedi soir, qu'il ne se représenterait pas aux élections de juin 1984, M. Thorn a indiqué qu'il n'envisageait pas de briguer sa succession à la tête du cabinet, après le scrutin législatif qui aura lieu dans le Grand-Duché en même temps que les élections européennes. « Je n'ai qu'une chose à dire, a-t-il précisé. J'ai accepté la présidence des Communautés européennes jusqu'à janvier 1985. C'est un mandat qui m'honore et qui prend tout mon temps, et je m'y consacrerai jusqu'au bout. »

A TRAVERS LE MONDE

Maurice

REJET DU PROJET DE RÉFORME CONSTITUTIONNELLE. - Le projet d'amendement de la Constitution, visant à faire de l'île Maurice une république à l'intérieur du Commonwealth (le Monde daté 2-3 octobre), a été rejeté, samedi 17 décembre, par le Parlement. Le gouvernement de Sir Anerood Jugnauth n'ayant pu obtenir la majorité des trois quarts des voix nécessaires à l'adoption de ce texte. Ce projet prévoyait notamment la création d'une présidence et d'une vice-présidence de la République. Son rejet est dû à l'abstention de l'opposition, conduite par M. Paul Béranger, dont les amendements au texte

gouvernemental (transfert de pouvoirs du premier ministre au président de la République et suppression de la poste de vice-président de la République), avaient été préalablement rejetés par le gouvernement. - (A.F.P.)

Tchad

M. HISSÈNE HABRÉ A BANGUI. - Le président tchadien a quitté N'Djamena, dimanche 18 décembre, pour Bangui afin d'y négocier la réintégration de son pays au sein de l'UDEAC (Union douzière des Etats de l'Afrique centrale), dont le Tchad s'était retiré en 1968. Le dix-neuvième sommet de l'UDEAC s'ouvre, en effet, ce lundi dans la capitale centrafricaine.

Les Libanais soupçonnent Washington de vouloir rebreiser ses « marines »

Le Libanais soupçonnent Washington de vouloir rebreiser ses « marines »

Le Koweït accuse implicitement l'Irak d'être impliqué dans les récents attentats

Le Koweït accuse implicitement l'Irak d'être impliqué dans les récents attentats

CINQ PLURIEL A OFFRIR

Wagner et notre temps

Gustav Mahler

Bach en son temps

PlurIEL HACHETTE

Le Monde

politique

Les élections législatives partielles

C'était le dernier dimanche électoral de l'année, un dimanche d'héritage. Deux héritages : le siège laissé vacant dans la première circonscription du Lot par M. Maurice Faure, devenu sénateur, est revenu à son successeur désigné, M. Bernard Charles (M.R.G.) ; celui du canton de Strasbourg-VIII est allé au fils du conseiller général décédé, Armand Bussé.

Un héritage raté dans le Morbihan : le siège de la deuxième circonscription, laissé vacant par M. Christian Bonnet, n'est pas revenu à M. Naël (U.D.F.). Les électeurs de cette circonscription n'ont pas suivi les conseils du « Mégataire », maire de Carnac, qui avait

recommandé de voter pour le maire d'Auray, candidat officiel de l'opposition.

Désavouant le choix des instances nationales de l'U.D.F. et de l'ancien ministre de l'intérieur, ils ont préféré manifester un soutien franc et massif à M. Aimé Kergueris, maire de Ploùhinec, ancien suppléant de M. Bonnet, qui a déjà siégé à l'Assemblée nationale de 1976 à 1981.

Le nouveau député du Morbihan, qui avait maintenu sa candidature en dépit des pressions du maire de Carnac, a fait savoir qu'il démissionnera des « explications » à l'U.D.F. « En fonction des réponses qui nous seront apportées, je signerai, ou non, comme U.D.F. ou comme non-inscrit. »

Dans le Lot, la majorité conserve son siège, même si elle perd des points (- 18,03 points par rapport au scrutin de 1981 : 16,42 points par rapport à celui de 1978). Au-delà des aménagements et des racines, la gauche s'est immobilisée et les reports des voix socialistes et communistes du premier tour se sont bien effectués. C'est une victoire pour la gauche, c'est surtout une victoire pour le M.R.G. qui a fait la preuve qu'il pouvait exister après M. Maurice Faure.

Son succès le met dans une position de force plus grande dans la tentative de constitution d'un centre gauche plus étoffé avec les radicaux valaisiens dissidents dans la perspective des élections européennes.

NADINE AVELANGE.

M. Roland Dumas nommé ministre des affaires européennes

M. André Chandonagor ayant quitté le gouvernement pour devenir premier président de la Cour des comptes, le chef de l'Etat avait le choix entre deux logiques. L'une consistait, en supprimant le poste de ministre délégué chargé des affaires européennes qu'occupait M. Chandonagor, à accroître les prérogatives de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, spécialiste confirmé de l'Europe. L'autre répondait au souci de créer un ministère à part entière.

La seconde a prévalu. M. Roland Dumas, dont la nomination a été annoncée dimanche 19 décembre, sera ministre et non pas, comme M. Chandonagor, ministre délégué. A ce titre, il s'agira chaque mercredi au conseil réuni à l'Elysée, alors que M. Chandonagor n'y était convié que lorsqu'un dossier traité le concernait directement.

Le choix de M. Dumas manifeste cependant que l'on peut accorder, dans la forme, l'importance de la charge et réduire, de fait, l'autonomie de celui qui l'assume. M. Dumas est un ami personnel de M. Mitterrand depuis la Résistance.

J.-Y.-L.

LOT : L'héritage radical assuré

Le « légataire universel » de M. Maurice Faure assurera bien la succession. M. Bernard Charles, trente-cinq ans, pharmacien-chef de l'hôpital de Cahors et candidat M.R.G., a été élu, dimanche 18 décembre, député de la très particulière première circonscription du Lot. Avec 52,44 % des suffrages exprimés, le représentant de la majorité, une au second tour, l'a emporté face à M. André Carle (R.P.R.), candidat unique de l'opposition, qui rassemblait sur son nom 47,55 % des voix.

Cette victoire d'un radical de gauche, venant après trente-deux ans de règne fauriste dans le département, était prévisible, au terme du premier tour, le 11 décembre dernier. Arrivé en tête des candidats de gauche, M. Bernard Charles, successeur désigné de M. Maurice Faure, possédait les meilleures chances de l'emporter. D'abord parce qu'il bénéficiait de l'appui, tout de même essentiel, de M. Maurice Faure et de celui, non moins important, de la très radicale *Député de Toulouse*. Ensuite parce que ce radical de gauche, au profil sensiblement différent de celui de son illustre prédécesseur, aura su, après de longues études, conduire une excellente campagne. Jouant à fond de ses atouts propres — la jeunesse, une très bonne implantation dans la vie associative locale — M. Bernard Charles ne s'est pas essayé à apparaître pour ce qu'il n'était pas, un bébé Faure, mais s'est limité à une sage démonstration d'un radicalisme nouvelle manière : para-radicarisme plutôt que pseudo-faurisme.

Enfin, troisième atout, lui aussi essentiel, M. Bernard Charles, après un

premier tour essentiellement consacré à la recherche des voix « fauristes », a su apparaître au second tour comme le véritable candidat de la gauche unitaire. Nécessité faisant loi, surmontant les blessures d'amour-propre et les dissensions du premier tour, les autres candidats de gauche, MM. Baldy (P.S.) et Thiamer (P.C.), ont parfaitement joué le jeu du désistement. Leur électorat a suivi.

Même s'il est vrai que cette mobilisation des abstentionnistes a davantage profité au candidat de l'opposition, M. André Carle (R.P.R.), celui-ci a en effet amélioré son score du premier tour de plus de 3 500 voix. Au-delà du désistement en sa faveur de M. René Laur (679 voix le 11 décembre), la progression est sensible, quoique insuffisante. Peut-être démontre-t-elle seulement que le candidat du R.P.R. a été, au bout du compte, victime de l'ambiguïté de sa propre campagne. « Fauriste » avant le premier tour, jouant du flou radical, M. Carle est devenu, avant le deuxième tour, un opposant et un adversaire, menant une offensive beaucoup plus politique.

Cette métamorphose, non seulement aura été dangereuse, mais aura été insuffisante pour inverser un rapport de forces défavorable. Il restera à M. Carle la satisfaction d'avoir fait très sensiblement progresser l'opposition dans la circonscription, où elle passe d'un total d'environ 28,5 % des suffrages en 1981 à 47,55 % cette fois-ci. Une progression de 18 points et donc, par ricochet, un recul parallèle de la majorité.

P.G.

MORBIHAN : un désaveu infligé aux instances nationales de l'U.D.F. et à M. Bonnet

Le maire de Ploùhinec, M. Aimé Kergueris, vice-président du conseil général, l'emporte largement dans la deuxième circonscription du Morbihan, où un duel fratricide l'opposait à l'autre candidat de l'U.D.F., M. Michel Naël, maire d'Auray et candidat officiel de l'opposition, arrivé pourtant en tête du ballottage au terme du premier tour de scrutin.

L'ancien suppléant de M. Christian Bonnet regagnera donc le Palais Bourbon, où il avait déjà siégé de 1978 à 1981 quand le maire de Carnac occupait les fonctions de ministre de l'Intérieur. Sa victoire est très nette : M. Aimé Kergueris recueille 58,90 % des suffrages exprimés et 10 817 voix de plus que le 11 décembre, alors qu'il y en a eu 4 253 votants de moins. Il a bénéficié non seulement d'un bon report des suffrages obtenus au premier tour par son cousin, M. Joseph Kergueris, maire de Landevennec et animateur départemental des Clubs Perspectives et Réalités, qui s'était désisté en sa faveur, mais aussi de report des suffrages recueillis par M. Jean-Marie Le Pen qui, lui, n'avait donné aucune consigne de vote. Son rival, M. Naël, n'a obtenu que 2 339 voix de plus qu'an premier tour.

Le maire d'Auray, principale localité de la circonscription, a été desservi par l'attitude des instances nationales du R.P.R. qui, conformé-

ment à un accord passé avec l'état-major national de l'U.D.F., l'avaient soutenu jusqu'au 11 décembre avant de déclarer leur « neutralité » entre les deux tours.

M. Aimé Kergueris, pour sa part, était appuyé par les dirigeants R.P.R. de la circonscription, son suppléant, M. Eugène Le Courvoisier, étant d'ailleurs membre du mouvement chiraquien. Son élection constitue donc un désaveu infligé aux instances nationales de l'U.D.F. ainsi qu'à M. Christian Bonnet qui avait appelé à voter pour M. Naël, sans toutefois mener campagne en sa faveur.

Dans leur majorité, les électeurs ont exprimé leur confiance au maire de Ploùhinec, apprécié notamment dans les milieux agricoles. En cela, ils n'ont pas suivi l'ancien ministre de l'Intérieur. En tant que tel, ce dernier n'avait jamais expliqué publiquement pourquoi il n'avait pas choisi comme dauphin son ancien suppléant, qui apparaissait pourtant comme son héritier légitime.

Né le 3 juin 1940 à Ploùhinec, M. Aimé Kergueris est conseiller municipal de cette commune depuis 1965, maire depuis 1971 et conseiller général du canton de Port-Louis depuis 1973. Cet agriculteur est père de cinq enfants.

A.R.

L'avocat-messager du président

A soixante et un ans, M. Roland Dumas, né à Limoges le 23 août 1922, devient le sauveur de cette tradition de la République d'autrefois dans laquelle les avocats occupaient une place privilégiée, menant de pair une carrière professionnelle et une carrière politique. Ce goût confondu de la défense et de la vie publique peut s'expliquer par une jeunesse qui, dès les années 40, fut confrontée avec le temps de la Résistance et se trouva conduite à la nécessité des engagements. La mort du père, tué par les Allemands à



Brantôme (Dordogne), marque le jeune homme qui de son côté participe lui aussi à la lutte clandestine contre l'occupant.

La libération venue, les études achevées, M. Roland Dumas, inscrit en 1950 au barreau de Paris, appartient aussi à ce petit parti, l'U.D.S.R., qui tient sa place au temps de la IV^e République, dont François Mitterrand est le président. Lorsque en 1956 M. Roland Dumas est élu député U.D.S.R. de la Haute-Vienne, son premier mandat parlementaire, on connaît déjà l'avocat qui a assisté, à Limoges, Georges Guingouin dans les démarches que connaît ce chef de maquis devenu commissaire de la République pour une série d'actions accomplies dans le cadre de l'« éducation » en Haute-Vienne.

On va le retrouver dès lors dans la plupart des grandes affaires politiques judiciaires. Ce sera d'abord aux côtés de M. Paul Baudet pour la défense de Jean Monnet, secrétaire général de la défense nationale impliqué dans l'affaire des fuites, une affaire qui vise aussi François Mitterrand et Pierre Laroque, ministre de la Justice, et Jacques Chabanol, directeur du centre d'études politiques de l'Ecole normale supérieure.

Invité, lundi 19 décembre, au journal d'Antenne 2 (midi), MM. Maurice Faure et Edgar Faure

s'engagent encore pour la défense des membres du réseau Juvenet, poursuivis pour aide au F.L.N. algérien.

Par la suite, l'avocat, maintenant affirmé, apparaît dans tous les dossiers brûlants de son temps. Il sera aux côtés de François Mitterrand dans la ténébreuse affaire de l'Observatoire, née d'un attentat dont M. Mitterrand se déclare victime. Il est partie civile pour la famille de Mehdi Ben Barka contre les auteurs de l'enlèvement, en plein Paris, du leader de l'opposition marocaine. Partie civile encore dans l'affaire Martzovitch, exploitée alors contre Georges Pompidou, dont Roland Dumas est aujourd'hui le premier à dire que les rumeurs lancées contre l'ancien premier ministre étaient sans fondement. Avocat du *Canard enchaîné*, il se bat en vain pour obtenir des poursuites contre les poseurs de micros à cet hebdomadaire. Le voilà encore sur la brèche dans l'affaire de Broglie où il défend l'ancien policier Guy Simond.

Ainsi se conforte un renom. L'homme politique ne se fait cependant pas oublier. En juin 1958, le député U.D.S.R. de la Haute-Vienne ne votera pas l'investiture de Charles de Gaulle, rappelé aux affaires après le 13 mai d'Alger. Il participe à la fondation de la Convention des institutions républicaines. Chaque grande date de l'histoire de l'opposition le trouve présent.

Ses liens d'amitié avec M. Mitterrand se sont renforcés. Après la victoire du 10 mai 1981, c'est Roland Dumas que l'on voit au premier rang des fidèles lors de la cérémonie au Panthéon. Alors va venir pour le député du P.S. de la Dordogne élu en juin, le temps des missions confidentielles en Afrique de cet « envoyé » au visage avenant, à la coiffure romantique, l'avocat habile se révèle habile diplomate.

Le 4 décembre au « Grand Jury-R.T.L. le Monde », M. Dumas, à qui l'on demandait s'il avait une ambition ministérielle, répondit : « Mon ambition pour le moment est d'être utile et d'être utile en particulier au gouvernement et au président de la République auquel me lie une grande affection (...). Si demain, il me fait la confiance de m'appeler ailleurs, j'accepterai volontiers. »

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

Une élection cantonale

BAS-RHIN : canton de Strasbourg-VIII (2^e tour). Inscr., 14 762 ; vot., 4 881 ; suffr. expr., 4 703. MM. Hervé Bussé, U.D.F.-C.D.S., 3 423 ; ELU ; André Bord, R.P.R., 1 280.

[Il s'agissait de pourvoir le siège laissé vacant par le décès d'Armand Bussé, U.D.F.-C.D.S., qui avait été élu au second tour du scrutin de mars 1979 avec 2 654 voix contre 2 631 à M. Bernard Loeffler, R.P.R., pour 5 285 suffrages exprimés, 6 064 votants et 13 725 électeurs inscrits.]

M. André Bord n'a pas réuni à représenter le siège qu'il avait occupé de 1961 à 1979. M. Hervé Bussé, fils du conseiller général décédé, qui bénéficiait du soutien de M. Marcel Radloff, C.D.S., sénateur et maire de Strasbourg, et de M. Daniel Hoffel, C.D.S., président du conseil général, recueillit 72,7 % des suffrages exprimés. Il a donc ainsi fortifié le C.D.S. dans ce canton que son père avait conquis en 1979 avec 23 voix d'avance et 50,21 % des suffrages exprimés.]

MM. Edgar Faure et Maurice Faure se proposent de reconstruire une « école de pensée radicale »

MM. Edgar Faure et Maurice Faure ont choisi d'attendre les résultats de la deuxième tour de l'élection législative partielle du Lot — qui a vu le succès de M. Bernard Charles (M.R.G.) — pour rendre public le texte sur lequel ils travaillent, avec d'autres personnalités de la « famille » radicale, depuis le mois de septembre.

Dans ce texte, dont nos éditions du 30 novembre contenaient de larges extraits, ils soulignent notamment la nécessité de « décrire » la vie politique française en établissant un « nouveau système de relations entre les deux ensembles de la majorité et de l'opposition ». Ils envisagent « la possibilité de reconstruire une école de pensée s'attachant à l'inspiration idéologique, à l'approche évolutive et à la méthodologie médiatrice du radicalisme ». Cependant si, dans une première rédaction, ils estiment que

« proposer une réunification structurelle du parti radical » serait aujourd'hui une entreprise chimérique.

« Proposer une réunification structurelle des deux fractions n'appartient pas comme l'approche immédiate du problème ». Une nuance qui devrait satisfaire M. Olivier Stirn, signataire du texte, qui fut, dans sa course à la présidence du parti radical valaisien, l'opérateur de la réunification de la famille radicale.

Vingt-trois personnalités ont signé, qui appartiennent pour un tiers au radicalisme valaisien, pour un tiers au M.R.G. et, pour un tiers, sont appelées « radicaux extérieurs ».

Outre MM. Edgar Faure, sénateur (gauche dém.) du Doubs, et Maurice Faure, sénateur (gauche dém.) du Lot, auxquels s'est joint M. Jacques Pelletier, président du

groupe de la gauche démocratique du Sénat, il s'agit, pour le parti radical, de MM. Olivier Stirn, député du Calvados, Gabriel Pérochon, président d'honneur des radicaux valaisiens, Pierre Jeambrun, sénateur du Jura, Yann Gaillard, conseiller général, et Manuel Diaz, conseiller de Paris (ex-M.R.G.) ; M. Paul Grunet, vice-président du parti radical, qui figurait dans cette équipe à la fin du mois de novembre ; lui, décidé de se retirer.

Pour le Mouvement des radicaux de gauche, il s'agit de MM. Josy Moynet, sénateur de la Charente-Maritime, François Gascobbi, sénateur de la Haute-Corse, François Abadie, sénateur des Hautes-Pyrénées et ancien secrétaire d'Etat dans les deux premiers gouvernements de M. Mauroy, Jacques Marcillat, maire de Lunel (Haut-Rhône), et Pierre Chaussade, ancien préfet, conseiller général. Enfin,

pour les radicaux « extérieurs », il s'agit de M^{me} Micheline Bleyne, secrétaire générale du Nouveau Contrat social, qu'accompagne M. Edgar Faure, Jacqueline Moyandoville, professeur de droit à Paris, des recteurs Gérard Antoine, Frédéric Berthet, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, de MM. Georges Berthoin, président européen de la Commission trilatérale, Alain Cottat, économiste, Georges Denize, membre du Conseil économique et social, Pierre Marlon, ancien directeur général de la sécurité extérieure (ex S.D.E.C.E.), aujourd'hui président d'Aéroport de Paris, Jacques Robert, président de l'université de Paris-III, et Jean-Louis Villermet, directeur du centre d'études politiques de l'Ecole normale supérieure.

Invités, lundi 19 décembre, au journal d'Antenne 2 (midi), MM. Maurice Faure et Edgar Faure

devaient préciser le sens de leur démarche et leurs ambitions, et peut-être évoquer l'idée d'une liste de centre gauche lors des élections européennes. L'équipe qu'ils ont constituée pourrait servir d'ossature à une telle initiative. Elle dépend encore, toutefois, de l'attitude de l'opposition, dont on ne sait si elle présentera une ou deux listes en juin 1984.

M. Jean-Michel Baylet, président du M.R.G., est favorable à une liste de centre gauche. Il a été, tout comme M. André Rossinot, tenu informé de cette démarche des « deux Faure ». Mais si la possibilité des radicaux de gauche multiplie les appels à l'ouverture au centre, le président des radicaux valaisiens veut rester, comme son prédécesseur M. Didier Bariani, « fermement ancré dans l'opposition ».

C.F.-M.

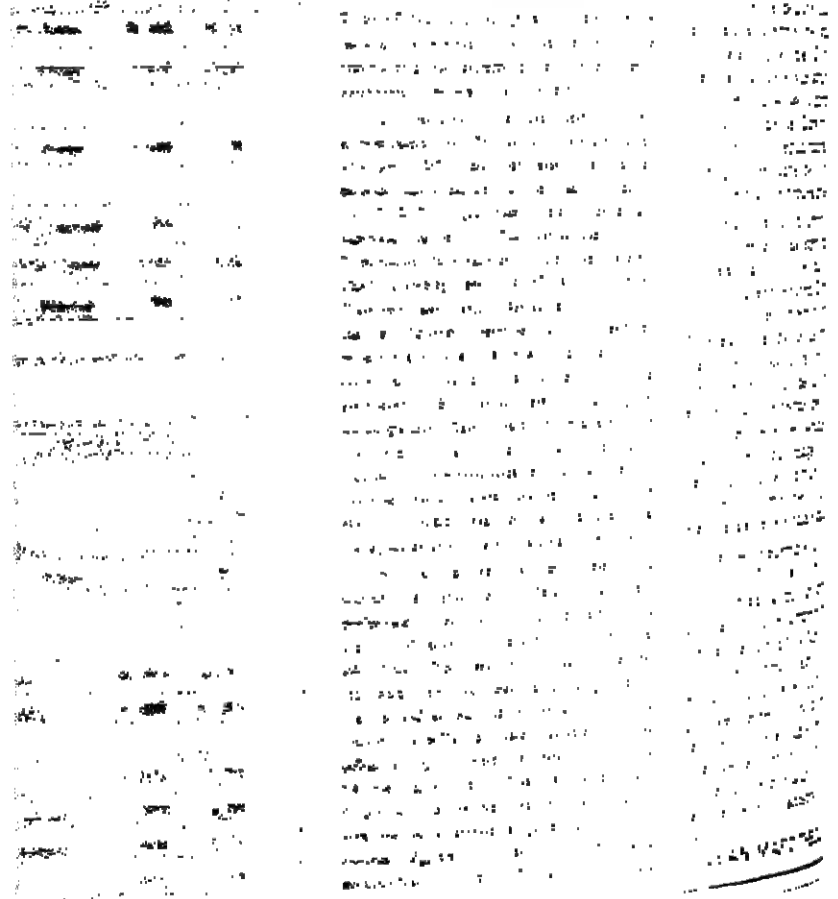
201201520

M. Roland Dumas nommé ministre des affaires européennes

Paris. M. Roland Dumas a été nommé ministre des affaires européennes, remplaçant M. Jean-Pierre Godeaux. Cette nomination intervient à la suite de la démission de M. Godeaux, qui a quitté le gouvernement pour se consacrer à sa carrière d'homme d'affaires. M. Dumas, ancien ministre de l'Intérieur et de la Justice, a une longue expérience politique et administrative. Il a été nommé à ce poste par le Premier ministre, M. Laurent Fabius.

L'avocat-messenger du président

Paris. M. Jean-Louis Luchaire, avocat, a été nommé « avocat-messenger » du président de la République, M. François Mitterrand. Cette fonction consiste à assurer la liaison entre le président et les différents ministères, ainsi qu'à représenter le président devant les tribunaux. M. Luchaire a été choisi pour ses compétences juridiques et sa loyauté.



Laurence Faure se propose école de pensée radicale

Paris. Laurence Faure, journaliste et écrivain, a annoncé qu'elle se proposait d'ouvrir une école de pensée radicale. Elle souhaite former de jeunes esprits à la critique et à l'analyse des idées politiques et sociales. Cette initiative a suscité de vives réactions dans le milieu intellectuel.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Budget 1984 : plusieurs aménagements en deuxième lecture

L'Assemblée nationale a terminé, samedi 17 décembre, l'examen en deuxième lecture du projet de loi de finances pour 1984. L'opposition s'est prononcée contre ce budget que la majorité a adopté. Pour l'essentiel, les députés ont rétabli le texte tel qu'ils l'avaient voté en première lecture, les modifications introduites par le Sénat changeant, pour la plupart, profondément, le contenu du projet de budget.

Néanmoins, plusieurs aménagements ont été apportés au texte à l'occasion de cette deuxième lecture. Ces modifications sont le plus souvent celles qu'avait annoncées M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé du budget, lors du début de l'examen du texte en deuxième lecture, jeudi 15 décembre (le Monde du 16 décembre). Ces modifications n'affectent pas le montant du déficit budgétaire.

● **Provision pour investissements.** — L'Assemblée n'a pas retenu la modification introduite par le Sénat (le Monde du 24 novembre) au dispositif gouvernemental visant à réduire la provision pour investissements liée au montant de la réserve spéciale de participation que les sociétés peuvent constituer en franchise d'impôt. M. Emmanuelli n'a pas réussi à convaincre les députés socialistes de finalement adopter un amendement présenté par M. Christian Pignatelli, rapporteur général de la commission des finances. Cet amendement permettrait aux entreprises qui ont conclu des accords dérogatoires de participation avant le 1^{er} octobre 1973 (c'est-à-dire celles qui sont assues au-delà des obligations légales) d'échapper à cette réduction. En contrepartie, pour les autres entreprises, le montant de cette provision en franchise d'impôt passera de 25 % à 12 % (au lieu de 12,5 %) de la réserve spéciale de participation.

● **Sociétés coopératives.** — L'Assemblée a adopté un amendement du gouvernement visant à faciliter la transformation des sociétés existantes en SCOP.

● **Mesures visant à renforcer les fonds propres des entreprises.** — L'Assemblée a retenu certaines des modifications apportées par le Sénat au texte gouvernemental afin de renforcer l'effet incitatif prévu par le texte. Les intérêts versés aux associés au titre des sommes placées en compte courant dans leur entreprise pourront en particulier produire des intérêts dès la première année et non plus seulement au bout de cinq ans.

● **Taxe foncière sur les propriétés bâties.** — Tout au long de la discussion budgétaire, l'article 13 du projet de loi de finances qui supprimait l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties a été l'objet de nombreuses interventions. Le gouvernement veut donner aux conseils régionaux les moyens législatifs de « préparer le long terme » tandis que les conseils généraux auront à charge de « gérer le quotidien ».

Pour éviter la concurrence de la région avec le département, il propose d'attribuer aux exécutifs régionaux des « blocs homogènes de compétences ».

La réduction de la durée d'exonération aurait abouti pour les collectivités locales, à une hausse des charges, et donc, des loyers. Au terme d'après négociations, portant notamment sur les compensations financières de cette mesure, les députés socialistes ont obtenu que le gouvernement dépose un amendement qui stipule que les logements construits par des sociétés d'économie mixte dans lesquelles les collectivités locales ont une participation majoritaire lorsqu'ils ont été financés à l'aide de primes ou de prêts bonifiés, du Crédit foncier de France, ou de la Caisse centrale de coopération, soient maintenus en dehors du champ d'application de l'article 13.

Les logements construits par les filiales à participation majoritaire de la Caisse des dépôts et consignations, qui font aussi partie du deuxième groupe, ne bénéficient pas de ce maintien, contrairement à ce qu'auraient souhaité les députés qui ont néanmoins salué le « progrès sensible » ainsi réalisé. Le P.C.F. s'est abstenu sur le vote de l'article 13, comme il l'avait fait lors de la première lecture.

Cette mesure devrait porter sur environ soixante-cinq mille logements et entraîner un manque à gagner d'un centaine de millions de francs. Ce manque à gagner sera compensé par une nouvelle augmentation des droits de timbre, après celle qui est destinée à financer en partie la concession faite par le gouvernement sur les assurances mutuelles agricoles.

● **Impôt sur les grandes fortunes (I.G.F.).** — En première lecture, l'Assemblée avait voté un amendement communiste qui supprimait l'exonération de l'impôt sur les grandes fortunes, au titre de l'outil de travail, pour les propriétaires de biens agricoles les louant à long terme à des locataires non membres de leur propre famille, ainsi que pour certains groupements fonciers agricoles (GFA). Cette suppression, logique puisque ces biens ne représentent pas l'outil de travail du propriétaire, est néanmoins en contradiction avec la politique gouvernementale d'incitation fiscale.

à l'installation de jeunes agriculteurs sur des terres prises en baux à long terme, et à l'investissement dans le foncier (le Monde du 26 octobre). En deuxième lecture, l'Assemblée a rétabli l'exonération à 75 % lorsque la valeur de ces biens n'excède pas 500 000 F par rdevable, et à 50 % au-delà.

● **Taxe spéciale sur les conventions d'assurance.** — La commission des finances a fait voter, avec l'accord du gouvernement, l'annulation de cette taxe spéciale pour les contrats conclus avec les assurances mutuelles agricoles et couvrant les biens « exclusivement nécessaires » au fonctionnement des exploitations agricoles, ainsi que les contrats d'assurance-maladie complémentaires. Cette victoire du « lobby agricole » du P.S., qui n'avait pu obtenir en première lecture (le Monde daté 23 et 24 octobre et du 19 novembre), sera compensée financièrement, d'une part par une augmentation de taxes et de droits de timbre — les cartes d'identité et les passeports, qui n'avaient pas été touchés par l'augmentation votée en première lecture, passent cette fois respectivement de 100 à 105 F et de 315 à 335 F, — d'autre part par une nouvelle augmentation de l'imposition au titre de l'IGF des bons anonymes.

Le taux de ce prélèvement était passé en première lecture de 1,5 % à 1,75 % afin de gager en partie les modifications apportées alors à l'article 13 (le Monde des 23 et 24 octobre). Ce taux sera maintenant de 2 %.

Dans les coulisses de l'Assemblée, le rapporteur général de la commission des finances a exprimé des réserves sur cette nouvelle augmentation qui risque, selon lui, en déconvoquant les acquéreurs de ces bons, de créer des problèmes de trésorerie à l'Etat. Selon le rapporteur général, les bons à trois mois produiront désormais des taux d'intérêt négatifs.

● **Vignette sur les automobiles.** — Un compte spécial du Trésor ouvrant des avances mensuelles de l'Etat aux départements est créé afin de permettre à ceux-ci de faire face aux charges d'aide sociale et de santé. En effet, le produit de la vignette, dont le transfert aux départements constitue la contrepartie de ce transfert de charges, n'est encaissé qu'en une fois, en fin d'année. Ce compte d'avance est doté de 7,2 milliards de francs. L'opposition comme la majorité avaient souhaité la création de ce compte.

● **Taux de prélèvement sur le Loto.** — Le taux du prélèvement sur le produit du Loto est maintenu à 2 %. En contrepartie, une subvention exceptionnelle de 25 millions de francs est accordée au Fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.), qui tire une partie de ses ressources de ce prélèvement.

● **Fiscalité agricole.** — L'Assemblée a adopté quelques amendements améliorant, par rapport à la première lecture, les nouvelles dispositions relatives à la fiscalité agricole.

● **Garanties des contribuables en matière de contrôles fiscaux.** — L'Assemblée a adopté un amendement socialiste renforçant, par rapport à la première lecture, la protection des contribuables en cas de perquisition des agents des impôts (le Monde des 20 et 21 novembre).

D'une part, les agents devront être autorisés à perquisitionner par une ordonnance du tribunal de grande instance ou du juge d'instruction. Aux termes du texte voté en première lecture, cette autorisation pouvait être également accordée par un simple juge du tribunal d'instance. D'autre part, ces perquisitions devront s'opérer en présence du contribuable ou de son représentant, ou de deux témoins. Enfin, cet amendement renforce les procédures de contrôle sur l'utilisation des informations ainsi recueillies.

● **Anciens combattants.** — Les pensions militaires d'invalidité et de retraite se voient accorder 1 point de rattrapage sur le « rapport constant », à compter du 1^{er} novembre 1984.

J.-L.A.

La définition des compétences des conseils régionaux d'outre-mer provoque une nouvelle querelle sur la constitutionnalité des choix gouvernementaux

L'Assemblée nationale a commencé, lundi matin 19 décembre, en première lecture, l'examen du projet de loi fixant les compétences des conseils régionaux des départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion) dont les membres ont été, pour la première fois, élus au suffrage universel en février 1983. Chacune de ces nouvelles assemblées régionales ayant le même champ d'action géographique que chacun des conseils généraux, à cause du caractère monodépartemental des quatre anciennes colonies concernées, le gouvernement veut donner aux conseils régionaux les moyens législatifs de « préparer le long terme » tandis que les conseils généraux auront à charge de « gérer le quotidien ».

Pour éviter la concurrence de la région avec le département, il propose d'attribuer aux exécutifs régionaux des « blocs homogènes de compétences », par exemple, en matière d'éducation, une responsabilité totale en ce qui concerne les établissements du second degré (construction, entretien, fonctionnement, définition des activités éducatives complémentaires) et, en matière de transports, la responsabilité des transports scolaires et de tous les réseaux non urbains.

En outre, le projet de loi prévoit de transférer aux régions les pouvoirs exceptionnels dont disposent jusqu'à présent, dans les DOM, les conseils généraux. Les régions pourront notamment fixer les règles d'assistance de perception et de taux des droits d'octroi de mer perçus sur tous les produits, français et étrangers, pénétrant dans ces départements. Elles pourront même fixer un taux additionnel à cet octroi de mer, à condition, toutefois, que celui-ci n'excède pas 1 %. Quant aux conseils généraux, ils disposeront des pouvoirs du droit commun.

Selon le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, l'ensemble des dispositions financières nouvelles se traduira sur les budgets départementaux par une diminution de recettes de l'ordre de 7 % alors que les ressources des régions seront multipliées par cinq par rapport à la situation actuelle.

La version initiale du texte gouvernemental avait été jugée très insuffisante par le groupe socialiste de l'Assemblée nationale. C'est la raison pour laquelle la discussion du projet de loi n'a pas commencé le lundi 12 décembre comme cela avait été décidé dans un premier temps (le Monde daté 11-12 décembre).

Après une semaine de réflexion et de négociations, le gouvernement et les députés socialistes sont parvenus à un compromis, avec l'accord du bureau exécutif du P.S., devant lequel le secrétaire d'Etat, M. Georges Lemoine, est venu s'expliquer le jeudi 15 décembre. M. Lemoine, qui avait protesté contre les nouveaux détails demandés par la conciliation des lois, a obtenu que l'examen de son texte soit engagé avant la fin de l'année.

En contrepartie, le secrétaire d'Etat a accepté de prendre en considération plusieurs des amendements proposés par son parti. Ces modifications, qui visent à accroître davantage encore les compétences des régions, résultent des pressions exercées notamment par le parti



JEAN DENIS BREDIN

L'AFFAIRE

JULLIARD

«Bredin clôt son travail monumental par une leçon de nuance et de scrupule, bien précieuse en nos temps d'intolérance et de partisans rendissants.»

BERTRAND POIROT-DELPECH
«LE MONDE»

«Par son courage à tenir la balance exacte, à refuser l'aveuglement partiel, à ne prôner que le respect de l'autre et la vertu de fraternité, le livre de Bredin ajoute la noblesse morale à la réussite littéraire.»

JEAN-CLAUDE SOYER
«LE FIGARO»

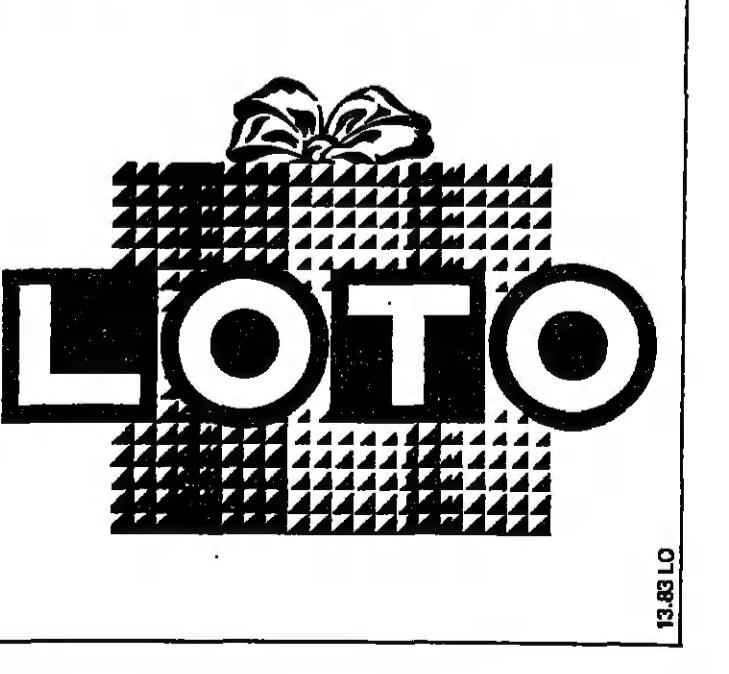
«L'originalité de Jean-Denis Bredin est d'avoir écrit ce qui est à ce jour la meilleure synthèse générale de l'affaire Dreyfus. Non pas une synthèse vite faite, pour durer une saison, mais du travail sérieux et vrai, qui comporte de vastes lectures, le recours aux pièces d'archives.»

FRANÇOIS FURET
«LE NOUVEL OBSERVATEUR»

«Bredin sans jamais apparaitre et sans jamais cesser d'être présent, met en scène le tout petit homme, faisant tout le tour de son malheur ; broyé il demeure, et la justice n'a rien à y voir. Ah, le beau livre !»

THIERRY LEVY «LES NOUVELLES»

**c'est facile,
c'est pas cher,
et ça peut rapporter gros**



ALAIN ROLLAT.

Plus l'on creuse en profondeur pour trouver et produire du pétrole ou du gaz, plus la technologie que l'on doit mettre en jeu devient sophistiquée. Pour atteindre par exemple des sources d'énergie à plus de 7.000 mètres de profondeur sous terre, ou sous une couche d'eau de plus de 1.500 mètres d'épaisseur, il faut une technologie de pointe, la technologie d'Agip. Faites donc appel à Agip si vous cherchez une compagnie pétrolière de tout premier rang, hautement performante et de stature internationale. Née en 1926, Agip est aujourd'hui une des dix plus grandes compagnies pétrolières du monde, une compagnie qui dispose d'un riche patrimoine humain et technologique, dont les résultats

sements en jeu atteignent quelque 1,7 milliard de dollars et qui réalise régulièrement tous les ans des bénéfices élevés. Forte d'une solide structure sur le plan économique et opérationnel, de son riche bagage d'expérience et de ses remarquables performances, Agip travaille avec les plus grandes compagnies pétrolières du monde au sein de 180 joint-ventures. Agip exerce son activité dans 30 pays différents et sur tous les continents du globe, en Europe, comme en Afrique, au Moyen et en Extrême-Orient, en Amérique et en Asie-Pacifique, contribuant efficacement par une recherche permanente, systématique et profonde à la solution des problèmes énergétiques du monde.

Agip
En Group

Recherche en profondeur. Réussite au sommet.

sements en jeu atteignent quelque 1,7 milliard de dollars et qui réalise régulièrement tous les ans des bénéfices élevés. Forte d'une solide structure sur le plan économique et opérationnel, de son riche bagage d'expérience et de ses remarquables performances, Agip travaille avec les plus grandes compagnies pétrolières du monde au sein de 180 joint-venture. Agip exerce son activité dans 34 pays différents et sur tous les continents du globe, en Europe comme en Afrique, au Moyen-Orient et en Extrême-Orient, en Amérique et en Asie-Pacifique, constamment en action et par une recherche quantitative systématique, en profondeur, à la solution des problèmes énergétiques du monde.



Agip

Recherche en profondeur. Réussite au sommet

هذا من الامثلة

Le Monde

régions

Ile-de-France

MÉDECINE EN CHANTIER

Portrait

Le directeur de l'Hôtel-Dieu face à ses « patrons »

A VINGT-HUIT ans, il est nommé directeur de l'Hôtel-Dieu de Paris, un fait sans précédent dans les annales des hôpitaux français. A trente-cinq ans, il préside en outre le puissant syndicat des cadres hospitaliers, qui vient par un coup d'éclat - et une lettre du président de la République - de revendiquer la légitimité de l'autorité des directeurs d'hôpitaux sur les médecins.

Pourquoi, comment, devient-on, si jeune, à la fois le titulaire d'une charge aussi lourde et le symbole d'un nouveau rôle social ? Gérard Vincent s'explique, dans son bureau sans faste d'où l'on entend tout proche le bourdon de Notre-Dame. A quelques mètres de là, promeneurs et touristes flânent sur le parvis. A quelques mètres aussi vit le plus vieux hôpital de Paris, rénové, restauré, symbole vivant des hôpitaux de la capitale où le modernisme - tout récent - tente d'apprivoiser la tradition.

« Avant tout, dit Gérard Vincent, je suis un provincial. Mes origines sont la Savoie, les montagnes de l'Isère qui ont environné mon enfance, Sciences-Po à Grenoble, et le goût du service public. Le secteur public, comment le servir au mieux sans sombrer dans le morne ennui d'un ministère ou d'une préfecture ? J'ai passé le concours de l'Ecole nationale de la santé publique, à Rennes », d'où sortent aujourd'hui tous les cadres hospitaliers. Trois ans d'études et d'expérience pratique. Tout de suite il est nommé membre de l'équipe de direction de l'un des centres hospitaliers les plus vastes de la capitale, le groupe Bichat-Claude-Bernard, aujourd'hui pratiquement reconstruit.

« C'est là, dit Gérard Vincent, que j'ai reçu mon premier « choc », comme membre d'une équipe de direction. Un jour, j'ai été appelé en urgence par un des chirurgiens de l'hôpital. J'arrive en courant, persuadé qu'un événement grave s'était produit. Ce chirurgien m'a fait attendre dix minutes, puis est sorti de la salle d'opération portant son masque, son calot, ses gants, ses bottes, pour me faire une scène parce que la machine à café du bloc opératoire était en panne. J'ai commencé à comprendre l'ampleur du travail à accomplir... »

Travail de pionnier

Peu de temps après, il est nommé adjoint au directeur dans l'un des hôpitaux flamants neufs que l'Assistance publique de Paris a fait édifier dans la ceinture de la capitale pour « désengorger », comme a dit, les hôpitaux parisiens. C'est l'hôpital Antoine-Béchère, à Clamart. Il y reste quatre ans. « J'y ai pris le goût, dit-il, d'une intense collaboration entre la direction d'un établissement de soins et ses médecins. A cet égard, ce travail a accompli un travail de pionnier... »

Ce goût ne le quittera plus. Dès son arrivée à l'Hôtel-Dieu, en 1977, il affirme sa conception de l'autorité directrice. « Mais il y a tout un courant à remonter, dit-il : à l'heure actuelle, les hôpitaux ne sont pas gérés. Ils sont administrés... En réalité, ajoute-t-il, le monde hospitalier tout entier - et l'on pourrait dire : Médecins et directeurs, même combat - est confronté à un défi : il nous faut à la fois et impérativement intégrer l'innovation et respecter une enveloppe financière qui va cesser d'augmenter... »

C'est la quadrature du cercle, en effet. Il faut acquiescer des méthodes nouvelles de diagnostic et de soins, c'est-à-dire rester ouvert à l'innovation, mais le tout à budget constant. C'est-à-dire redéployer, littéralement, les moyens de l'hôpital, le moderniser, développer les traitements à domicile, éviter la sclérose, les yeux fixés sur une enveloppe budgétaire qui, pour être désormais « globale », comme le veut la loi, n'en sera pas moins limitée d'autorité.

Qui va procéder à ces affectations, à cette répartition, qui va mener ces arbitrages, sinon une véritable équipe collégiale où travailleront ensemble administrateurs et médecins ? demande Gérard Vincent.

Tout a changé aujourd'hui. La médecine est devenue à la fois ultra-technique, efficace, dispendieuse. Le corps des administrateurs hospitaliers en trois décennies s'est transformé. De « superéconomes », ils sont devenus de réels gestionnaires solidement formés. Il faut, dit Gérard Vincent, « un chef d'orchestre ».

Ce chef d'orchestre, les musiciens - les médecins - sont-ils prêts à lui laisser sa baguette ? Rien n'est moins sûr. Certes, la nouvelle version du texte soumis au Parlement précise que l'autorité des directeurs d'hôpitaux s'exercera « dans le respect de la déontologie médicale et

de l'indépendance » professionnelle des praticiens. La précision suffirait-elle aux médecins ? Peut-être, s'ils admettent qu'il y a là un débat quasi académique. Sûrement pas, si de part et d'autre ce conflit devient symbolique d'un affrontement de pouvoirs.

Quoi qu'il en soit, conclut, flagmatique, Gérard Vincent, « notre but est d'abord de faire évoluer l'hôpital public ». A l'Hôtel-Dieu, le terme d'évolution n'a rien d'une abstraction. On vient d'y découvrir, en construisant au sous-sol une nouvelle salle d'opération, des vestiges antiques ; on y croise toujours bon nombre de policiers, car la célèbre salle Cusco héberge son lot quotidien de détenus et de prévenus. Mais, on y pratique aussi la médecine de l'avenir, sans conflits quotidiens.

Symbolique, en tout cas, est le combat calme et résolu que mène Gérard Vincent. Représentatif d'une nouvelle génération de serviteurs du service public, il n'entreprend pas, pourtant, le style d'autorité quasi cléricale qu'imposaient à ses prédécesseurs - les évêques et les chanoines de Paris - les murs de l'hôpital. « Pourtant, dit-il en riant, mon fils, âgé de cinq ans, s'est exclamé en entrant pour la première fois à l'Hôtel-Dieu : « Mais, c'est une église ! »

CLAIRE BRISSET.

Des mastodontes plus hospitaliers

L'HOPITAL, c'est toujours un peu la prison. On ne s'approprie plus. Le malade s'offre, pour le meilleur et pour le pire, à la science médicale et à ceux qui la servent. Il dépend totalement des autres, médecins, infirmières, filles de salle, voisins de chambre, visites, celles qu'il attend, celles qu'il subit. Pour le reclus, c'est la tyrannie des pendules, un temps qu'il ne maîtrise plus, qui ne s'écoule plus au rythme du monde extérieur.

Pas moyen d'échapper au lieu imposé : la chambre, le couloir, le passage par la fenêtre. Pour le malade, pour les visiteurs, pour ceux qui viennent en simple consultation, la forme de l'hôpital, ses accès devraient être un élément de réconfort, une incitation à guérir. L'architecture hospitalière, médecine par les sens.

La plupart du temps, on est loin de cet idéal. Au mieux, les hôpitaux récents offrent un confort standardisé, des matériaux nets, des couleurs fraîches. Mais les symboles ont été gommés sans être remplacés par d'autres. On ne bâtit plus, comme

concours menés depuis plusieurs années (le Monde du 29 juin 1982). Cette administration a eu le souci de faire appel à des professionnels d'inspirations très différentes, aussi bien pour de petits équipements que pour les deux mastodontes qui restent à construire dans l'enceinte de Paris : l'hôpital pour enfants Robert-Debré, porte du Pré-Saint-Gervais, dans le dix-neuvième arrondissement, attribué à Pierre Riboulet et dont on commence les fondations, l'hôpital du quinzième arrondissement, sur les terrains Citroën, dont l'architecte, Aymeric Zublena, vient d'être désigné après un concours en deux phases.

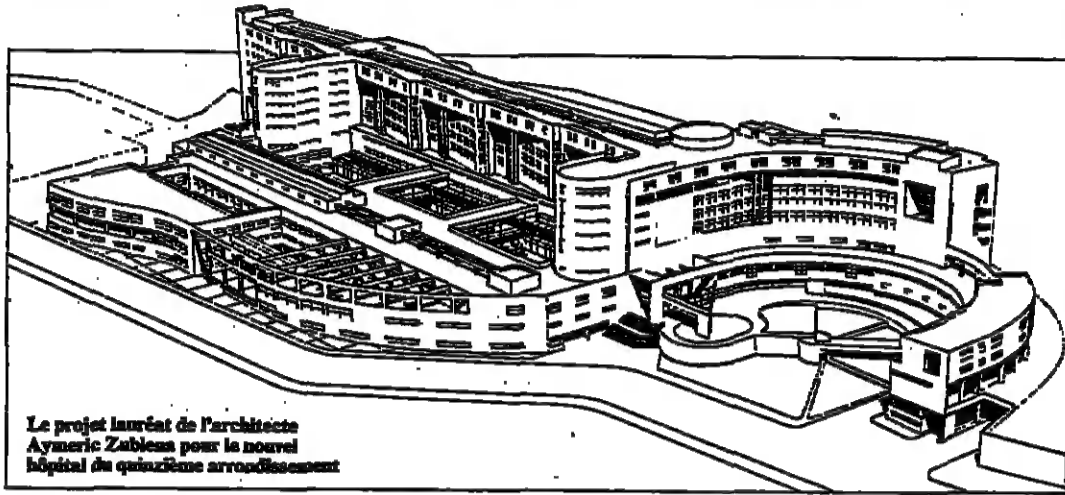
A quarante-sept ans, Zublena a surtout construit des logements et des bureaux dans les villes nouvelles (il avait fait un projet remporté pour le musée de La Villette). Son expérience du milieu hospitalier est très ponctuelle : il vient de transformer le bloc chirurgical de l'hôpital Brousse sans en interrompre le fonctionnement.

Situé en bordure du boulevard Victor, perpendiculaire à la Seine, le

Rémi Butler avait proposé un collage désaxé de grands volumes reliés par des charpentes métalliques (souvenir d'usines) autour d'un grand jardin d'hiver, tandis que Claude Vasconi traçait une barre rigoureuse et brutale, fendue perpendiculairement par quatre ailes en équerre et conclue par un monumental hall d'entrée triangulaire.

Une grande diversité de réponses architecturales avait été aussi constatée pour l'hôpital d'enfants Robert-Debré (436 lits), dans le dix-neuvième arrondissement. Terrain difficile, à savoir : bordé par le boulevard périphérique (désigné « l'avenue ») et l'avenue de la Porte-du-Pré-Saint-Gervais, tout aussi bruyante, c'est un vaste triangle fortement pentu, accolé aux réservoirs d'eau des Lias.

L'architecte Pierre Riboulet a « travaillé » le site pour en tirer parti. Un bâtiment technique très fermé, une muraille, doit arrêter le bruit du boulevard périphérique et protéger l'édifice principal qui dessinera une ample courbe avec une série de terrasses étagées comme le re-



Le projet lauréat de l'architecte Aymeric Zublena pour le nouvel hôpital du quinzième arrondissement

au dix-neuvième siècle, une composition raide et froide avec, face à l'entrée, à l'arabesque par exemple, une église aussi menaçante qu'elle le veut protectrice. On évitait aussi le genre bateau de guerre de l'hôpital Beaujon, qui dresse à Clichy sa masse noire, incontournable.

Obnubilés par des problèmes fonctionnels qu'on prétendait voir résolus par des spécialistes (la même formule répétée à l'infini), les constructeurs n'avaient pas eu, ces dernières années, le souci d'inventer un espace propre à l'hôpital. Comme pour d'autres bâtiments publics, la gare, la mairie, le bureau de poste, le collège, la forme a été banalisée. Et le hall d'un hôpital moderne, par exemple Bichat (dix-huitième arrondissement), peut ressembler à la salle d'attente d'un aéroport dans laquelle on s'étonnerait de voir des gens errer en pantoufles et en robe de chambre.

Comment faire ? A quoi doit ressembler un hôpital ? Accueillant et rassurant, solennel et familier, comme pour le personnel et pour les « clients », ouvert sur la vie normale et présent dans la ville, à sa juste place. Au-delà d'une architecture de style, signée, qu'on plaquerait sur des machines à guérir fonctionnelles, les chantiers de l'Assistance publique à Paris, en cours ou en projet, ont l'ambition de répondre aussi à ces questions.

En avance sur l'habitude du ministère de la santé qui ne faisait confiance qu'à des sombres d'architectes spécialisés, ses projets sont le résultat d'une politique active de

terrain de l'hôpital du quinzième arrondissement était très ingrat, au point que trois des quatorze architectes invités au premier tour remontrèrent à concourir. En bordure du parc qui sera aménagé dans ce nouveau quartier, le futur hôpital aura le défaut majeur de recevoir soleil et bruit du même côté. Le projet retenu prend acte de cette fatalité : il tourne le dos au boulevard périphérique (et donc au sud) et s'ouvre vers le parc, au nord. La longue façade latérale est brisée quatre fois par un léger mouvement de retrait, pour attraper un peu le soleil du matin.

Les quatre projets

A l'intérieur, ce dispositif permet aussi de rompre la monotonie d'un trop long couloir en quatre séquences plus courtes, légèrement obliques, éclairées par le jour.

Des bâtiments bas destinés aux laboratoires et aux consultations ouvrent sur des parcs côté parc. Mais on ne comprend pas bien pourquoi les batteries d'ascenseurs ne sont prévues qu'aux deux extrémités, distantes de 100 mètres. Le jury a, dit-on, aimé l'esthétique de ce projet, pourtant assez banale et sans grand caractère, et l'a préféré à d'autres qui auraient été d'un fonctionnement plus immédiatement satisfaisant.

Les quatre projets en lice étaient très différents : Andraut et Parat avaient alterné des bâtiments épais autour de quatre cours profondes ;

chef d'une ville arabe, tournée vers le sud. Une longue galerie vitrée (250 mètres de long) court à travers l'immeuble. Pour en faire une véritable « rue intérieure », l'architecte y a placé tous les services largement ouverts au public. Dans les étages, il a le souci de dessiner des lieux assez variés, de ne pas oublier que les malades ici seront des enfants.

Après trois ans d'études détaillées (Riboulet dessine tout lui-même, minutieusement, ce qui est assez rare), une réduction de 10 % environ des surfaces demandées au départ a été exigée par le ministère. Pendant un an, des négociations précises ont été menées avec les services : « La procédure du concours empêche que ce dialogue ait lieu avant », regrette l'architecte. Mais le projet est resté fidèle au pari initial : « Si l'idée n'est pas suffisamment forte au départ pour engendrer tous les contrôles, toutes les discussions, elle s'effondre en chemin. Il faut avoir de la force, pas celle du diktat, mais la force de la conviction... »

Autour de l'église Sainte-Marie-Médard, sur ce terrain où se rassemblaient naguère les pieux, on a commencé de battre les pieux. Dans trois ans, si tout se passe bien, une crèche et un bâtiment d'échelle modeste accueilleront les enfants malades et leurs familles, non loin du métro, à l'entrée d'un hôpital panoramique... Une façon aimable et chaleureuse de tenir sa place dans la ville.

MICHELLE CHAMPENOIS.

CHIFFRES

Plutôt en bonne santé

COMMENT vont les habitants de l'Ile-de-France ? Autre idée si récurrente encore des et des articulations (9 136), du diabète sucré (7 290), des maladies hypertensives (6 356), des maladies du système nerveux et des organes des sens (4 627) et enfin de la bronchite, de l'emphysème ou encore de l'asthme (4 137). Ces affections individuelles sont toutes en diminution à l'exception de la tuberculose (+ 1,5 %) et des maladies des os et des articulations (+ 4,3 %).

13 600 personnes ont été, l'an passé, admises par la Sécurité sociale au titre de l'invalidité - sujets présentant une incapacité d'au moins 66 %. Près de 60 % d'entre elles sont incapables d'exercer une profession quelconque pour des raisons principalement mentales (31 %) ou dues à des affections des os et des articulations (18 %). Le total des invalides en Ile-de-France s'est ainsi établi à 105 703 en 1982.

Les accidents du travail et les maladies professionnelles ont légèrement diminué de 0,4 % en s'établissant à 238 537 cas. Cependant, les accidents les moins graves sont passés de 65 % du total en 1974 à 70 % en 1982. 1 228 maladies professionnelles ont été recensées par les services de santé. Elles ont pour causes principales les cimentes (16,29 %) et les bruits industriels (11,48 %).

Plus de 23 000 femmes, dont 9 600 à Paris, ont demandé à bénéficier de l'interruption volontaire de grossesse au premier semestre de 1983, ce qui porte le total en année pleine à près de 50 000 femmes. Ce chiffre doit être pris avec précaution lorsque l'on sait que le nombre d'avortements déclarés est inférieur à celui d'I.V.G. effectivement réalisées.

Pour toutes ces raisons, la sécurité sociale d'Ile-de-France a dû régler, en 1982, 47 millions d'indemnités journalières au titre de la maladie. Ce chiffre, rapproché de la population régionale qui est de 10 millions de personnes, nous donne une moyenne de près de 5 jours de maladie par habitant. Les caisses ont aussi versé

10,7 millions d'indemnités journalières en raison de maternité, et 7,6 millions au titre des accidents de travail, soit un peu moins d'un jour d'arrêt par habitant.

Une étude sur le classement des régions en fonction de leur taux de mortalité montrait que l'Ile-de-France occupait la 17^e place (sur 22) pour les hommes et la 26^e place pour les femmes en 1975, la mortalité étant ici inférieure à la moyenne nationale, deux sexes confondus. 81 738 causes médicales de décès ont été recensées. La première est due aux maladies de l'appareil circulatoire (26 943), puis viennent les tumeurs (22 529), les états morbides mal définis (6 938), les causes extérieures de traumatismes et empoisonnements (6 224), les maladies de l'appareil digestif (5 073) et les maladies de l'appareil respiratoire (4 575). Ces chiffres sont rassemblés tous âges confondus.

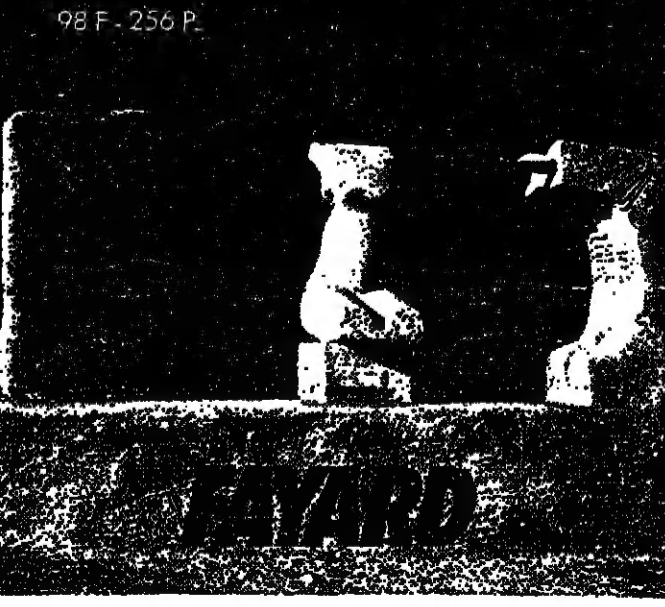
OLIVIER SCHMITT.

DU NOUVEAU EN ANTHROPOLOGIE

PIERRE LEGENDRE

L'empire de la vérité

Les grandes questions de la reproduction de l'humanité en milieu industriel.



98 F - 256 P.

SCIENCES

POLÉMIQUE AUTOUR DU SOLEIL

Des chercheurs contestent la découverte d'ondes gravitationnelles

L'annonce par le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) de la découverte d'ondes gravitationnelles déclenchant des vibrations sur le Soleil (le Monde du 12 octobre) a fait quelque bruit dans le Landersheim des astronomes. Après les réserves exprimées par plusieurs spécialistes, le C.N.R.S. a dû publier un nouveau communiqué, plus réservé.

« Pour la première fois, indique le communiqué controversé, la relation causale entre un émetteur et un détecteur vient confirmer, en théorie, la réalité des ondes gravitationnelles prédites par la théorie d'Einstein généralisée. »

L'existence d'ondes gravitationnelles dérive, en effet, des travaux d'Einstein sur la relativité, mais leur détection est incroyablement difficile. Ce qui a été observé est une coïncidence entre des phénomènes se produisant dans un astre assez mystérieux, Geminga, et des vibrations observées à la surface du Soleil. Geminga est relativement proche du Soleil : des observations récemment faites au télescope C.F.H. (Canada-France-Hawaï) indiquent que sa distance est supérieure à une quinzaine d'années-lumière. C'est, d'autre part, une étoile obscure, presque invisible par des moyens optiques, mais que l'on a pu détecter par les rayons gamma qu'elle émet en abondance. L'analyse des fréquences auxquelles sont émis ceux-ci indique que Geminga pourrait aussi émettre des ondes gravitationnelles, exactement au bon rythme pour faire vibrer le Soleil, comme cela est observé.

La compétition entre chercheurs

Des astronomes ont opposé divers arguments. Le principal est la faiblesse des ondes gravitationnelles que le Soleil peut recevoir de Geminga. Il s'en faut apparemment de plusieurs ordres de grandeur que ces ondes puissent déclencher des vibrations aussi amples que celles qu'on observe sur le Soleil. Cet argument peut être tourné en admettant qu'il existe un mécanisme d'amplification interne au Soleil, et d'autres études de physique solaire suggèrent l'existence d'un tel mécanisme. Mais cela ne lève pas toutes les objections des spécialistes des ondes gravitationnelles qui paraissent unanimement sceptiques.

Des bruits curieux ont circulé il faut dire que les moyens mis à la disposition des chercheurs sont limités et que la compétition est vive. Mais cela n'autorise pas toutes les allégations.

Le conflit tient en partie au caractère multidisciplinaire de l'affaire. L'annonce est le fait de spécialistes de la physique

soléaire — ou de celle des rayons gamma, — qui connaissent sans doute moins bien la théorie des ondes gravitationnelles. Les spécialistes de celles-ci sont moins au fait de la physique solaire. Depuis dix ans, ils ont déployé des trésors d'ingénierie afin de fabriquer des appareils assez sensibles pour détecter ces ondes, sans succès probant. Cela les pousse à une saine méfiance quand d'autres annoncent avoir trouvé des ondes gravitationnelles dans le Soleil. Mais c'est souvent la mise en commun d'informations obtenues dans plusieurs disciplines qui engendre les progrès marquants de cette controverse.

Cette controverse pose d'autres questions : celle du rôle que peut jouer la presse par rapport à l'évolution de la recherche scientifique et celle du comportement du chercheur vis-à-vis des médias. Certains chercheurs estiment que la plus grande prudence est de risquer avec les journalistes, que l'information doit être réservée à la communauté scientifique et n'en doit sortir que sérieusement analysée, voire filtrée. C'est interdire pour des mois ou des années au public, qui finit une recherche dont l'utilité ne lui paraît pas toujours évidente, l'accès à la connaissance. Une connaissance qui l'intéresse, même s'il n'a pas une formation qui lui permette d'en apprécier les détails.

Certains, au contraire, qui est, au fond, la seule justification de la recherche fondamentale, même si elle est efficace à long terme. D'ailleurs, il n'y a pas que le grand public qui soit frustré. D'une discipline à l'autre, les chercheurs évaluent des revues différentes, et il s'est déjà produit qu'un article de journal appartenant à l'un d'eux ne lui paraît pas toujours évident, l'accès à la connaissance.

Une attitude moins frivole fait prendre des risques. Une découverte scientifique n'est certaine que lorsqu'elle a été corroborée par des expériences de contrôle, qui, dans le cas présent, peuvent être impossibles avant plusieurs années. Lorsqu'il est raisonnablement convaincu d'avoir obtenu un résultat, lorsqu'il a fait les contrôles qui sont à sa portée, un chercheur ne doit-il pas s'exprimer ? « La modestie sied au savant, mais non aux idées qui l'habitent et qu'il doit défendre », écrivait Jacques Monod.

MAURICE ARVONNY.

LA LEÇON INAUGURALE DE M. PHILIPPE NOZIÈRES AU COLLÈGE DE FRANCE

Ordre et désordre de la matière

Titulaire d'une nouvelle chaire de physique statistique au Collège de France, M. Philippe Nozières a prononcé, le 16 décembre, sa leçon inaugurale. Une occasion pour lui de rappeler que cette discipline est née d'un conflit, opposant la physique microscopique, qui se situe au niveau des atomes et reste essentiellement réversible, et la physique macroscopique, qui se place à l'échelle humaine, où l'on ne peut pas remonter le temps, et qui est, de ce fait, fondamentalement irréversible.

« La physique statistique, explique M. Nozières, veut expliquer le comportement global de la matière à partir des lois atomiques sous-jacentes, établir un pont entre deux domaines apparemment disjoints. La tâche est difficile, car il faut répondre à deux questions contradictoires : comment l'ordre peut-il naître du chaos, comme dans la cristallisation où les atomes adoptent spontanément un arrangement régulier, et, inversement, pourquoi un état ordonné retourne-t-il parfois au chaos — témoins ces écoulements paisibles qui soudain deviennent turbulents ? »

Pour démontrer les mécanismes, expliquer le pourquoi et le comment, cette physique doit mettre de l'ordre dans une collection de phénomènes disparates, dégager des concepts unificateurs qui aient une « stabilité », « relaxation », « diffusion », etc., souligner les profondes analogies entre des domaines a priori très différents.

« Équilibre », « désordre », tels sont les mots-clés de la thermodynamique, cette science ancienne mais qui reste « quelque peu mystérieuse », et à qui l'interprétation sta-

tistique donne son sens. Toute description précise d'un système macroscopique étant impossible, on seigne à chaque fois une probabilité en variant soit les conditions initiales, soit l'environnement. Toute quantité physique est alors caractérisée par une valeur moyenne et des fluctuations. Telle est la démarche adoptée en thermodynamique réversible, physique décrivant des états d'équilibre (comme les cristaux) où la variable temps n'intervient pas. Telle est aussi la voie suivie en thermodynamique irréversible, « étude beaucoup plus générale de l'évolution d'un système hors d'équilibre, de son histoire, de ses erreurs. »

Telle est enfin la méthode utilisée pour décrire les systèmes maintenus loin de leur état d'équilibre — comme le sont les volutes de fumée que la moindre perturbation amène à prendre des formes complètement différentes — où des instabilités peuvent entraîner le milieu vers un chaos total.

« On entre ici, explique M. Nozières, dans le domaine de la physique non linéaire, où la variété et le rêve règnent en maîtres. »

Pour comprendre tous ces phénomènes fort complexes, il faut simplifier. « La physique statistique le fait par nécessité, et c'est son charme ! » M. Nozières est également séduit par la diversité des applications de la discipline qu'il enseigne : « De l'atome au tas de sable, du flocon de neige aux étoiles, la même dialectique de l'ordre et du désordre se retrouve sous des formes diverses, mais conceptuellement voisines. »

ELISABETH GORDON.

FAITS DIVERS

LE PLAN ORSEC A L'ÉPREUVE D'UN SÉISME FICTIF EN HAUTE-SAÛNE

Et si la Terre avait tremblé à Belfort ?

De notre envoyé spécial

Lure (Haute-Saône). — La direction de la Sécurité civile avait fixé notre goût de la catastrophe : l'erreur est peut-être là. Dans cette sorte de bande-annonce alléchant, contournée dans les dossiers de presse et les communiqués, promettant la disparition, comme si nous y étions, de Belfort et de sa proche région, mises à bas, vendredi 16 décembre 22 h 15, par un séisme de magnitude 7,5.

L'erreur, sans doute, dans cette présentation chic et choc, d'une nuit de fin du monde au scénario hyper-réaliste. Trois mille cinq cents morts, vingt-cinq mille blessés dont, on vous en avertissez, mille cinq cents allaient mourir, faute de soins, dans les deux heures qui suivirent le tremblement de Terre. Un train, chargé de produits toxiques, dérailait en gare de Giromagny (Territoire de Belfort), des ponts, des centaines d'immeubles effondrés, un millier d'essaims... Bref, avec ses scènes d'horreur, et de panique, toute une région, coupée du monde, ses propres moyens de communication et de secours inutilisables.

La Sécurité civile, pour le premier plan Orsec national de grande ampleur, voulait séduire notre imagination, puiser pour le succès de l'opération Voge 83, dans notre banque de fantasmes et d'images déjà vues, les tremblements de Terre d'El-Azoun (Algérie), du Frioul et de Naples (Italie), les attentats récents de Beyrouth, souvent évoqués à Lure pendant deux jours, assurant le lien de parenté, la part du vrai dans cette histoire fautive.

Le spectacle, c'était prévisible, s'est révélé n'être qu'une simple répétition assez imprécise, avec ses tâtonnements et ses absences de tension. Est-ce parce que les sentiments les gestes de l'urgence ne se sentaient pas qu'est née cette impression de déception générale ? Cette grogne, des observateurs aux acteurs eux-mêmes, comme si on avait la sensation d'avoir été floué ? Les critiques adressées à ce plan Orsec sont, en tout cas, trop sévères.

Querelles

Quatre heures pour qu'un brûlé, oublié dans une galerie du fort de Bessancourt (Haute-Saône) soit repéré par les chiens et évacué ? Beaucoup trop, ont jugé, badauds, visiteurs, journalistes et sauveteurs. Des difficultés de transmission entre le poste de commandement mobile installé sur l'aérodrome de Lure-Malbouhans et les chantiers de

secours ? Inadmissible ! Des retards au décollage des Transall de l'armée de l'air ? Scandalieux !

Avec les heures, ce week-end de catastrophe, est devenu le champ à ciel ouvert de trop nombreuses querelles. Les médias s'en prennent aux sapeurs, les militaires aux civils, les observateurs à ce spectacle qui ne tenait pas toutes ses promesses. Pour apaiser les non-participants, il aurait, sans doute, fallu activer les sirènes hurlantes dans la nuit, orchestrer la panique de la population. Mais les ordres du gouvernement étaient stricts : interdiction formelle de troubler la quiétude dominicale de Belfort et de sa région. L'essence des quatre cents véhicules engagés et les heures de vol des avions, des Hélicoptères ont été limités par souci d'économie.

Pour la sérénité des sauveteurs, ensuite, la direction de la sécurité civile aurait sans doute dû mieux préciser ses objectifs. Les ambulanciers privés de Belfort, les sapeurs non invités, pour la plupart, à participer à l'exercice n'auraient sans doute pas protesté. Ce plan Orsec avait été organisé pour tester les nouveaux moyens de commandement à l'échelon national, une antenne du CODISC de Levallois-perret étant installée comme « P.C. opéré ».

C'était l'« avant », les ordres de mobilisation, la remontée des colonnes mobiles, les transmissions que le préfet Roussel, directeur de la sécurité civile et M. Georges Lefèvre, chef des opérations, souhaitaient voir revus et corrigés. Et beaucoup moins ce que le public voulait voir, les secours dans les immenses, les changements des brancards à bord des hélicoptères, les soins donnés aux faux blessés.

Une liaison satellite

Sur le plan du commandement, les responsables de l'opération ont reconnu que le dispositif mis en place s'était révélé relativement lourd, essentiellement à cause du chevauchement des responsabilités. Mais étaient tentés à Lure, pour la première fois, les éléments les plus modernes de sauvetage, des structures qui remplaceraient peu à peu les systèmes anciens des secours par « zones de défense » : des unités mobiles contenant les transmissions et qui permettraient de joindre tous les centres de secours du territoire national, ainsi qu'une liaison par satellite et des techniques d'hébergement.

ÉDUCATION

Les nouvelles propositions de M. Savary

(Suite de la première page.)

L'un et l'autre, soucieux de ne pas aggraver la fracture de la société française, savent que le sujet ne se réduit pas à une ligne de partage entre les électeurs de la majorité et de ceux de l'opposition.

Pon importe à la limite les raisons qui ont animé les paroles maladroites du premier ministre, que lui-même a été amené à démentir devant les sénateurs. C'était compter sans la ténacité du ministre de l'Éducation nationale, qui n'a jamais en l'intention de se laisser réduire à plusieurs reprises devant le Parlement — de renouer aux propositions qu'il a faites le 18 octobre. Pas plus aux orientations qu'aux modalités et, notamment, au principe d'ouvrir des négociations.

Avant même d'obtenir la réponse de ses partenaires, M. Savary était, comme eux, conscient qu'il serait impossible de les réunir tous autour d'une même table. C'est pourquoi il devrait les inviter à participer, dès le début du mois de janvier, à des négociations bilatérales — et non globales — sur les questions qui concernent soit les collèges, soit les lycées. Ces négociations s'achèveraient à la fin du mois de février, afin de laisser ensuite au ministre de l'Éducation nationale et à son administration, le temps de mettre en forme les dispositions qui seront soumises au Parlement dès la session de printemps. C'est à cette méthode préconisée par M. Savary que le premier ministre s'est en définitive rallié.

Les textes législatifs et réglementaires qui feront l'objet des négociations et dont les différents partenaires auront connaissance dans les jours qui viennent, ne seront pas simplement à prendre ou à laisser. Conformément à la procédure et au calendrier définis le 18 octobre, les premières mesures mises en chantier devraient être choisies parmi les problèmes que le ministre a classés dans le premier groupe de difficultés. Celui, écrit-il, qui « correspond à des actes ou à des décisions de gestion importants à effet immédiat, mais dont l'examen ne

porte pas le débat au plan des principes généraux. »

Cinq mesures

Au cours de cette première étape, les travaux porteraient sur cinq mesures applicables dès la rentrée 1984. Trois sont du domaine législatif :

• Les crédits budgétaires consacrés à l'enseignement privé sous

contrat, crédits limitatifs traités en parité avec ceux de l'enseignement public.

La participation financière des collectivités territoriales au fonctionnement des établissements privés et la création d'établissements d'intérêt public (E.I.P.), nouvelle entité juridique réunissant à un autre niveau que celui des établissements scolaires les différents partenaires (État, collectivités publiques et associations responsables d'établissements).

L'E.I.P. devrait faire l'objet d'une expérimentation limitée géographiquement à la province normande.

• La titularisation dans les corps correspondants de l'enseignement public, et sur place, par volontariat, des personnels enseignants du privé.

Deux autres mesures ne nécessiteraient que des textes réglementaires :

• La carte scolaire, c'est-à-dire, d'une part, l'harmonisation des ouvertures et fermetures de classes dans l'enseignement privé sous contrat, d'autre part, l'assouplissement de la procédure d'inscription des élèves dans les établissements publics.

• L'application de la réforme des collèges à l'ensemble du système éducatif français et donc aux établissements privés sous contrat.

Cette première phase, au cours de laquelle le ministre de l'Éducation nationale sera surtout amené à rencontrer ses partenaires de l'enseignement privé, traduit la double volonté manifestée dans ses propositions du 18 octobre : réduire progressivement les différences entre les deux types d'enseignement et, surtout, réorganiser l'ensemble du système éducatif en utilisant les moyens que peut offrir la décentralisation.

Mais le ministre n'a pas encore épuisé toutes ses cartes.

ministre, chargé d'étudier des risques naturels, a pris des notes, gardant ses commentaires pour un rapport qui sera remis cette semaine à M. Pierre Mauroy.

La direction de la sécurité civile mesure les faiblesses d'une telle opération. Elle ne s'attendait pas à ce que les spectateurs, voire certains acteurs de sa mise en scène se montrent aussi exigeants pour une première simulation à l'échelle nationale. « Les esprits, en a déduit un colonel des sapeurs pompiers, sont en avance. »

PHILIPPE BOGGIO.

FIN DE SEMAINE TRAGIQUE EN EUROPE

MADRID : quatre-vingt-deux morts

L'incendie qui a détruit, samedi 17 décembre, vers 5 heures du matin le dancing Alcala-20, en plein centre de Madrid, a provoqué la mort de quatre-vingt-deux personnes. Une vingtaine de blessés ont été hospitalisés.

Quatre des cinq propriétaires de l'Alcala-20 ont été entendus et placés sous garde à vue par le juge d'instruction, qui a recueilli de nombreux témoignages sur les circonstances de l'accident. Selon plusieurs survivants, les issues de secours étaient fermées. Toutefois, l'Alcala-20, ouvert depuis six mois, avait obtenu, en septembre, un agrément

du collège des architectes de Madrid.

Le feu se serait déclaré sous une scène de danse éclairée par des spots. Un court-circuit serait à l'origine du sinistre. Très rapidement, le rideau de scène s'est enflammé et les décorations en plastique ont dégagé une épaisse fumée toxique. La plupart des victimes sont mortes étouffées. Une trentaine de jeunes survivants ont décidé de porter plainte contre les propriétaires de l'Alcala-20. Ils affirment que plusieurs extincteurs étaient vides et que le nombre des personnes qui se trouvaient dans l'établissement dépassait la capacité de celui-ci.

AMSTERDAM : un suspect est entendu par la police

Le bilan définitif de l'incendie criminel qui a ravagé, dans la nuit du vendredi 16 au samedi 17 décembre, la salle de jeux d'un sex-club de Walleyes, le « quartier chaud » d'Amsterdam (Pays-Bas), s'élève à treize morts (six femmes et sept hommes), cinq blessés graves et des blessés légers dont le nombre exact n'a pas été communiqué.

La police néerlandaise a interpellé, peu après le drame, un ressortissant israélien d'origine soviétique.

GÈNES : un autocar tombe dans un ravin

Trente-quatre personnes ont trouvé la mort, dimanche 18 décembre, dans l'accident d'un autocar qui circulait sur l'autoroute italienne reliant la ville de La Spezia à celle de Gènes. Le véhicule, à bord duquel se trouvaient des marins italiens revenant de la mer, se rendait à un match de football, se rendait à Turin lorsqu'il a dérapé sur la chaussée et basculé dans le vide.

Selon certains témoignages, l'autocar, au moment de l'accident, roulait à allure souterraine sur un viaduc inondé par un véritable déluge. A la suite d'une fausse manœuvre, l'autocar a heurté le rail de sécurité sur sa droite. Déporté sur sa gauche, le véhicule a alors défoncé la glissière séparant les deux chaussées, puis le rail de sécurité de l'autre voie avant de s'écraser 70 m plus bas.

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande

- Stage parallèle (février à juin)
- Stage intensif d'été

IPEC Enseignement supérieur privé
44, bd Saint-Michel, Paris 6
Téléphone : 01.51.22.52/53.71/54.45.57

2012 12 20

nté PREUVE D'UN SÉISME FICTIF EN HAUTE-S avait tremblé à Belfon

Les habitants de Belfort ont été victimes d'un séisme fictif, déclenché par un exercice de la Défense. Le séisme a été ressenti à Belfort, le 18 décembre, à 10 h 30. Il a duré quelques secondes. Les habitants ont été surpris par ce phénomène. Les autorités ont expliqué que cet exercice était destiné à tester les réactions des populations en cas de catastrophe naturelle.

FIN DE SEMAINE TRAGIQUE EN

MADRID quatre-vingt-deux morts

Le maire presse le ministre de l'Intérieur à accélérer les procédures de traitement des dossiers, notamment en cas de dérogations. Il souhaite localiser trois mille logements « intermédiaires » dans l'est de Paris pour ne pas accroître dans ces quartiers la densité des logements sociaux. Il demande mille logements dans le parc de La Villette - qui ne lui coûteront pas un centime puisque le terrain appartient à l'État - en échange de la construction de dix mille logements sociaux.

AMSTERDAM un suspect est entendu

Le procureur général a entendu un suspect dans l'affaire de la bombe à l'aéroport d'Amsterdam. Le suspect a été interrogé pendant plusieurs heures. Les autorités ont déclaré que l'enquête se poursuit.

CHILIS un autocar tombe dans un ravin

Un autocar transportant des touristes a dévalé un ravin à Chilis, en Espagne. L'accident a fait plusieurs victimes. Les secours sont intervenus rapidement.

propositions de M. Savary

M. Savary a présenté ses propositions lors d'une réunion publique. Il a abordé des sujets tels que la réforme de l'éducation, la lutte contre le chômage et la protection de l'environnement.

Un an déjà

Un an après la fin de la guerre civile au Liban, la situation reste tendue. Les négociations de paix se poursuivent, mais des obstacles subsistent.

SCIENCE

Les scientifiques ont découvert une nouvelle espèce de dinosaure. Les fossiles ont été trouvés en Chine. Les recherches sont en cours.

EN BREF

Le ministre, le maire et le logement à Paris

Entre M. Chirac, maire de Paris, et M. Quilès, son challenger malheureux devenu récemment ministre de l'Urbanisme et du logement, la partie de bras de fer continue. M. Quilès a proposé à la Ville de financer dix mille logements en 1984 et 1985, à condition que M. Chirac s'engage par contrat à réaliser un maximum de logements sociaux.

Mis au pied du mur, le maire ne pouvait que donner son accord de principe. C'est ce qu'il vient de faire, mais à son tour, avant de signer, il pose cinq conditions dont certaines vont embarrasser M. Quilès.

Le maire presse le ministre de l'Intérieur à accélérer les procédures de traitement des dossiers, notamment en cas de dérogations. Il souhaite localiser trois mille logements « intermédiaires » dans l'est de Paris pour ne pas accroître dans ces quartiers la densité des logements sociaux.

Il demande mille logements dans le parc de La Villette - qui ne lui coûteront pas un centime puisque le terrain appartient à l'État - en échange de la construction de dix mille logements sociaux.

Il souhaite localiser trois mille logements « intermédiaires » dans l'est de Paris pour ne pas accroître dans ces quartiers la densité des logements sociaux.

Il demande mille logements dans le parc de La Villette - qui ne lui coûteront pas un centime puisque le terrain appartient à l'État - en échange de la construction de dix mille logements sociaux.

Il souhaite localiser trois mille logements « intermédiaires » dans l'est de Paris pour ne pas accroître dans ces quartiers la densité des logements sociaux.

Il demande mille logements dans le parc de La Villette - qui ne lui coûteront pas un centime puisque le terrain appartient à l'État - en échange de la construction de dix mille logements sociaux.

Il souhaite localiser trois mille logements « intermédiaires » dans l'est de Paris pour ne pas accroître dans ces quartiers la densité des logements sociaux.

Il demande mille logements dans le parc de La Villette - qui ne lui coûteront pas un centime puisque le terrain appartient à l'État - en échange de la construction de dix mille logements sociaux.

Il souhaite localiser trois mille logements « intermédiaires » dans l'est de Paris pour ne pas accroître dans ces quartiers la densité des logements sociaux.

Il demande mille logements dans le parc de La Villette - qui ne lui coûteront pas un centime puisque le terrain appartient à l'État - en échange de la construction de dix mille logements sociaux.

Il souhaite localiser trois mille logements « intermédiaires » dans l'est de Paris pour ne pas accroître dans ces quartiers la densité des logements sociaux.

Il demande mille logements dans le parc de La Villette - qui ne lui coûteront pas un centime puisque le terrain appartient à l'État - en échange de la construction de dix mille logements sociaux.

Il souhaite localiser trois mille logements « intermédiaires » dans l'est de Paris pour ne pas accroître dans ces quartiers la densité des logements sociaux.

Il demande mille logements dans le parc de La Villette - qui ne lui coûteront pas un centime puisque le terrain appartient à l'État - en échange de la construction de dix mille logements sociaux.

Il souhaite localiser trois mille logements « intermédiaires » dans l'est de Paris pour ne pas accroître dans ces quartiers la densité des logements sociaux.

Il demande mille logements dans le parc de La Villette - qui ne lui coûteront pas un centime puisque le terrain appartient à l'État - en échange de la construction de dix mille logements sociaux.

Il souhaite localiser trois mille logements « intermédiaires » dans l'est de Paris pour ne pas accroître dans ces quartiers la densité des logements sociaux.

Il demande mille logements dans le parc de La Villette - qui ne lui coûteront pas un centime puisque le terrain appartient à l'État - en échange de la construction de dix mille logements sociaux.

Il souhaite localiser trois mille logements « intermédiaires » dans l'est de Paris pour ne pas accroître dans ces quartiers la densité des logements sociaux.

VINGT MILLE FIDÈLES POUR ACCUEILLIR L'ÉVÊQUE DE NANTERRE

Spectacle inhabituel, dimanche 18 décembre, de 10 h 30 à 11 h 30, au Palais du CNIT à la Défense. Plus de vingt mille catholiques du diocèse de Nanterre (Hauts-de-Seine) s'étaient donné rendez-vous, à huit jours de Noël, pour accueillir leur nouvel évêque, Mgr François Favreau, et célébrer l'Année sainte. Après la messe, la fête de famille commença avec un vaste pique-nique. L'après-midi, des tables rondes aux thèmes divers - les problèmes de l'emploi, des jeunes ménages, des enfants, les malades et handicapés, les vocations sacerdotales et religieuses - des expositions sur les doyennés et les mouvements permirent aux fidèles de dialoguer, de se découvrir, de partager leurs craintes, d'exprimer leur foi.

Des ravisseurs coupent l'oreille de leur otage

Rome. - Les ravisseurs de la famille du joaillier romain et son fils, Giorgio, dix-sept ans, ont déposé, dimanche 18 décembre, dans une poubelle près de l'église Santa-Maria-Maggiore, l'oreille coupée de l'otage. Accompagné d'une photographie représentant M. Bulgari, un pistolet pointé sur la tempe, celui de M. Bulgari, le chef droit de la tête ensanglantée à la hauteur de l'oreille, un message aux ravisseurs précisait : « C'est là notre réponse à la mise sous séquestre par la magistrature des membres de la famille Bulgari. Dans le cas où la rançon ne serait pas versée dans son intégralité avant les 24 heures indiquées, nous supprimerons les otages ».

M. Bulgari et son fils ont été enlevés le 19 novembre. Jusqu'à dimanche, les ravisseurs ne s'étaient manifestés qu'une fois, pour demander une rançon de trois milliards de lire.

Il y a quelques jours, la mise sous séquestre des biens de la famille Bulgari avait été décidée conformément à la loi. - (Corresp.)

Huit mois de prison pour une militante anti-nucléaire

Reims. - Une militante anti-nucléaire a été condamnée par la cour d'appel de Reims à huit mois de prison ferme pour transport et port d'armes de la sixième catégorie, à l'occasion d'une manifestation opposant à la centrale de Chooz, le 13 décembre 1982, à Virieux-Molhain (Ardennes). Mary Felkin, une ressortissante anglaise âgée de vingt et un ans, résidant à Paris, avait été interpellée en compagnie d'autres manifestants, dans une voiture volée, en possession d'un arsenal considéré comme dangereux. Le tribunal de grande instance lui avait infligé une peine de huit mois de prison, dont quatre ferme. - (Corresp.)

UN FUSIL-LASER AVEUGLANT DANS L'ARMÉE AMÉRICAINE

L'armée américaine aurait mis au point, si l'on en croit le Washington Post du 17 décembre, une arme laser portative, à aveugler l'adversaire dans des combats rapprochés. Cette arme, qui porte le nom de C-CLAW (Close Combat Laser Assault Weapon), aurait une portée de 1,6 kilomètre. Elle permettrait d'aveugler - et ce de façon irréversible - tant les troupes d'infanterie que les véhicules blindés. Elle permettrait également d'aveugler les pilotes de chasse et les hélicoptères. Le système est en phase de développement.

On sait depuis longtemps que au-delà d'une certaine puissance, le faisceau du laser peut avoir des effets graves sur la rétine qui, est exposée (le Monde du 8 septembre 1981). Des accidents ont déjà eu lieu et c'est la raison pour laquelle, lors de certaines expériences scientifiques de tir laser, des mesures de sécurité particulières avaient été prises pour éviter d'aveugler les pilotes de ligne dans leur appareil.

Déjà, quelques armées - c'est le cas de l'armée de terre française - utilisent le rayon laser comme une aide à la précision d'artillerie, et servent des batteries d'artillerie pas que, selon la façon - ils braquent le laser sur le cible pour en tirer. Ils peuvent provoquer de graves lésions chez les personnes ainsi visées.

Bilan de l'opération anti « été chaud »

L'opération « prévention » de la délinquance « de » dernier a été positive, affirme un communiqué du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. Bien qu'il se soit agité à l'époque de tout triomphalisme, le ministère avait noté des signes encourageants.

Le communiqué apporte quelques chiffres et des précisions : « Onze départements étaient concernés. Quarante-vingt mille jeunes ont été touchés (quatre-vingt mille sont partis dans des camps, soixante-vingt mille ont participé à des activités de quartier). (...) »

La chancellerie donne la statistique suivante : pour les départements concernés par l'opération prévention, le nombre de détenus provisoires de mineurs, en juillet et août 1983, a baissé de 34,2 % par rapport à la même période en 1982. En revanche, dans les juridictions non concernées par l'opération, on note une augmentation de détenus provisoires de mineurs de 19,1 %.

Libération du dernier emprisonné de Landau

M. Etienne Patour, l'un des trois appelés français emprisonnés en Allemagne fédérale pour avoir tenté de créer un comité de soldats et fait signer une pétition réclamant le départ des troupes étrangères stationnées en R.F.A. et en R.D.A., a été libéré. Ses deux camarades, comme lui militants de la Ligue communiste révolutionnaire, avaient été libérés le 25 novembre (le Monde daté 27-28 novembre).

Une compagnie yougoslave commande cinq Airbus

La compagnie charter yougoslave Inex Adria a décidé de commander cinq exemplaires du moyen-courrier de cent cinquante places A-320 que doit construire le consortium européen Airbus Industrie. Inex Adria prendra également une option sur trois exemplaires supplémentaires de l'appareil. La commande a été annoncée samedi 17 décembre à Belgrade par M. Charles Fierman, ministre français des transports, qui accompagnait le président de la République dans son voyage en Yougoslavie. « Cela confirme, a-t-il déclaré, la capacité de ce matériel à assurer un marché qui assurera la rentabilité ».

« Accident d'Airbus en Malaisie ». - Vingt-sept personnes ont été blessées, dimanche 18 décembre, lorsqu'un Airbus A-300 de la compagnie malaisienne Malaysian System s'est écrasé à l'atterrissage sur l'aéroport international de Kuala Lumpur. L'appareil s'est écrasé dans une zone marécageuse à l'entrée de la piste. - (A.F.P.)

« Une affaire de la fin de l'année ». - L'un des derniers faits de l'année a été l'affaire de l'aviation. Philippe Dolla, quarante-cinq ans, propriétaire du Cristal Bar à Avignon, qui a inculpé au recel de malfaiteurs. Six personnes demeurent détenues : Jean Roussel fils, Jean Roussel père et sa fille Denise, Gérard Rolland, François Arpino et Vincent Picone. - (Corresp.)

« AFFAIRE CLASSÉE »

L'inhumation désinvolte

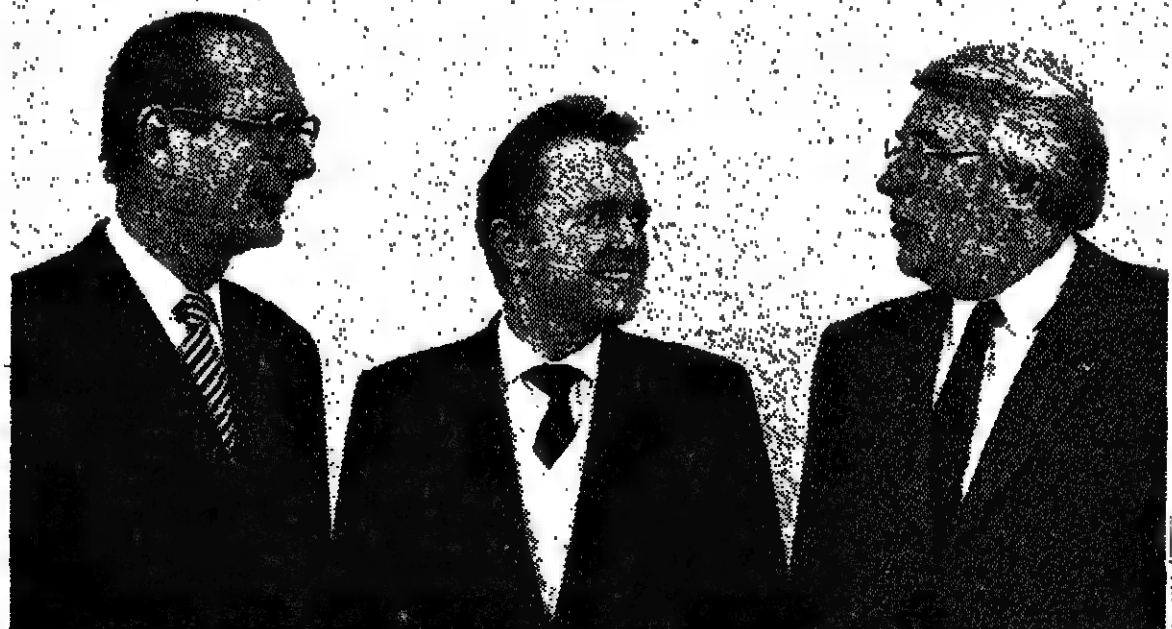
Comment meurt-on ? Paris en 1983 ? Telle est la question que pose M. Jeannou Morlet-Rozand, qui a appris fortuitement la mort de son mari il y a quelques mois et demi après son décès.

C'est le 25 août que Louis Rozand, quarante-huit ans, ancien journaliste économique, a basculé dans le vide du sixième étage d'un immeuble de Saint-Germain-des-Près. Il y habitait avec sa femme, sa fille, sa mère, ses deux frères et sa famille. C'est ainsi que Delphine, sa mère, ses deux frères et sa famille apprendront que Louis Rozand a trouvé la mort à Paris, un 25 août. C'est ainsi qu'ils apprendront, après les démarches que l'on imagine, qu'il leur faut aller se recueillir devant la fosse du cimetière de Thiais.

Les enfants de Louis Rozand ont écrit au ministre de l'Intérieur. « Nous ne pouvons tolérer la laxisme, la négligence et la désinvolture qui ont abouti à l'inhumation quasi clandestine d'une personne dont l'existence n'avait rien de clandestin, et sans que rien, sans décade, n'ait été entrepris pour informer sa famille, sa femme, sa fille, sa mère, ses deux frères et sa famille. L'inhumation de la fosse commune et la nouvelle inhumation dans un caveau de famille auront lieu plusieurs mois après le décès. Ir-réparable. A ainsi peut-on mourir, à Paris. - L. G.

L'EXPANSION présente MAUROY/CHIRAC

Le premier face à face au sommet depuis que la gauche est au pouvoir.



Jean Boissonnat, Rédacteur en chef de L'Expansion - entre Messieurs Mauroy et J. Chirac.

L'EVENEMENT DE FIN D'ANNEE.

A mi-parcours de la législature, c'est l'heure des bilans et perspectives. Un dialogue, des interrogations critiques, des questions pour l'avenir : une rencontre exceptionnelle dans un numéro exceptionnel de L'Expansion.

L'Expansion

en vente chez votre marchand de journaux.



SPORTS

BASKET-BALL

Les Français ont trouvé un patron

Premier pari gagné pour Jean Lueat, successeur de Pierre Dae à la tête de l'équipe de France de basket-ball, qui a remporté, dimanche 18 décembre, le stade Pierre-de-Coubertin à Paris, le tournoi de Noël, auquel participaient le New York All Stars, composé en majorité de joueurs des universités américaines et les équipes de Chine et de Cuba. Les Français ont battu la Chine 90 à 87 et les Américains 102 à 96. Les Cubains ont battu les Américains 98 à 89, ont battu la Chine 106 à 93.

Le deuxième pari de Lueat sera d'amener l'équipe de France à se qualifier pour les Jeux olympiques de Los Angeles, lors du tournoi qualificatif qui doit avoir lieu en France, du 15 au 25 mai prochain.

« Tu vois, les Américains ont quelques difficultés pour passer la défense de zone des Cubains. Demain, nous allons leur réserver une surprise ». S'adressant à Hervé Dubuisson, international du Stade français, Jean Lueat, l'entraîneur de l'équipe de France, analyse le jeu de New York All Stars. Rien de nouveau sur ce plan-là. Les entraîneurs français, qui sont de bons observateurs, changent ; les méthodes demeurent. Lueat, le nouveau, n'est pas différent de Dae, l'ancien, qui a préféré signer cette saison un contrat avec Limoges. Cela n'est pas pour étonner : le premier a travaillé dans l'ombre du second comme entraîneur adjoint. Il a été aussi formé par les professeurs d'éducation physique.

Il y a pourtant quelque chose de changé dans l'équipe de France. Fondamentalement. Les vedettes, désormais, n'ont plus la possibilité de faire des caprices. Le temps révoit où Apollo Faye préférait les sorties nocturnes aux entraînements et où Alain Larrouquie, lassé de rester sur le banc de touche, claquait sans mot dire la porte de l'équipe de France. Faye, jugé en petite forme, n'a pas été sélectionné, et Larrouquie, en fin de carrière, se fera probablement plus jamais partie de l'équipe nationale.

L'homme Jean Lueat a observé et appris, dans l'ombre de Pierre Dae. Son ancien patron avait de bonnes raisons de « faire preuve de souplesse ». Il s'agissait, dit-il en substance, de « placer l'équipe parmi les trois premières du championnat d'Europe avec les vedettes dont il disposait ». Prendre des sanctions disciplinaires en pleine compétition, c'est fait. Le groupe et n'aurait pas permis d'atteindre la cinquième place finalement obtenue. Jean Lueat a-t-il pour souci de minimiser la responsabilité de son prédécesseur ou, plus simplement, de mettre les choses au point ? Probablement les deux à la fois. Le Bérnaïls n'aurait pas fait, par tempérament, les mêmes choix. Peut-être même n'aurait-il pas, dans ce contexte-là, accepté les responsabilités de Dae.

En tout cas, Lueat est désormais annoncé la couleur. Il est bel et bien le patron. La veille du tournoi de Noël, il a pris la décision d'écarter, au premier match, Banky Labe, et, pour le deuxième match, Frédéric Huhagel, deux joueurs d'Orléans qui étaient arrivés en retard au camp. Jean Lueat prend ainsi ses responsabilités vis-à-vis des joueurs qui « doivent avoir un comportement de professionnels » vis-à-vis des entraîneurs de clubs avec qui il collabore sérieusement. « C'est dans les clubs que se fait, dit-il, l'équipe de France. Au président d'Orléans qui était arrivé en retard au camp, Jean Lueat a dit : « après leur victoire en Coupe d'Europe, ils avaient bien, après tout, le droit de faire la fête », l'entraîneur national rétorque : « si je n'arrive pas à imposer cette rigueur, je démissionne ».

Seul objectif de Lueat : qualifier son équipe pour les Jeux de Los Angeles. A quarante-huit ans, le nouveau patron de l'équipe de France, derrière lui l'expérience de trente années de basket-ball. Il ne tombera pas dans les erreurs de son prédécesseur : les stages trop longs, qui « détruisent un groupe d'individus », seront abandonnés au profit de stages de trois à quatre jours. Les matches préliminaires du tournoi pré-olympique, joués par l'équipe de France, auront lieu à Orléans. Pas question de renouveler l'erreur des championnats d'Europe, qui ont eu

lieu notamment à Limoges. A la fédération, on n'a pas oublié les cris de « démission » lancés à l'adresse de Pierre Dae, coupable de n'avoir pas assez utilisé la « classe locale, Apollo Faye ».

Jean Lueat relève ainsi le défi que lui a lancé Robert Fourn, président de la Fédération française de basket-ball : réussir là où tous les entraîneurs ont échoué depuis vingt-trois ans. Une partie du chemin, à sans doute, est effectuée par Dae. Mais il reste encore la dernière étape à franchir. Condamné à réussir, Lueat a obtenu jusqu'ici l'adhésion des joueurs, qui estiment, comme Hervé Dubuisson, qu'il y a « au sein de l'équipe, un esprit différent de celui qui régnait auparavant. La chance de jouer est désormais donnée à chacun ». Commentaire d'un proche de Jean Lueat : « il n'y aura plus, désormais, de porteurs de valises ».

GILLES MARTINEAU.

ATHLÉTISME

VINGT-TROISIÈME CROSS DU FIGARO

Watrice met Boxberger « k.o. »

Un peu moins d'inscrits (vingt-trois mille cinq cent contre trente-trois mille l'an passé), mais toujours autant d'enthousiasme, samedi 17 et dimanche 18 décembre, pour les trente et une courses du vingt-troisième cross du Figaro. L'épreuve principale a été gagnée, chez les hommes, par Jacques Lefèvre, comme en 1982, et chez les femmes par Thierry Watrice, qui, pour son premier « k.o. », a devancé sur 12 kilomètres le Belge Rousselle, l'Argentin Gonzalez, le Sochalien Boxberger et le stadien Léviss.

Pour les quelques vingt mille participants au cross du Figaro, Marti-

met rime avec cauchemar. Les promeneurs du dimanche remarquent à peine cette butte anodine qu'ils ramènent à l'entrée du champ de courses d'Autueil. En revanche, les coureurs, qui viennent de dévaler une allée cavalière sinueuse légèrement inclinée, doivent brutalement lever haut les genoux pour attaquer le sentier boueux qui grimpe vers la ligne d'arrivée. D'un coup, le cœur se met à cogner plus fort et les poumons demandent plus d'oxygène. Le compte-tours cardio-vasculaire est dans le rouge. Pour les « ringards » comme pour les as, c'est là que se joue la course : le plus fort passe, les autres cassent.

Indifférent aux « fâchés de pluie » de vent qui balaient le bois de Boulogne dimanche après-midi, le stadien Léviss avait mené grand train les deux premières boucles, lorsqu'un point de côté brisa son effort au troisième passage de ce redoutable faux plat.

Thierry Watrice, qui ce moment pour prendre le large. Il avait une cinquantaine de mètres d'avance, en haut de la butte, avant d'attaquer le dernier tour. D'une foulée puissante huilée par l'entraînement en sous-bois et par une musculature légère, il déjouait les pièges du bourbier, comme à Nancy en 1982, quand il était devenu champion de France de cross.

Conservait-il pour autant son avance jusqu'au terme des 12 kilomètres ? Certes, Watrice était l'homme en forme de ce début de saison hivernale. Sept victoires à son palmarès sur route et à travers champ depuis son succès des 20 kilomètres de Paris. Tenté, il avait hésité à prendre le départ. Coup bas de son entraîneur, l'ancien champion Michel Jazy, agent d'Adidas, aux organisateurs, qui avaient choisi la firme Nike, comme commanditaire ? Crainte d'affronter Jacky Boxberger, qui est le recordman du Figaro avec sept victoires ? Les questions ne se posaient plus, et le Sochalien commençait maintenant à grignoter son retard. Fort de ses longues expériences sur le circuit du bois, il avait manifestement poussé vers le haut ses dernières forces dans le dernier passage de la butte.

pour le coiffer sur la ligne d'arrivée. Le Sochalien n'était donc plus qu'à 10 mètres des talons du protégé de Jazy pour aborder la dernière ligne droite. « Box » semblait alors capable de réussir son impossible pari. Pourtant, il cassa brutalement son effort. « Deuxième abandon », Depuis quelques temps, Boxberger souffrait à chacune de ses sorties. La semaine précédente, il avait réussi à s'imposer à Nancy mais n'aurait pas dû s'avouer vaincu à Verdun et à Vanves. Dimanche, l'effort qu'il avait fourni sur la butte pour revenir lui avait « coupé les pattes ». Le Belge Rousselle et l'Argentin Gonzalez allaient le doubler dans le dernier kilomètre pendant que Watrice signait de sa foulée puissante sa première victoire au Figaro et la neuvième de la saison.

Trop vite et trop tôt ?

Le challenge doté de 30 000 F par Pacific a toutes les chances de lui revenir à la fin de l'hiver. Mais on retiendra surtout que Watrice a mis k.o. Boxberger dans la butte Mortemart. Le challenge a battu le champion. Le voilà promu au rang d'espérance numéro un du demi-fond national. Position délicate.

Parce qu'il travaille à l'entretien du matériel à la gare de l'Est, on a surnommé le sociétaire d'Osloir-la-Ferrière « T.G.V. ». Mais parce que ce besoin de la piste va très vite en décembre, on se demande si, en août, il sera dans le train de la finale du 10 000 mètres olympique. Watrice n'est-il pas en effet parti trop vite et trop tôt vers cette échéance américaine ? Les coureurs en forme en hiver le sont rarement en été au moment des moissons qui font les vrais palmarès.

Prêt à relever tous les défis avec la tranquille confiance que donne la victoire, Watrice s'est contenté de répondre : « J'ai vu pas encore fini mon plan d'entraînement pour Los Angeles ». Il nait cependant qu'il n'a plus beaucoup de temps devant lui : à vingt-six ans, Watrice a pour principal titre de gloire celui de champion du monde de cross-country par équipe acquis à Glasgow en 1978.

ALAIN GRAUDO.

SKI NORDIQUE

Retrouvailles à Autrans

Correspondance

Autrans. — La deuxième étape de la Coupe du monde féminine de ski de fond s'est disputée, samedi 17 décembre, à Autrans (Isère). Choisi pour les épreuves nordiques des Jeux olympiques de Grenoble en 1968, le petit village du Vercors a ainsi repris contact avec la haute compétition internationale. Sur un parcours très tourmenté de 10 kilomètres, la Finlandaise Marja Liisa Haamaelainen s'est imposée dans le temps de 31 min 38 s 2 devant la Tchèque Aneta Pastarova à 3 s 9 et la Norvégienne Anne Jalava à 6 s 2. Déjà deuxième il y a une semaine à Beit-Stu-Winkel, Aneta Pastarova prend la tête au classement général de la Coupe du monde.

Les amoncellements olympiques traquent un peu partout dans les rues d'Autrans. Le village vit sur cette pente publicitaire depuis 1968, mais les habitants versés dans le ski, autrement dit une majorité, se sont rendus compte que cette image dynamique commençait à s'estomper. C'est la raison des offensives aux amoncellements par les Autrans, depuis trois ans, dans tous les domaines du ski de fond, en particulier celui de la compétition.

Les amoncellements du week-end avec l'élite internationale auraient pu être prolongés en 1983 par les championnats du monde, mais les

Autrichiens Seefeld enlevèrent la partie d'été au dernier congrès de la Fédération internationale à Sidney. La candidature d'Autrans va être relancée pour 1989. Le village s'obstine. Il ne tient pas à rester simplement une meaque française du ski de fond. La Coupe du monde y a stimulé les ambitions. Autrans n'ayant plus rien à prouver sur le plan national, avec l'organisation de la fédération française, épreuve très populaire, puisqu'on attend quinze mille personnes le 22 janvier.

Autrans retrouvailles, samedi matin, celles entre la Norvégienne Berit Anuli et le circuit international. L'événement. La triple championne du monde 1982 à Oslo n'était pas repassée en Coupe du monde depuis avril de cette année-là. A Kiruna, dans le grand nord suédois, elle avait quitté ses adversaires en terminant deuxième derrière sa compatriote Brit Pettersen. Elle avait alors salué tout le monde et regagné Kiruna, son village situé à 500 kilomètres au nord d'Oslo, pour se préparer à devenir maman.

Cet objectif atteint, la reine du ski de fond a repris ses lettres et ses bâtons à la fin de l'hiver 83 dans le but de se lancer à la conquête de médailles olympiques en février prochain à Sarajevo. Les courses d'Autrans ont prouvé que Berit Anuli reste parfaitement compétitive.

Fartage-loterie

Elle a pris la cinquième place sur 10 kilomètres extrêmement difficile qui avaient tracé des responsables techniques d'Autrans, avec un retard de 29 s et 2 s sur la Finlandaise Marja Liisa Haamaelainen, détentrice de la Coupe du monde. A mi-parcours, la grande Berit semblait sur les rails de la victoire avec le meilleur temps. Son allure délicate et dynamique produisait alors la meilleure impression, mais elle fut ensuite trahie par un fartage défectueux.

Elle ne fut pas la seule, d'ailleurs, en cette matinée grise et arrosée de neige. Les soixante-trois qui prirent le départ trouvèrent ainsi, sous leurs skis, les pires conditions, celles qui font que l'opération du fartage presque une loterie. Sous la neige tombante, il était intéressant de quitter le stade de départ le plus tard possible. C'est ce qui se produisit pour la Finlandaise dotée du dossard 66. Principal avantage : glisser dans des traces lissées par les concurrents précédents. Ainsi s'explique, en partie, ce succès et la victoire de Berit Anuli. A son dossard 34, la Norvégienne partait d'un handicap pratiquement irrémédiable.

Dernières retrouvailles enfin, celles qui laisseront sans doute le plus beau souvenir dans la mémoire des Autransais véritablement exaltés de recevoir, dimanche matin, au moment où les Tchèqueo-vaques prenaient l'ascendant sur les Norvégiennes, Dominique Locatelli, l'enfant du pays, auréolé de fraîche date — l'avant-veille — par sa septième place en Coupe du monde à Ramsau, en Autriche. Événement à ne pas oublier. Depuis Jean-Paul Piarat, fondateur ne s'était mêlé à un haut niveau. Dominique Locatelli voyageait — nuit pour rendre la fête autranaise plus belle.

LIBERT TARRAGO.

Les résultats

Automobilisme

LES PILOTES PEUGEOT
Peugeot a choisi le Finlandais Aari Vatanen et le Français Jean-Pierre Wierich pour piloter le 205 turbo 16 qui fera ses débuts en 1984 dans le championnat du monde des rallyes.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première journée
(Vingt-troisième journée)
* Lille et Toulouse 0-0
* Monaco et Metz 2-2
* Paris-S.G. et Laval 0-0
* Nantes et Rennes 2-1
* Auxerre et Lens 4-0
* Strasbourg et Nancy 1-0
* Bastia et Brest 2-1
* Bordeaux et Nîmes 2-0
* Sochaux et Rouen 1-1
* Saint-Etienne et Toulon 1-0
Classement. — 1. Bordeaux, 36 pts ; 2. Monaco, Nantes, 31 pts ; 4. Auxerre, Paris-S.G., 30 pts ; 5. Toulouse, 28 pts ; 7. Strasbourg, 26 pts ; 8. Laval, 24 pts ; 9. Rouen, Lens, Bastia, 22 pts ; 12. Sochaux, 21 pts ; 13. Metz, 20 pts ; 14. Lille, 19 pts ; 15. Saint-Etienne, Nancy, 18 pts ; 17. Toulon, 17 pts ; 18. Rennes, 16 pts ; 19. Brest, 15 pts ; 20. Nîmes, 14 pts.
(Jusqu'au 14 janvier 1984.)

COUPE DE FRANCE
(Seizième tour)
Quatre clubs de deuxième division ont été éliminés de la Coupe de France par des équipes de division inférieure à l'occasion du seizième tour : Sedan a été battu par Toulon (1 à 3) et pénalités à 3), club de quatrième division ; Angoulême et le Stade Français-92 ont été battus respectivement par deux clubs de division d'honneur, Villeneuve-d'Ornon (1 à 1 et 5 pénalités à 3) et Villeneuve-le-Roi (2 à 1) ; Villefranche s'est incliné devant les promotionnaires de Mont-Cassidy.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
Groupe A
Poule 1
* Castres b. Toulon 18-7
* Hyères b. Montauban 12-9
* Béziers b. Bagnols 36-13
* Carcassonne b. Oloron 12-7
Classement. — 1. Béziers, 23 pts ; 2. Toulon, Hyères, 19 pts ; etc.
Poule 2
* Brive b. Vannes 22-3
* Angoulême b. Nîmes 15-13
* Grenoble b. Grenoble 10-6
* Toulon b. La Voulte 20-3
Classement. — 1. Toulon, 21 pts ; 2. Graillet, Grenoble, 19 pts ; etc.

Poule 3
* Agen b. La Rochelle 17-0
* Dax b. Béziers 22-15
* Lourdes b. Toulouse 13-7
* Tulle b. FUC 24-9
Classement. — 1. Dax, 21 pts ; 2. Agen, 19 pts ; 3. Tulle, 18 pts ; etc.

Poule 4
* Albi et Albi-Aurillac 16-16
* Perpignan b. Aurillac 15-7
* Montferrand b. Bayonne 19-10
* Tyrosse b. Haguenau 16-10
Classement. — 1. Montferrand, 20 pts ; 2. Bayonne, Tyrosse, 18 pts ; etc.

Poule 5
* Pau b. Bourg 14-10
* Narbonne b. Biarritz 4-0
* Mont-de-Marsan b. Riom 22-12
* Nîmes b. Bègles 17-11
Classement. — 1. Narbonne, 22 pts ; 2. Bègles, Pau, 19 pts ; etc.

Ski alpin

COUPE DU MONDE
Descente masculine
à Val Gardena (Italie)
1. Rueder (Aut.), 1 min 56 s 80 ; 2. Brooker (Can.), 1 min 57 s 41 ; 3. Podkornik (Can.), 1 min 57 s 79 ; 4. Heinzer (Aut.), 1 min 58 s 11 ; 5. Marzola (It.), 1 min 58 s 16 ; 12. Varennet (Fr.), 1 min 58 s 11.
Slalom spécial féminin
à Piancavallo (Italie)
1. R. Steiner (Aut.), 1 min 34 s 05 ; 2. M. Tialla (Pol.), 1 min 34 s 33 ; 3. M. Quirio (It.), 1 min 34 s 72 ; 4. E. Hess (Aut.), 1 min 35 s 57 ; 5. P. Pelen (Fr.), 1 min 35 s 63 ; 9. C. Guignard (Fr.), 1 min 36 s 47.

Tennis

TOURNOI DE SYDNEY
(75 000 dollars)
Demi-finales. — Nyström (Sué.) b. Cash (Austral.), 6-4, 4-6, 6-4 ; Bauer (E.-U.) b. Davis (E.-U.), 6-2, 6-3.
Finale. — Nyström b. Bauer, 2-6, 6-3, 6-1.

Sports équestres

COUPE DU MONDE
DE SAUTS D'OBSTACLES
Le Britannique Nick Skelton sur Saint-James a remporté, samedi 17 décembre, le Grand Prix de sauts d'obstacles de Londres qualifiant pour la finale de la Coupe du monde qui doit avoir lieu, à la fin du mois d'avril, à Göteborg (Suède). Le Français Hervé Godignon, sur J'adore a pris la deuxième place. Au classement provisoire de la Coupe du monde (zone européenne), Skelton est en tête avec 63 pts devant l'Australien Frahm (56 pts), les Britanniques Broome (56 pts), et Godignon (40 pts).

1983 l'année Michelin

CHAMPION DU MONDE DE FORMULE 1
CHAMPION DU MONDE DES RALLYES
CHAMPION DU MONDE MOTO 500 cm³
CHAMPION DU MONDE MOTO 250 cm³
CHAMPION DU MONDE MOTO 125 cm³
CHAMPION DU MONDE MOTO 50 cm³
CHAMPION DU MONDE MOTO D'ENDURANCE
CHAMPION DU MONDE MOTO-TRIAL
CHAMPION DU MONDE DE FORMULE 2

MICHELIN. LA TECHNIQUE QUI GAGNE.

LE CARNET DU Monde

ATHLETISME

VINGT-TROISIEME CROIS DE FRANCE

Matrice met Boxberger « k.o. »

Le judo a été l'épreuve phare de la vingt-troisième croisée de France. C'est à la fin de la compétition que les deux équipes ont été confrontées. La matrice a été remportée par Boxberger, qui a battu son adversaire au premier tour. Cette victoire a permis à Boxberger de se qualifier pour la finale. Le combat a été très serré, mais Boxberger a finalement eu la dernière parole. Les deux équipes se sont séparées à l'amiable, sans incident. La compétition a été très intéressante, avec de nombreux combats de qualité. Les spectateurs ont pu apprécier le niveau élevé des athlètes. Les résultats de la compétition ont été très satisfaisants. Les équipes ont montré un excellent niveau de jeu. Les combats ont été très intéressants. Les spectateurs ont été très nombreux. Les organisateurs ont fait un excellent travail. La compétition a été un succès. Les athlètes ont montré un excellent niveau de jeu. Les combats ont été très intéressants. Les spectateurs ont été très nombreux. Les organisateurs ont fait un excellent travail. La compétition a été un succès.

Le judo a été l'épreuve phare de la vingt-troisième croisée de France. C'est à la fin de la compétition que les deux équipes ont été confrontées. La matrice a été remportée par Boxberger, qui a battu son adversaire au premier tour. Cette victoire a permis à Boxberger de se qualifier pour la finale. Le combat a été très serré, mais Boxberger a finalement eu la dernière parole. Les deux équipes se sont séparées à l'amiable, sans incident. La compétition a été très intéressante, avec de nombreux combats de qualité. Les spectateurs ont pu apprécier le niveau élevé des athlètes. Les résultats de la compétition ont été très satisfaisants. Les équipes ont montré un excellent niveau de jeu. Les combats ont été très intéressants. Les spectateurs ont été très nombreux. Les organisateurs ont fait un excellent travail. La compétition a été un succès. Les athlètes ont montré un excellent niveau de jeu. Les combats ont été très intéressants. Les spectateurs ont été très nombreux. Les organisateurs ont fait un excellent travail. La compétition a été un succès.

Le judo a été l'épreuve phare de la vingt-troisième croisée de France. C'est à la fin de la compétition que les deux équipes ont été confrontées. La matrice a été remportée par Boxberger, qui a battu son adversaire au premier tour. Cette victoire a permis à Boxberger de se qualifier pour la finale. Le combat a été très serré, mais Boxberger a finalement eu la dernière parole. Les deux équipes se sont séparées à l'amiable, sans incident. La compétition a été très intéressante, avec de nombreux combats de qualité. Les spectateurs ont pu apprécier le niveau élevé des athlètes. Les résultats de la compétition ont été très satisfaisants. Les équipes ont montré un excellent niveau de jeu. Les combats ont été très intéressants. Les spectateurs ont été très nombreux. Les organisateurs ont fait un excellent travail. La compétition a été un succès. Les athlètes ont montré un excellent niveau de jeu. Les combats ont été très intéressants. Les spectateurs ont été très nombreux. Les organisateurs ont fait un excellent travail. La compétition a été un succès.

Le judo a été l'épreuve phare de la vingt-troisième croisée de France. C'est à la fin de la compétition que les deux équipes ont été confrontées. La matrice a été remportée par Boxberger, qui a battu son adversaire au premier tour. Cette victoire a permis à Boxberger de se qualifier pour la finale. Le combat a été très serré, mais Boxberger a finalement eu la dernière parole. Les deux équipes se sont séparées à l'amiable, sans incident. La compétition a été très intéressante, avec de nombreux combats de qualité. Les spectateurs ont pu apprécier le niveau élevé des athlètes. Les résultats de la compétition ont été très satisfaisants. Les équipes ont montré un excellent niveau de jeu. Les combats ont été très intéressants. Les spectateurs ont été très nombreux. Les organisateurs ont fait un excellent travail. La compétition a été un succès. Les athlètes ont montré un excellent niveau de jeu. Les combats ont été très intéressants. Les spectateurs ont été très nombreux. Les organisateurs ont fait un excellent travail. La compétition a été un succès.

Le judo a été l'épreuve phare de la vingt-troisième croisée de France. C'est à la fin de la compétition que les deux équipes ont été confrontées. La matrice a été remportée par Boxberger, qui a battu son adversaire au premier tour. Cette victoire a permis à Boxberger de se qualifier pour la finale. Le combat a été très serré, mais Boxberger a finalement eu la dernière parole. Les deux équipes se sont séparées à l'amiable, sans incident. La compétition a été très intéressante, avec de nombreux combats de qualité. Les spectateurs ont pu apprécier le niveau élevé des athlètes. Les résultats de la compétition ont été très satisfaisants. Les équipes ont montré un excellent niveau de jeu. Les combats ont été très intéressants. Les spectateurs ont été très nombreux. Les organisateurs ont fait un excellent travail. La compétition a été un succès. Les athlètes ont montré un excellent niveau de jeu. Les combats ont été très intéressants. Les spectateurs ont été très nombreux. Les organisateurs ont fait un excellent travail. La compétition a été un succès.

Le judo a été l'épreuve phare de la vingt-troisième croisée de France. C'est à la fin de la compétition que les deux équipes ont été confrontées. La matrice a été remportée par Boxberger, qui a battu son adversaire au premier tour. Cette victoire a permis à Boxberger de se qualifier pour la finale. Le combat a été très serré, mais Boxberger a finalement eu la dernière parole. Les deux équipes se sont séparées à l'amiable, sans incident. La compétition a été très intéressante, avec de nombreux combats de qualité. Les spectateurs ont pu apprécier le niveau élevé des athlètes. Les résultats de la compétition ont été très satisfaisants. Les équipes ont montré un excellent niveau de jeu. Les combats ont été très intéressants. Les spectateurs ont été très nombreux. Les organisateurs ont fait un excellent travail. La compétition a été un succès. Les athlètes ont montré un excellent niveau de jeu. Les combats ont été très intéressants. Les spectateurs ont été très nombreux. Les organisateurs ont fait un excellent travail. La compétition a été un succès.

Le judo a été l'épreuve phare de la vingt-troisième croisée de France. C'est à la fin de la compétition que les deux équipes ont été confrontées. La matrice a été remportée par Boxberger, qui a battu son adversaire au premier tour. Cette victoire a permis à Boxberger de se qualifier pour la finale. Le combat a été très serré, mais Boxberger a finalement eu la dernière parole. Les deux équipes se sont séparées à l'amiable, sans incident. La compétition a été très intéressante, avec de nombreux combats de qualité. Les spectateurs ont pu apprécier le niveau élevé des athlètes. Les résultats de la compétition ont été très satisfaisants. Les équipes ont montré un excellent niveau de jeu. Les combats ont été très intéressants. Les spectateurs ont été très nombreux. Les organisateurs ont fait un excellent travail. La compétition a été un succès. Les athlètes ont montré un excellent niveau de jeu. Les combats ont été très intéressants. Les spectateurs ont été très nombreux. Les organisateurs ont fait un excellent travail. La compétition a été un succès.

JUDO

PARISI COMBLE UNE LACUNE

C'était un grand paradoxe du judo : champion olympique des poids lourds, Angelo Parisi n'avait jamais remporté le titre national toutes catégories. Mais, depuis 1976, il opérait sous les couleurs françaises. Par quatre fois, le plus beau styliste de l'Hexagone avait stoppé la finale dans des combats où la complicité l'avait emporté sur le panache. Le judo français a fait droit de cette contradiction, samedi 17 décembre, à Reims.

De retour du Japon où il a suivi un stage avec l'équipe de France, Parisi avait en effet la chance de se mesurer à son principal rival, Del Colombo. Les deux hommes se sont affrontés dans un combat très serré. Parisi a finalement eu la dernière parole. Les deux hommes se sont séparés à l'amiable, sans incident. La compétition a été très intéressante, avec de nombreux combats de qualité. Les spectateurs ont pu apprécier le niveau élevé des athlètes. Les résultats de la compétition ont été très satisfaisants. Les équipes ont montré un excellent niveau de jeu. Les combats ont été très intéressants. Les spectateurs ont été très nombreux. Les organisateurs ont fait un excellent travail. La compétition a été un succès. Les athlètes ont montré un excellent niveau de jeu. Les combats ont été très intéressants. Les spectateurs ont été très nombreux. Les organisateurs ont fait un excellent travail. La compétition a été un succès.

En rejoignant sur les tapisseries de la Coupe de France, Parisi a montré que, malgré son âge (biensur, trente ans), il vivait toujours aussi intensément la compétition. Les yeux des sélectionneurs, sa participation aux Jeux olympiques de Moscou en 1980, sa victoire sur Del Colombo et de Christian Vachon. Mais, lui, ne peut aller à Los Angeles. Il envisage même de finir en beauté l'année suivante, championnats du monde, parce que c'est le seul podium sur lequel il ne soit jamais monté.

Les soucis personnels qui ont nui à ses résultats ces derniers mois ayant disparu, il ne devrait pas y avoir d'obstacle à la réalisation de ses projets. Ensuite, la Fédération de judo envisage de lui offrir l'entraînement des juniors qui seraient à la meilleure école, celle du style.

Les soucis personnels qui ont nui à ses résultats ces derniers mois ayant disparu, il ne devrait pas y avoir d'obstacle à la réalisation de ses projets. Ensuite, la Fédération de judo envisage de lui offrir l'entraînement des juniors qui seraient à la meilleure école, celle du style.

Les soucis personnels qui ont nui à ses résultats ces derniers mois ayant disparu, il ne devrait pas y avoir d'obstacle à la réalisation de ses projets. Ensuite, la Fédération de judo envisage de lui offrir l'entraînement des juniors qui seraient à la meilleure école, celle du style.

Les soucis personnels qui ont nui à ses résultats ces derniers mois ayant disparu, il ne devrait pas y avoir d'obstacle à la réalisation de ses projets. Ensuite, la Fédération de judo envisage de lui offrir l'entraînement des juniors qui seraient à la meilleure école, celle du style.

Les soucis personnels qui ont nui à ses résultats ces derniers mois ayant disparu, il ne devrait pas y avoir d'obstacle à la réalisation de ses projets. Ensuite, la Fédération de judo envisage de lui offrir l'entraînement des juniors qui seraient à la meilleure école, celle du style.

Les soucis personnels qui ont nui à ses résultats ces derniers mois ayant disparu, il ne devrait pas y avoir d'obstacle à la réalisation de ses projets. Ensuite, la Fédération de judo envisage de lui offrir l'entraînement des juniors qui seraient à la meilleure école, celle du style.

Naissances

M. et M^{me} Marc BERAUD, Valentine et Fanny, ont la joie de faire part de la naissance de Stéphan, le 10 décembre 1983.

24, rue Modigliani, 75015 Paris.

— Jonathan CADOT, né le 3 décembre 1983,

se joint à Florian, Johanna et Bertrand pour souhaiter un joyeux Noël et une heureuse nouvelle année.

8, rue d'Avron, 75020 Paris.

— Marie-Agnès JENOT-CATALOT et Jean THOUARD sont heureux d'annoncer à leurs amis la naissance de

Ferdinand, le 12 décembre 1983.

— M^{me} Joy Adrien Alcan, Le comte et la comtesse Philippe d'Esterno, M^{me} et M^{me} Maurice Alcan, M^{me} Louise Alcan, Ses neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Adrien H. ALCAN, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1914-1918 (cinq citations), titulaire de la médaille de Verdun, Distinguished Service Medal 1919, chevalier de l'Ordre pour la couronne belge 1919, quarante-troisième récipiendaire de la grande médaille d'argent de la France libre, ancien président de l'Association des Français libres aux Etats-Unis,

survécu à New-York, le 10 décembre 1983, dans sa quatre-vingt-troisième année.

400 East 54th Street, 10022 New-York.

— M^{me} Maurice Bastide, son épouse, Les familles Saleste, Dubert, Hamon et Alogues, Toutes les familles alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice BASTIDE, directeur général honoraire du Groupe des sociétés mutuelles d'assurances du bâtiment et des travaux publics, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite,

survécu à New-York, le 10 décembre 1983, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

7, rue Bourault, 75017 Paris.

— Le Groupe des sociétés mutuelles d'assurances du bâtiment et des travaux publics a le regret de faire part du décès de

M. Maurice BASTIDE, directeur général honoraire, de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite,

survécu subitement le vendredi 16 décembre 1983.

[Né en 1911 à Paris, M. Maurice Bastide, après quelques années passées au Gaz de France, entre à la Société anonyme française de réassurance, où devient directeur adjoint (1944-1964). Puis il est nommé directeur général de la Société mutuelle d'assurances du bâtiment et des travaux publics et de la Société mutuelle d'assurances sur la vie de cette même branche professionnelle. Il était administrateur de nombreuses sociétés.]

Les obsèques auront lieu le mardi 20 décembre à 14 heures, à l'église Saint-Martin des Batignolles, 77, place du Croissant (Batignolles), Paris-17^e, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Val de la Chapelle (Yvelines) dans l'intimité.

7, rue Bourault, 75017 Paris.

— M. et M^{me} Jean A. Bernard, M. et M^{me} Maurice Bernard, M. et M^{me} Yves Bernard, ses enfants, Gilles, M. et M^{me} P. Wipfler, Christine, M. et M^{me} Jean-Philippe Bernard, Valérie, ses petits-enfants, Nicolas, son arrière-petit-fils, Les familles Melletier et Neury, ont la douleur de faire part du décès de

M. Antoine BERNARD, président d'honneur de la Compagnie française de crédit et de banque,

survécu, le 13 décembre 1983, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale, à l'église de Saint-Jean-le-Puy (Allier), le vendredi 16 décembre 1983.

Un service religieux à sa mémoire et à celle de son épouse sera célébré en l'église Saint-Philippe du Roule, à Paris, le mercredi 11 janvier 1984, à 10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— La direction et le conseil d'administration de la Compagnie française de crédit et de banque, ont la douleur de faire part du décès de

M. Antoine BERNARD, président d'honneur,

[Né le 17 septembre 1898 à Saint-Jean-le-Puy (Allier), Antoine Bernard, ancien élève de l'École polytechnique (promotion 1919 spéciale), licencié en droit et diplômé de l'École des sciences politiques, fut toute sa carrière attaché à la Compagnie française de crédit et de banque. Il devint directeur à Alger en 1938, puis directeur général à Paris en 1958. En 1965, il fut nommé à la présidence de la C.F.C.B. (société Naef), établissement qui devint ultérieurement une filiale de la C.F.C.B. à Paris. A partir de 1967 et jusqu'en 1972, il présida la C.F.C.B. (société Naef) holding du groupe Suez.

Antoine Bernard, officier d'industrie pendant la guerre 1914-1918, était titulaire de la croix de guerre et chevalier de la Légion d'honneur.]

— M. Lionel Bernard, son épouse, Cyrille et Laurence, ses enfants, M. et M^{me} Joseph Dana, ses parents, M. Guy Dana, son frère, M. Philippe Dana, son frère, M^{me} veuve Henri Dana, sa grand-mère, M^{me} veuve Henri Sotton, sa grand-mère, ont la tristesse d'annoncer le décès de leur chère et très couronnée,

Nicole BERNARD, née Dana, assistante des hôpitaux, docteur en sciences,

dans la nuit du 15 au 16 décembre 1983, à l'âge de trente-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 20 décembre au cimetière parisien de Pantin.

On se réunira devant la grande porte, à 14 h 15, 164, avenue Jean-Jaures, Pantin.

Un office religieux sera célébré à la synagogue de la rue Copernic, le mardi 20 décembre, à 19 h 30.

15, rue Adolphe, 92400 Courbevoie.

— Le service de biochimie de la faculté des Sciences est en deuil,

Nicole BERNARD.

« Tu as participé aux travaux de recherche du laboratoire depuis 1968 et jusqu'à ton dernier jour. Tu jolis de vivre nous était précieuse, ton départ nous bouleverse, ton courage restera dans nos mémoires. Tes amis, tes collègues, le personnel de la faculté de médecine seront présents auprès de ta famille ce mardi 20 décembre. »

Nos bénéficiaires d'une réduction sur les inscriptions du « Carnet de la Faculté de Médecine » ont le droit de se faire inscrire pour justifier de leur qualité.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Léon, M^{me} Jacqueline Léon, M. et M^{me} Michel Daniel et leurs enfants, M. et M^{me} François Robine, et leurs enfants, M. Jean-Luc Léon, M. et M^{me} Henry Neustadt, M. Michel Léon,

ont la tristesse d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-troisième année, de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

M^{me} veuve Georges LÉON, née Victorine Corley,

à Paris, le 10 décembre 1983.

— M^{me} veuve Georges LÉON, née Victorine Corley, donner ses yeux à la banque des yeux et son corps à la médecine, ce qui a été accepté.

Cet avis tient lieu de faire-part.

79, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

15, rue Decamps, 75116 Paris.

— M^{me} Etienne Le Plouhinec, son épouse, René et Jacqueline Le Plouhinec, ses enfants, Anne-Marie, Françoise, Sylvie, Valérie, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Etienne LE PLOUHINEC, ancien officier radio navigant à Air France, pionnier de l'aéronautique, officier de la Légion d'honneur, médaille de l'Aéronautique,

survécu le 9 décembre 1983, dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Quimper, le 12 décembre 1983.

— L'équipe médicale Et le personnel des Centres municipaux de diagnostics et de traitements d'Argenteuil, ont la tristesse d'apprendre le décès de leur ami, le docteur Roger MAGNET et d'associer à la douleur de ses proches.

DOMINIQUE RACINE décoratrice création de lampes et de meubles 11 bis, rue du Colisée, 75008 Paris Tél. 339.20.20 et 322.68.78

Décès

— M. et M^{me} Jean A. Bernard, M. et M^{me} Maurice Bernard, M. et M^{me} Yves Bernard, ses enfants, Gilles, M. et M^{me} P. Wipfler, Christine, M. et M^{me} Jean-Philippe Bernard, Valérie, ses petits-enfants, Nicolas, son arrière-petit-fils, Les familles Melletier et Neury, ont la douleur de faire part du décès de

M. Antoine BERNARD, président d'honneur de la Compagnie française de crédit et de banque,

survécu, le 13 décembre 1983, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale, à l'église de Saint-Jean-le-Puy (Allier), le vendredi 16 décembre 1983.

Un service religieux à sa mémoire et à celle de son épouse sera célébré en l'église Saint-Philippe du Roule, à Paris, le mercredi 11 janvier 1984, à 10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— La direction et le conseil d'administration de la Compagnie française de crédit et de banque, ont la douleur de faire part du décès de

M. Antoine BERNARD, président d'honneur,

[Né le 17 septembre 1898 à Saint-Jean-le-Puy (Allier), Antoine Bernard, ancien élève de l'École polytechnique (promotion 1919 spéciale), licencié en droit et diplômé de l'École des sciences politiques, fut toute sa carrière attaché à la Compagnie française de crédit et de banque. Il devint directeur à Alger en 1938, puis directeur général à Paris en 1958. En 1965, il fut nommé à la présidence de la C.F.C.B. (société Naef), établissement qui devint ultérieurement une filiale de la C.F.C.B. à Paris. A partir de 1967 et jusqu'en 1972, il présida la C.F.C.B. (société Naef) holding du groupe Suez.

Antoine Bernard, officier d'industrie pendant la guerre 1914-1918, était titulaire de la croix de guerre et chevalier de la Légion d'honneur.]

— M. Lionel Bernard, son épouse, Cyrille et Laurence, ses enfants, M. et M^{me} Joseph Dana, ses parents, M. Guy Dana, son frère, M. Philippe Dana, son frère, M^{me} veuve Henri Dana, sa grand-mère, M^{me} veuve Henri Sotton, sa grand-mère, ont la tristesse d'annoncer le décès de leur chère et très couronnée,

Nicole BERNARD, née Dana, assistante des hôpitaux, docteur en sciences,

dans la nuit du 15 au 16 décembre 1983, à l'âge de trente-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 20 décembre au cimetière parisien de Pantin.

On se réunira devant la grande porte, à 14 h 15, 164, avenue Jean-Jaures, Pantin.

Un office religieux sera célébré à la synagogue de la rue Copernic, le mardi 20 décembre, à 19 h 30.

15, rue Adolphe, 92400 Courbevoie.

— Le service de biochimie de la faculté des Sciences est en deuil,

Nicole BERNARD.

« Tu as participé aux travaux de recherche du laboratoire depuis 1968 et jusqu'à ton dernier jour. Tu jolis de vivre nous était précieuse, ton départ nous bouleverse, ton courage restera dans nos mémoires. Tes amis, tes collègues, le personnel de la faculté de médecine seront présents auprès de ta famille ce mardi 20 décembre. »

Nos bénéficiaires d'une réduction sur les inscriptions du « Carnet de la Faculté de Médecine » ont le droit de se faire inscrire pour justifier de leur qualité.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Léon, M^{me} Jacqueline Léon, M. et M^{me} Michel Daniel et leurs enfants, M. et M^{me} François Robine, et leurs enfants, M. Jean-Luc Léon, M. et M^{me} Henry Neustadt, M. Michel Léon,

ont la tristesse d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-troisième année, de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

M^{me} veuve Georges LÉON, née Victorine Corley,

à Paris, le 10 décembre 1983.

— M^{me} veuve Georges LÉON, née Victorine Corley, donner ses yeux à la banque des yeux et son corps à la médecine, ce qui a été accepté.

Cet avis tient lieu de faire-part.

79, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

15, rue Decamps, 75116 Paris.

— M^{me} Etienne Le Plouhinec, son épouse, René et Jacqueline Le Plouhinec, ses enfants, Anne-Marie, Françoise, Sylvie, Valérie, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Etienne LE PLOUHINEC, ancien officier radio navigant à Air France, pionnier de l'aéronautique, officier de la Légion d'honneur, médaille de l'Aéronautique,

survécu le 9 décembre 1983, dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Quimper, le 12 décembre 1983.

— L'équipe médicale Et le personnel des Centres municipaux de diagnostics et de traitements d'Argenteuil, ont la tristesse d'apprendre le décès de leur ami, le docteur Roger MAGNET et d'associer à la douleur de ses proches.

DOMINIQUE RACINE décoratrice création de lampes et de meubles 11 bis, rue du Colisée, 75008 Paris Tél. 339.20.20 et 322.68.78

— On nous prie de faire part du décès de

Saïl (Serge) PLUDERMACHER,

survécu, le vendredi 16 décembre 1983, à l'âge de soixante-cinq ans, après une longue et pénible maladie.

Son épouse, son fils, sa belle-fille et ses petits-enfants, Son frère, sa belle-sœur, sa sœur et son beau-frère, Ses neveux, nièces, Toute la famille et ses proches amis, ainsi que les nombreux enfants qui furent ses pupilles dans les foyers du Mans et de Maisons-Laffitte, dont il fut un des membres fondateurs, ainsi que le directeur après la Libération. Les obsèques auront lieu le mercredi 21 décembre 1983, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, à 11 heures. Ni fleurs ni couronnes.

— On nous prie de faire part du décès de

pasteur Thomas ROBERTS,

le 15 décembre 1983, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

De la part de M. et M^{me} Pierre Roberts, Christophe et Gérard, M. et M^{me} Edith Chermant, Marie-Laure, Ariane et Florence, M. et M^{me} Philippe Delord, Anne, Sandrine, David et Marc, ses enfants et petits-enfants, De l'Union de prière de Chermant-sur-Rhône et de l'œuvre de la Porte ouverte.

La cérémonie religieuse a eu lieu le lundi 18 décembre 1983, à 11 heures, en la chapelle de la Porte ouverte, Luz, 71100 Chalon-sur-Saône.

« Que tous soient un... pour que le monde croie. » (Jean, 17-21.)

Selon le souhait de la famille, un don en faveur de la vente de l'unité remplacera l'usage et l'usage.

M. et M^{me} Jean-Pierre Léon, M^{me} Jacqueline Léon, M. et M^{me} Michel Daniel et leurs enfants, M. et M^{me} François Robine, et leurs enfants, M. Jean-Luc Léon, M. et M^{me} Henry Neustadt, M. Michel Léon,

ont la tristesse d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-troisième année, de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

M^{me} veuve Georges LÉON, née Victorine Corley,

à Paris, le 10 décembre 1983.

— M^{me} veuve Georges LÉON, née Victorine Corley, donner ses yeux à la banque des yeux et son corps à la médecine, ce qui a été accepté.

Cet avis tient lieu de faire-part.

79, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

15, rue Decamps, 75116 Paris.

— M^{me} Etienne Le Plouhinec, son épouse, René et Jacqueline Le Plouhinec, ses enfants, Anne-Marie, Françoise, Sylvie, Valérie, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Etienne LE PLOUHINEC, ancien officier radio navigant à Air France, pionnier de l'aéronautique, officier de la Légion d'honneur, médaille de l'Aéronautique,

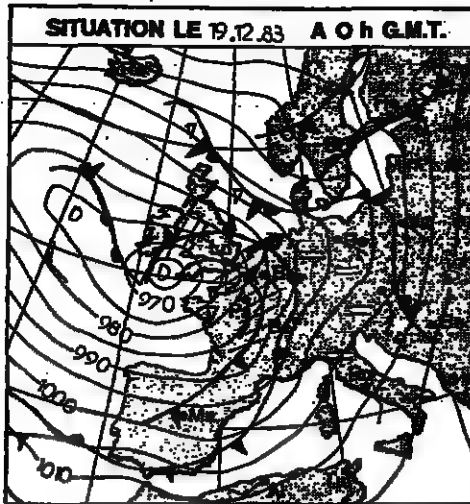
survécu le 9 décembre 1983, dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Quimper, le 12 décembre 1983.

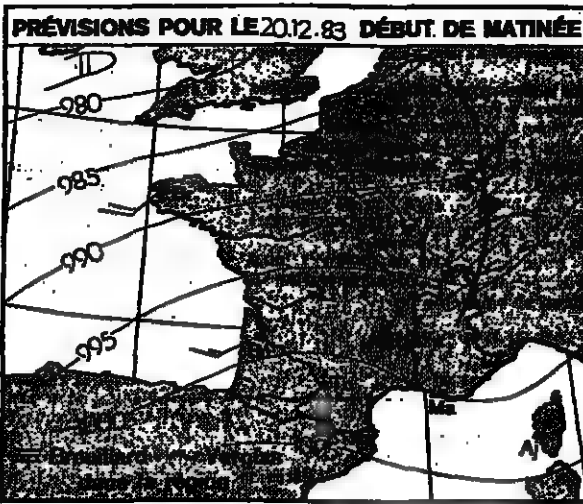
— L'équipe médicale Et le personnel des Centres municipaux de diagnostics et de traitements d'Argenteuil, ont la tristesse d'apprendre le décès de leur ami, le docteur Roger MAGNET et d'associer à la douleur de ses proches.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 19.12.83 A 0h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 20.12.83 DÉBUT DE MATINÉE

Évolution probable du temps en France entre le lundi 19 décembre à 0 heure et le mardi 20 décembre à minuit.

La France restera sous l'influence de la dépression centrée au sud de l'Irlande et qui continuera de diriger sur l'Europe occidentale des perturbations océaniques.

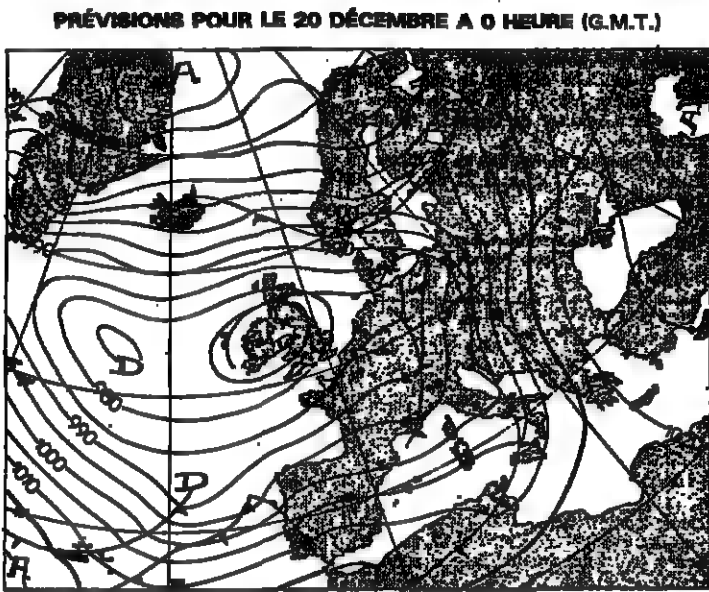
Mardi matin, un court répit entre deux passages de mauvais temps. Seules les régions allant des Vosges au Jura seront encore sous la menace d'averses. Ailleurs, temps doux et ciel nuageux mais pas de pluie. Les températures au lever du jour seront comprises entre 3 et 8 degrés, seul point encore un peu frais, l'extrême Est avec 3 degrés.

Au cours de la journée, le ciel restera très chargé en toutes régions et la zone de pluie qui abordera en début de nuit l'Aquitaine traversera toute la France. En milieu d'après-midi, un seul espoir d'amélioration sur Bretagne, Cotentin, Ouest-Normandie, Pays de Loire et Vendée, le ciel deviendra plus variable et les averses seront assez rares. Partout ailleurs, grésil et pluie. Il neigera en montagne au-dessus de 1 200 à 1 500 mètres. Sur les versants sud du Massif Central et des Alpes, il y aura encore de fortes pluies.

Le vent de sud-ouest, en général, sera modéré. Les températures varieront de 8 à 13 degrés du Nord au Sud. Il fera 10 degrés sur l'Ouest et 7 degrés sur l'Est.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris le 19 décembre à 7 heures, de 982,6 millibars, soit 11 millibars de mercure.

Températures (en premier lieu) indiquées le maximum enregistré au cours de la journée le 18 décembre; le second, le minimum de la nuit du 18 au 19 décembre; à Ajaccio, 16 et



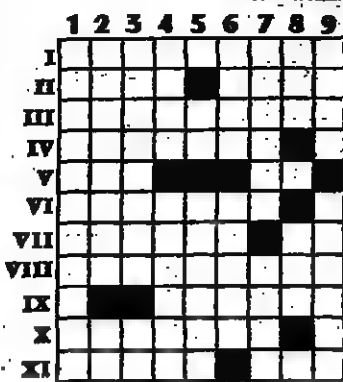
12 degrés; Biarritz, 14 et 10; Bordeaux, 13 et 6; Bourges, 11 et 5; Brest, 11 et 8; Casa, 7 et 7; Cherbourg, 6 et 6; Clermont-Ferrand, 11 et 5; Dijon, 9 et 6; Grenoble, 11 et 11; Lille, 8 et 8; Lyon, 10 et 7; Marseille-Marguville, 11 et 14; Nancy, 5 et 3; Nantes, 12 et 7; Nice-Côte d'Azur, 9 et 7; Paris-Le Bourget, 7 et 7; Paris-Montsouris, 7 et 7; Pau, 17 et 10; Perpignan, 8 et 6; Rennes, 10 et 8; Strasbourg, 1 et 0; Tours, 8 et 7; Toulouse, 11 et 11; Pointe-à-Pitre, 28 et 20.

Températures relevées à l'étranger: 21 et 15; Amsterdam, 5 et 2; Athènes, 15 et 10; Berlin, 4 et -1; Rome, 6 et 2; Bruxelles, 7 et 6; Le Caire, 19 (max); Las Canaries, 23 et 17; Coppenhague, 1 et 1; Dakar, 25 et 20; Djirba, 20 et 7; Genève, 4 et 2; Jérusalem, 12 et 3; Lisbonne, 16 et 11; Londres, 7 et 5; Luxembourg, 4 et 3; Madrid, 12 et 12; Moscou, -6 et -6; Nairobi, 29 et 13; New-York, 4 et -2; Palma-de-Majorque, 16 et 15; Rome, 16 et 14; Stockholm, -2 et -2; Tunis, 18 et 6; Tunis, 21 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3605



HORIZONTALEMENT

I. Distributeur d'essence. — II. N'hésite pas à se promener dans le plus simple appareil. Libération qui conduit souvent à l'incarcération. — III. La reprise des affaires dans le secteur textile. — IV. N'ont donc pas une tête à plaisanter. — V. Marque de culpabilité jadis, d'innocence de nos jours. N'est plus. — VI. Œuvres fabuleuses. — VII. Forte tête condamnée à casser des pierres. Personnel. — VIII. Agissent donc à la légère. — IX. On y est toujours très tendu. — X. Voit souvent le fruit de son travail réduit en miettes. — XI. Nous fait boire ou nous fait dégoûter. La femme de nos rêves.

VERTICALEMENT

1. Ne sont donc pas plus favorables à l'action qu'un dialogue. — 2. Ses partisans n'avaient rien à ce

chez. S'exprime en riant. — 3. Membre d'autel. Pronom. — 4. Blé ou oseille. Ne prend pas de place mais peut en donner une. — 5. Interjection. Piété douloureuse. — 6. Un homme de la vieille école. Grande chez les autres, petite chez soi. — 7. Ont donc goûté à la fraise. Point sensible. — 8. Passage plutôt confus. Le premier mérite souvent une bonne correction. — 9. Mouvement qui ne manque pas de membres actifs. Ne fait pas de mal même si elle ne fait pas de bien.

Solution du problème n° 3604

Horizontalement
I. Marseillaise. Bu. — II. Abeille. Atlas. — III. Quille. Proc. Ur. — IV. Usée. Frit. Imbu. — V. CX. Arôme. Obus. — VI. Lis. Erin. Sana. — VII. Lorgnette. Ga. — VIII. Nets. Ma. Doné. — IX. Urano. Rapace. Te. — X. Sautiller. Ecrou. — XI. Étrémeuse. Rose. — XII. Oubli. — XIII. Cinq. Eire. Pool. — XIV. Oz. UER. Trempe. — XV. Recevoir. Zéro.

Verticalement
1. Maquilleuse. Cox. — 2. Abus. Io. Rat. In. — 3. Réincarnation. — 4. Silex. Générique. — 5. Elle. Envolée. EV. — 6. De. Ares. Luc. R. — 7. L. Frit. Risle. — 8. Front. Attilier. — 9. Asram. Empeser. — 10. Oies. As. Retz. — 11. Sac. As. Ce. R. — 12. Et. Ion. Décroquer. — 13. Lumbago. Ro. Omo. — 14. Barbu. Auto-stop. — 15. Us. Usé. Escuelles.

GUY BROUTY.

(Publicité)

Tablettes énergétiques

Sécheresse et inondations en 1983 ont été catastrophiques. Il manque d'un tiers de moins pour 1984. 40 000 enfants entre 0 et 6 ans meurent chaque jour de kwashiorkor et de marasme, surtout faute de protéines essentielles.

La Croix-rouge française, répondant à cette détresse, a déjà envoyé 23 tonnes de tablettes protéinées à destination de dix-neuf pays, sauvant ainsi plus de cent mille enfants. Ces tablettes, à base de protéines de lait, ne pèsent que 22 g. apportent à chaque enfant une valeur énergétique protéinique et vitaminique maximale, dans un encombrement minimal. Elles sont directement consommables et ne nécessitent aucune préparation préalable. Avec 20 F, soit 20 tablettes, vous pouvez en faire un repas complet et équilibré.

La Croix-rouge française a besoin de vous pour continuer son action et envoyer le plus rapidement possible ces « éléments de vie » dans les pays les plus touchés par la famine, comme le Sénégal, la Mauritanie, le Tchad, la Haute-Volta, le Brésil, le Pérou, etc.

Dr Pascal Grégoire, Secrétaire
Dir. de l'Urgence et Opérations de secours
C.C.P. 695-90 Paris « TABLETTES PROTÉINÉES »

PARIS EN VISITES

MERCREDI 21 DÉCEMBRE

« Notre-Dame », 12 h 15, portail central, M° Duhamel.
« Le château de Vincennes », 14 h 30, entrée, avenue de Paris, M° Azaul.
« La basilique de Saint-Denis », 15 heures, devant la basilique, M° Garnier-Ahlberg.
« Le musée Bréard », 15 heures, Saint-Paul, M° Oswald.
« La Salpêtrière », 15 heures, 47, boulevard de l'Hôpital, M° Pennec (Café nationale des monuments historiques).
« Au pays de Beal, dix mille ans d'art en Syrie », 15 heures, Petit Palais (Arcus).

CONFÉRENCES

18 h 15, Sorbonne, M. Claude Michard : « Décision et anticipation, la communication avec l'environnement » (MURS).
20 h 30, 60, boulevard Latour-Maubourg, M. Yves Dénal : « Inconscient collectif » : M. Jean Charron : « Physique et inconscient collectif » (Psycho-séisme).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal Officiel du dimanche 18 décembre :

DES DÉCRETS

« Relatif au rattachement des fonds de concours versés au Trésor par le Conseil supérieur de la pêche. »
« Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve. »

SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

Campagne des Petits Noël Verts

« TOUT CE QUI EST HUMAIN EST NOTRE »

Comité du Livre
94, Bd A. Starck, 75013 Paris
Dons à C.C.P. : 31-71 LA SOURCE

C'est vrai. Certaines énergies peuvent faire rouler une voiture.

(Bonjour les gros bras!)

Nous, industries pétrolières françaises, nous pensons que toutes les énergies sont indispensables pour satisfaire les besoins du pays et le confort des Français. Dans le cocktail énergétique, on ne peut pas se passer du pétrole. Parce que le pétrole possède seul la qualité essentielle de pouvoir remplacer à tout moment n'importe quelle autre source d'énergie. On produit de l'électricité avec du pétrole mais on ne peut pas transformer l'électricité en essence. Aujourd'hui, pour de nombreux usages, le pétrole, bien utilisé revient moins cher que d'autres énergies. Et il y en a pour longtemps. C'est pourquoi, il faut avoir les moyens de le trouver, le transporter, le raffiner et le distribuer. Dans un marché concurrentiel complexe, ce n'est pas facile. Mais c'est indispensable pour l'approvisionnement nécessaire au bien-être de tous.

Pétrole, Energie essentielle.

Ces Petites Informations Pétrolières

الطاقة من النفط

Webern triomphe en Boulez

e essentielle.

théâtre

LA FIGURANTE D'OPERA - L'acrobate (544-57-34), 18 h 30.
LE HASARD DU COIN DU FEU - Lys Montparnasse (327-88-61), 20 h 30.
L'ECOLE DES FEMMES - Comédie-Française (296-10-20), 20 h 30.

OPERA (740-57-50), 19 h 30 : Don Quixotte.

SALLE FAVART (286-06-11), Danse et ballets contemporains, 19 h 30 : Les deux sexes et les filles ; France/Danck.

THEATRE (757-57-57), Théâtre : 20 h 30 : Le Mort de Danton.

OPERA DE LYON (371-06-06), 20 h 30 : Clair de Lune.

THEATRE DE LYON (371-12-33), Théâtre : Maquillage-musée : 18 h 30 : Le rendez-moi le tube ■■ peinture... Concerts/Amphithéâtre : 18 h 30 : Les deux sexes et les filles.

THEATRE DE STRASBOURG présente Strassburg : 20 h 30 : Groupe vocal de direction : M. Tranchesi (Chorale de Strasbourg).

THEATRE DE STRASBOURG présente : Les deux sexes et les filles ; France/Danck.

THEATRE MUSICAL DE PARIS (281-18-33), Concert : 20 h 30 : Pierre Dreyer (Bach/Berlioz, Berlin).

THEATRE DE LA VILLE (374-22-77), Théâtre : 20 h 30 : Les deux sexes et les filles.

A. DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 :
Séance friction.
ARTS-HESBERTOT (387-23-23),
18 h 30 : Les Arts de l'homme ; 21 h :
Le cœur de l'homme.
BATACLAN (721-18-11), 20 h 30 : Lahn.
BOUFFES - PARISIENS (296-60-34),
21 h : Trois Femmes.
COMÉDIE-CARMARTIN (742-43-41),
21 h : Revue d'humour à l'elysée.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11),
20 h : l'Ormaie.
MAUNOU (261-69-14), 21 h : la Chénille.
RECHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 :
"Oscar et Wilde ; 22 h : Les Deux et Fo-
-

PINOK et **MATHO** donnent, au **THÉÂTRE DE LA HUCHETTE** (21 h 30), une comédie « **ABRACADABRACULA** », où « fantastique » et l'humour ; un fantastique de roman noir revu et corrigé par le rire et l'absurde.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chante; 20 h 30 : la Légon; 21 h 30 : Pinok et Mathéo.

LUCKENNAIRE (544-57-34), L. 18 h 30 : le Fon et le Créateur; 20 h 30 : les Jours enragés de Garoumali; 22 h 15 : Journal intime de Sally Mara... - IL 18 h 30 : Rencontre; 20 h 15 : 32 heures au plus tard... - Petite salle, 20 h 30 : Oy, Moyshele, mon fils.

MARAS (276-03-53), ■ h 30 : Le roi se meurt.

MARIE-STUART (308-17-80), 20 h ■

MARIGNY, les Sables Gaudier (225-70-74) 21 h : Les Sables Méromes.

NOUVEAUTES (770-32-76), 20 h 30 : *Le grand amour*.

ŒUVRE (774-32-52), 16 h 30 : *l'Esquavage* Mister Wild.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h : *Le grand amour*.

POCHE-MONTAIGNE (548-92-97), 20 h 15 : La Dernière Bande.

RADÉAU DE LA MÉDUSE (570-91-57), 20 h : Don Juan aux enfers.

SAINTE-GENEVIEVE (878-63-49), 20 h 30 : *Le grand amour*.

7, RUE CONSTANCE, (367-79-42), 21 h : Loin du grenier.

TAI TEI PRESSAI (278-10-79), 11 h 30 : *Le grand amour*.

20 h 30 : *l'Esquavage* des Jours 11 20 h 30 : *Le grand amour*.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : Les Rubies-carand ; 22 h : Nous on fait ça on nous dit le faire.

THÉÂTRE DE LA VILLE (373-47-84), 21 h : Les Dames de feu.

THÉÂTRE ... DU-HEURES (406-07-15), 20 h : Natives Eldoradistes ; 22 h 15 : An secondes page, mannan vent.

THÉÂTRE 13 (388-16-30), 21 h : l'Amour d'amour.

AU REC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tolu-
 Balut ; 22 h : Le Président ; 23 h 30 :
 Mod'Mod Show.
BOURBOURGEOIS (272-08-51),
 19 h 30 : la Spécialité.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84),
 22 h 30 : Poulins.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51),
 22 h 15 : l'Assaut du pavillon 4.
DIX - HEURES () 18 h 30 :
 Spéciale Prévert.
**ÉCUME (343-71-16), 21 h : J.-P. Ragi-
 ni.**
POINT-VIRGULE (278-67-03), 21 h 30 :
 le Tékou ; 22 h 30 : Moi le crâne, moi
 le crâne.
SEUS SUR QUATRE () 20 h 15 :
 Opéra comique.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (378-44-45), 21 h : On perd les pétales.
DEUX-ANES (606-10-26), 21 h :
 et les Os.

La danse

THÉÂTRE 18 (226-47-47), 20 h : C^e des Abonnés.

Pour tous renseignements concernant
 l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
 281-28-20 +
 (de 11 heures ■ 21 heures,
 sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 19 décembre

STUDIO BERTRAND (783-64-66)
 Marilyn, je t'aime.

Titulaire des Champs-Élysées, 20 h 30 :
Trio à cordes de Paris, P. Gallois
P. Roge (Bach, Mozart, Brahms).
Église Saint-Louis des Invalides, 20 h 30 :
Novel Orchestra Philharmonique de
Paris, dir. : G. Patacs (Gossec, Fauré,
Liszt).
Lyceum, 21 h : P.-M. Asselin (Beetho-
ven, Chopin, Schumann).
Opéra, 20 h 30 : Ensemble « Héro An-
tonio (Scarlatti, Handel, Froberger).
Salle Gaveau, 20 h 30 : Ensemble orchestral
de Paris, dir. : E. Bergel (Mozart,
Haydn, Beethoven).
Académie de la Musique, 20 h 30 : G. Wenzel, G. Patacs
(Brahms, Mahler, Wagner).
Théâtre Le Raynaud, 20 h 30 :
Instrumental La Brèyère (Rachman-
inov, Liszt, Debussy).
Salle Cortot, 20 h 30 : H. et Ch. Chancel
(Rameau, Couperin, Bach).
Église de la Trinité, 20 h 30 : Orchestre na-
tional (Bach, Handel, Paganini, Proko-
fiev).

CAVEAU DE LA HUCHETTE, (326-65-05), 21 h 30 : M. Saury.
DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : Jeu contre jeu.
ESPACE BALARD, 20 h : N. Hagen.
FORUM (297-53-47), 21 h : J. Rebourt.
S. Grossman
MEMPHIS MELODY (329-60-73)
 23 h : L. Rullofs.
PEITJ JOURNAL (326-28-59), 21 h : K. Vieux Trac.
TWENTY ONE (40-51), 21 h : Jazz non stop.

FESTIVAL D'ART SACRÉ
(277-19-98)
Eglise Saint-Louis des Invalides, 20 h 30.
Nouvel Orchestre Philharmonique de
Radio-France, dir. : G. Prêtre (Gossec,
Foulenq).

Les cirques

ÉCOLE NATIONALE DU CIRQUE
(845-58-11), 15 h.

cinéma

Les flèches marquées (*) sont interdites aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

CHAILLOT (784-24-24)
Relâche.
BEAUBOURG (278-35-57)
15 h, The forbidden street, de J. Negulesco; 17 h, The trip, de R. Corman; Panorama du cinéma polonais; 19 h, La troisième partie de la nuit, de A. Zulawski.

A LA POURSUITE DE L'ETOILE
(Ital. v.o.): Cluny Ecolan, 5° (354-20-12); Biarritz, 8° (723-69-23); (v.f.) : U.G.C. Opéra, 2° (261-50-32).

ANDROÏDE (A. v.o.): Forum Orient Express, 1° (239-43-26); Ambassade, 8° (359-19-08); (v.f.) : Biarritz, 2° (742-60-33); Maxville, 9° (770-72-86); Montreux, 14° (327-52-87).

LES ANGES DU BOULEVARD
v.a.) : Olympic Luxembourg, 81 (633-97-77); Olympic Estropôt, 18 (545-35-38); 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81).

A NOS AMOUREUX (Fr.) : Gaumont Haller
1° (297-49-70; Impérial, 3° (742-
72-52); Harnouville, 6° (633-79-38)
St-André-des-Aves, 6° (326-48-18); La
Pagode, 7° (705-12-15); Gaumont
Champs-Élysées, 3° (229-04-47); 14°
Jaffet Bastille, 1° (287-46-41); Mi-
tral, 14° (539-52-37); Champagne, 14°
(327-68-37); P.L.M. St-Jacques, 14°
(589-68-47); Parisienne, 14° (720-
48-48).

D'AMIER (franco-fr.) : Forum Orient-Express, 1^{re} (239-42-26) ; Paramount Marinette, 2^e (236-80-43) ; Paramount Odéon, 6^e (325-59-83) ; Monaco-Carlo, 8^e (225-89-83) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 13^e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13^e (707-12-28) ; Paramount Mont-

LUCKY LUKES, LES DALTON EN
CAVALL, dessin animé franco-
américain de Maurice et Bill Hanna,
1959-1960, 13 épisodes, 13' (1959-60),
U.G.C. Opéra, 25 (261-53-22); Studio
de la Harpe, 59 (633-62-52); Ca-
pitol, 12 (351-41-02); Warner, 12
(359-41-18); France, 29 (770-
33-08); Nation, 12 (24-04-67);
Funéraria, 13 (331-60-74); Mon-
clair, 12 (327-46-94);
Studio 14 (327-46-94);
Convention, 19 (828-42-27); Grand
Parcels, 15 (354-48-45); 14, Jellies,
12 (351-41-18); 1975-79-797;
Images, 19 (327-46-94).

LOREY PETERSON A HOLLY-
WOOD, film américain de Terry Ben-
nett, 1954, 100 minutes, 35 (271-
35-25); 12, 12 (351-41-02); 12, 12
(354-42-12); U.G.C. Roman, 6
(633-06-22); Biarritz, 6 (723-
69-23); U.G.C. Gare de Lyon, 12
(351-41-02); 12, 12 (351-41-02);
24-45; Muzil, 16 (631-99-35);
Images, 11 (322-47-94).

QUAND FAYE Y ALLEN, FAYE Y
ALLEN, film américain de E.R.
Segal, 1954, 100 minutes, 35 (271-
35-25); 12, 12 (351-41-02); U.G.C.

Danton, 6 (329-42-62); Ermitage, 2 (339-15-71); — V.F.: UOC Opera, 2 (261-50-32); Paramount-Montparnasse, 17 (326-93-93); — U.G.C.: Montparnasse, 6 (544-14-27); Paramount-City, 8 (562-45-76); Paramount-Opera, 9 (742-56-31); Paramount-Bastille, 12 (344-75-77); Paramount-Galaxie, 13 (586-33-33); Paramount-Edo, 15 (536-23-44); Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10); Paramount-Orléans, 14 (540-45-91); Convection Saint-Charles, 17 (576-00-00) U.G.C.: Convection, 15 (529-20-20); — M.G.M.: Mailliot, 17 (758-24-24); Paramount-Montmarie, 18 (606-54-25); Pathé-Clichy, 19 (522-

[illegible]

E SACRE DE LA NAISSANCE, film français de F. Loboyer. - Saint-André-des-Arts, 6^e (326-48-18).

ORR, film italien d'Anthony Richemond. - V.I. : Max Linder, 9 (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12 (343-79-17) ; Paramount-Orléans, 14 (540-45-91) ; Concession St-Charles, 15^e (579-33-00) ; Paramount-Montmartrre, 18^e (606-34-25).

**THEATRE
DE LA VILLE**

IMMATELUR DIRECTEUR JEAN MERCURE

**la fête
pour les fêtes**

20 h 30
places 46 F et 72 F
du 19 au 31 décembre

**nikolaï
dance theatre**

18 h 30
une heure sans entracte 33 F
du mardi au samedi
du 20 au 24 décembre

**théâtre d'animation
et de marionnettes**

alain duverne
"les œufs de hussard"
spectacle pour petits et grands
du 27 au 31 décembre

**the jazz tap
ensemble**
USA
danse de cloaquettes

location
2, place du châtelet
274.22.77

MERCREDI

COLUCHE



TCHAO PANTIN CLAUDE BERRI

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

**Il est bon que des millions de spectateurs
le voient.**
ROBERT CHAZAL FRANCE SOIR

**L'un des films de science-fiction les plus
ahurissants et terrifiants.**
ERIC LEBUEBE LE PARISIEN LIBRE

**Une fois impliqué dans "Wargames",
impossible de décrocher... grâce à
l'intelligence Hitchcockienne de son récit.**
MICHEL MARDORE LE NOUVEL OBSERVATEUR

**C'est un nouveau triomphe du grand
cinéma américain d'aventures.**



L'OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX
présente

**A PARTIR
DU 20 DÉCEMBRE**

Location au théâtre de 11 à 22 h. Par téléphone : 742.25.49. Dan

CARLO ET ALBERTO COLOMBAIONI

es agences.

BIRES A L'ITALIENNE

هكذا من الاستاذ

COMMUNICATION

LE SÉMINAIRE MULTIMÉDIAS DU CESTA

Un pari sur vingt personnes

Il sont une vingtaine, rassemblés dans un amphithéâtre de l'ancienne École polytechnique : dirigeants de la presse, de la télévision, de la publicité, responsables d'administrations, d'entreprises ou d'établissements financiers, syndicalistes et « politiques ». Tous les « décideurs », comme on dit aujourd'hui. Pour eux, ce vendredi 16 décembre est un jour de rentrée. Ils font partie de la première promotion du séminaire multis médias, placé par le Centre d'études de la communication (CESTA) (1).

Multimédias, le mot est à la mode, mais, pour ces vingt responsables, il sonne comme un impératif un peu angoissant. Ils sont tous bien placés pour savoir que les nouvelles technologies de la communication ont ébranlé de manière décisive les structures de leurs entreprises. Comment maîtriser la rédaction électronique et le télétexte lorsqu'on travaille depuis des années sur la production et la distribution d'un support imprimé ? Qu'est-ce qu'une entreprise de cinéma au moment où les réseaux électroniques détroussent peu à peu les salles de projection ? Comment définir une politique de développement alors que les canaux de diffusion se multiplient et se concurrencent ? Comment investir un terrain aussi mouvant, aussi déconcertant ?

Il sont tous des nouveaux équilibres se créant. Les empires classiques de la communication (presse, cinéma, télévision) étaient fondés sur la maîtrise de l'information, de sa saisie jusqu'à sa diffusion. A ces cohérences verticales succèdent aujourd'hui des liaisons horizontales. Les fibres optiques relient aussi bien le téléphone que le film ou les informations. L'informatique traite le jeu et même les textes au même titre que l'image.

Chez les journalistes scientifiques. L'Association des journalistes scientifiques de la presse d'information, qui tenait son assemblée générale le 14 décembre, a élu son nouveau bureau : président, Dominique Simonnet (l'Express); secrétaire général, Stéphane Delage (Sciences et avenir); trésorier, Maurice Aron (le Monde). Les autres membres du bureau sont : Bernard Assémat (Industries et techniques), Martine Castello (Sciences et avenir), Robert Clarke (le Matin), Jean-Paul Dufour (A.F.P.), Isabelle Trocheris (le Quotidien du méditerranéen).

« Ouverture d'une station locale de Radio-France à Grenoble... Radio-Isère, la quatorzième station décentralisée de Radio-France, a commencé à émettre en stéréo le vendredi 16 décembre sur deux fréquences de la bande FM (98,2 et 101,8 MHz). Radio-Isère, qui dispose d'un budget annuel de 8,5 millions de francs et d'une quinzaine de personnes, émettra quotidiennement entre 6 heures et 24 heures. Des antennes décentralisées du service public seront implantées en Gironde à la veille de Noël, puis en Corse et dans le département de l'Hérault.

et le son. Face à des marchés qui se réorientent, il faut assumer cette transversalité technologique, redéployer les activités de l'entreprise, diversifier ses supports, devenir multimédias.

Mais, au cœur de la mutation, les choix ne sont pas aisés. Les marchés du son et de la vidéo ont vu en quelques mois les chutes spectaculaires succéder aux ascensions foudroyantes. L'électronique a rapproché la roche Tarpéenne du Capitole, et l'investissement prématuré se révèle aussi fatal que les retards accumulés. Du coup, malgré le volontarisme affiché par les pouvoirs publics, les entreprises françaises observent une réserve prudente. Chacun campe sur ses positions.

La transversalité des compétences

M. Yves Stourdaz est l'un des premiers à avoir analysé en France ces bouleversements de la communication (le Monde du 13, 14 et 15 décembre 1978). Il a écrit aujourd'hui, à la tête du CESTA, sa réponse pratique. « Au cours de mon séjour au CESTA en 1978, j'ai été surpris de constater que les responsables qui, au sein d'organismes différents, partageaient une analyse commune, une même approche des situations, étaient aussi intellectuels, mais aussi travailleurs de la National Science Foundation, une arme puissante quand il s'agit de faire évoluer une société dans le maquis de l'innovation. L'ambition du séminaire multis médias est de constituer en France l'équivalent de ce réseau d'experts. »

Cette lourde tâche est confiée à M. Hélène Monnet, qui a quitté récemment avec une partie de son équipe le Centre d'études d'opinion pour créer le CESTA, un observatoire permanent des nouveaux médias. Sous sa direction, les vingt participants du séminaire vont d'abord subir un bombardement intensif d'informations, tant sur les technologies et leurs impacts socio-économiques que sur les modes de consommation, les stratégies industrielles et les problèmes juridiques. Mais, très vite, le séminaire quittera le plan théorique pour l'investigation du terrain. « Nous avons privilégié le savoir-faire directement opérationnel, explique

M. Monnet. Pour cela, il faut procéder par déclassement : placer l'homme de presse devant un problème de programmation audiovisuelle, l'industriel électronique face à l'édition d'un magazine télétexte. C'est ainsi que peut naître la transversalité des compétences. » Le cursus de six mois s'achèvera avec un voyage aux États-Unis et la remise d'un rapport à un jury scientifique.

Au premier jour de l'aventure, les participants au séminaire ont réclamé des badges... Preuves du cloisonnement de la communication en France, ces badges ne connaissent pas le CESTA leur a répondu par une mise en réseau immédiate : l'installation chez chacun d'entre eux d'un terminal Minitel « mis à jour ». Ce système de messagerie doit faire circuler l'information entre les participants et amener chaque entreprise représentée à mettre sa documentation à la disposition du

réseau aux lettres électroniques, reliant des entreprises de communication qui n'ont pas l'habitude de communiquer, le premier réseau électronique français. « Si on met tous à bout aujourd'hui, remarque M. Stourdaz, les résistances, les corporatismes, les lourdeurs bureaucratiques de nos organismes, il est clair que la mutation est impossible, que les projets sont impossibles, que la révolution de ce type ne se fait pas par décret ni même à coup de fusions de groupes industriels ou de dégroupement bancaire. Il faut dégrader une partie de nos banques qui sont l'éducation nationale, le public et des télécommunications, la presse et la production privée. Il faut parler sur les hommes pour avancer ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(1) Chargé de réunir une documentation internationale, d'aider les entreprises dans les stratégies d'innovation, d'organiser des actions de sensibilisation et de formation, le CESTA ne s'intéresse pas qu'à la communication. Le Centre mène des études sur l'ensemble des programmes de recherches élaborés lors des deux dernières « semaines » des pays industrialisés à Versailles et à Wittenberg (robotique, éducation, biotechnologie, espace, nouvelles énergies, etc.). Etablissement public à vocation industrielle et commerciale, le CESTA a été créé par décret en février dernier.

Vous cherchez un CABRIOLET SAMBA une 205 GR, SR ou GT ! une 505 TURBO ! INJECTION ! une 604 GTI !

Tous ces véhicules sont disponibles dans le stock de 500 voitures neuves PEUGEOT-TALBOT

Le bon prix - le bon service

NEUBAUER

M. GERARD 821.60.21

Des idées pour ses cadeaux

signés...

MADÉLIOS

Place de la Madeleine, Paris

Pour ceux qui savent choisir

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
IZIS - LAPERCHE ou PICARD

Matériel GARANTI 5 ANS

1 blindage acier 15/10°

4 goulons d'acier anti-dépendage

renforcement du bâti bois par 1 cornière en acier

3 cornières anti-pince à l'extérieur sur le pourtour de la porte

Une barre de seuil

OFFRE EXCEPTIONNELLE

(prix de 3.350 F)
3.200 F TTC

Pose et démol. comprise
PARIS-BANLIEUE

Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Issy-les-Moulineaux

554.58.06
554.41.95

CREDIT GRATUIT 3 Mois

Lundi 19 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

Changez de pot en 30 minutes

60 centimes en France

POT 32.32

MIDAS

20 h 35 Film : La Cuisine des anges. Film de M. Curtis (1955), avec H. Bogart, Ray, P. Ustinov, B. Rathbone, J. Bennett. En 1892, à Cayenne, trois hommes tentent de s'échapper, avec l'aide d'un sergent, le bonhomme d'une famille en détresse. Transposition hollywoodienne réussie d'une pièce de boulevard d'Albert Husson. Avec des anges de Noël inattendus !

22 h 25 Entrée, le clin d'œil de Stéphane Collaro.

22 h 30 Entrée : l'Art au monde des ténèbres : Les grandes œuvres de Lescage, réal. M. Raspoli. Troisième volet du grand voyage dans la préhistoire proposé dans cette série : au-delà des chefs-d'œuvre, les hommes techniques : celles des colonnes, de la colle, du pochoir.

23 h 20 Divergence : Est-ce ainsi que les hommes vivront ? Roger Gloaguel chaque soir avec des chercheurs, des artistes. Avec le dessinateur Raymond Moretti.

23 h 35 Journal.

23 h 50 Vivre en poésie.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

FOLON

tapisseries d'Aubusson

15 DECEMBRE - 15 JANVIER

GALERIE ROBERT FOUR

28 rue Bonaparte, PARIS 6°

20 h 35 Le Grand Échiquier : Folon en liberté, de J. Chancel nous emmène chez ses amis (W. Allen, R. Bradbury, Y. Sanson) à New-York, en Californie et à Paris. Un beau voyage. Domage que les deux hommes s'engagent dans des commentaires métaphysiques un peu sombres.

23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Film : Guignolo. Film français de J. Guignolo. (1979) avec J.-P. Belmondo.

Mardi 20 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 Vision plus.

12 h Dix sur dix.

12 h 30 Atout cœur.

13 h Journal.

14 h 45 Portes ouvertes : 14 h 55 La poche maison dans la pratique ; 14 h 55 Microcinéma ; 15 h 20 Le forum du mardi.

16 h 30 Film : Assassinat du père Noël. Film français de Christian-Jaque (1941), avec H. Barr, R. Rouleau, R. Fauré, M.-H. Dasté, R. Le Vigan (N.). Vol et crime mystérieux, le soir de Noël, dans un village surséjour bloqué par la neige. L'atmosphère poétique et fantastique d'un roman de Pierre Véry, parfaitement reconstituée. Harry Barr se déguise en père Noël.

18 h 15 Le village dans les nuages.

18 h 40 Deux gourmands disent.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 La poupée de sucre.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord, pas d'accord.

20 h 35 Au théâtre ce soir : Monsieur Mesure, de Cl. Magnier, mise en scène R. Clermont. Entre un mari gentil mais divisé et un gérant attentionné et charmé, que choisit ?

22 h 35 Entrées.

22 h 40 Série : L'Art au monde des ténèbres. N° 4 : Civilisation magdalénienne, réal. M. Raspoli.

23 h 30 Est-ce ainsi que les hommes vivront ? Émission de R. Gloaguel.

Avec H. Leclerc.

23 h 45 Journal.

0 h Vivre en poésie.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 ANTOPE.

12 h 5 Journal (à 12 h 45).

12 h 10 Les : L'Académie des neufs.

13 h 35 Feuilleton : Les amours romantiques.

13 h 50 Aujourd'hui la vie.

14 h 55 Série : La Légende d'Adam de G. de la Forêt.

16 h 45 Raprice : Chantons-le-moi (G. van Parys) (diff. le 18 déc.).

17 h 5 Entre vous, de L. Bériot. La vie appritote : comment sont soignés les enfants prématurés.

17 h 45 Révisé A2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Boulevard.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord, pas d'accord.

20 h 35 Film : Meyerling.

Film franco-italien de T. Young (1948) avec O. Sharif, C. Deneuve, J. Mason, A. Gardini, G. Page (Rediffusion).

L'archiduc Rodolphe, prince héritier de l'empire d'Autriche, s'oppose d'une jeune baronne. Leur liaison cause un scandale, une affaire d'État. Reconstitution historique très crédible pour un drame d'amour et de mort devenu légendaire. Mais les deux vedettes ne correspondent pas aux personnages.

22 h 50 Magazine : Livre d'art vivra, de P. Dumayet. Autour du classique de Saint-Esprit. Avec des petits enfants.

23 h Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

17 h Télévision régionale.

Programmes autonomes des deux régions.

19 h 50 Dessin animé : L'Inspecteur Gadget.

19 h Les petits papiers de Noël.

Émission au profit de l'UNICEF.

20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).

20 h 35 Le littéraire séminaire.

Émission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourdain.

20 h 35 Dessin animé : Bugs Bunny ; 22 h 20, Tex Avery ; 22 h 25, les réclames ; 22 h 30, l'attraction.

20 h 35 Premier film : Le Septième Voyage de Sindbad.

Film américain de M. Juno (1958), avec K. Mathews, K. Grant, R. Eyer, T. Thatcher, A. Mango.

M. Gilet, G. Gilet, P. Ventier, P. Castell, M. d'Ades.

Un secret qui sera sous un coup de sonde compromis, à Venise, dans une sombre histoire d'espionnage. Humour, aventures à grand spectacle. Une guignolade, très commerciale, pour Belmondo.

22 h 20 J'étais.

22 h 40 Magazine : Thalassa.

De G. Pernoud.

La pêche au trébuchet : une méthode utilisée en Angleterre et en Irlande pour ramasser des coquillages.

23 h 25 Amours, amour : Histoires de têtes. Sébastien J. Héver, réal. C. Vajda. Avec A. Morello, J. Maisonneuve.

BIJOUX BURMA

Le premier d'une série d'essais libres sur l'Amour. FR 3 a donné carte blanche à sept réalisateurs.

23 h 40 Prêt-à-la-moi.

Sonnet n° 2 pour violon, de Bach, par R. Walter.

FR3 PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 Tchaïkovski, une symphonie, une vie.

17 h 25 Télévision libre (le magazine des télévisions).

18 h 5 Ulysse 31 (et à 13 h 56).

18 h 30 Sports.

18 h Informations.

18 h 15 Info régionales.

19 h 35 Feuilleton : Un homme... une ville.

FRANCE-CULTURE

20 h, Eschscholzer, d'Y. Letrenne, avec M. Regier, M. Cassan, H. Virlojeux.

21 h, L'entre-soi, ou les vivants et les morts : châteaux de la nuit, châteaux de l'été, l'enfant, le sage et la neige.

22 h 30, Nuits magiques : méditants et maharadjahs (un rêve indien).

FRANCE-MUSIQUE

20 h, Jazz.

20 h 30, Concert (en direct du théâtre des Champs-Élysées à Paris) : Prélude et fugue en ré mineur pour trio à cordes de Bach/Mozart, Quatuor pour flûte et cordes n° 1 de Mozart, Trio à cordes de Mahler, par le Trio à cordes de Paris, avec P. Gallia, flûte, et P. Rogé, piano.

22 h 30, Fréquence de nuit.

Un marin cherche à vaincre le sortilège d'un magicien, qui a réduit la princesse qu'il aime à une statue en pierre. Un classique du merveilleux : châteaux magiques, sites d'étonnantes transformations. Vite la fée !

22 h 45 Journal.

23 h 5 Second film : la Charge de la brigade légère.

Film américain de M. Curtis (1946), avec H. Bogart, H. Hays, P. Keweenaw, H. Stephens, N. Bruce, D. Niles (N.).

En 1854, en Inde, un officier britannique vengera les morts pendant la guerre de Crimée.

Une épopée - à l'esprit colonialiste, impérialiste - réalisée avec ferveur pour mettre en valeur Errol Flynn.

FR3 PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 Hier au cinéma : Un été à Vailon (théâtre).

18 h 5 Ulysse 31.

18 h Informations.

18 h 15 Info régionales.

19 h 35 Feuilleton : Un homme... une ville.

FRANCE-CULTURE

10 h 45, Vous descendrez à la prochaine.

11 h 2, Musique : à votre ordre, journée du violon (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).

12 h 45, Appareil.

12 h 45, Panorama.

14 h, Sons.

14 h 5, Un livre, des voix : le Miroir, de H. Thomas.

14 h 15, Les sept-mille de France-Culture à Nancy : à 15 h 20, Magazine international ; à 17 h, Raïco-d'été.

18 h 30, Feuilleton : le grand défilé.

19 h 25, Jazz à l'Académie.

19 h 30, Sciences : les forêts et leur environnement.

20 h, Dictionnaire : l'expérience italienne, avec M. Bériot, M. Chailion.

21 h 15, A toutes les heures : le violon contemporain (Berio, Xenakis, Webern).

22 h 30, Nuits magiques : méditants et maharadjahs (sous les bijoux, la jungle).

FRANCE-MUSIQUE

Journées des radios du monde

8 h 30 (en direct de Pékin) : musiques dans le style de la dynastie Tang.

9 h 30, Concert : (en direct des studios ABC à Sydney) : œuvres de Saint-Saëns, Rossini.

10 h 15, Reine : France-Culture : La Sardaigne, terre du miel amer.

10 h 30 (en direct de la N.D.R., radio de Hambourg) : œuvres de Schumann, Webern, Keiser.

11 h 10, Concert : (en direct de la Deutschlandfunk de Cologne) œuvres de : Chopin, Liszt.

12 h 30 (en direct de Munich) : Glazunov par l'Orchestre symphonique de Bavière.

13 h, Chansons de l'été international.

13 h 30 (en direct de la N.R.K. d'Oslo) : œuvres de Berlioz, Franck, Fauré.

14 h 30, Les enfants d'Orphée.

16 h (en direct de New-York) : Pavarotti.

16 h 30 (en direct de Munich) : « Fennec » de R. Simon.

17 h (en direct de la B.B.C. à Londres) : œuvres de Schubert.

18 h 20, Reine France-Inter.

18 h 40, Jazz.

19 h (en direct de la R.T.F. à Bruxelles) : Le Messie de Haendel.

19 h 40 (en direct de Budapest) : œuvres de Beethoven par Jeanne Aron, piano.

20 h 20 (en direct de la R.I.A.S. de Berlin) : le Songe d'une nuit d'été, de Mendelssohn.

20 h 45, Concert : (en direct de la salle Pleyel à Paris) : œuvres de Beethoven, Brahms, Schubert, Strauss par Edith Mathis, soprano, et G. Wyss, piano.

23 h, Fréquence de nuit : Jazz club.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 19 DÉCEMBRE

M. Simone Veil, ancienne présidente du Parlement européen, répond aux questions des auditeurs, sur France-Inter, à 19 h 15.

2012 من الاله

Le Monde ECONOMIE

L'AUSTÉRITÉ FRANÇAISE À LA LUMIÈRE DE L'EXPÉRIENCE ALLEMANDE

Paris sous la pression de Bonn ?

par le docteur
ERNST-MORITZ LIPP (*)

À l'heure où la République fédérale d'Allemagne a pratiqué des politiques économiques différentes. Le développement de leurs économies respectives a également connu des évolutions différentes.

Une certaine convergence est cependant apparue récemment et notamment depuis mars 1983.

Une première question se pose : l'évolution économique telle qu'elle a été constatée en Allemagne a-t-elle pesé sur la France, l'obligeant à changer de cap ?

Qu'on a observé en R.F.A. est un incontestable redressement qui s'est opéré malgré ou, plus probablement, à cause de la politique d'austérité et de rigueur du budget d'Etat, qui a entraîné en conséquence la modération des hausses salariales et de l'influence stabilisatrice exercée par la politique monétaire. La France, finalement, ne pourrait-elle pas en tirer profit ?

Dans les années 1980-1981, la Banque fédérale, organisme monétaire indépendant du gouvernement fédéral, avait suivi une politique monétaire restrictive pour les raisons suivantes : la balance commerciale allemande avait alors un grand déficit ; les taux d'intérêt étaient sous la dépendance directe des taux américains ; si bien que la politique du Fed se répercutait immédiatement sur celle de l'Institut d'émission de Francfort. A vrai dire aucun pays européen ne fut à même de résister à cette pression. L'Allemagne fédérale encore moins, car le mark allemand, en tant que monnaie nationale de réserve, est en concurrence avec le dollar. Pour faire face à

Réduire les dépenses plutôt qu'augmenter les prélèvements

Une des questions les plus difficiles à résoudre fut celle qui posait le déficit budgétaire. En 1981, il représentait 4,5 % du produit national brut. En plusieurs étapes, le gouvernement fédéral (celui de M. Helmut Kohl) a réduit les dépenses de l'Etat. D'où le coup de frein donné à partir de 1982, en liaison avec les efforts entrepris pour rééquilibrer la balance des paiements. L'objet de

voit encore pour 1984 de nouvelles économies de l'ordre de 6,5 milliards de deutschemarks (19,5 milliards de francs). Elles frappent principalement le domaine social, qui a connu, dans les années 70, une forte expansion, mais les dépenses de service public, et notamment les dépenses de personnel, ne sont pas épargnées non plus. Au total, les dépenses en 1983 et en 1984 s'accroissent à un rythme inférieur à 2,5 % en valeur nominale. Simultanément, comme cela avait déjà été le cas à plusieurs reprises dans les années précédentes, ont été décidées des mesures de relance pour les investissements.

Pour bien prendre la mesure de l'austérité budgétaire allemande, il faut avoir à l'esprit ce qui s'est passé avant. Pendant la période allant de 1978 à 1981, marquée par la stagnation, l'essor puis, de nouveau, la stagnation, l'Allemagne avait suivi une politique budgétaire expansive. Le prix accepté par les gouvernements fut un déficit structurel important. La politique de stimulation de la demande a permis dans pas d'éviter l'affaiblissement de la conjoncture qui se manifesta après 1979. Son résultat le plus net fut d'augmenter les charges d'intérêt de l'Etat. D'où le coup de frein donné à partir de 1982, en liaison avec les efforts entrepris pour rééquilibrer la balance des paiements. L'objet de

(*) Secrétaire général du conseil d'experts économiques auprès du gouvernement fédéral - appelé « Colognag » (organisme d'économistes indépendants, organe d'orientation et de consultation dont le siège est à Wiesbaden).

cette nouvelle politique était d'obtenir des taux d'intérêt plus bas. Fin 1984, les trois quarts du déficit « structurel » (celui qui n'est pas lié au ralentissement de l'activité) de 100 milliards de francs français seront éliminés.

Les chances d'une reprise

Depuis la fin de 1981, la situation économique en Allemagne s'est sensiblement améliorée. La demande intérieure augmente, stimulée par plus d'investissements et plus de consommation, la production s'accroît. Les entreprises ont pu profiter d'une très effective réduction des coûts salariaux. Leurs importations et leur accès au capital de financement s'accroissent à moindre frais. Les profits sont proches du niveau atteint vers la fin de la dernière période d'expansion. Les prix ne montent qu'à un rythme très ralenti : 2,6 % environ. Quant à la balance commerciale, elle est à nouveau équilibrée. De cela il résulte que les conditions pour une reprise n'ont jamais été meilleures depuis plusieurs années. Il n'y a pas de signes d'une rigoureuse déflation. Doit-on en conclure qu'il serait possible d'envisager des démarches du Rhin, une politique commune de relance ? Cela ne paraît guère possible ; les divergences entre les politiques économiques suivies ont été trop longtemps trop importantes.

Quelles fautes ont pu être commises dans le passé ?

Tout comme l'Allemagne fédérale, et sous les mêmes influences extérieures, la France a connu, dans les années 1980-1981, une baisse de sa production industrielle et un moment où une forte atténuation du taux de chômage. En prin-

cipe, la politique française du budget a toujours suivi une tendance opposée à celle de l'Allemagne : en 1980, elle fut marquée par une forte discipline. Puis elle devint expansive. Pour la première fois en 1983, on a pu constater un certain rapprochement dans la politique budgétaire des deux pays. Mais en Allemagne la compression du déficit budgétaire s'est effectuée presque uniquement par la modération des dépenses ; la part des impôts et des contributions sociales au produit brut social n'a pas changé ces dernières années. En France, le gouvernement a cherché à consolider le budget en partie par une considérable augmentation des prélèvements.

Le point fondamental : les salaires

C'est bien dans le domaine de la politique salariale qu'on doit constater les plus grandes différences entre la France et l'Allemagne. Les accords salariaux en France n'ont permis ni une marge de manœuvre ni une réduction de la masse salariale. L'amélioration de la relation coûts/rendement. Le taux de salaire horaire moyen est monté de 15 % pendant les trois dernières années. Il est vrai que la progression s'est très sensiblement ralentie pendant le courant de l'année qui s'écoule. En Allemagne, cependant, on a constaté une augmentation du taux de salaire horaire moyen de 4 % ; cette année, pour le secteur industriel, aucune augmentation.

Dans les deux pays a eu lieu entre-temps une large discussion concernant les effets d'une réduction du temps de travail et l'ampleur qu'il conviendrait de lui donner. Malgré toutes les divergences, il se dégage, en Allemagne, un consensus général sur l'idée qu'une réduction du temps de travail doit entraîner inévitablement une réduction de la marge de majoration possible des salaires, comparée au temps de travail traditionnel.

Quelle en est la conséquence pour la politique salariale en 1984 ?

Ces dernières années, la hausse des salaires nominaux en Allemagne a suivi le rythme d'augmentation des prix. Résultat : la production nationale a été entièrement à profit des entreprises, c'est-à-dire qu'elle a été entièrement à leur rentabilité.

(Lire la suite page 22.)

« Tout peut craquer »

C'est globalement qu'il convient d'évaluer la situation, tant des Etats souverains que des entreprises publiques ou privées, fait court à l'appareil bancaire, aussi bien à l'échelle internationale qu'à celle de chaque pays en particulier. D'une certaine façon, la hausse du dollar, qui s'ajoute dangereusement aux charges pesant sur les débiteurs du tiers-monde sans compter un certain nombre d'autres effets nocifs, peut être considérée comme une conséquence de ce phénomène abstraitement général, puisqu'une bonne partie des capitaux qui affluent vers les Etats-Unis y sont attirés par la rémunération élevée offerte par les émissions du Trésor américain pour financer le déficit de l'Etat fédéral. C'est ainsi que le surendettement, par les réactions qu'il suscite, tend à aggraver les difficultés de ceux qui ont cédé à ses mirages. Un autre exemple de ce processus pervers est fourni par l'élévation des taux d'intérêt (autre sujet d'actualité) ; inévitable quand continue à s'accroître, comme c'est le cas actuellement de par le monde, le nombre de pays et de sociétés à la recherche désespérée d'argent frais pour rembourser les dettes échues et non renouvelées à cause précisément du risque trop grand désormais encouru par les prêteurs.

Fort opportunément, le patron d'un des deux plus grands groupes financiers français, la Banque de Paris et des Pays-Bas, décrit cette semaine, dans un article paru dans *Temps forts*, bulletin publié chaque mois par M. Lionel Stoléru, la situation telle qu'elle se présente réellement au-delà des préjugés rassurants tenus par les hommes politiques et les responsables des institutions financières internationales. M. Jean-Yves Haberer, président-directeur général de cet établissement, écrit :

« La renouance, en ce mois de novembre 1983, de la restructuration financière du groupe Cautot-Lore et du redressement de la dette du Brésil est un temps fort de l'énorme problème des entreprises et des Etats en difficulté, qui est de plus en plus traité selon les mêmes méthodes. »

« Qu'il s'agisse des entreprises industrielles ou des pays en développement, les signaux d'alarme n'ont pas fonctionné en temps utile, et, grâce à la concurrence entre les prêteurs aveuglés, les emprunteurs sont allés trop loin. »

Et M. Haberer de conclure : « Toute crise mondiale multiple, comme des bacilles pathétiques, se crée d'elle-même, et elle se diffuse vers les bilans des banques, que l'opinion publique et les gouvernements, à tort, croient faites pour les stocker et les digérer. C'est peut-être, dans une certaine limite, leur fonction, si elle est temporaire. Mais, au-delà de cette limite, tracée par leur propre compte d'exploitation et la confiance qu'elles inspirent aux marchés, tout peut craquer. »

PAUL FABRA.

Deux importantes innovations dans la comptabilité française

A partir du 1^{er} janvier 1984, toutes les sociétés françaises devront adapter leur comptabilité aux normes du nouveau plan comptable, directement inspirées de celui de 1957 et des enseignements de la quatrième directive européenne de 1978. Parallèlement, une vaste action visant à harmoniser les comptes consolidés des entreprises devrait aboutir prochainement à un premier résultat concret. En 1985, la totalité des firmes françaises cotées en Bourse devront en effet présenter des comptes consolidés, ce qui certains nombre d'entre elles font déjà. Cinq ans plus tard - c'est le délai fixé par la septième directive européenne adoptée en juin dernier - ce sera au tour de tous les groupes des pays membres de la Communauté d'établir, de la façon la plus homogène possible, des comptes consolidés. En quelques années, une réforme au profit de la comptabilité des entreprises aura ainsi été accomplie afin de les doter d'un meilleur outil de gestion interne tout en permettant, de l'extérieur, de mieux apprécier leurs faiblesses et atouts respectifs.

Le nouveau plan comptable : une amélioration de l'information financière des entreprises

En plus de vingt-cinq ans - le dernier plan comptable remonte à 1957 - les techniques et les règles comptables ont considérablement évolué, tant en France qu'à l'étranger. Le recours à l'informatique aidant, il est clair que l'élaboration des documents comptables devait répondre à d'autres besoins que de déterminer, par exemple, le montant de l'impôt à payer en fin d'année ou encore d'obtenir l'octroi d'un prêt bancaire à l'aide des trois derniers bilans plus ou moins représentatifs de l'état réel de la société. Dans un premier temps, celle-ci éprouve le besoin de mieux se connaître elle-même avant de se faire connaître par d'autres. C'est à ce double souci que vient répondre le nouveau plan comptable en jetant les bases d'une meilleure gestion interne et d'un image plus fidèle de ses atouts - et de ses faiblesses - à l'égard des actionnaires et des banques qui peuvent être aussi bien fournisseurs que clients ou de capitaux.

Si la publication, en 1982, de la quatrième directive européenne lui a incontestablement insufflé un peu d'air frais, le nouveau plan comptable - ou plan comptable révisé - n'est pas né de pièces détachées. L'esprit des professionnels et des pouvoirs publics pour se conformer précisément aux recommandations intercommunautaires qui doivent être intégrées à la législation de chaque pays.

La révision du plan comptable avait commencé en 1971 sous les auspices du Conseil national de la comptabilité. L'initiative du ministre de l'Economie, en 1979, que le dernier devait être le long processus de perfectionnement de l'outil comptable entrepris par les

professionnels, les juristes et les juristes pour déboucher, en avril 1982, sur l'approbation ministérielle du plan comptable général révisé tel qu'il est connu depuis.

La réforme entreprise porte à la fois sur la forme et sur le fond. Ainsi, le plan comptable proprement dit, le reste pratiquement inchangé, est toujours cinq pages de bilan (capitaux, immobilisations, stocks et autres biens et financiers), de gestion (charges et produits) et une classe 8 affectée aux comptes spéciaux, les auteurs du document ayant prévu une neuvième classe réservée à la comptabilité analytique.

Les modifications apportées à cet édifice, tels les comptes de capitaux qui ont abandonné l'étiquette de « permanents » depuis qu'ils incorporent les comptes de financiers (y compris à moins d'un an).

Une innovation : l'annexe

De la même façon, en ce qui concerne les documents de synthèse, c'est-à-dire les pièces comptables régulièrement produites par les entreprises, la grande innovation est à faire figurer à côté du bilan (l'appendice résumant) et du compte de résultat (issu de la fusion des anciens comptes d'exploitation et de profits et pertes) une annexe, véritable mode d'emploi des documents comptables, dont il est aisé de trouver la présentation détaillée dans tous les ouvrages spécialisés inspirés par ce nouveau plan.

SERGE MARTI.

(Lire la suite page 20.)

Les comptes consolidés : une réelle évaluation du poids des groupes

Dans le contexte économique peu favorable d'aujourd'hui, c'est un fait non pas que les entreprises françaises, mais, au contraire, par l'acquisition de sociétés extérieures, voire étrangères, que les entreprises françaises ont vu leur volume de chiffre d'affaires augmenter. La mesure vise à réduire les risques en application du principe selon lequel il vaut mieux ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Au fil des ans, les grands groupes ont patiemment tissé une toile dont il est parfois difficile de démêler les fils. D'où la nécessité de disposer non seulement de renseignements chiffrés sur la composante essentielle, la société mère, mais également sur ses filiales qui peuvent parfois engendrer l'essentiel des bénéfices réalisés par un groupe. Tel est l'objet des comptes consolidés. Ceux-ci permettent de prendre la mesure du poids de l'ensemble en présentant des comptes dans lesquels sont regroupées toutes les composantes du groupe.

Dans cette optique, la commission des opérations de Bourse a été une des premières institutions à préconiser, dès 1970, un certain nombre de critères de consolidation des comptes des sociétés, notamment pour les entreprises qui se soumettent à l'appel public à l'épargne ou de procéder à des introductions en Bourse. Il ne s'agissait alors que de « comptes de groupes », et dix ans plus tard, la COB publiait un bilan démontrant que, à l'évidence, toutes les sociétés n'avaient pas tenu compte de ses incitations établies par référence aux recommandations du Conseil national de la comptabilité.

Le progrès accompli est donc très important. En 1981, 153 sociétés cotées à la cote officielle avaient publié des comptes consolidés (soit les trois quarts des entreprises présentes en Bourse). 163 sociétés en 1971. Mais l'horizon de la présentation des comptes consolidés était encore, la plupart du temps, de renseignements sur les comptes de consolidation (90 % des cas) et de commentaires (61 % des cas) sans lesquels les chiffres fournis perdaient beaucoup de leur intérêt.

L'apport de la loi Delors

Un premier essai avait été tenté avec les sociétés cotées : il consistait de les transformer en rendant obligatoire ce qui n'était encore que vivement recommandé, et, surtout, de faire en sorte que les comptes consolidés soient, aussi, certifiés conformes par les commissaires aux comptes, un impératif qui ne s'appliquait qu'aux comptes sociaux. Cette obligation est désormais inscrite dans la « loi Delors » du 3 janvier 1983 dans laquelle il est précisé que :

« Les sociétés qui ont des comptes de leurs exercices clos après le 31 décembre 1983 ont un bilan et un compte de résultat consolidés selon des modalités et des méthodes déterminées par décret en Conseil d'Etat pris après avis du Conseil national de la comptabilité. »

De plus, la loi du 30 avril 1983, qui vise à harmoniser les obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés avec la quatrième directive européenne, a inclus un article abondant dans le même sens.

S. M.

(Lire la suite page 20.)



BRINK'S RECRUTE... UN ÉTUDIANT !

En liaison avec l'Institut Orléanais de Finance, Brink's offre une

BOURSE DE DOCTORAT DE 3^e CYCLE

en sciences de gestion.

- montant : 4 500 F (brut) par mois.
- durée : 24 mois.
- sujet : « la théorie et la pratique de la circulation monétaire ».

- conditions :
 - être titulaire du Diplôme d'Etudes Approfondies (D.E.A.) en Economie ou en Gestion.
 - avoir obtenu ce diplôme avec 12/20 de moyenne.
 - envoyer un dossier de candidature comprenant :
 - un C.V. détaillé ;
 - le relevé des notes de D.E.A.
 - une lettre expliquant les raisons de la candidature.
 - date de rigueur : 15 janvier 1984.

• candidatures :
Brink's
à l'attention du Professeur G. Gallais Hamonno
Institut Orléanais de Finance
Faculté de Droit et de Sciences Economiques
45046 Orléans Cedex

Gagnol / Lyon

DEUX IMPORTANTES INNOVATIONS DANS LA COMPTABILITÉ FRANÇAISE

La septième directive européenne :
un pas vers l'harmonisation des législations nationales ?

per GUY-ALAIN SITBON (*)

Il n'a pas fallu moins de sept ans (« de réflexions » ?) d'études, de réunions et de discussions entre les différents experts de la C.E.E. pour aboutir le 13 juin 1983 à l'adoption définitive par le conseil des ministres des finances de la septième directive portant sur la consolidation des comptes de groupes, applicable en 1990.

Des comptes consolidés comprenant un bilan, un compte de résultats et une annexe devront être préparés et publiés par les sociétés mères de groupes dont le siège est situé au sein de la Communauté économique européenne et qui satisfont à deux, au moins, des critères suivants : ■ du bilan égal ou supérieur à 10 millions d'ECU (1), un chiffre d'affaires égal ou supérieur à 20 millions d'ECU et/ou un nombre d'employés égal ou supérieur à 500. Ces chiffres seront applicables au cours d'une période transitoire de 10 ans et seront révisés en baisse par la suite pour atteindre respectivement 10 millions de total du bilan, 8 millions de chiffre d'affaires et 250 employés.

Outre l'inévitable lenteur administrative propre à toute organisation internationale, il est évident que la longueur des délais d'adoption est également due à l'entière nouveauté du propos. En effet, la pratique européenne en matière

de consolidation est très diversifiée, certains pays ayant déjà adopté dans leur législation nationale des règles à ce sujet, tandis que d'autres n'en ont pas encore.

La loi Delors du 3 janvier 1983, en France, a commencé de combler le fossé, puisqu'elle fait obligation aux sociétés de préparer des comptes consolidés à partir de 1985.

Avant cette date, aucune obligation légale ne pesait sur les sociétés, on devait s'apercevoir l'an dernier du caractère artificiel de cette situation. Dans sa séance

du 16 janvier 1982, le Conseil constitutionnel avait jugé que les conditions d'indemnisation des actionnaires des sociétés entrant dans le champ du projet de nationalisation n'étaient pas conformes à la Constitution, puisque les comptes des sociétés mères ne faisaient aucune référence aux actifs et aux bénéfices nets des filiales des groupes nationalisables (voir le Monde du 19 janvier 1982).

Il faut cependant rappeler ici le rôle joué par la COB qui, dès 1970 exigeait la présentation de comptes consolidés dans les bilans d'information soumis à son approbation.

Bon an mal an, quelques trois quarts des sociétés de la C.E.E.

blaient des comptes consolidés, mais leur valeur informative réelle est incertaine. Un décret d'application devrait venir préciser les modalités pratiques de consolidation prévues par la loi du 3 janvier 1983, et il est pratiquement acquis que ce décret devra suivre les grandes lignes de la septième directive européenne.

Cela se sera d'ailleurs qu'une partie du chemin à parcourir puisque la septième directive, comme toute directive européenne d'ailleurs, devra être formellement adoptée par le législateur français.

On a pu assister au cours des dernières semaines à une sorte d'affrontement entre les tenants du droit commercial allemand, ceux de la coutume anglaise et du droit français.

Un point particulièrement sensible portait sur la forme sociale que devait avoir la société mère pour être soumise à la septième directive. Initialement, il était prévu que la septième directive était applicable dès qu'une quelconque des sociétés du groupe était de forme à responsabilité limitée.

(*) Directeur de l'Europe S.A. (membres de Delors, Haskins, Sell International).

mité (en France sociétés anonymes, sociétés à responsabilité limitée, sociétés en commandite par actions). Si une telle obligation avait été maintenue sous sa forme originale, on aurait pu voir, par exemple, le Vercos être tenu de publier des comptes consolidés, ce qui n'aurait eu l'occurrence certainement pas manqué d'entraîner.

Heureusement, un certain nombre de dispenses sont accordées, et liberté est laissée à chaque Etat membre de choisir l'option qui correspond le mieux à l'état de développement de son droit.

L'existence de nombreuses options au sein de cette directive (comme des autres) pose selon nous le problème du concept même de l'harmonisation des législations nationales, et certains vont même jusqu'à se demander si au bout du compte les droits des actionnaires et des tiers résident au sein de la Communauté européenne seront mieux protégés qu'aujourd'hui.

Pour être lucide, il faut donc pour le savoir que soit publié le texte du projet de la neuvième directive portant précisément sur « Le droit des groupes ».

(1) Un ECU vaut environ 6,50 F.

Le nouveau plan comptable

(Suite de la page 10.)

Le bilan :

Il comporte essentiellement trois caractéristiques : l'intégration du résultat de l'exercice dans les capitaux propres, ce qui correspond à une présentation du passif avant répartition du résultat, l'abandon du critère de liquidité exigible et la distinction, dans l'actif immobilisé, entre les immobilisations corporelles et celles qui sont financières.

Le compte de résultat :

Il récapitule les charges (ventilées en trois catégories : exploitation, financières et exceptionnelles) et les produits (classés en trois rubriques identiques) enregistrés pendant l'exercice afin de suivre scrupuleusement l'évolution de l'exploitation et de ces deux types d'opérations (financières et exceptionnelles) pour aboutir à un résultat établi, bien sûr, par simple différence entre charges et produits.

L'annexe :

Ce document qui n'existait pas jusqu'à présent doit contenir un certain nombre d'informations complémentaires sous la forme d'une liste dont l'importance varie en fonction de la taille de l'entreprise : onze pièces comptables obligatoires pour toutes les sociétés, vingt-sept (dont les onze précédentes) pour les sociétés par actions et les S.A.R.L. de taille moyenne et trente-deux (dont les vingt-sept précédentes) pour les sociétés par actions et les S.A.R.L. plus importantes, les critères de classification étant contenus dans le décret du 29 novembre 1983 paru au Journal officiel du 1^{er} décembre dernier. Il peut s'agir aussi bien de tableaux sur les immobilisations ou les provisions à titre d'exemple que de la liste des engagements financiers.

L'annexe présente deux groupes d'informations distinctes mais complémentaires : celles qui viennent tout simplement renforcer la liste de documents obligatoires et les autres destinées à faire comprendre les mé-

thodes utilisées et les variations intervenues d'une période à une autre.

Cette dernière préoccupation est fondamentale car elle indique, sans doute pour la première fois, noir sur blanc que tous les chiffres communiqués doivent pouvoir être comparés d'un exercice à l'autre. Par contre, certains observateurs regretteront que le tableau de financement, exigé pour les grandes entreprises utilisant le système développé, ait été jugé facultatif pour les autres sociétés.

Cette tentative d'une meilleure approche de la réalité financière repose sur une dizaine de principes généraux parmi lesquels la permanence des méthodes utilisées, la notion de coûts historiques qui permet d'inscrire au bilan les valeurs d'entrée en francs courants au moment de leur comptabilisation et la régularité et sincérité des comptes fournis, une idée qui paraît aller de soi mais qui méritait sans doute d'être inscrite dans les textes.

De tous les critères retenus, le plus important est sans doute celui de « l'image fidèle » intégré pour la première fois dans la comptabilité française. Directement issu de la formule anglo-saxonne « true and fair view », il s'agit d'une idée reprise dans la quatrième directive européenne. Soumise à bien des controverses (voir les articles publiés dans le Monde du 16 novembre 1982, l'un d'Isabelle de Kervillat et l'autre d'Henri Montet), cette notion est à la limite de la subjectivité puisqu'il s'agit de déterminer quelle est la méthode qui donnera l'image la plus fidèle de cette entité complexe qu'est l'entreprise. Elle a toutefois le mérite de se détacher de la notion purement statistique de sincérité et de régularité des comptes sociaux, telle qu'elle existe actuellement, pour essayer de mieux apprécier le poids et la réalité d'une entreprise dotée désormais d'un nouveau tableau de bord à compter du 1^{er} janvier 1984.

SERGE MARTI.

les atouts pour gagner.

■ Le programme international : ESLSCA plus MBA en 3 ans.

Grâce aux accords conclus avec des universités nord-américaines, tout étudiant « reçu au concours » peut en 3 ans, sans allonger la durée normale de ses études, obtenir un MBA (master in business administration) et le diplôme ESLSCA visé par le Ministère de l'Éducation.

* Pace University (New York), University of Connecticut (Storrs), Université d'Ottawa (Ottawa), Accord identique avec Sophia University (Tokyo).

eslsca :

35 ans d'expérience, 4 600 anciens élèves, 2 200 candidats au concours, 250 admis, 1 200 offres d'emploi.

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'État - 1, rue Bougainville 75001 PARIS FRANCE - (1) 361-32-50

■ Une pédagogie intégrée à la vie des affaires :

Le dirigeant des prochaines années sera à la fois technicien et négociateur, organisateur et homme d'action, décideur et homme de dialogue.

Une coopération permanente, entre le corps professoral et les dirigeants d'entreprises, 106 cours, de « vrais stages », garantissent les débouchés immédiats et expliquent le salaire moyen d'embauche (105 000 francs par an).

■ Une vie associative et culturelle intense :

Paris est le campus de l'ESLSCA. Les contacts sont directs avec les responsables économiques, politiques, sociaux. À travers 42 associations et activités, chaque étudiant gère « son projet ». Car si la culture est essentielle à la réussite professionnelle, une pédagogie de l'initiative suppose d'abord un « vouloir apprendre ».



Les comptes consolidés

(Suite de la page 19.)

Celui-ci prévoit que « lorsque une société annexe à ses comptes des résultats consolidés, les commissaires aux comptes certifient également que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ».

La prochaine étape consistera à étendre le champ d'application de ces comptes en fonction de la septième directive européenne adoptée en juin dernier par le conseil des ministres des finances de la C.E.E. En cinquante et un articles, ce document aborde successivement les conditions d'établissement des comptes consolidés, qui doivent comporter, comme dans le cadre du nouveau plan comptable, un bilan, un compte de résultat et des annexes « qui forment un tout ». Sont également prévus un rapport consolidé de gestion, le mode de contrôle et de publicité de ces comptes et, enfin, une série de dispositions transitoires. Le délai prévu — jusqu'en 1990 — pour unifier les pratiques européennes ne paraît pas trop long étant donné les difficultés d'interprétation.

Sans entrer dans le détail technique de ces nouvelles mesures, il est à prévoir que de nombreuses batailles juridiques — et fiscales — vont se dé-

rouler sur leur interprétation, et le délai de cinq ans prévu pour passer des comptes consolidés pour les sociétés cotées à l'échéance 1985 à des dispositions sensiblement identiques pour tous les grands groupes européens à l'horizon 1990 n'est sans doute pas trop long.

Pour l'heure, cette question des comptes consolidés suscite un grand intérêt, ainsi qu'en témoignent les quelque six-cent professionnels de la comptabilité, directeurs financiers, juristes et banquiers qui se pressaient le 14 décembre dernier à la réunion organisée par la COB sur ce sujet. A cette occasion, M. Bertrand d'Allier, spécialiste des affaires comptables à la COB, a souligné que, à l'issue des dix premières années d'application de la directive européenne, très rares seraient les sociétés françaises qui ne seraient pas tenues de publier leurs comptes puisque le seuil d'application aura alors été abaissé à 8 millions d'unités du compte européen en termes de chiffres d'affaires, soit moins de 55 millions de francs. Il a également précisé qu'un texte de loi sera soumis — sans doute au printemps 1984 — au Parlement pour rendre applicable en France les enseignements de la septième directive européenne, comme ce fut le cas pour le nouveau plan comptable inspiré de la quatrième directive.

S. M.

A TRAVERS LES REVUES ETRANGERES

Épargne et famille nombreuse : masse monétaire et taux d'intérêt

Depuis les travaux de Malthus à la fin du XVIII^e siècle, la relation entre la taille de la famille et le revenu a très souvent été discutée. La littérature démo-économique contemporaine portant sur les pays développés explique couramment que le nombre d'enfants à charge est à l'origine de la faiblesse de l'épargne des ménages. Dans un article paru dans le *Journal of Political Economy*, Frank D. Lewis s'est intéressé au cas rarement traité des États-Unis (1). Il cherche à mettre en rapport l'évolution du taux d'épargne au cours du XIX^e siècle et le taux de fertilité. Le taux d'épargne a très sensiblement augmenté aux États-Unis, passant entre 1830 et 1900 de 16 à 22 % du revenu. D'autre part, le taux de dépendance, rapport du nombre d'enfants de quatorze ans et moins au nombre d'adultes de vingt ans et plus a beaucoup diminué, passant de 1 à 0,6 au cours de la même période. L'idée de l'auteur est de mesurer l'impact de cette baisse du taux de dépendance sur la hausse du taux d'épargne en utilisant un modèle du cycle vital dans lequel il considère les enfants de la même façon que des actifs financiers. Les modèles du cycle vital font l'hypothèse que les individus décident de leur consommation moins en fonction de leur revenu instantané que de l'évolution prévisible de leur revenu sur toute leur durée de vie.

Le modèle traditionnel dans lequel la satisfaction des ménages dépend de la fonction d'utilité ne dépend que de leur consommation et de leur épargne. La satisfaction des ménages dépend non seulement de leur consommation, mais aussi des joies de la descendance. La contrainte de revenu est aussi modifiée pour tenir compte des coûts de l'éducation des enfants et de l'aide que ceux-ci, une fois élevés, pourront apporter à leurs parents. Naturellement, le rapport entre l'éducation et l'aide des enfants aux parents joue un rôle sur les possibilités d'épargne des ménages. L'auteur émet l'hypothèse assez réaliste, semble-t-il, que ce rapport est de l'ordre de 40 à 50 %. Les calculs montrent que la valeur actualisée de l'épargne n'est pas affectée par la valeur de ce rapport, mais que l'équilibre de l'épargne dans le temps en dépend beaucoup. L'auteur intègre dans son modèle tous les traitements habituels des variables démographiques, en particulier l'évolution de la taille et de la structure par âge de la population, du taux de mortalité infantile. Le résultat le plus important du modèle est alors qu'un quart environ de l'augmentation du taux d'épargne peut être expliquée par la baisse du taux de dépendance des enfants à l'égard des parents.

G. Alogoskoufis et C.A. Pissarides ont publié dans *Economic*

Journal les résultats d'un « Test de la rigidité des prix dans le cadre d'un modèle d'anticipations rationnelles » (2) qui met en relief un point important des travaux de l'école dite de la nouvelle macroéconomie classique. C'est le processus de formation des prix qui est en cause. Pour les keynésiens traditionnels, les agents économiques croient que les ajustements de l'économie se font d'abord par les quantités, le prix restant plus ou moins fixé à court terme; l'ajustement des prix ne se réalise que lentement, avec des retards qui sont en définitive le résultat d'une inertie. C'est à partir de ces raisonnements qu'ont été préconisées les politiques de relance par le processus du multiplicateur.

Pour les anticipations rationnelles, au contraire, les agents économiques forment leurs anticipations des prix en intégrant toutes les informations disponibles à un moment donné, et ils le font avec un grand discernement prévoyant tous les effets des actions et réactions des variables les unes sur les autres, comme le ferait un théoricien de l'économie. C'est ainsi, par exemple, qu'ils expliquent l'offre et la demande de produits par la masse monétaire prévue, entre autres variables, tout changement dans le niveau anticipé de la masse monétaire a pour effet de faire déplacer la fois l'offre et la demande de produits, si bien que l'effet sur la production en volume et sur l'emploi sera nul, et que seuls les prix et les salaires nouveaux vont augmenter. La politique économique est alors neutre. Au contraire un changement non anticipé dans la politique crée un effet de surprise dont la production comme l'emploi peuvent bénéficier pendant un certain temps. A la différence de ce qui se passe dans l'autre processus de formation des prix, on suppose que les prix sont constamment des prix d'équilibre. On a donc ainsi mis au jour un second type de retard dans les ajustements qui ne sont plus dus à l'inertie des prix.

L'impossible définition

Les auteurs ont cherché à formuler un modèle qui leur permette de distinguer entre les deux types de retard. Ils construisent un modèle dont la position d'équilibre à long terme n'introduit des décalages dans la fonction d'offre. Puis ils supposent que les variables de masse monétaire et de niveau des prix évoluent doucement vers cette position d'équilibre. Ils démontrent que l'on ne peut mettre en évidence qu'une inertie des prix : au cours de chaque période, un quart seulement de l'écart entre le prix effectif et le prix d'équilibre se trouve comblé; d'équilibre se trouve comblé; au contraire, l'ajustement partiel de la

quantité demandée de monnaie ne peut pas être retenu. La politique économique conserve donc une certaine efficacité.

Les objectifs de la politique monétaire se traduisent par des normes de croissance d'un agrégat monétaire : la publication chaque vendredi de l'évolution de la masse monétaire est un élément qui est toujours suivi avec attention. David H. Howard et Karen H. Johnson se sont intéressés au « Comportement des agrégats monétaires dans les grands pays industrialisés » dans un article paru dans le *Journal of Money Credit and Banking* (3). La monnaie n'est pas un concept simple à définir. Certains pays, comme la Suisse, retiennent une définition étroite; d'autres, comme le Royaume-Uni, acceptent une définition plus large de la monnaie. Or, dans tous les pays, on constate une croissance à des taux variés des différentes composantes de la masse monétaire. Prenons l'exemple des États-Unis : dans sa définition étroite, M1, c'est-à-dire des pièces et billets en circulation et des dépôts à vue rémunérés ou non, la masse monétaire a augmenté de 1981 de 3,5 %; mais dans sa définition plus large M2, qui comprend en outre les comptes d'épargne auprès des banques et les comptes à court terme, la masse monétaire a augmenté de 10 % pendant la même année. En République fédérale, M1 a diminué pendant que M2 a augmenté de 8 % l'an. En simplifiant un peu, on peut dire que plus les agrégats monétaires sont définis de façon large, plus leur taux de croissance a été élevé.

Cette évolution soulève deux difficultés de nature très différente. La première a trait à la définition de la monnaie : à retenir comme objectif de la politique monétaire; cette question a déjà été soulevée dans ces colonnes (4). La seconde porte sur les explications que l'on peut donner de la croissance à des taux aussi différents des composantes de la masse monétaire. Deux explications non exclusives l'une de l'autre peuvent être données. La première explication est que la masse monétaire définie de façon large est la somme d'éléments hétérogènes qui ont leur propre évolution. La seconde explication est que les composantes de la masse monétaire sont des substituts l'une de l'autre; une faible augmentation dans les rendements d'un actif entraînerait alors de grands mouvements dans les portefeuilles des agents économiques. Reste alors cependant toujours à expliquer l'évolution de la demande des différentes composantes de la masse monétaire.

Les auteurs se sont intéressés au Royaume-Uni, car c'est un pays où la monnaie est définie de façon large, et à la Suisse, parce que

le Royaume-Uni utilise une définition large de la masse monétaire et la Suisse une définition étroite.

Ils distinguent la monnaie fiduciaire, les dépôts à vue et les autres dépôts bancaires. On constate que pendant la période 1973-1980, le taux d'intérêt a joué un rôle décisif sur la demande de monnaie fiduciaire et de dépôts à vue, mais a influencé positivement la demande des autres dépôts bancaires. Cela pourrait expliquer la divergence des taux de croissance des composantes de la masse monétaire au cours d'une période où les taux d'intérêt ont beaucoup changé. D'autre part, par trois fois au cours de cette période, la Banque d'Angleterre a imposé des limites à la croissance des dépôts rapportant intérêt; les tests montrent que ces mesures ont nettement ralenti la demande de monnaie. Enfin, la demande de dépôts se trouve expliquée par les anticipations du taux de change du dollar contre le sterling.

Le taux d'intérêt est donc un facteur très explicatif de l'évolution de la demande de monnaie dans ses différentes composantes. Qu'en résulte-t-il pour la bonne définition de l'agrégat objectif de la politique monétaire ?

Puisque le taux d'intérêt affecte des éléments substituables de la masse monétaire, on aurait avantage à prendre comme objectif, pour la masse monétaire, un agrégat large, incluant tous ces éléments substituables. Cependant, les définitions larges actuelles possèdent en plus des composantes substituables qui ne le sont pas, comme les dépôts à terme. Ainsi, les définitions étroites sont trop étroites, mais les définitions larges, trop larges !

L'article publié par Victor A. Canto, M. Chapman Findlay et Marc R. Reinganum dans le *Southern Economic Journal* porte sur l'« approche monétaire du développement des actions et de l'inflation » (5). Les auteurs démontrent que la relation entre le rendement net du capital investi et l'inflation dépend du système monétaire en vigueur. Ils supposent que la politique monétaire influence l'investissement par le biais des variations de la valeur des actifs physiques par rapport à leur coût de remplacement, comme le fait Tobin avec sa fameuse variable q . En cas d'offre de monnaie supplémentaire, les taux d'intérêt changent pour que les agents économiques soient incités à modifier leur demande d'une des trois formes sous lesquelles ils peuvent définir leur richesse, actions, ou en monnaie.

(*) Professeur à l'université de Paris-IX.

Comparons alors deux régimes monétaires. Dans le premier régime, dit de monnaie fiduciaire non assés, l'offre de monnaie est sous le contrôle de l'État; l'absence de convertibilité de la monnaie signifie que l'offre de monnaie influence les taux de rendements réels, mais on peut supposer que les variations prévues du taux d'inflation ne se répercutent pas entièrement dans les taux de rendement nominal.

Le second régime est celui de l'étalon-or. L'État y garantit la convertibilité de la monnaie, mais n'a plus véritablement de politique monétaire. L'offre de monnaie échappe donc aux autorités et passe aux mains des investisseurs. La relation entre l'inflation et le taux de rendement nominal est alors ambiguë, ce qui est rarement souligné dans la littérature sur l'étalon-or. L'évolution de l'économie dépend de la localisation du progrès technique dans ou hors du secteur producteur d'or. Si la technologie permet d'améliorer la production dans le secteur qui ne produit pas d'or, les variations du rendement nominal des actifs et celles de l'inflation attendue sont liées de façon inverse. Cette situation n'est pas purement abstraite; en effet, un économiste américain, R.A. Mundell, soutient que les États-Unis ont vécu jusqu'au début des années 60 sous un régime d'étalon-or; des études sur l'évolution du rendement des actifs et de l'inflation anticipée ont déjà montré qu'entre 1953 et 1971 ces variables ont évolué en sens inverse, il n'y a donc pas de modèle théorique à nos auteurs.

Terminons par un aspect de l'économie internationale évoqué dans un article de Giuseppe Tullio, « Le rôle de l'épargne et de l'investissement dans le développement de l'équilibre de la balance des paiements : le cas de la République fédérale, 1973-1979 » paru dans *Kredit und Kapital* (6). Il s'agit d'un petit modèle macroéconomique, seize équations seulement, qui présente une originalité : car il explique l'équilibre de la balance des paiements à partir des fonctions d'épargne et d'investissement, en laissant de côté la demande d'importation et l'offre d'exportation. D'un point de vue comptable, il est clair que si le budget de l'État est en équilibre, l'écart entre l'épargne et l'investissement doit être égal au solde de la balance des paiements.

L'auteur explique l'épargne des ménages par leur revenu courant, la richesse nette évaluée en termes réels et par le taux d'intérêt réel; faute de pouvoir évaluer l'épargne des entreprises, il la considère comme une donnée. De l'autre côté, on explique l'investissement privé par l'écart entre la productivité globale du capital et le taux d'intérêt réel, ainsi que par les termes de l'échange (rapport du prix des ex-

portations du pays au prix de ses importations). Une amélioration des termes de l'échange peut avoir deux effets contradictoires : le prix des exportations augmentant plus vite que celui des importations, il peut s'ensuivre une baisse de la demande étrangère déprimant pour l'investissement intérieur; au contraire, si la R.F.A. transforme les produits importés pour les revendre ensuite à l'étranger, l'amélioration des termes de l'échange va stimuler les profits et l'investissement intérieur.

D'après les tests de l'auteur, la vitesse de réaction du secteur privé a augmenté depuis 1973. Le temps moyen d'ajustement de l'épargne à son niveau désiré est passé de six à quatre mois entre 1973 et 1979. Le temps d'ajustement de l'investissement privé est passé de treize à six mois au cours de la même période. Les vitesses d'ajustement sur le marché financier n'ont pas beaucoup bougé; en particulier la vitesse d'adaptation de la demande d'actifs financiers allemands par l'étranger est restée très lente, de l'ordre de quatre ans, probablement du fait des interventions efficaces des autorités monétaires allemandes. Enfin, signalons que les investissements privés ont beaucoup plus bénéficié que prévu d'une amélioration des termes de l'échange.

(1) Frank D. Lewis, « Fertility and savings in the United States : 1830-1900 », *Journal of Political Economy*, 1983, vol. 91, n° 5.

(2) G. Alogoskoufis et C.A. Pissarides, « A test of price sluggishness in the simple rational model », *Journal of U.E.*, 1980, n° 3.

(3) David H. Howard et Karen H. Johnson, « The behavior of monetary aggregates in major industrialized countries », *Journal of Money, Credit and Banking*, vol. 15, n° 4, nov.

(4) Voir notre revue n° 18 janvier 1983 à propos d'un article de Philippe Cagan.

(5) Victor A. Canto, Chapman Findlay et Marc Reinganum, « The monetary approach to stock returns and inflation », *The Southern Economic Journal*, sept. 1983.

(6) Giuseppe Tullio, « The role of savings and investment in current account determination : the case of the Federal Republic of Germany 1973-1979 », *Kredit und Kapital*, 1983, n° 3.

Les auteurs : (*) Frank D. Lewis appartient à la Queen's University, à Chicago, E.-U.

(*) G. Alogoskoufis et C.A. Pissarides appartiennent à la London School of Economics.

(*) David H. Howard et Karen H. Johnson sont des économistes de la division des finances internationales du Federal Reserve Board américain.

(*) Victor Canto, Chapman Findlay et Marc Reinganum appartiennent à l'université de la Californie du Sud, à Los Angeles, E.-U.

(*) Giuseppe Tullio appartient au Fonds monétaire international lorsqu'il a écrit cet article.

LES ÉTATS-UNIS PARLENT



« Quand une société fait des affaires avec autant de pays qu'I.T.T., l'actualité du monde entier est primordial. Sans l'aide du *New York Times*, cela serait bien difficile. Je suis toujours satisfait de la quantité d'informations fournies par la source que le *New York Times* représente chaque matin. Je ne pourrais pas m'en passer. »

Ravi V. Araszk, Chairman, International Advertising and Marketing, Executive Officer International Telephone and Telegraph Corporation, New York, N.Y.

Provoquez le dialogue avec les États-Unis par votre publicité dans le *New York Times*.

Parlez à 423 000 dirigeants américains au plus haut niveau avec votre message dans *The World & The Dollar*, un supplément spécial prévu le 12 mars 1984, dans la section « Business Day » du *New York Times*. Mis au point par des experts en économie, finance et commerce internationaux, *The World & The Dollar* apportera une vue d'ensemble des grandes tendances des principaux marchés.

Demandez les plus amples détails à votre représentant du *New York Times*. Attention ! le délai limite est au 20 février 1984.

Service : 224734.

Rail C. Bicknell, Director, International Advertising, Robert H. Rosenthal, Group Manager, International Advertising, The New York Times, 229 West 43d Street, New York, N.Y. 10036, Phone: (212) 556-1205, Cable: NYKTimes NEW YORK, Telex: 224734.

Peter Irby, European Manager, International Advertising & Marketing, The New York Times, London Bureau Ltd, London International Press Centre, 76 St. John Lane, London EC4A 3JB, England, Telex: (011-44-1) 224734 or 353-3472, Telex: 224734.

France, Mrs. Evelyn Lechner, 26, avenue Victor Hugo, 75116 Paris, Phone: (011-33-1) 300-6408, Telex: 618667F (Media A or B), PARIS.

La France sous la pression allemande ?

(Suite de la page 19.)

Cela est une des raisons principales pour la relance économique. Pour ne pas la mettre en danger, les salaires, dans le cas d'une réduction du temps de travail, doivent monter à un rythme semblable à celui du taux d'augmentation des prix, ceci à cause des coûts salariaux accrus.

Observée de l'extérieur, la discussion, telle qu'elle a eu lieu en France concernant la réduction du temps de travail, semble empreinte de contradictions. On a l'impression qu'on a mal réfléchi aux conséquences, en particulier, pour-on envisage, vu l'importance des majorations salariales, que les coûts résultant d'une réduction du temps de travail devraient être partiellement portés à la charge des entreprises ? Ne devrait-on pas, dans le cas où une réduction systématique du temps de travail serait à nouveau mise en vigueur, laisser à chaque salarié concerné la faculté de travailler plus pendant une certaine période, au lieu de l'empêcher, par l'interdiction de travail supplémentaire, de gagner davantage ?

Un pays qui donne priorité à une rapide extension de son système de sécurité sociale doit tenir compte du fait que la marge laissée pour des éventuelles majorations salariales diminue dans la même mesure. La raison en est que des prestations sociales accrues impliquent une augmentation du coût de travail, qui directement ou indirectement se traduit par des charges sociales et une augmentation des impôts à payer. La marge disponible pour les majorations, directes ou indirectes, de salaires est au fond la croissance possible de la productivité (P.N.B. par heure de travail). Ces dernières années, on a pu constater, provoquée par la hausse du prix du pétrole et les effets de la dévaluation du franc français, une

marge d'action très étroite pour les majorations salariales. Malgré cette situation, en France, les charges sociales des entreprises et les dépenses sociales de la part de l'État se sont accrues à un rythme très accéléré.

La forte baisse de la compétitivité qui en est résultée, vu les coûts de production et les prix, ainsi que la politique expansionniste pratiquée pour faire face à la récession mondiale, ont été à l'origine de la rapide aggravation du déficit extérieur de la France. Les réformes sociales doivent être mises en question, les équilibres économiques. Il convient de veiller à ce que les majorations salariales soient modérées. Telle est l'expérience allemande dans le domaine du progrès social. Toute ignorance et négligence vis-à-vis de ces interdépendances doit être payée, à un moment donné, par des dévaluations, un taux d'intérêt très élevé et de fortes crises de stabilisation. L'Allemagne ne peut pas être indifférente à l'égard du développement économique de la France.

En ce qui concerne le redressement du système de la protection sociale, l'assurance-chômage et le régime maladie ainsi que les retraites, l'Allemagne fédérale connaît des problèmes très proches de ceux de la France. Une différence importante toutefois : les dirigeants politiques

allemands ont depuis longtemps déjà rabaisé les attentes de l'élément, en se gardant de toutes promesses nouvelles.

L'obligation de dépenser l'argent public très parcimonieusement et prudemment, la nécessité de chercher un nouvel équilibre à long terme entre les demandes de la population et les exigences d'une économie performante, ne doivent pas déboucher sur la résignation. Les expériences internationales ont prouvé que les changements d'attitude, nécessaires à la correction des fautes commises de politique économique — pas assez d'investissements, trop de déficits budgétaires de l'État, déséquilibres de balance des paiements et taux d'inflation trop élevés — ne peuvent pas se faire d'une récession. Pas plus en France qu'ailleurs. Les gouvernements doivent trouver des solutions originales pour convaincre entreprises et ménages d'ajuster leurs attentes en matière de revenus aux possibilités de l'économie. Ceci ne nécessite pas obligatoirement d'argent public ! La clé est dans la direction prise par les accords de salaires entre syndicats et employeurs, la volonté et la capacité qu'ils montrent à favoriser une plus grande stabilité. Pour surmonter ses difficultés propres, la France ne pourrait-elle pas profiter de l'essor économique de l'Allemagne ?

D'ERNST-MORITZ UPP.

L'ORDINATEUR PERSONNEL
Les réponses à toutes les questions sur l'acquisition et l'usage professionnel d'un micro-ordinateur.
Le N° 3 : 20 FF chez votre marchand de papier.

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI
documentation sans engagement
COURS LE FEAL
25 37 25 00
25, rue des Dames Paris 17^{ème}

20291 00 135A

REPRODUCTION INTERDITE

	Le 19	Le 20
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,66
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	Le 19	Le 20
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	14,00
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	41,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Formations Nationales et Internationales

Base à Nancy

Filiale MESURE et REGULATION du Groupe SCHLUMBERGER
nous recherchons

Directeur régional

Il aura la responsabilité commerciale, technique et de la gestion de 5 centres spécialisés dans l'entretien de matériels associés au comptage d'hydrocarbure.
Ingénieur électromécanicien, il aura de bonnes connaissances en électronique et une expérience réussie dans un domaine similaire.
De fréquents déplacements dans l'Est et le Nord de la France sont à prévoir.
Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, sous la référence S.335, à :

SOP RESSOURCES HUMAINES
7 rue de Logelbach, 55017 Paris.

BOUYGUES

Dans le cadre du développement de ses activités internationales Travaux Publics, recherche un cadre de haut niveau pour assurer la

DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

d'un important chantier à l'étranger.

Avec l'assistance du Siège Social, il assure le contrôle budgétaire, la comptabilité et la gestion de la trésorerie du chantier. Il coordonne les fonctions Administration, Personnel et Import-Export. Pour cela, il anime une équipe d'expatriés.
Le candidat, âgé de 35 à 45 ans environ, aura une formation supérieure doublée d'une expérience significative en gestion globale d'une unité.
La connaissance du français ETP sera un atout supplémentaire.
Merci d'adresser votre C.V. et photo sous référence 8882 au Service du Personnel Travaux Publics - BOUYGUES - B.P. 204 - CLAMART.

Péri-informatique française

Une direction marketing et commerciale

Cette société française étudie, fabrique et commercialise depuis une vingtaine d'années des imprimantes. Vous la connaissez si vous êtes dans la profession.
L.E.R., une progression de 25 % l'an, un CA en 83 de 100 millions de francs, une nouvelle unité de production récemment lancée à Besançon, des clients dans le monde entier, des applications de plus en plus larges, des séries de plus en plus longues. Etc... bénéficiaire, il est après impôt.
Un esprit prospectif, 20 % de la société s'emploie à préparer l'avenir : 40 personnes aux études pour un effectif de 195. Des contacts constants avec la technologie nord-américaine.
Une organisation commerciale solide, des professionnels compétents et motivés à la vente, comme à tout ce qui l'entoure : avant-vente, promotion des ventes, administration des ventes, après-vente. Autant de services. Et des distributeurs sur tout le territoire.
L'actuel Directeur commercial quittant son poste, il s'agit de continuer son action : animer et développer cet ensemble. Et aussi d'assumer en direct une véritable action marketing, à l'effort de nouveaux créneaux, en contact étroit avec les grands clients, les administrations telles que les télécom. Entretien des relations suivies avec les fabricants des produits de revendeurs, trouver de nouvelles cartes. Aux U.S.A., au Japon, l'anglais sera donc largement utilisé.
Il paraît aussi indispensable d'avoir une formation d'ingénieur pour exercer avec succès cette direction commerciale. Quant aux qualités intellectuelles et à l'ascendant personnel que tous attendront de ce dirigeant, elles seront sans limites !
Les candidatures seront examinées dans les meilleurs délais par les consultants du cabinet CLEAS. Leur écrire sous référence 8370 LM.

CLEAS

8, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS

Futur directeur informatique

Sud-Est. Une société de notoriété internationale fabriquant et commercialisant des produits informatiques (C.A. 550 Millions H.T., plusieurs milliers de clients) recherche le responsable de son informatique (effectif actuel - chefs de projet et analystes programmeurs : 6 personnes).
Il assure en priorité, la modernisation et la conversion, sur des systèmes informatiques, des applications existantes qui sont déjà très étendues dans tous les domaines de la gestion.
Rattaché au secrétaire général, il est en contact avec les responsables du plus haut niveau pour la mise en conception des projets nouveaux. Ses développements sont prévus dans le cadre de la société et du groupe.
L'offre de ce poste est destinée à un titulaire d'un haut potentiel, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur et possédant 10 ans d'expérience en informatique acquise en milieu industriel et commercial. La rémunération annuelle sera liée au potentiel et à l'expérience du candidat.
Françoise Meyer vous remercie d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 3124.

Meyer & partenaires

100, cours Julien 13001 Marseille (91)

BANQUE PRIVEE DE RENOM

UN ADJOINT AU DIRECTEUR DE L'ORGANISATION

IL LUI EST DEMANDÉ :

- Une connaissance approfondie des services titres, coupons et Bourse.
- Une expérience bancaire d'au moins dix ans.

IL LUI EST OFFERT :

- L'opportunité d'intégrer une banque riche en traditions et en personnalités variées.
- Une évolution et une responsabilité opérationnelles croissantes.
- Une rémunération correspondante.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + curriculum vitae à :

RÉGIE-PRESSE
sous n° T 043.631
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

Il priions les lecteurs répondant aux ANNONCES DOMICILIÉES de bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du Monde Publicité ou d'une agence.

Vos annonces dans

Emplois Cadres

Le Monde

5, rue des Italiens, 75009 Paris
Régie-Presses
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

(et départements d'Outre Mer)

Recherche traducteur (trilingue) technique anglais/français, en France ou à l'étranger, pour le compte d'un industriel. Les candidats (jeunes, expérimentés) doivent être bilingues (français/anglais) dans les domaines : spécifications, contrats, etc. doivent être avec C.C. au M.D., Translations Ltd, 118-122 North End Road, London, W14 3PP, U.K.

HARDWARE SOFTWARE

Si vous êtes INFORMATICIEN et souhaitez rejoindre l'ENTREPRISE LE 2^e CONSTRUCTEUR MONDIAL, vous offre une

OPPORTUNITÉ DE QUALITÉ

Ecrire sous le n° 043.650 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Contrôleurs de gestion

Il s'agit de la charge du suivi budgétaire d'une unité de production ou d'exploitation. Ces postes conviendront à des candidats possédant une formation Ecole de Gestion (ESCAE...) ou I.U.T. Conducteur de travaux. Une première expérience de 2 ans minimum, soit sur un chantier, soit dans l'industrie, est exigée. La bonne maîtrise de l'anglais est un atout. Un des postes est à pourvoir dans une ville sainte accessible aux seuls musulmans. La pluralité des langues du groupe de perspectives d'évolution.
Adresser CV avec photo et prétentions sous référence 9269 D.D./C.G. Média-System 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

LE DIRECTEUR GENERAL de sa filiale allemande

Cette filiale du Groupe (siège à HANOVRE) emploie 250 personnes et dispose de son unité de production.
La Direction Commerciale est assurée avec compétence par un directeur actuellement unique.
NOUS RECRUTONS un membre qui aura vocation à la DIRECTION GENERALE DE L'ENTREPRISE. Il prendra personnellement en charge la fonction technique (recherche, développement, production, organisation, investissements industriels) en liaison avec les équipes françaises correspondantes du Groupe.
Une FORMATION SUPERIEURE TYPE INGENIEUR est une expérience de l'animation de production, de préférence dans l'industrie mécanique, est nécessaire, ainsi que, pour un candidat français, la connaissance de l'ALLEMAGNE et une bonne pratique de l'allemand.
Adresser CV manuscrit, photo et prétentions s/réf. 47023 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui vous suivra.

Secrétaire général

Collaborateur immédiat du DIRECTEUR GENERAL, il assure avec autonomie une large fonction de gestion et d'animation impliquant son étroite participation à la définition et au suivi des politiques et des objectifs de l'organisme. Homme de contact et de relations publiques, il assure en œuvre les actions facilitant la communication entre les adhérents, il assiste les représentants officiels de l'organisme dans leurs missions auprès de diverses instances, il joue un rôle de conseil auprès des adhérents.
Ce poste, qui évolue vers des fonctions plus importantes, s'adresse à un DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR apportant une expérience significative acquise en milieu industriel, juridique ou de gestion. Ecrire au CABINET GATIER, 32 Rue Barrière 69006 LYON, sous réf. 024 M.

Cabinet Gatier

DIRECTEUR QUALIFIE

recherché par CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL Handicapés mentaux Barrière Sud Paris

Ecrire avec références à UNAFAM, 8, r. de Montyon, 91.

L'ORDINATEUR personnel

Les personnes qui veulent un ordinateur personnel et qui ne savent pas comment s'y prendre, peuvent s'adresser à l'Association Française pour l'Informatique Personnelle (A.F.I.P.) 10, rue de la Harpe, 75005 Paris.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

RESPONSABLE SERVICES GÉNÉRAUX TRAVAUX NEUFS

Un rôle charnière, articulé en six missions...

pour un INGÉNIEUR de formation, fortement expérimenté dans une fonction similaire et qui sera rattaché au Directeur de Production de l'UNITÉ GAMME FROID de THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC (usine de LESQUIN, près de Lille, 2100 personnes).

Son objectif : assurer un développement et une utilisation optimum des moyens communs aux différents services de l'usine, que ce soit en matière d'énergie, de bâtiments, de sous-traitance, etc. Dans ce contexte, il développera ses actions d'entretien, d'achat et d'exploitation dans les domaines suivants : IMMOBILIER - TELECOM MANUTENTION - ENVIRONNEMENT - SOUS-TRAITANCE et ENERGIES "FLUIDES" (eau, gaz, électricité, etc.).

Ce poste requiert de son titulaire un double profil : celui d'un TECHNICIEN confirmé, pour appréhender les différentes technologies concernées, et celui d'un NEGOCIATEUR avisé et diplomate, pour faire accepter ses recommandations en matière de renouvellement et/ou d'investissements en matériels, équipements divers.

Lieu de travail : LESQUIN (59), banlieue lilloise. Merci d'adresser votre candidature détaillée (lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions) sous réf. 80590 à J.P. FANGET-ARDAIL - Direction du Personnel et des Relations Sociales THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC - 74, rue du Surmelin - 75020 PARIS.

THOMSON
GRAND PUBLIC

Important Cabinet recherche

Région NORD dont DUNESCOULE : **JURISTE**

début, ou expérien, avec ou sans spécialisation, droit fiscal, droit des sociétés, droit social. S.S. n° 7276 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Indes, 75008 Paris.

Ville de 130.000 hab., recense par voie de recrutement direct.

Deux secrétaires généraux adjoints éch. indic. brute 696 à 1.000. Sal. net indic. éch. 10.728 F. Fin de carrière 14.816 F.

Conditions de recrutement : celles prévues par le statut pour le recrutement direct des secrétaires généraux adjoints.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, devront être adressées au Service du personnel (Section Recrutement) de l'Hôtel de Ville - 25279 Brest Cedex.

Contrôleur de gestion et planification

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS (2.500 personnes), un des leaders mondiaux dans son domaine, nombreuses filiales en France et à l'étranger (dont aux USA) offre ses structures financières ou réseau groupe et offre un poste évolutif de Contrôleur de Gestion et Planification (H-F).

Pour plusieurs grandes filiales (France et USA), il sera responsable :

- de la préparation des budgets annuels et des plans à long terme,
- de l'analyse des résultats et de la synthèse des informations pour la Direction Générale,
- de l'assistance auprès des opérationnels pour l'élaboration des stratégies de développement.

Ce poste conviendrait à un HEC, ESSEC, ESCP, MBA, ayant 3 à 5 ans d'expérience en contrôle de gestion, acquise dans un groupe travaillant à l'échelle internationale. Ce poste ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe, en France ou à l'étranger.

Poste : ville moitié sud France. Entre sous réf. WI 279 CM

etap
4 rue Massenet 75016 Paris



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

organise deux concours généraux sur épreuves, en vue de constituer une réserve de recrutement

d'ADMINISTRATEURS et d'ASSISTANTS ADJOINTS

dans le domaine de l'inspection nucléaire. (m/f)

Conditions d'admission :

ADMINISTRATEURS
□ être né après le 15/12/1947 ; □ posséder un diplôme de fin d'études universitaires dans le domaine scientifique-technique ; □ avoir une expérience professionnelle post-universitaire de deux ans dans le domaine du concours ;

□ posséder la nationalité d'un pays membre des Communautés ; □ posséder la connaissance approfondie d'une des langues des Communautés européennes (allemand, anglais, danois, français, grec, italien, néerlandais) et la connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues.

Les avis de concours ainsi que les formulaires obligatoires de candidature sont publiés dans le Journal Officiel des Communautés européennes qui peut être obtenu, en rappelant la référence COMA/390 pour les administrateurs ou COMA/391 pour les assistants adjoints, aux adresses suivantes :

□ Commission des Communautés européennes, Division Recrutement, Rue de la Loi 200, B - 1049 Bruxelles.

□ Bureau de Presse et d'Information des Communautés européennes, 61 rue des Belles-Feuilles, F - 75782 Paris Cedex 16.

DATE LIMITE POUR L'INTRODUCTION DES CANDIDATURES : 18 FÉVRIER 1984.

CIBA-GEIGY Head-Office, Medical Department, Basle, Switzerland Clinical Research Project Leader

For our Section "Central Nervous System" we are seeking a scientifically oriented physician with organizational ability and an interest in team work. The successful applicant will have responsibility primarily for our International Clinical Research Projects in the defined field, e.g. with Antidepressants, Anticonvulsants, Psychogeriatrics.

As Project Leader he/she will be in charge of the planning, initiation, monitoring and evaluation of projects in all phases of development and in a basic research project.

The position involves a moderate amount of travel and provides opportunities to attend international congresses and to meet internationally eminent clinicians and experimental scientists. A generous post-graduate educational policy exists.

Applicants should have a broad experience in clinical medicine including Psychiatry and/or Neurology. Previous experience in the pharmaceutical industry is not essential but would be an advantage. Informal and/or experience in scientific and automatic data processing would be an additional option. A good command of English and working knowledge of German are essential.

Please send your application with the usual supporting documents to Dr. W. Reber, CIBA-GEIGY Limited, Personnel Department, Postfach, CH-4002 Basle, Switzerland.

CIBA-GEIGY

SOCIÉTÉ BELGE
spécialisée en **industrielles**
recherche pour un chantier à l'étranger

UN INGÉNIEUR DE CHANTIER
spécialisé dans le domaine du génie chimique, qui aura pour mission de participer à la mise en route d'un important complexe industriel de production de peintures.

Les candidatures avec C.V. détaillé et références seront traitées confidentiellement.
S.S. n° 7271 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Indes, 75008 Paris.

Fabrication couverture Espagne : qualité, prix compétitifs. Recherche importateur exclusif France, de Lézard Sany. 75002 Paris.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

APRILIE NOIRE POUR CHANTIER T.P.
longue durée : Nous recherchons

JEUNE GÉO-TECHNICIEN

qui sera chargé de l'étude de la stabilité des remblais défilés. Poste intéressant du fait de l'importance des travaux et des responsabilités qui en découlent. Gère les techniques de l'organisme. Les candidats devront être : c.v. et éventuellement diplômes en poche non retournés à : 07.01.84 ALBP P.A., 37, rue du Général-Foy, 75008 Paris.

Contrôleur de gestion H-F d'un hypermarché (C.A. 300 MF, 200 personnes)

Une société parmi les leaders de la distribution recherche un contrôleur de gestion.

- Membre de l'équipe de direction, il (elle) participera à la détermination des budgets, suivra les reportings mensuels, analysera les écarts, et les décisions d'investissements, préparera les situations de

- Homme de communication, il (elle) assurera les relations avec les responsables des impôts, les interlocuteurs extérieurs, etc.,
- Il (elle) garantira la qualité des informations comptables et participera à l'élaboration du schéma directeur informatique.

Ce poste pourrait convenir à un(e) jeune cadre apportant une expérience de 3 ou 4 ans en gestion comptable ou en audit interne. La maîtrise des pratiques anglo-saxonnes est un atout supplémentaire.

Poste : ville moyenne de l'Ouest de la France, région . Merci d'adresser C.V. manuscrit + photo + prétentions au précisant l'enveloppe la référence 2762/LM.

MEDIA BA
5, Bd des Indes, 75008 Paris
(réponse et discrétion assurées)

OPPORTUNITÉ A SAISIR

CHEF DE PROJET
comptant 3 à 5 années d'expérience, désirant participer à la mise en œuvre d'un

PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE ambitieux,

LA TROISIÈME MUTUELLE DE FRANCE
(PARIS-SUD 1 heure par autoroute)
est prête à étudier votre candidature.

Seraient appréciées :

- La connaissance de l'environnement G.C.O.S. 64 ;
- La pratique de l'un des domaines suivants : S.G.B.D. - réseau - systèmes comptables.

Adresser lettre manuscrite, c.v., et prétentions à :
Monsieur le Directeur de la M.N.H.
45213 MONTARGIS CEDEX.

MNH MUTUELLE NATIONALE DES HOSPITALIERS
45213 MONTARGIS CEDEX

01/01/84

emplois régionaux emplois régionaux

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Contrôleur de gestion et planification

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS...
Notre société est spécialisée dans la fabrication de machines à commande numérique...
Nous recherchons un contrôleur de gestion et planification...
Poste à pourvoir rapidement...
Envoyez votre CV, photo et références à : M. J. L. 104 rue Réaumur 75002 Paris.

Electromécanique/Electronique

Ingénieur Chef du Service Méthodes

Filiale d'un groupe international français

Notre société est spécialisée dans la fabrication de machines à commande numérique...
Nous recherchons un ingénieur chef de service méthodes...
Poste à pourvoir rapidement...
Envoyez votre CV, photo et références à : M. J. L. 104 rue Réaumur 75002 Paris.

G.S.H.

9 Square R. Bazin - Paris 2
75150 La Chapelle
Déclaration assurée.

LA BANQUE...
Banque de France...
Affiliée à la Banque de France...
LILLE

EXPLOITANT EXPÉRIMENTÉ

Le groupe...
Nous recherchons un exploitant expérimenté...
Poste à pourvoir rapidement...
Envoyez votre CV, photo et références à : M. J. L. 104 rue Réaumur 75002 Paris.

Contrôleur de gestion

IC A 300 MF, 200 personnes

Notre société est spécialisée dans la fabrication de machines à commande numérique...
Nous recherchons un contrôleur de gestion...
Poste à pourvoir rapidement...
Envoyez votre CV, photo et références à : M. J. L. 104 rue Réaumur 75002 Paris.

OPPORTUNITÉ A SAISIR

Jeune cadre administratif

à fort potentiel

Dans le cadre de son développement, le CREDIT MUTUEL ARTOIS-PICARDIE recherche une jeune cadre administrative...
De formation ESC, EDHEC, Droit + IAE (ou équivalent) et âgée de 27 ans minimum, elle possèdera, si possible, une expérience bancaire...
Outre l'assistance du Président dans ses diverses activités (secrétariat des instances statutaires et de Direction de l'organisme), il se verra confier la préparation des dossiers ainsi que toutes les prises de contact nécessaires...
De larges possibilités d'évolution sont à envisager pour un candidat à fort potentiel...
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence LM/CMA à PERSONNEL MANAGEMENT - 59, avenue Marceau - 75116 PARIS, qui traitera confidentiellement cette recherche.

TELESYSTEMES/DS7-LYON

recherche dans le cadre de ses nouvelles activités de vente de services autour des systèmes BULL/DS7 (back-up, déchargement, conversion, formation, démarrage, bases de données et réseaux),
■ pour accroître le potentiel de son équipe des
ingénieurs technico-commerciaux DS7
Missions :
- Etude des cahiers des charges ;
- Rédaction des propositions techniques ;
- Réalisation des projets.
Profil :
- Maîtrise, Ingénieur ;
- Expérience CCOS 64 (IDS, IDS2) nécessaire ;
- Orientation système-réseaux appréciée (référence TC7)
■ pour prendre progressivement en charge l'exploitation de son centre informatique à LYON un
ingénieur d'exploitation
Missions :
- Responsabilité de la logistique ;
- Maintien de la qualité de service ;
- Optimisation de la production (3 ordinateurs BULL) ;
- Gestion du personnel posté.
Profil :
- Jeune ingénieur motivé par les responsabilités humaines et la variété des tâches de production (référence IC)
Postes basés à LYON avec déplacements de courte durée.
Envoyer CV à Telesystèmes - 240 Av. Roger Salengro - 69100 Villeurbanne

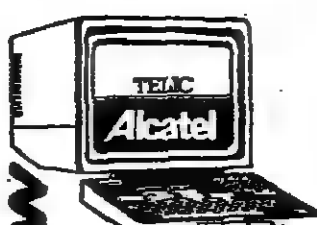
telesystemes

POUR PENSER, AGIR, VIVRE.

Grande filiale de la des dépôts recherche :

Conseillers en communication organisation informatique

dotés d'une formation supérieure et d'une expérience confirmée, ils auront pour mission le conseil et la conduite de projets auprès des collectivités locales dans les régions suivantes :
- Ile de France.
- Nord Pas-de-Calais.
- Centre - Auvergne.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions sous réf. M 9265 mentionnée sur l'enveloppe à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.



TELIC-ALCATEL

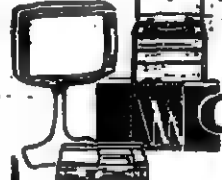
Siège Social : STRASBOURG - Direction Commerciale : FRESNES.
Nous sommes les premiers en France et l'un des premiers dans le monde sur le marché du téléphone et de la communication privée (télématique, bureautique, électronique grand public).
Une croissance rapide nous permet d'atteindre aujourd'hui le milliard de francs de chiffre d'affaires.
■ Utilisant une gamme très diverse de technologies de pointe, nous bénéficions des impulsions de chacune d'entre elles.
Tous nos produits se renouvellent et se diversifient sur un rythme sans cesse plus rapide.
■ Nous déployons sur des marchés nationaux et internationaux en fort développement mais très concurrentiels, notre règle est la compétitivité par l'intelligence, soutenue par un moral de vainqueur et des moyens puissants.
■ Traitant de techniques de communication au sens le plus large, nous sommes en prise directe avec l'un des phénomènes socio-culturels les plus émergeants du monde contemporain.
La qualité des hommes de TELIC est le moteur de son développement.
Vous avez le même goût d'entreprendre, venez nous rejoindre à STRASBOURG.
Notre Direction des Achats se renforce en associant à son équipe
2 INGENIEURS ACHATS
■ L'un pour les circuits intégrés LSI.
Au sein d'une équipe gérant une famille de composants, vous aurez pour mission de négocier avec une large autonomie des marchés de composants électroniques.
Vous assurerez l'interface avec les Services Techniques et les Services d'Ordonnement et de Fabrication.
Vous êtes un acheteur ou un vendeur confirmé et vous possédez une bonne expérience de la négociation commerciale, ou bien, vous êtes un jeune ingénieur et vous souhaitez élargir votre action à la Fonction Achats.
Vous possédez une bonne connaissance de la négociation commerciale ou vous souhaitez élargir votre action à la Fonction Achats.
■ L'autre pour les pièces.
Au sein d'une équipe, vous aurez à négocier l'achat des pièces plastiques moulées.
En liaison avec les Services Techniques et Industriels, vous participerez à la définition des nouveaux produits. Vous aurez la responsabilité du suivi des fournisseurs et de l'élaboration de nos stratégies d'achat.
Vous possédez une connaissance approfondie des techniques d'injection plastique.
Vous possédez une bonne connaissance de la négociation commerciale ou vous souhaitez élargir votre action à la Fonction Achats.
Adresser en préhès à notre rencontre, votre curriculum vitae à
Bernard CALMAS - Directeur du Personnel
TELIC-ALCATEL
206, Route de Colmar - B.P. 67
67023 STRASBOURG Cedex.
Groupe C.G.E.

GROUPE SEB

Pour sa holding implantée à Lyon, le GROUPE SEB CA 2,7 milliards, 7.800 personnes en France et étranger recherche son

Chef du service juridique

Expert confirmé en droit des affaires, diplômé d'études supérieures et justifiant d'une large expérience comme juriste d'entreprise ou de cabinet spécialisé, le titulaire du poste assurera au sein d'un Groupe international, largement décentralisé une mission de conseil interne, contrôle et proposition, notamment en matière de
droit des sociétés, contrats de distribution, concessions de licences, marques ou know how, etc., tant en France qu'à l'étranger.
Cette fonction exige, outre une solide compétence technique, des qualités relationnelles et un sens pratique très affirmés. Anglais courant indispensable.
Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV et photo à : GROUPE SEB - Direction des Ressources Humaines BP 172 - 91123 Ecully Cedex.



RESPONSABLE COMMUNICATION FORMATION

En région, une création de poste... et un tremplin.

OREGA, filiale de THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC : trois usines - 1.800 personnes - fabrication de sous-produits électroniques.
Ce poste en création concerne un titulaire de formation supérieure (DROIT, SCIENCES HUMAINES, ...). Son expérience de l'animation de groupes (2/3 ans), son souci prioritaire d'ouverture au dialogue social et son potentiel lui permettront :
■ d'assurer de façon constructive une double mission axée sur la COMMUNICATION (identification des besoins dans ce domaine, élaboration d'actions correspondantes) et sur la FORMATION (mise en place d'un politique adéquate, formation des animateurs, instauration de groupes d'expression, conception de moyens internes et externes de communication...)
■ d'occéder, à terme de quelques années, à des responsabilités opérationnelles de CHEF de PERSONNEL dans l'une des unités THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC (36.000 personnes).
Lieu de travail : AUXONNE (Côte-d'Or), siège de l'unité principale d'OREGA.
Les candidatures sont à adresser, sous réf. M à J.P. RIVET - ARDAIL - THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC - 74, rue du Surlin - 75020 PARIS.

THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC

Des d'attachage, recherche pour la province, un
INSPECTEUR GENERAL
Région de l'attachage et commercial.
Env. C.V. sous réf. 043.111 M, 95 bis, c. 95 bis, c. 95 bis, c.

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.

recherche pour son usine de CERNAY
située en Alsace
UN INGENIEUR DE PROCÉDÉS

Il assurera ses fonctions sous la supervision du Directeur de Procédés, au sein d'une équipe jeune et dynamique.
Il participera à la réalisation des projets et programmes destinés à l'optimisation des fabrications actuelles ou à l'implémentation de fabrications nouvelles.
Ses responsabilités s'étendront aux conditions de travail, à la protection de l'environnement et au suivi de contrôle qualité.
Ce poste offre, à un ingénieur de haut niveau, débordant de savoir, quelques années d'expérience en usine, de réelles possibilités d'évolution de carrière et une rémunération compétitive.
Notre offre s'adresse à un candidat de formation scientifique chimiste ou chimie, maîtrisant l'anglais.
Nous vous invitons à nous adresser votre candidature sous la référence : DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A., Direction du Personnel, rue de l'Industrie, 68700 CERNAY.

Association de Touristes, recherche pour saison
ANIMATEURS
Soirées + activités 1984. Exp. en animation individuelle. Envoyez C.V. + photo à
OCCAJ
ANIMATION
96, rue d'Amsterdam
75008 PARIS
Tél. : 528-21-21.

STE DE PROMOTION IMMOBILIERE
Fils groupe Bouygues recherche pour l'Alsace, son
DIRECT. ADMINSTR. ET FINANCIER

Secrétaire général d'une P.M.E. 8 ans 2 à 3 ans d'expérience, formation sup., anglais, gestion, droit et comptabilité. Adr. C.V. sous réf. 043.111 M, 95 bis, c. 95 bis, c.

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES
296-15-01



La Direction l'Exploitation
TRANSPAC RENNES

Cadre ou Ingénieur HF

Placé à la tête d'une équipe il assurera l'organisation et les responsabilités d'encadrement, il aura pour mission :
- l'élaboration et le suivi du budget de la Direction (effectif de 200 personnes réparties sur 20 sites géographiques distincts) ;
- la préparation et le suivi de l'exécution des achats (appels d'offres, préparation des contrats avec les services techniques concernés...)
Si vous êtes diplômé d'une GRANDE ECOLE DE COMMERCE OU INGENIEUR ayant l'expérience de la gestion et des achats.
Adresser C.V., photo et prétentions à la Direction de l'Exploitation.
transpac
Réseau national de données par paquets.
5, rue du Chêne Germain
BP 80 - 35100 CESSON SEVIGNE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

(CNEH)

Organisme parapublic du secteur santé, nous recherchons pour notre informatique de gestion

Informaticiens ou Ingénieurs

BULL et IBM

Nous souhaitons rencontrer des candidats d'un niveau d'études supérieures maîtrise ou ingénieur. Les débutants de même formation sont acceptés. Nous leur proposons un contrat à durée déterminée d'un an. Deux postes sont à pourvoir à Lyon.

Nous vous remercions d'adresser CV, photo et prétentions à CNEH, 4 bd Eugène Desruelle - PDG La Part Dieu 69427 Lyon Cédex 3. Tél. : (78) 95.40.58.

ADJOINT DU D.R.H.

LOIRET 180 000F+

Cette unité de production de plus de 1 000 personnes fabrique en très grandes séries des pièces mécaniques. Son évolution rend nécessaire un renforcement de la D.R.H. L'adjoint recherché peut être de formation technique ou de gestion, jeune ou moins jeune, mais c'est d'abord un professionnel ayant l'expérience de la gestion des hommes en milieu industriel, capable d'une grande autonomie dans la fonction.

Adresser votre dossier sous N° 811 M.

GABRIEL MARCU
154, bd Malesherbes - 75017 Paris.

ANNONCES CLASSÉES

TÉLÉPHONÉES

296-15-01

IMPORTANT SERVICE PUBLIC
(Région Rhône-Alpes)

Recherche

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Pour étude de systèmes informatiques sur minis et micros dans le domaine médical (réduction de cahier des charges, choix de fournisseurs suivi de la réalisation).

INGÉNIEUR D'APPLICATION

■ préférence avec une première expérience, connaissance DF57 et/ou MIN 6 souhaitée.

Adresser lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions sous réf. 5624 à PIERRE LICHOU S.A., 12, rue du Président Carnot - 69002 LYON - qui transmettra.

Le département informatique du C.A.R.E.L. équipé d'un Norsk-Data 100 et de 29 terminaux recherche

UN RESPONSABLE DE FORMATION

Il aura pour missions :

— d'organiser les investissements et l'entretien matériel des cours avec le matériel informatique permanent les enseignants.

Les candidats, âgés d'au moins 30 ans, devront avoir un niveau de formation supérieure (Doctorat 3^e cycle, diplôme d'ingénieur ou à défaut expérience professionnelle et pédagogique significative), le sens de l'organisation, de la gestion et de l'animation pédagogique d'une équipe.

La rémunération sera celle prévue pour les contractuels CHRS catégorie A. Faire parvenir la candidature en envoyant un CV à Monsieur le Directeur du C.A.R.E.L., 17205 KUTVIM Chaux, Tél. : (46) 05.51.08.

ENTREPRISE PHARMACEUTIQUE

pour son service Développement produits grand public (AMM)

PHARMACIEN/NE débutant(e)

MISSIONS : formulation, mise en place des pharmacopées, coordination galénique/production, dossiers AMM.

Anglais indispensable/pas de diplôme

Poste à pourvoir en province

Ville universitaire proche PARIS.

Envoyer CV, photo (recommandée) et prétentions sous réf. 22329 sur enveloppe à

JEAN RENZIEN Publicité

14, rue de l'Archevêché PARIS, qui transmettra.

Réponse sous 15 jours.

GROUPE DOUX

Premier exportateur européen de volailles avec 2000 personnes, 6 usines, 2 milliards de C.F. réalisés à 97 % à l'export, le groupe DOUX constitue le potentiel européen le plus important de la filière avicole. Son activité couvre la production de poulets, la fabrication d'aliments pour le bétail, l'abattage et le conditionnement de volailles, le transport maritime. Nous recherchons actuellement un

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS PUBLIQUES

Rattaché au président, ce cadre sera chargé des actions de toute nature visant à favoriser une meilleure information entre le groupe DOUX et les différents publics avec lesquels il est en contact. Cette mission concerne aussi bien les publics extérieurs au groupe (E.A.S., Leaders Economiques, Organismes Publics, Presses, etc.) que le personnel y travaillant. Agé de 30 ans environ, disposant d'une formation supérieure et d'une première expérience professionnelle acquise si possible dans l'industrie, ce responsable de la communication devra conjuguer sens du dialogue, art de la persuasion et goût des réalités professionnelles. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable.

Envoyer C.V. + lettre + photo à l'adresse suivante : DOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

SHRM

Holding de Sociétés de Restauration, de collectivités, d'Ingénierie Hôtelière, de Commerce Alimentaire et de Services recherche

UN AUDITEUR INTERNE

Agé de 32 ans environ, titulaire du DECS complet + un certificat supérieur.

Quelques années d'expérience dans un cabinet d'audit ou à un poste équivalent. Pratique courante de l'anglais indispensable pour des missions en pays anglophones.

Cette fonction implique des déplacements fréquents de l'ordre de 40 % du temps.

Poste basé à MARSEILLE.

Merci d'adresser un dossier complet de candidature à / réf. C 90 à S.H.R.M., M. Personnel 113, rue de l'Evêché 13002 MARSEILLE.

MMS

MATRA MICRO SYSTEMES comme la structure Matra dans le monde des micro-informatiques.

Nous recherchons un chef de service

gestion de production

Responsable des fonctions approvisionnement, planification et ordonnancement, gestion des stocks. Ce poste s'adresse à un expérimenté il fort sens de l'organisation et de la gestion d'équipe. La formation par une formation à la gestion et possédant une expérience de quelques années en milieu industriel.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à : M. le Directeur du Personnel de MMS, 1, Fg. Voltaire, Wintzenheim 68000 Colmar.

CENTRE DE RECHERCHE APPLIQUEE ET DE DEVELOPPEMENT EN MICROELECTRONIQUE SILICIUM

Région RHÔNE-ALPES recherche

chef de laboratoire

d'études et

de développement

Le candidat devra avoir une position de premier plan dans le domaine de la microélectronique et justifier d'une expérience de développement avancé. Il montrera par ses grandes qualités d'organisation et de gestion.

Adresser C.V., photo et prét. sous réf. 84826 à

CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra

75040 PARIS Cédex 01, qui transmettra.

INGÉNIEUR ORGANISATEUR

25 ans min. Formation ingénieur ou autodidacte avec cinq ans d'expérience.

Pour études fonctionnelles et formation personnelle.

1^{er} exp. Inform. souhaitée.

150.000 +

Envoyer C.V. + photo à l'adresse suivante :

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à l'adresse suivante :

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

BOUX SA, Siège Social, 88 88, BP 22, 29150 CHATEAULIN.

GROUPE SYSECA

Sub de services et conseils en informatique (700 personnes), partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Recherche pour son service de

LALE

INFORMATICIEN

FORMATION : BACCALAURÉAT, BREVET, D.I.P. SUP de CO ou équivalent.

Qualifications : étude de projets, nombreux contacts avec clients de haut niveau.

Salaire intéressant.

Préférence sera donnée à candidats ayant bonne connaissance du milieu de l'informatique et des affaires de la région de Nord.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2.046 au service du Personnel 318 Bureau de la Colline, 92113 Saint-Cloud Cedex.

GRENOBLE LABORATOIRE D'ELECTRONIQUE

recherche

ingénieur physico-chimiste

(E.C.P. - ENSPCI - INSA)

Expérience indispensable en technologie de la microélectronique et des couches minces (2 à 3 ans minimum).

Expérience souhaitée de l'encadrement d'un atelier pilote de développement de composants électroniques.

Cet ingénieur sera chargé de diriger la ligne pilote de développement des écrans plats à cristaux liquides.

Adresser CV, photo et prét. sous réf. 84832 à CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cédex 01, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

PERKIN-ELMER

Compagnie Multinationale Américaine, leader mondial en INSTRUMENTATION, TECHNOLOGIE de l'ELECTRONIQUE, Société en pleine expansion, recherche pour sa Division

INSPECTEURS DE MAINTENANCE

niveau DUT/BTS électronique

Ils seront responsables de l'installation et du service après-vente du matériel MICRALIGN et OMNI-ETCH. Ils auront une expérience professionnelle de 2 à 3 ans minimum dans le domaine de l'électronique. Ils doivent posséder une expérience de la mécanique de précision et de l'optique ou des techniques du vide. Les candidats auront à se déplacer en France et parfois en Europe. La connaissance de l'anglais (parlé et écrit) sera indispensable. Ils seront basés à Lyon ou à Paris. La formation sur les équipements PERKIN-ELMER sera assurée lors d'un stage de 10 mois aux USA et en Hollande. Veuillez adresser votre C.V. en anglais ou téléphoner de toute urgence à notre Agence Lyonnaise à l'attention de V. GENTY - PERKIN-ELMER SA France - Semiconductor Equipment Group 191 C. avenue Saint-Exupéry - 69500 BRON Tél. (16) 7 801.29.35

Attachés commerciaux expérimentés pour son réseau d'agences



BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS

Attachés en équipe au siège d'une succursale parisienne, ils sont chargés de prospecter activement une clientèle de particuliers. Ils devront impérativement justifier d'une première expérience en agence dans la vente de produits bancaires. La mission normale est la vente de produits bancaires à terme sur un plan de Directeur d'Agence ou de Chef d'Equipe Commerciale. Merci d'adresser C.V., photo et lettre manuscrite, prétentions et rémunération souhaitée à la Direction des Relations Bancaires et du Personnel 113, rue de l'Evêché - 75002 PARIS, sous référence 84821

Ingénieurs : devenez banquiers à la BTP

La Banque du Bâtiment et des Travaux Publics recherche deux Ingénieurs pour prendre après une courte formation une direction d'Agence : - l'une en région parisienne (Réf. 3482) - l'autre en Province (Réf. 3483)

Vous avez entre 25 et 30 ans, un diplôme d'ingénieur (Ponts, E.T.P., A.M.,...) complété par une formation à la gestion économique financière (I.A.E., Ecoles de Commerce, Maîtrise de Gestion).

Après une première expérience en entreprise BTP ou industrielle, soit sur le terrain (chantiers...) soit dans une direction financière, vous voulez prouver que vous êtes capable de diriger et développer une unité autonome.

Pourquoi pas une agence régionale de notre Etablissement, spécialisée dans le financement des entreprises et les placements d'organismes et de particuliers du B.T.P.

Vous aimez : - promouvoir personnellement la banque auprès des entreprises clientes et à conclure des opérations ; - la Profession B.T.P., des autres banques et des Pouvoirs Publics de la région ; - chercher des financements et les accorder dans le cadre d'une délégation.

Merci d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite et photo, en précisant la référence du poste choisi, votre rémunération actuelle, et vos prétentions à 1509 Paroissiales 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS.

• animer une petite équipe
• rendre compte de l'application de la politique du siège à vos résultats, dans le cadre d'un contrôle budgétaire.

Si vous correspondez exactement au profil demandé, si vous êtes décidé à payer votre personnel pour acquérir une expérience nouvelle et valorisante, et si vous envisagez une mobilité géographique ultérieure accompagnant un développement de carrière,

Nous vous offrons :
• un niveau de rémunération motivant assorti d'une position cadre (Classe VI bancaire)
• un degré d'autonomie et de confiance favorisant votre épanouissement
• des perspectives de développement de carrière dans un établissement où dynamisme, compétence pluridisciplinaire, imagination et innovation sont la règle.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Responsable des ventes micros

250.000 F

Du micro-processeur aux micro-ordinateurs - Créé en 1981, ce groupe français a fondé sa réputation sur la distribution de composants électroniques et de systèmes micro-informatiques répétés et la qualité du service rendu à la clientèle. Aujourd'hui, c'est un leader sur le marché et il reste en développant encore son activité systèmes. Il recherche un responsable des ventes micros, l'autorité du directeur des ventes de la division produits informatiques, il prendra en charge le niveau du terrain et sur toute la France le développement d'une gamme comprenant des micros 8 et 16 bits, particulièrement performants : Altos, Sanyo et General Electric. Animant une équipe d'ingénieurs commerciaux soutenus par des ingénieurs d'application, il s'occupera du marché de l'informatique de gestion. Ce poste est basé à Paris, il s'adresse à un excellent commercial ayant acquis une expérience réussie dans la vente de petits systèmes de produits périphériques. S'il n'a aucune pratique de la vente, il devra faire valoir de hautes qualités d'animateur. La rémunération annuelle globale proposée pourra atteindre 250.000 francs. Il s'y ajoutera une voiture de fonction. Ecrire à J. J. NEUILLY en précisant la référence.

PA

3, rue des Champs - 92000 NEUILLY - Tél. 747.11.84

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

BDA
DE BOIS, DIETHELE ET ASSOCIES

Nous recrutons un nombre de 350 personnes. Nous représentons TOUCHE ROSS INTERNATIONAL l'un des huit grands de l'Audit du Conseil dans le monde (plus de 22.000 personnes dans 100 bureaux dans 40 pays).

Nous recherchons pour faire face à notre expansion, pour PARIS des

AUDITEURS CONFIRMES

diplômés des Ecoles : HEC, ESSEC, ESCP ou ESC ou équivalent, possédant 1 à 3 ans d'expérience d'audit externe ou interne.

Nous offrons :

- Une formation à nos méthodes de travail,
- Une expérience professionnelle au contact de grandes moyennes entreprises industrielles, commerciales, financières,
- Des possibilités diversifiées d'évolution de carrière (spécialisation : informatique, techniques bancaires, consolidation, fiscalité, formation à l'étranger...)
- Une intégration au sein d'équipes dynamiques,
- La possibilité d'un important salaire français associé à une structure internationale.

Nous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV et photo en vue d'un entretien sur votre PLAN de CARRIERE à :

B.D.A. Direction du Personnel
185, avenue de la République de Gaulle
92201 NEUILLY SUR SEINE Cédex.

EUROSOFT-SYSTEMES
renforce ses équipes et recherche

INGENIEURS INFORMATIQUES

De formation grande école ou universitaire (Bac + 5). Ils participeront à des projets dans les domaines :
• logiciels et réseaux,
• génie logiciel,
• télécommunications,
• informatique industrielle, temps réel,
• maintenance de systèmes de gestion.

Expérience appréciée : PDP, VAX, MINI 6, SOLARIS, MITRA, PC et 16 BITS.

Grands systèmes IBM et SULL

Vos candidatures seront étudiées par Marie-France BUIFFEUROSOFT - Service Recrutement - 38, Bd Henri Sellier 92150 SURESNES

Jeune Organisateur Financier

160.000 F. +

Vous renforcerez l'équipe de notre équipe Finances. Vous améliorerez l'organisation des comptes, de nos systèmes informatiques et des procédures.

Vous participerez à la mise au point de nos systèmes informatiques et implémenterez les logiciels de comptabilité, de reporting, d'analyse prévisionnelle... Dans ces missions, vous serez l'interlocuteur privilégié de la Direction Financière auprès du service informatique.

Votre profil : une formation grande école de commerce, un DECS, une expérience de 2 à 3 ans en finance, une personnalité rigoureuse et ouverte. Une pratique de l'anglais est très bonne car l'environnement est international.

Votre expérience vous permettra d'accéder rapidement à des responsabilités plus importantes au sein du groupe.

Qui sommes nous ? une entreprise de distribution de produits grand public, filiale d'un grand groupe américain. Lieu de travail : PARIS 15

Vous obtenez : un contexte professionnel propice à votre carrière rapide, un environnement jeune, formateur.

Adressez vos candidatures à PUBLIALE GR - 27 Fg Montmartre - Paris en précisant sur l'enveloppe la référence n° 738.

IBM France explique sa campagne de recrutement

Notre Campagne de Recrutement

Elle s'inscrit dans la logique du développement d'une entreprise qui depuis 1914 a grandi sans aucune fusion ou absorption d'autres sociétés. En 1982, nous étions créateurs d'emplois, puis nous sommes devenus des employeurs, puis nous sommes devenus des employeurs de l'Etat.

Sans contrainte de l'ordre en 1983, nous avons poursuivi une importante campagne de recrutement. Pourquoi ? Parce que nous voulons nous doter des moyens humains nécessaires à la poursuite d'une politique continue d'innovation. L'élargissement de la gamme de nos matériels et la diversification de notre clientèle nous amènent à rechercher des méthodes commerciales nouvelles.

Par exemple nous avons en 1983, lancé des ordinateurs de moyenne puissance : l'IBM 4381 et l'IBM 4381. L'IBM 4381 est un ordinateur révolutionnaire qui intègre l'informatique, télématique et bureautique.

Enfin, il nous faut assurer le remplacement de nos collaborateurs qui ont atteint l'âge de quitter la vie active. En 1982, nous avons réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 22 milliards de francs, en progression de 20 % sur l'année précédente.

Nos collaborateurs sentent bien chez eux.

En 1982, nous avons un effectif d'environ 21.000 personnes, nous n'avons enregistré que 195 démissions, soit moins de 1 % du total.

Notre Politique de Recrutement, notamment dans le domaine commercial.

Nous recherchons des jeunes, diplômés d'écoles d'ingénieurs et de Commer-

ces, des titulaires d'une maîtrise scientifique ou de gestion, débutants ou ayant 2 à 3 ans d'expérience professionnelle. Nous leur demandons de bonnes connaissances de l'anglais. Ils doivent accepter le principe de la mobilité géographique, car nos postes sont à pourvoir à Paris et en province.

Nous suivons essentiellement une politique de promotion interne. Nous n'embauchons pas pour satisfaire des besoins à court terme, mais pour répondre aux besoins à moyen et long terme de l'Economie Française.

Les postes à pourvoir.

Notre campagne porte principalement sur les Ingénieurs Commerciaux et Ingénieurs Techniques Commerciaux. Nous sommes exigeants pour tout ce qui est un profil type de candidat. C'est la diversité des formations, diplômes et personnalités qui nous apporte la richesse et l'efficacité de nos équipes. Nous faisons en effet appel à plus de 100 écoles et universités.

Peut-on faire carrière chez IBM ?

Absolument. IBM est une entreprise où il est possible d'exercer différents métiers, dans le cadre d'une carrière. La possibilité d'accéder à des responsabilités de haut niveau demeure. Il n'y a pas de "parachutage" : les dirigeants actuels sont d'anciens ingénieurs.

Comment s'exerce notre choix final.

Notre premier critère porte sur une formation supérieure, sanctionnée par un diplôme de niveau Bac + 4 ; puis nous sommes très attentifs d'une part à l'aptitude à l'informatique, d'autre part à la capacité d'établir des contacts commerciaux.

Les candidats sont reçus pour des examens d'aptitude et une séquence d'entretiens. Aujourd'hui, notre outil principal de recrutement, c'est l'entretien. Les candidats retenus à l'étude rencontrent ensuite leur futur patron, Directeur d'agence ou de région, qui approuve leur candidature.

Nous apprécions à la fois les connaissances qui résultent de la formation, et les qualités humaines.

Le marché de l'informatique atteint un tournant où la vente des solutions importe autant que celle des caractéristiques techniques des matériels.

Cette évolution, nous la constatons chaque jour. C'est pourquoi nous avons besoin de femmes et d'hommes ambitieux, motivés par la vente, capables de faire preuve d'imagination dans la recherche de nouveaux clients comme dans la préparation d'un projet informatique.

Où les jeunes diplômés peuvent-ils adresser leur candidature ?

A notre Département Recrutement-Orientations-Consults, 2 rue de Marignan 75001 Paris, ou mentionnant la référence : IBM-20/12. Elle sera traitée par la plus grande discrétion.

IBM

le bon départ

CREDIT CHIMIQUE

BANQUE NATIONALE

NOUS BATISSONS NOTRE SYSTEME D'INFORMATION DES ANNEES 85-90

qui intègrera : • des ordinateurs de grande puissance (IBM 308 X sous OS/MVS, IMS/DB, TSP/SPF...), • des mini-ordinateurs, • des micros, • le traitement de texte ; • l'appel à des techniques évoluées (réseau local, télétransmission et bases de données...)

Afin de compléter nos équipes nous recrutons :

CHEFS DE PROJETS

INGENIEURS CHEFS DE PROJETS ou UNIVERSITAIRES de haut niveau, ils possèdent 3 à 5 ans d'expérience dans une fonction similaire. Ils ont une maîtrise des capacités opérationnelles et des connaissances nécessaires à la conduite de projets depuis la conception fonctionnelle, en liaison étroite avec l'utilisateur, jusqu'à la mise en place.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

DUT ou formation équivalente, justifiant d'une expérience de 2 ans minimum, ils maîtrisent le COBOL et un système d'exploitation. Sous la conduite de Responsables de Projets, ils réalisent des applications sur les différents composants de notre système informatique en s'aidant de logiciels techniques évolués (dictionnaires de données, générateurs...).

• Des connaissances BANCAIRES seraient un atout supplémentaire. • Lieu de travail Paris 8^e.

Adresser votre candidature et CV, sous réf. 195-M à Marnégies, 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, ou par télécopie.

Importante Usine Métallurgique (80 km Nord Ouest Paris) recherche

LE CHEF DE SON SERVICE INFORMATIQUE

Pour assurer le passage de matériels système 3 à IBM 4381.

Vous pouvez être celui là si vous possédez :

- DUT Informatique

- 3 ans d'expérience informatique dans milieu industriel.

Connaissances CICS / DOS.

Adressez votre candidature avec C.V., photo, prêt, numéro de téléphone sous réf. 195-M à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui trans.

Porte de Saint-Cloud

pour la DIVISION ELECTRONIQUE

TECHNICIENS SUPERIEURS ELECTRONICIENS

(Référence 22096 A)

Formation DUT BTS - 2 à 6 ans expérience.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

(Référence 22096 B)

2 à 5 ans expérience.

Ces postes sont à pourvoir dans le cadre :

1) d'étude de processeurs numériques spécialisés.

2) de l'intégration de ces processeurs.

Ils nécessitent une expérience en conception à des circuits technologiques TTL - S, FAST et mise en oeuvre de VLSI.

Adressez CV et prétentions sous référence correspondante à JEAN REGNIER Publicité

39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

MANI

J.R.P.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

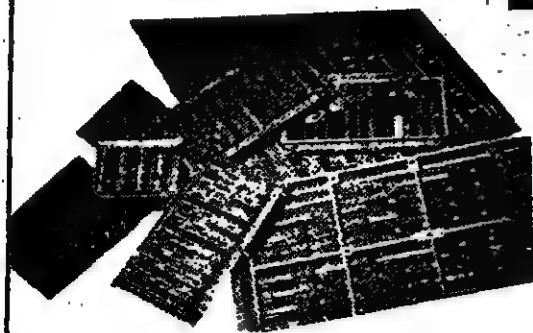
OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
REGION PARISIENNE RECHERCHE

INGENIEUR LOGICIEN

de haut niveau



10 ans d'expérience en architecture d'unité centrale. Connaissances en langages de haut niveau appréciables (ADA, ...).

Adresser lettre, C.V., prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 2766/LM à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

Société française, leader européen
du marché
DES ENCRE D'IMPRIMERIE

Nous exerçons notre activité à travers 14 centres de profit (Europe et Amérique Latine) une organisation centrale (Région Parisienne). Nous recherchons un

jeune ingénieur

GRANDE ÉCOLE (CENTRALE, MINES...) + MBA
ayant quelques années d'expérience

Adjoint au directeur Marketing et Développement Groupe, il sera responsable du choix et de la réalisation des objectifs de développement commerciaux et techniques du groupe, en particulier pour le marché de l'emballage.

La fonction internationale de la fonction requiert la connaissance courante de l'anglais et si possible de l'allemand, ainsi qu'une grande mobilité.

Cette fonction vivante et variée est une excellente base pour une évolution de carrière intéressante dans le Groupe, en France ou à l'étranger.

La lettre manuscrite de candidature et le C.V. avec photo doivent être adressés à :
Secrétariat Général LORILLEUX LEFRANC INTERNATIONAL - 3, rue Collange
92304 LEVALLOIS PERRET CEDEX



Commerciaux en Informatique donnez un plus à votre carrière

Une formation supérieure et une expérience réussie dans la vente d'équipements informatiques vous permettent de prétendre maintenant, à une évolution déterminante.

Nous vous proposons de devenir de véritables managers à qui nous confierons la direction d'un marché spécifique (Gestion, Scientifique, Education, Services Publics, CFAO).

Vous définirez les stratégies marketing pour la réussite du développement sur ces marchés et vous serez mis en place opérationnelle de ces stratégies. Vous serez responsable du suivi en collaboration avec la force de vente.

Capacité de négociation et goût pour le management seront la clé de votre réussite. Anglais indispensable.

Remerciez d'adresser votre candidature sous Réf. M. 77 à Nicolas Gros, Ressources Humaines, Digital Equipment France, 2, rue Gaston Crémieux, B.P. 136, Evry Cedex - Tél. : 077.82.92.

digital
N° 1 de l'informatique interactive

Notre force de vente a de l'avenir... rejoignez-la !

Peri-informatique

Nous sommes la filiale d'un important groupe français et employons aujourd'hui près de 100 personnes, spécialistes dans la distribution de matériel électronique.

Notre croissance de plus de 10% par an nous conduit à renforcer la force de vente et notre service PERI-INFORMATIQUE en recrutant 2 ingénieurs commerciaux.

Vente terminaux et disques

De formation grande école ou équivalente, vous possédez 2 à 3 ans d'expérience dans la vente, il est possible, de matériel péri-informatique. De plus, vous maîtrisez le langage des OEM et intégrateurs.

Nous vous confierons la commercialisation de terminaux et disques.

Vente périphériques compatibles

De formation supérieure, vous possédez une bonne expérience commerciale et connaissez, si possible, le matériel DEC. Nous vous confierons la vente de périphériques compatibles : disques, bandes magnétiques, imprimantes, cartes mémoires et cartes interfaces.

Cependant, une formation commerciale pourra être assurée aux candidats de valeur possédant un solide bagage technique et désireux d'aborder la fonction commerciale.

Pour ces deux postes ouverts à des femmes comme à des hommes, des déplacements sont le pré-requis sur toute la France. Vous souhaitez entrer dans une société performante et intégrer une force de vente à l'avenir prometteuse... adressez votre candidature sous référence VTD à GÉNÉRIUM - S.P. 88 - 91943 ULIS.



THOMSON-TITN

recherche pour son département temps réel

INGENIEURS LOGICIELS CONFIRMES

- Réf. T1 = 5 ans exp., solides compétences « système » mini-calculateur pour projet de conduite de processus industriels.
- Réf. T2 = 2-3 ans exp., bonne pratique du LTR et assembleur, compétences multi 8 appréciables, pour une application temps réel.
- Réf. T3 = 3-5 ans exp., en partie acquise en traitement numérique de l'image et applications graphiques, pour un projet relatif à la composition d'images.
- Réf. T4 = Informaticien très expérimenté dont le « métier » lui a permis de s'intéresser tout particulièrement aux problèmes de maintenabilité et portabilité du logiciel - méthodique, organisé, capable de former une petite équipe pour le suivi d'un grand projet.

INGENIEURS 1^{ère} EXPERIENCE OU DEBUTANTS

- Réf. T5 = spécialisation informatique grande école ou DEA-DESS justifiant d'une bonne maîtrise du Pascal, connaissance CP / M appréciée.
- Réf. T6 = formation électronique grande école, motivé par le domaine graphique.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS (RAC. T7)

recherche pour son département temps réel

Prérez d'adresser lettre, C.V., photo, prétentions à Ariane CHARTIER en précisant la référence choisie - THOMSON-TITN - Zone Industrielle de La Vigne aux Loups - rue Denis Papin - 91380 CHILLY MAZARIN



SOCIÉTÉ MULTINATIONALE FABRICANT DE PEINTURES

recherche

UN RESPONSABLE DES VENTES

- Pour développer ses ventes en France de produits hautement techniques, réputés et utilisés couramment dans d'autres pays, destinés aux marchés des pièces automobiles et des radiateurs de chauffage.
- Il identifiera les clients potentiels et coordonnera les ventes.
- Intégré dans une équipe européenne, il devra maîtriser la langue anglaise.
- La connaissance des industries de pièces automobiles et/ou des radiateurs est essentielle.
- Un haut niveau de motivation personnel sera requis.
- La rémunération sera en rapport avec l'expérience acquise.

Adresser votre candidature sous référence 935 à JEU, 27, rue de Rome, 75008 PARIS qui transmettra.

Société de produits de grande consommation, leader dans son domaine, recrute pour ses laboratoires de recherche :

UN INGÉNIEUR DOCUMENTALISTE BREVETS

Le (la) candidat (e) aura une formation d'ingénieur chimiste et de bonnes connaissances des bases de données informatiques.

De plus, il (elle) maîtrisera la langue allemande. Son travail consistera à suivre les brevets et à exploiter les bases documentaires.

Envoyer C.V. + photo à C.G.P. (réf. V 24) 14, rue Jean-Monnet, 75008 PARIS qui transmettra.

Société d'Expertise Comptable Surveillance - Taxes Conseil Gestion PME/PMI

recherche

Expert Comptable ou Mémorialiste

Le poste conviendrait à jeune futur diplômé cherchant prise de responsabilité et désireux s'impliquer dans société pour secondar Directeur Général. Rémunération souhaitée.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous référence 6387 à Mr Jeaupetit S.P. 341-08 75345 Paris Cedex 08

multiconsult

RECRUTEMENT



Société de Négociation de Produits Chimiques
Filiale d'un Groupe Américain
recherche pour son Siège social à Neuilly

ACCOUNTING MANAGER

Le (la) candidat (e) retenu (e) dépendra directement du Directeur de la Société.

Il disposera d'une formation IUT Gestion (spécialisation comptable), BTS comptable ou DECS, et d'une expérience opérationnelle minimum de 3/4 ans lui permettant de prendre en charge l'assistance de 3 personnes, les opérations comptables et comptables, France et étranger, traitées support informatique, et la préparation des budgets.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

La réussite de la fonction requiert une personnalité dynamique, capable d'autonomie dans son travail et apte à résoudre elle-même les problèmes quotidiens de gestion.

Envoyer manuscrite + CV, détaillé + photo sous réf. 3121 à Frédéric Chemarin
MULTICONSULT RECRUTEMENT
83, avenue Marceau - 75116 PARIS

FLONIC

Industrielle du Groupe SCHLUMBERGER spécialisée dans le comptage et la régulation fluides et les transferts électroniques de fonds (3000 personnes, 14 établissements) recherche

2 Contrôleurs de gestion

HEC, ESSEC, Sup de Co et/ou DECS, débutant et première expérience.

- Vous avez au moins 30 ans, une expérience milieu industriel ou en cabinet d'audit, et vous pouvez prendre en charge immédiatement la responsabilité du contrôle de gestion de notre filiale d'AUBERVILLIERS.

- Vous êtes débutant et prêt à vous former au sein de notre direction fonctionnelle à MONTROUGE aux méthodes du Groupe SCHLUMBERGER.

Motivations, mobilité et anglais sont indispensables pour bénéficier des perspectives d'évolution qu'offre un groupe de tout premier plan. Merci d'adresser dossier de candidature et photo à L. de MOLLIER, FLONIC, 12 place des Etats-Unis, BP 422, 92541 Montrouge Cedex.

FLONIC
Schlumberger

Exploitant junior

confirmé

Nous sommes une importante BANQUE PRIVEE en très forte expansion. Pour notre Département Banque, nous recherchons un Exploitant Junior.

Mission : Au sein d'une équipe jeune et dynamique, vous serez particulièrement chargé de contacts commerciaux auprès de grandes entreprises et du développement de notre clientèle. En outre, vous assurerez le suivi et la gestion quotidienne des comptes.

Profil : De formation supérieure Grande Ecole ou Université (Droit, Economie...), vous aurez acquis une expérience similaire réussie de 3 ans minimum.

Votre sens des responsabilités et votre disponibilité intellectuelle vous permettront d'assumer rapidement la fonction d'Exploitant Junior. Si vous désirez donner un coup de pouce à votre carrière bancaire, au sein d'un département tourné vers l'avenir des grandes entreprises, n'hésitez pas à nous contacter.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle en précisant sur l'enveloppe la référence 2770 à

MEDIA BA
3, bd des Italiens - 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

NOTREBANQUEPROPOSE

A DES
exploitants confirmés

(VII - VIII, 35 ans minimum)
de devenir rapidement

DIRECTEUR DE SUCCURSALE

PARIS - PROVINCE

Nous sommes largement implantés en France et développons nos ouvertures à l'étranger. Nous souhaitons rencontrer des candidats désireux de valoriser leur savoir-faire dans une structure dynamique en pleine expansion.

Grâce à notre développement commercial actuel aux parts de marché qu'ils devront conquérir, ils pourront se voir proposer des responsabilités de haut niveau et de belles perspectives de carrière.

Notre consultant, Monsieur DANNENBERGER, vous garantit le succès lors de la première sélection. Contactez-le 135, avenue de Wagram 75017 Paris - Téléphone 755.81.24

WANG

TOUTE L'INFORMATION AU SERVICE DU BUREAU
En France un chiffre d'affaires de 250 Millions de F. - 350 personnes - plus de 2000 systèmes installés - et des ventes en progression constante (60% d'augmentation cette année).
Le développement de notre Département Commercial nous amène à créer le poste d'

ADMINISTRATEUR DE CONTRATS

auquel sera confiée la gestion DES CONTRATS DE VENTE et notamment :
■ Assistance des Ingénieurs Commerciaux et Directeurs d'Agence dans l'élaboration de certaines clauses particulières de contrats de vente.
■ Liaison entre les différents services concernés pour tous problèmes liés au statut et à l'exécution d'une commande.
■ Centralisation des données et des informations de gestion.

Le poste nécessite un goût pour l'organisation, la gestion et la négociation et conviendrait à un candidat de formation type IUT de gestion avec une expérience de 3 à 5 ans ou un poste équivalent.

Lieu de travail : BAGNOLET.

Nous vous remercions d'envoyer votre C.V. à Monsieur RICHARD DUBOIS, Directeur du Personnel
WANG FRANCE S.A. - 15, rue de la Gare - 93174 BAGNOLET CEDEX

spécialiste
international
des matériels
de régulation et d'instrumentation industriels.

FISHER

CONDUITE ET CONTROLE DE PROCESSUS :

**Participez
au succès des
systèmes Provox.**

**Ingénieurs
technico-commercial**

Pour faire face à l'expansion de nos équipements Provox, nous proposons plusieurs postes d'INGÉNIEURS TECHICO-COMMERCIAUX basés à notre agence commerciale d'Asnières.

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur en électronique, en contrôle de régulation et automatismes ou encore en génie chimique ou électrique, ou bien vous avez une expérience de deux ans dans la commercialisation de systèmes et matériels de régulation et d'automatisme qui complèterait valablement votre BTS.

Nous vous offrons, après familiarisation avec nos matériels (stage usine et terrain), la responsabilité de mener à bien, en toute autonomie, des actions commerciales auprès d'industries variées ou de sociétés d'ingénierie en région parisienne. Il s'agit d'intervenir depuis la prospection en passant par la proposition et la négociation, puis la conclusion et enfin le suivi avec, d'une part, les unités de fabrication et d'autre part, l'équipe de démarrage et d'après-vente.

L'anglais est indispensable.

Rémunération compétitive, frais réels, voiture fournie, avantages sociaux.

Pour ces postes, FISHER offre des opportunités d'évolution et de carrière à la mesure de votre potentiel, de vos ambitions mais aussi de votre mobilité.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV, sous réf. M. 1, à FISHER CONTROLS S.A., Département du personnel, 12 rue Henri Bergson 93600 Asnières. Discretion et réponse assurées.



Concevoir la promotion de nos solutions informatiques

- VOUS avez l'expérience de la conception et de la réalisation de documentations commerciales.
- Vous voulez vous orienter vers des activités de commercialisation et de promotion.
- Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et maîtrisez l'informatique.

NOUS sommes une Société de Services en informatique, membre d'un groupe international solide, nous progressons rapidement dans un marché dynamique : l'informatique des utilisateurs. Nous vous proposons de rejoindre notre Service Marketing et Promotion.

Adressez vos C.V., photo, et rémunération souhaitée à J.Y. CUNY - CEGI-TYMSHARE - 106, Bureaux de la Colline 92213 SAINT-CLOUD (Tél. 602.70.12).

INGÉNIEURS COMMERCIAUX 240 000 F.

Vendre le 1er Logiciel-Liberté

La 4ème génération était déjà une évolution dans le monde des logiciels. Mais cette fois FOCUS sème un véritable révolucion en lançant les premiers logiciels de ventes. FOCUS c'est l'indépendance pour les informaticiens, et l'autonomie pour les autres.

Nous sommes le parrain de FOCUS en FRANCE et nous l'avons déjà fait adopter par de grandes entreprises.

Cependant tous ne le connaissent pas encore... Nous attendons beaucoup de votre expérience commerciale chez un constructeur ou dans une SSCI et de votre connaissance de l'environnement IBM pour répandre la bonne nouvelle : FOCUS EXISTE, ACCESTEZ-LE, IL VOUS VA SUR MESURE.

Adressez vite une lettre manuscrite + CV + photo et prétentions à Madame MARTIN, PROGLOG - 4, Oscar Roty 75015 PARIS Téléphone 664.82.33.



société internationale de services secteur pétrolier

recherche pour le développement de systèmes de mesures et de contrôle dans le domaine pétrolier,

Electroniciciens expérimentés

(2 à 5 ans minimum dans les systèmes digitaux et à microprocesseur)

2 ingénieurs de développement (réf. a)

Universitaires, ingénieurs AM ou équivalent.

Chargés de la conception, réalisation de différents projets. Déplacements de courte durée à prévoir à l'étranger. Anglais indispensable.

5 techniciens responsables d'opérations (réf. b)

B.T.S. ou D.U.T.

Responsables de la maintenance d'équipements électroniques et opérations sur chantier. Postes à pourvoir à l'étranger. Anglais indispensable.

techniciens de maintenance (réf. c)

B.T.S. ou D.U.T.

Chargés de la maintenance d'équipements électroniques. Postes basés en BARTHELEMY nord de Paris.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous n° 7288
LE MONDE Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Chef de produit senior, un marketing offensif.

Plantons le décor. Le champ d'activité est attrayant : des produits destinés au grand public, situés dans l'univers plein-air et loisirs. Taille de l'entreprise, optimale : 1 300 personnes, 500 millions de F. de CA. Sa rentabilité est élevée et son rayonnement international : 40 % du chiffre réalisé à l'export. En France, la commercialisation se fait à travers un réseau de grossistes qui vendent à la grande distribution (75 % du CA) et aux détaillants.

A côté des produits best-sellers de la société, une ligne jeune en phase de développement. En 3 ans, elle a conquis 30 % de part de marché en France et commence à décoller à l'export. Un candidat prometteur, que nous recherchons, doit être un(e) professionnel(le) du talent, HEC, ESSEC... ayant acquis son métier pendant 3 à 5 ans dans une entreprise pratiquant un marketing avancé. Créatif, concret, entreprenant, il est intéressé à mettre en œuvre une stratégie de conquête en étroite relation avec la force de vente.

Nous vous demandons aux consultants du cabinet SIRCA de nous assister dans cette recherche. Ils travailleront confidentiellement le dimanche que vous leur adresserez sous réf. 098 531M. Merci de joindre CV, photo et de préciser votre rémunération actuelle. Le poste est situé à Paris et nécessite de courts et fréquents déplacements en province et à l'étranger.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTec



JEUNE CADRE COMPTABLE ... le bon calcul

Muni de votre DECS, vous avez depuis deux ans travaillé dans un service financier, une entreprise américaine. Bien sûr, vous maîtrisez la comptabilité anglo-saxonne, le reporting... et vous êtes familiarisé avec l'outil informatique. Vous êtes donc déjà un professionnel.

Nous vous offrons de poursuivre votre progression en assistant le Contrôleur Financier du Bureau Européen d'Apple.

En plus d'une réussite professionnelle, nous pouvons vous apporter la satisfaction : d'être réellement impliqué dans une mission et de sentir qu'il vous est accordé l'importance que vous méritez d'acquiescer le complément de formation et d'expérience nécessaire à votre évolution.

Nous sommes une société dont l'image est synonyme de réussite : réussite due essentiellement aux valeurs que nous développons : innovation, liberté d'action, développement, esprit d'équipe.

Il rejoindra sera pour nous un choix calculé et raisonnable.

Nous demandons de bien connaître l'Anglais.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à Françoise Bovevic, APPLE COMPUTER INTERNATIONAL, 7, rue de Chortres 92200 NEUILLY

ASSOCIATION DE VOYAGES RECHERCHE

UNE SECRÉTAIRE BILINGUE FRANÇAIS-ALLEMAND

- Préparer un resp. de l'agence des voyages, et des des.
- Préparer des tâches de secr.
- Connaître autres langues souhaitées : ital., esp.

Rémun. à partir de 75.000 F. suivant capacités.

Envoyer C.V. et photo à : C.V. I.R. TECH. INTERNATIONALES, 27, rue de la Rochefoucauld, 75009 Paris.

représentation allies

Constructeur traditionnel bien implanté dans le Languedoc ROUSSILLON spécial. Maisons individuelles offre : EXCLUSIVITE COMMERCIALE délégué sur l'Hérault, forte rémunération, sans risque, pr celui qui sera en mesure de rentabiliser sa propre activité professionnelle. Envoyer C.V., avec prétentions, n° 54.518 à AGENCE HALL 34500 BEZIERS.

La Direction Marketing Groupe recherche

UN RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT DES VENTES AUX MARCHES DE LA DISTRIBUTION

Il dialoguera avec les réseaux de vente et suivra l'application de stratégies commerciales. Il doit avoir une solide connaissance des principaux secteurs de la distribution, une bonne expérience informatique et une pratique des affaires en milieu international.

Lieu de travail : PARIS

Anglais courant.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 470 M à

Véronique Bourlet
Cti Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

La SEP - Division Propulsion Liquides et Espace de VERNON recherche

UN CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

rattaché au Responsable "Traitement de l'Information", il sera chargé du déroulement d'un projet et des choix techniques de développement (projet environ 350.000 lignes COBOL).

Il aura la direction d'une équipe de réalisation composée d'ingénieurs de haut niveau, chargés de l'étude détaillée et dont l'effectif atteindra une douzaine de personnes.

De formation supérieure (si possible ingénieur grande école), il aura au moins 10 ans d'expérience en informatique et aura déjà eu la responsabilité de développer un projet.

Merci de nous faire parvenir votre CV avec photo, salaire actuel et prétentions sous réf. 6000 à SEP, Service du Personnel, B.P. 802, 27207 VERNON.

Conseiller, gérer, promouvoir...

A l'issue de vos études supérieures à orientation gestion (HEC, ESSEC, troisième cycle de gestion), vous avez opté pour une première expérience professionnelle qui vous a ouvert des horizons assez larges. Le conseil, en général, a pu vous tenter. Ou bien, par exemple, la promotion immobilière : comme chargé d'opérations, vous avez dû allier rigueur financière et sens commercial.

Notre organisation professionnelle d'envergure nationale regroupe un millier d'entreprises, confrontées pour beaucoup aux problèmes de l'accès à la propriété. Nous devons leur aider à élaborer leurs stratégies, innover en matière de gestion, transformer leurs structures. Nous nous efforçons de répondre à leur attente, qui est forte dans ce domaine, en leur dispensant les informations nécessaires, en mettant au point outils et méthodes et en intervenant s'ils le souhaitent.

Vous êtes intéressé(e) par cette activité qui marie heureusement action et réflexion, sans exclure la dimension des situations et les préoccupations pédagogiques. Vous n'excluez pas de prendre vous-même un jour des responsabilités opérationnelles. Vous avez donc votre place au sein du département qui, à Paris, à la charge de ces problèmes. Les consultants de SIRCA qui nous aident pour cette recherche vous en diront davantage sur nous. Ecrivez leur sous la référence 103 214M, en leur précisant votre rémunération actuelle. Des déplacements en province de l'ordre du tiers du temps sont à prévoir pour ce poste.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SMF

FILIALE DYNAMIQUE
D'UN GROUPE LEADER DE LA DISTRIBUTION

recherche
DANS LE CADRE DE SON IMPLANTATION A CRETEIL

FUTURS CONTROLEURS DE GESTION

NIVEAU ESC, DECS OU EXPERIENCE CONFIRMÉE

AGE 28 ANS ENVIRON

Dans un premier temps leurs missions seront de :

- Assurer la bonne mise en place de nouveaux systèmes de gestion comptable et financière ;
- Mettre au point des applications informatiques sur des projets à développer en relation avec les opérationnels ;
- Participer à l'animation des équipes en place.

Les rémunérations évolueront selon la capacité d'adaptation et l'efficacité des candidats.

Contactez Alain LIBERT (1) 898-91-49, 87, avenue Foch, 94000 CRETEIL.

ETABLISSEMENT FINANCIER QUARTIER SAINT-LAZARE/VILLIERS

recherche

JEUNE INSPECTEUR DE BANQUES

CLASSE VI ou VII PARLANT COURAMMENT ANGLAIS.

Envoyer c.v. et prétentions sous réf. T 043.627 M
Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.
Discrétion assurée.

THOMSON-TITN

recherche un :

RESPONSABLE DE PROJETS ELECTRONIQUE NUMERIQUE

Ce poste s'adresse à un ingénieur électronicien dont la maturité personnelle et professionnelle (exp. systèmes multiprocesseurs, électronique rapide, acquies de préférence en milieu : constructeurs matériels informatiques, processeurs, automatismes) lui permet de prétendre à une évolution de carrière.

départ, chargé de certains dossiers et études techniques, de la mise au point de spécifications, il sera, peu à peu, amené à assurer le suivi d'une équipe et à prendre des responsabilités au sein du département.

Adresser lettre, C.V., photo, prétentions (sous la réf. LPT) à :

THOMSON-CSF
ARIANE CHARTIER - Z.I. La Vigne aux Loups
rue Denis Papin - 91380 CHILLY MAZARIN

CENTRE DE FORMATION INTER ENTREPRISES GRANDE DISTRIBUTION

recherche

animateurs (trices) vacataires

- Relations sociales et humaines
- Techniques de distribution
- Connaissance des produits
- Gestion d'Entreprise
- Economie
- Informatique

Ecrite sous N° 84610 à CONTEXTE PUBLICITE
- 20, avenue de l'Opéra -
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

PME du Travaux Publics, filiale d'un leader du marché de la signalisation routière, cherche à intégrer dans son équipe

un jeune assistant de gestion

SPECIALISE EN INFORMATIQUE

110.000 F +

Il devra dans un premier temps participer à la mise en place d'une pape, d'une comptabilité analytique et participer au développement en collaboration avec des équipes de Services les nouvelles applications informatiques.

- Première expérience appréciée.
- Très bonnes connaissances comptables nécessaires.

Formation désirée : DUT, BTS ou DECS.
Possibilité d'évolution vers des fonctions administratives.

d'adresser : manuscrite, C.V., photo sous référence 2458/D à : A.M.P.
40, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS (qui transmettra)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

Quartier Champs-Élysées

JURISTE CONFIRMÉ

Bilingue Anglais minimum 35 ans

Expérience des contrats internationaux et des procédures françaises, acquies dans le domaine industriel.

LE CANDIDAT RETENU SERA CHARGÉ :

- du contrôle du contenu juridique :
- des contrats (biens d'équipement, mises clés en main) ;
- des accords de licence ;
- des accords de consortium ;
- de la gestion des contentieux en liaison avec les avocats de la société.

Adresser c.v. et prétentions
s/r 7268 LE MONDE Pub
service annonces classées
5, rue des Italiens - 75009 PARIS.

Banque étrangère PARIS 8^e

SUPERVISEUR COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Responsable de l'élaboration de la politique et des procédures comptables.

D.E.C.S. 2 à 5 ans (secteur (si possible dans la banque).

La connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :
RÉGIE PRESSE sous N° T 043599 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Société (5 000 personnes), spécialisée dans la construction d'unités électronucléaires, recherche

ATTACHÉE DE PRESSE

Diplômée de l'enseignement supérieur, la candidate aura acquis 5 ans d'expérience dans un Service de Presse d'une grande entreprise industrielle.

Dans l'équipe responsable de la communication externe, la candidate sera chargée de préparer les opérations de relations publiques et notamment de contribuer à la rédaction de documents de communication.

L'Anglais est indispensable. Poste basé à LA DÉFENSE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 80589 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

LE CARBONE-LORRAINE

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS A VOCATION INTERNATIONALE

3 usines en France - 21 filiales à l'étranger
Effectif : 4 000 personnes
C.A. 1982 : 1 milliard F.

recherche

INGENIEUR ELECTRICIEN ELECTRONICIEN

de formation GRANDE ECOLE, possédant si possible une première expérience industrielle.

Le poste de départ est situé à GENNEVILLIERS, au Laboratoire des essais électriques où sont étudiés ceux de nos produits destinés aux biens d'équipement ayant des applications électriques et électroniques.

Pour un candidat de valeur, motivé et autonome, des possibilités d'évolution, de carrière à moyen terme existent dans le domaine des relations techniques avec la clientèle, vers des responsabilités de chef de produits ou des responsabilités techniques.

ANGLAIS indispensable - Allemand souhaité.
Réf. 453

JEUNE TECHNICO-COMMERCIAL

DUT ou BTS ELECTRONIQUE possédant déjà une expérience de la vente.

Il secondera le chef de subdivision dans ses VENTES TECHNIQUES, sur le terrain et devra organiser et superviser la « vente casier ».

ANGLAIS indispensable.
Lieu de travail : REGION LYONNAISE ou PARISIENNE.
Réf. 2H

Adresser candidature, en précisant la référence à Société le Carbone-Lorraine - Tour Manhattan cédex 21 - 92096 PARIS LA DEFENSE

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

ingénieurs électroniciens

Grandes Ecoles - Universitaires 3ème cycle

Quelques années d'expérience pour études théoriques et électromagnétisme.

- modélisation
- cibles radars
- antennes micro-ondes.

Très bonnes connaissances en analyse numérique et en programmation.

Réf. SM

ingénieurs grandes écoles

pour animer une équipe responsable de l'étude et du développement des systèmes radars. 5 à 10 ans d'expérience indispensables.

Réf. BZ

Bonnes connaissances de l'anglais. Nationalité française exigée. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre Etat Civil (CV et prétentions) en rappelant la référence du poste choisi, à LCT - BP 40 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.

spécialiste IBM série 43

une mission d'envergure

200.000

Nous sommes le leader dans notre domaine de la publicité audiovisuelle. Nous désirons être autonome dans notre stratégie informatique bien que nous confions notre exploitation à une SSCI affiliée à notre groupe.

Nous recherchons :

UN COORDINATEUR CHEF DE PROJET

pour lui confier l'adaptation et l'élaboration de notre nouveau système.

En tant que maître d'œuvre, il disposera de tous les moyens humains et matériels (IBM 43.41) pour répondre à l'évolution des besoins de nos utilisateurs et sera appelé à créer de nouveaux logiciels dans ce cadre.

Pour cette mission, une formation MIAGE ou équivalente et une expérience de 3 ans minimum de la fonction sur un gros système IBM seront indispensables, ainsi que la connaissance des systèmes DOS VSE CICS et des langages COBOL et ASSEMBLEUR.

L'évolution de nos besoins liée à l'expansion de l'audiovisuel nous conduira à offrir régulièrement à notre spécialiste une formation d'environ un mois par an. Poste basé à Paris.

Adresser C.V. + photo + lettre manuscrite sous réf. 279 M à :

Christine d'AUBIGNY -
VALENS CONSEIL RECRUTEMENT
59, rue de Richelieu 75002 PARIS
qui vous assure de sa totale discrétion.

Responsable d'atelier

Secteur engrais

Notre Groupe, spécialisé dans la chimie minérale, comprend 9 usines en France, qui, décentralisées, bénéficient d'une large autonomie.

Pour l'une d'entre elles, nous recherchons un responsable d'atelier.

Il anime et gère une équipe dans un domaine de production continue ou les facteurs techniques sont prépondérants. De même, il est responsable de la performance économique (coûts...) de l'ensemble qui lui est confié.

Ce poste peut convenir à un jeune ingénieur chimiste possédant une première expérience de production ou de process vécue soit dans l'engineering soit dans la chimie minérale.

Le Groupe peut lui offrir à terme d'intéressantes possibilités d'évolution.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser leur candidature sous référence PO 1295M.

11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTec

12/83

OFFRES D'EMPLOIS

LE CARBONE-LORRAINE
Société par actions simplifiée
Régistree au Tribunal de Commerce de Metz
Capital : 1.000.000 F

**INGENIEUR ELECTRICIEN
ELECTRONICIEN**

Vous êtes plus particulièrement spécialisé(e) en électronique et en photochimie.
Vous maîtrisez l'anglais.
Vous recherchez un poste à responsabilité pour lequel vous serez amené(e) à diriger une équipe de recherche.

Nous vous proposons ce poste pour lequel vos connaissances et votre expérience seront nécessaires.
Nous sommes une importante société française, internationale, leader dans son domaine.

**JEUNE
TECHNICO-COMMERCIAL**
Diplômé en BTS Technico-Commercial
Possédant déjà une expérience de la vente et de la technique.

LCT Laboratoire Central de Télécommunication recherche

ingénieurs électroniciens
Capables d'animer immédiatement une équipe.

ingénieurs grandes écoles
Capables d'animer immédiatement une équipe.

specialiste IBM série 3080
une mission d'entretien

specialiste IBM série 3080
une mission d'entretien

specialiste IBM série 3080
une mission d'entretien

specialiste IBM série 3080
une mission d'entretien

specialiste IBM série 3080
une mission d'entretien

specialiste IBM série 3080
une mission d'entretien

specialiste IBM série 3080
une mission d'entretien

specialiste IBM série 3080
une mission d'entretien

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**• Vous êtes DOCTEUR D'ÉTAT
ou
DOCTEUR-INGÉNIEUR**
en chimie organique.

• Vous vous êtes plus particulièrement spécialisé(e) en chimie de synthèse et en photochimie.
• Vous maîtrisez l'anglais.
• Vous recherchez un poste à responsabilité pour lequel vous serez amené(e) à diriger une équipe de recherche.

Nous vous proposons ce poste pour lequel vos connaissances et votre expérience seront nécessaires.
Nous sommes une importante société française, internationale, leader dans son domaine.

Vous êtes intéressé(e) par cette annonce ?
Aussi, veuillez envoyer sans tarder votre C.V. + une photo à C.G.P. (réf. F12), 14, rue Jean-Mermoz, 75008 PARIS qui transmettra.

**Important organisme parisien
de Services Publics**
3000 personnes

Statisticien

Ce cadre anime un groupe et est chargé de travaux de recherches, analyses, interprétation et extrapolation de données statistiques en liaison avec les données économiques et financières régionales.
Une formation universitaire (statistique, mathématiques, sciences éco.) et une première expérience dans le métier sont souhaitées.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant vos prétentions, sous réf. CK, à notre conseil CPA, 3 rue de Liège 75009 Paris.

CPA
MEMBRE DE L'ANEP

Important organisme public Paris

recherche

FOUR ETUDES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES
ET CONSEIL AUX ENTREPRISES

DEUX JURISTES

D.E.A. ou DOCTORAT
30 ANS ENVIRON

Ayant une solide formation :

- L'un en DROIT PUBLIC et en DROIT ECONOMIQUE (concurrence, distribution, consommation) tourné vers les questions économiques.
- L'autre en DROIT DES AFFAIRES.

CAPABLES D'ANIMER IMMEDIATEMENT UNE EQUIPE.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous n° 279.036 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

A un(e) expert fiscal :

Vous réussirez dans votre métier mais vous êtes désireux de saisir une excellente opportunité d'élargir votre horizon professionnel.
ERNST & WHINNEY l'un des grands cabinets d'audit, de conseil fiscal et de gestion (22 000 personnes et 300 bureaux dans 70 pays) recherche pour compléter son équipe de quinze fiscalistes et faire face à sa forte expansion, un(e) professionnel(le) ayant acquis une expérience de quelques années.
Votre connaissance pratique de l'anglais et votre ouverture d'esprit faciliteront votre réussite au sein d'un groupe solide et prestigieux.

Nous vous remercions d'écrire en précisant la rémunération souhaitée, sous référence 2231 à Jean-Marc TIRARD, ERNST & WHINNEY Fiscalité 150, Bd. Haussmann - 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion.

Ernst & Whinney Fiscalité

COURS PRIVE
Nous sommes plein centre Paris
recherche

**PROFESSEURS
DE COMPTABILITE
ELEMENTAIRE**

Plus de 1000 h.T.T.
Informatique

Excellent pédagogique

Env. C.V. d'urgence à 800 F

12, bd Bonne-Nouvelle
75010 PARIS
qui transmettra.

Imp. 801 Sud de Paris
recherche

**UN INGENIEUR
AUTOMATICIEN**

respons. de la conception et de la réalisation de systèmes automatisés appliqués à la maintenance.

FONCTIONS :

- Suivi de la conception des données d'architecture et de conception à partir des besoins des utilisateurs.

- Définition du fonctionnement et élaboration de l'architecture fonctionnelle.

- Utilisation et mise en œuvre d'automatismes programmables (logique de commande, gestion des flux de données, etc.).

- Respect d'un budget. Contraintes clients.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

SEYAM

42/48, av. du Père Kennedy
91170 VRY-CHATELON.

AGENCE DE PUBLICITE

recherche

DESSINATEUR D'IDEES

3 ans d'expérience

Debutant s'abstenir

Tél. : 329-09-28, p. 2.

ORGANISATION PATRONALE
recherche

**son futur
DELEGUE GENERAL**

Ce poste convient à un homme d'au moins 35 ans, de formation supérieure très au fait des questions sociales, juridiques et fiscales.

Il sera chargé, en liaison avec le Président, d'assurer l'administration de notre Syndicat, d'assurer les contacts avec l'extérieur (C.N.C. - C.N.P.F., organisations Syndicales, etc.) de promouvoir l'image de l'organisation auprès de la presse professionnelle et d'aider certains adhérents à résoudre des problèmes concrets.

Notre Syndicat qui regroupe actuellement une trentaine d'entreprises succursalistes de vente au détail d'habillement, souhaite élargir son audience. Son futur délégué sera chargé également de participer à la recherche de nouveaux adhérents. Quelques déplacements en Province sont à prévoir.

Le lieu de travail est situé au Siège du Syndicat à PARIS.

Nous demandons aux candidats de bien vouloir écrire avec C.V., photo et prétentions s/réf. 4082 à PIERRE LICHOU S.A. - BP 220 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

GRUPE DE SOCIETES
(2.000 personnes - C.A. 11 Milliards de F.)
recherche pour sa holding à PARIS

JURISTE-FISCALISTE

Il assurera la responsabilité des dossiers de droit fiscal et de droit des sociétés pour l'ensemble du Groupe.

De formation supérieure, type expertises comptables, il possèdera de solides connaissances juridiques et fiscales et une expérience d'au moins cinq années dans un poste similaire.

De plus larges responsabilités pourront être offertes à un candidat de très haut niveau.

Rémunération élevée.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 7476 à PIERRE LICHOU S.A. - BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

PRODERA S.A. VIBRATIONS
recherche

INGENIEUR ELECTRONICIEN

EXPÉRIMENTÉ (5 ans +)
De formation Grandes Ecoles.

Intégré dans une équipe développant un nouveau système d'acquisition et de traitement de signaux analogiques, son activité principale consistera la réalisation matérielle et logicielle de sous-ensembles microprogrammés du système.

Envoyer C.V. et prétentions à :

PRODERA

36, boulevard de la

75012 PARIS.

SOGITEC

DEPARTEMENTS

INFORMATIQUE ET GESTION

recherche

chefs de projets

ET

analystes-programmeurs

- Expérience IBM, DOS, CICS ou IBM 34
- Formation supérieure
- Expérience minimum de 2 ans
- Lieu de travail : PARIS 13ème ou BOULOGNE (Métro de Saint-Cloud)

Envoyer CV et prétentions à la Direction du Personnel

SOGITEC

27, rue de Valenciennes 92100 BOULOGNE.

La filiale du plus grand groupe français d'électronique professionnelle spécialisée dans les composants passifs

recherche pour son département COSELEC

**UN TECHNICIEN
COMMERCIAL EXPORT**

Pour assister le Chef de vente expert dans ses activités de gestion commerciale.
Ce poste, basé dans la proche banlieue Est de Paris et sédentaire, nécessite une bonne connaissance de l'anglais. Les notions d'anglais seraient appréciées. Ce poste s'adresse à un candidat de formation B.T.S. ou D.U.T. électronique ou électrotechnique ayant une première expérience de la commercialisation des composants pour l'industrie électronique.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° T 043.531 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

**informatique
décisionnelle**

Filiale française d'une entreprise américaine de conseil, nous commercialisons un système d'informatique décisionnelle mise en œuvre sur Gros, Minis et, bientôt, sur Micro-ordinateurs ; nous recherchons des :

**DIPLOMES GRANDES ECOLES
COMMERCIALES ET SCIENTIFIQUES**

1) **INGENIEURS CONSULTANTS DEBUTANTS** pour le Conseil, l'assistance et le développement d'applications spécifiques de notre système dans les domaines commerciaux, financiers et industriels auprès de grandes entreprises en France et en Europe.

2) **INGENIEURS COMMERCIAUX CONFIRMES** pour accroître notre pénétration commerciale dans les grandes entreprises. Ceux-ci devront agir en professionnels de la vente de services de haut niveau et seront rémunérés en conséquence. Ils auront une expérience d'environ 3 ans d'une activité analogue.

L'équipe est encore à toute conviction et très dynamique. Elle assure à ses membres un travail motivant et offre un potentiel de développement professionnel très ouvert.

Anglais indispensable. Deuxième langue appréciée. Formation technique assurée. Déplacements courts en France et en Europe. Lieu de travail Paris 17^e.

Envoyer C.V. et photo sous référence 9910-M à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville - 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. INTERNATIONAL CONSULTANTS ASSOCIATES
NEW YORK

MESURE REGULATION du Groupe SCHLUMBERGER
MONTROUGE

**Ingénieur mécanicien
hydraulicien**

Assistance technique

- 3 responsabilités vous seront confiées :
- le suivi de la qualité des produits,
- les relations avec les services techniques et les constructeurs de moteurs,
- le perfectionnement du personnel de maintenance au Centre de Formation Professionnelle de Tours où vous aurez à vous rendre périodiquement.

Ce poste requiert impérativement une expérience en production, méthodes ou qualité.

Il offre de nombreuses possibilités d'évolution au sein du groupe I.C.A. performant.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence 5335, au Service du Recrutement, ASTER BOUTILLON, 18 place de l'Etat-Uni, Montrouge Cédex.

Schlumberger

THOMSON CGR

EQUIPEMENTS MEDICAUX

Le Département Etudes Développement et Imagerie Nouvelle

recherche pour ses développements de processeurs spécialisés de radiologie numérique un

**INGENIEUR LOGICIEL
SYSTEMES**

Il sera chargé du développement de logiciel système, de l'implémentation et de l'adaptation de moniteurs Temps réel sur microprocesseur 68000.

Il assurera également la responsabilité des outils croisés de développement de logiciel VAX 750.

Pour tenir ce poste à Issy-les-Moulineaux une expérience de quelques années et de bonnes connaissances en anglais sont nécessaires.

Envoyer CV + photo + prétentions à Françoise LEMAIRE, THOMSON EDIN, 48, rue Camille-Desmoulins, 92100 LES-MOULINEAUX.

THOMSON

BRANCHE EQUIPEMENTS MEDICAUX

**IMPORTANT ORGANISME
BANCAIRE**

recherche

FISCALISTE

Il aura une expérience d'une dizaine d'années acquise au sein d'une administration fiscale ou d'un cabinet d'audit ou d'une entreprise. Il sera habitué à traiter des dossiers d'importance.

Il aura une formation supérieure (doctorat ou licence en droit privé, diplôme de l'école nationale des impôts...), il aura une excellente maîtrise de la comptabilité et des vérifications comptables ainsi qu'une parfaite aptitude rédactionnelle.

Il s'intégrera dans une équipe existante.

Possibilité d'évolution dans la spécialité ou hors spécialité pour un cadre de bon niveau.

Il est disponible.

Envoyer lettre manuscrite + CV avec photo sous référence 84632 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

CONTEXTE PUBLICITE

20, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS

PARIS CEDEX 01 qui transmettra

Envoyer lettre manuscrite + CV avec photo sous référence 84632 à

CONTEXTE PUBLICITE -

20, avenue de l'Opéra -

75001 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

PARIS CEDEX 01 qui transmettra

PARIS CEDEX 01 qui transmettra

PARIS CEDEX 01 qui transmettra

PARIS CEDEX 01 qui transmettra

PARIS CEDEX 01 qui transmettra

PARIS CEDEX 01 qui transmettra

PARIS CEDEX 01 qui transmettra

PARIS CEDEX 01 qui transmettra

PARIS CEDEX 01 qui transmettra

PARIS CEDEX 01 qui transmettra

PARIS CEDEX 01 qui transmettra

PARIS CEDEX 01 qui transmettra

PARIS CEDEX 01 qui transmettra

PARIS CEDEX 01 qui transmettra

PARIS CEDEX 01 qui transmettra

Le Monde

économie

LE DOSSIER TALBOT

L'accord sur les licenciements conclu entre le gouvernement et la direction est contesté par les sections C.G.T. et C.F.D.T de l'usine

Moins de licenciements et une formation assurée pour pratiquement tous les ouvriers qui quitteront Talbot : telle était la décision annoncée, le 17 décembre, par le premier ministre, M. Pierre Mauroy. Après deux jours de négociations entre MM. Jacques Calvet, président d'Automobiles Peugeot, et Jack Ralite, ministre délégué chargé de l'emploi, d'une part, et ce même M. Ralite et les représentants des fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de la métallurgie, d'autre part, un compromis avait, en effet, été trouvé. Le nombre de licenciements était réduit de mille par rapport à la demande initiale (2 905). En outre, Peugeot acceptait de verser une prime de 20 000 F (10 000 F à l'embauche et 10 000 F six mois plus tard) aux employeurs qui recruteraient l'un des 1 905 licenciés. Selon Automobiles Peugeot (qui regroupe les marques Peugeot, Talbot, mesure toucherait environ cinq cents salariés).

Le constructeur acceptait d'offrir une réduction de 20 000 francs sur l'achat d'un véhicule utilitaire qui servirait d'outil de travail. Enfin Peugeot décidait de mettre en place une formation à la réparation automobile qui permettrait un reclassement dans des garages pour une centaine de salariés. Le groupe précisait ultérieurement qu'il prendrait à sa charge la rémunération des formateurs et l'organisation des stages mais non l'indemnité versée aux stagiaires.

Au cours d'une conférence de presse tenue le 17 décembre, M. André Sainjon, secrétaire de la fédération de la métallurgie C.G.T., donnait des précisions sur le sort réservé aux mille huit cent cinquante autres licenciés (auxquels s'ajoutaient les 1 905 en formation à Poissy). « Aucun ne sera jeté à la rue », précisait M. Sainjon. Cinq cents seront embauchés par des entreprises, dix-huit cents dans d'autres entreprises, et mille huit cents seront placés en stages entreprises par l'A.F.P.A. (Association pour la formation professionnelle des adultes). Des négociations s'ouvrent entre la direction et les syndicats sur ces stages et d'éventuels reclassements.

« Nous sommes prêts à nous mettre autour de la table », disait Sainjon, « à n'importe quel moment », ajoutait-il. Sainjon, précisait qu'une situation nouvelle était créée, qu'il était possible d'améliorer encore les conditions sociales, et qu'il restait à la direction « à mettre en pratique ses engagements ». « D'ores et déjà », concluait le délégué C.G.T., les différents points proposés constituent une première avancée positive sur laquelle les travailleurs de Talbot peuvent s'appuyer.

La direction de Peugeot annonçait de son côté qu'elle mettrait en œuvre les dispositions qui étaient d'être arrêtées. « C'est bien ce que nous voulons », disait-elle, « mais elle ne peut pas le faire sans que les licenciés ne soient embauchés ailleurs ». « Le cas Talbot », ajoutait-elle, « est un cas spécifique, mais les mutations technologiques nécessaires. Mais il entend que ces mutations soient réalisées par la négociation et en respectant les droits des travailleurs. » « Le cas Talbot », ajoutait-elle, « est un cas spécifique, mais les mutations technologiques nécessaires. Mais il entend que ces mutations soient réalisées par la négociation et en respectant les droits des travailleurs. »

Le premier ministre comme le ministre chargé de l'emploi soulignaient le caractère exemplaire de la solution adoptée. « Le gouvernement n'entend pas », précisait M. Mauroy, « opposer aux mutations technologiques nécessaires. Mais il entend que ces mutations soient réalisées par la négociation et en respectant les droits des travailleurs. » « Le cas Talbot », ajoutait-elle, « est un cas spécifique, mais les mutations technologiques nécessaires. Mais il entend que ces mutations soient réalisées par la négociation et en respectant les droits des travailleurs. »

LE PERSONNEL

Une main-d'œuvre en majorité étrangère vieillissante et sous-scolarisée

La spécificité du cas Talbot, soulignée par M. Mauroy, le gouvernement a pu en prendre conscience par un rapport qui lui a été remis au mois d'octobre, intitulé « Travail et formation des ouvriers de fabrication de l'industrie automobile ». Un document établi par la commission d'étude pour le développement de la formation des ouvriers spécialisés, en place sur la recommandation de M. Dupeyron après les conflits intervenus à Poissy en 1982.

Né de la suite des décisions, de Ford à Simca, puis à Chrysler puis à Peugeot S.A., le centre Talbot de Poissy est, en fait, un véritable laboratoire d'essai pour la formation des ouvriers de fabrication de l'industrie automobile. « Il ne faut pas se laisser tromper par le titre », dit le rapport, « car ce n'est pas un document officiel, mais un document de travail. »

Syndrôme d'échec

Il n'est guère étonnant, dans ces conditions, qu'une cinquantaine d'ouvriers interrogés, à titre exploratoire, sur leur avenir professionnel, aient répondu que la formation, manifestement de ce que le rapport appelle le « syndrôme d'échec ». Lorsqu'on leur demande : « Souhaiteriez-vous changer de travail ? », ils répondent ne pas vouloir changer d'entreprise : « On y a toujours travaillé, y a-t-il du travail ailleurs ? ». A l'exception des Cambodgiens, qui veulent en majorité exercer leur métier. La grande majorité dit qu'elle ne veut pas changer d'entreprise : « On y a toujours travaillé, y a-t-il du travail ailleurs ? ». A l'exception des Cambodgiens, qui veulent en majorité exercer leur métier. La grande majorité dit qu'elle ne veut pas changer d'entreprise : « On y a toujours travaillé, y a-t-il du travail ailleurs ? ».

Entre 1978 et 1982, les effectifs de Poissy ont déjà été ramenés de 25 000 à 16 000, ce fait notant de la baisse de la production (Fonds national pour l'emploi) en novembre 1980 et en mars 1981. Actuellement, plus de 10 000 ouvriers de Poissy sont « sous-qualifiés ». Les étrangers représentent 56 % des ouvriers, mais 80 % seulement des « régisseurs » (catégories supérieures des ouvriers). Il y a en outre une forte concentration sur une seule ethnie (les Marocains représentent 32 % du total). On constate en outre un vieillissement de la main-d'œuvre avec une concentration dans la tranche d'âge de cinquante ans : 61 % des ouvriers de Talbot ont plus de trente-cinq ans.

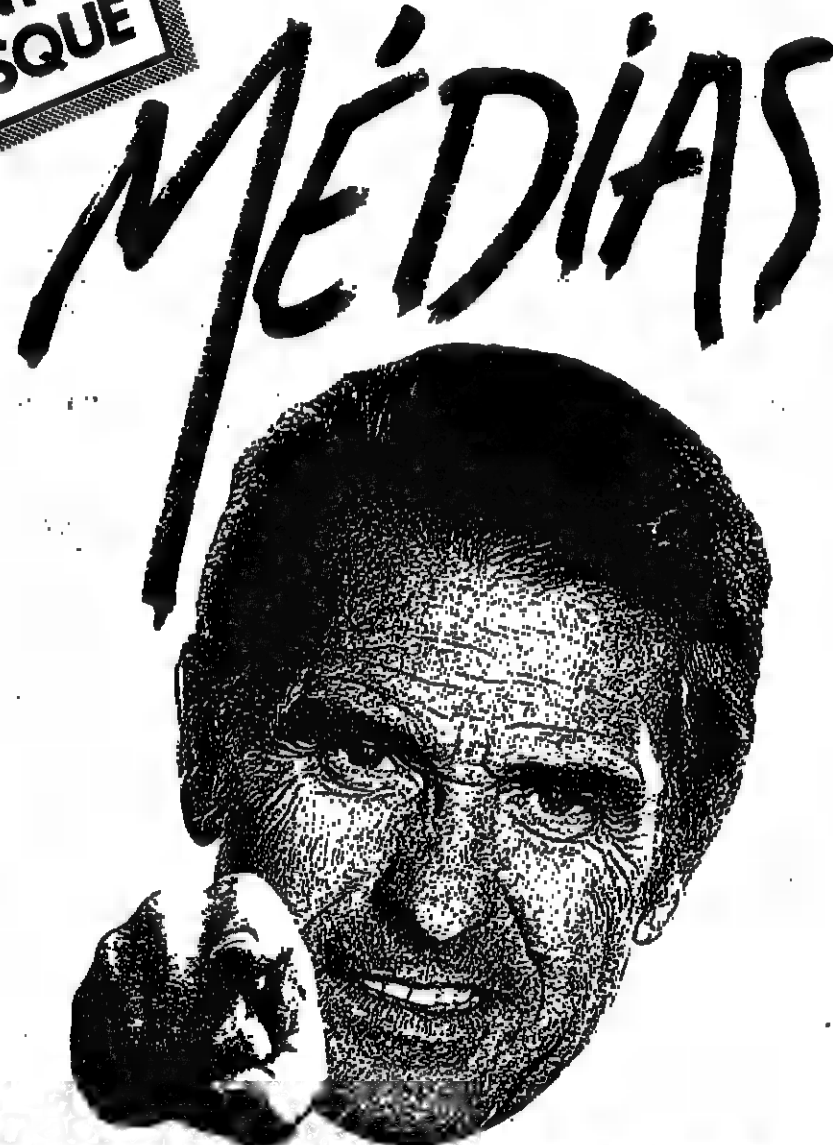
On note aussi une grande ancienneté : sur les 1 000 Marocains, un seul a moins de cinq ans d'ancienneté et 3 200 ont plus de dix ans dans l'entreprise (250 ont plus de vingt ans).

Un faible niveau de formation

Le niveau de formation, déjà peu élevé dans l'industrie automobile, y est particulièrement bas (88 % des ouvriers étrangers n'ont pas reçu d'enseignement primaire complet, et 3,7 % seulement ont une formation du primaire). L'encadrement n'échappe pas à ce phénomène : moins de 1 contremaître sur 100 est doté d'une formation plus de dix ans, 45 sur 100 ont, en plus, plus de cinquante ans, et 60 plus de quarante-cinq ans. La main-d'œuvre occupée dans les emplois de formation de l'industrie automobile est marquée par un vieillissement progressif sans augmentation de qualification, par un faible niveau de scolarité et par des conditions de travail sévères, souligne cette étude.

Or c'est cette main-d'œuvre vieillissante et sous-scolarisée qui va subir, dans les années à venir, le contrecoup d'une automatisation de la production, d'abord dans les ateliers de tôlerie et d'emboutissage, puis, plus tard, dans le montage, voire, un jour, dans l'assemblage final. La capacité d'adaptation dépend non seulement du niveau initial mais aussi de l'âge, des motivations,

n° 67
EN VENTE
EN KIOSQUE



FILIPACCHI ACCUSE

Une interview exclusive de Daniel Filipacchi

- Les accusations de Daniel Filipacchi à l'égard des suppléments magazines de Robert Hersant.
- Les raisons de l'incroyable rentabilité de son groupe.
- Pourquoi il multiplie les prises de participations et n'effectue aucun grand lancement.
- Et un dossier complet de « Médias » sur les 44 publications Hachette/Filipacchi, ses marchés et ses équipes.

Dans le même numéro :
Les radios libres attendent la « tune ».

MÉDIAS

18, boulevard Montmartre - 75009 Paris - Tél. : 246.75.25.

le journal de la communication et de techniques

LE DOSSIER TALBOT

Le gouvernement juge exemplaire l'accord conclu

(Suite de la première page.)

Si l'on excepte les primes de reclassement — le moins que l'entreprise puisse faire pour des ouvriers qui y travaillent depuis plus de dix ans, en majorité, parfois depuis plus de vingt ans — deux problèmes au moins se posent. Les licenciements étaient-ils justifiés ? A quoi doit servir la formation ?

M. Mauroy, qui a reconnu qu'un certain surcoût pouvait exister, n'a jamais dit que le demandeur de Peugeot était excessif. L'expert nommé par le gouvernement au mois d'août, M. Prada, a, au contraire, le sache, jugé conformes aux besoins de l'entreprise les réductions demandées. Un rapport d'une commission mise en place après les premiers mouvements sociaux de Poissy admet par ailleurs « qu'aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale, le fléchissement des marchés et celui de la production ont été très rapidement répercutés sur l'emploi alors qu'en France le climat social et le mode de gestion des entreprises s'y opposaient ». Or Talbot, dont la part du marché français est tombée de 10 % à 4,5 %, comme les autres constructeurs nationaux est en compétition avec les firmes allemandes, américaines et japonaises.

Le risque est donc grand de voir le surcoût subsister à Poissy et les journées de chômage technique y être aussi nombreuses en 1984 qu'en 1983. Quant à l'exemple ainsi donné, il amènera sans doute les dirigeants des autres groupes à diffuser (sidérurgie, automobile, chantiers navals, pétrochimie, charbon) à « prévoir large », ce qui pourrait fort alourdir le climat social.

La formation amène aussi en l'occurrence à s'interroger. M. Rallès et la C.G.T. ont en effet confirmé qu'aucun licencié n'aurait à pointer au chômage, mille trois cents environ — ceux qui ne seront ni reclassés, ni formés par Peugeot à la réparation automobile — vont donc suivre des stages de formation professionnelle des adultes. Or, ce sont pour la quasi-totalité des travailleurs immigrés (plus de 80 %), déjà âgés, qui n'ont pas même reçu une formation primaire complète. Un certain nombre d'entre eux (les Maliens, les Algériens, les Marocains, les plus âgés) désirent en plus rentrer dans leur pays.

Alors les former pourquoi ? Pour qu'ils ne gonflent pas les statistiques du chômage ? Pour préparer une réinsertion utile dans leur pays d'origine ? Pour réserver à l'AN.P.F. à la fin de leur stage une sauvegarde de reclassement ne leur est offerte ? Avoir refusé de traiter à cette occasion le dossier brûlant des travailleurs immigrés, le gouvernement rend difficile l'application d'une doctrine, tant en cela le cas Talbot est spécifique. M. Bérégovoy a raison de souligner que l'on « n'avait pas prévu et qui allait se passer dans l'industrie automobile » et de parler de l'époque où l'on a embauché une main-d'œuvre immigrée « à bon compte ».

Il n'en reste pas moins qu'à l'occasion de ce dossier le gouvernement et particulièrement le ministre des affaires sociales et de la solidarité à l'Europe 1 le 18 décembre ont dessiné les grandes lignes de la politique qui va être suivie dans les mois à venir. Face aux mutations, il n'y aura ni opposition systématique aux licenciements, ni « modernisation à marche forcée », mais « concertation avec le monde des travailleurs ». On ne réalisera pas, dit M. Bérégovoy, la modernisation indispensable de notre appareil industriel sans les travailleurs ni contre les travailleurs. La bonne méthode, ajoute-t-il, consiste à mettre tous les dossiers sur la table, « les cartes du patron, les intentions du gouvernement et les revendications syndicales ».

Quoi que dise le ministre des affaires sociales c'est là une innovation, car les syndicats peuvent à juste titre s'indigner du secret qui a précédé la révision de la politique charbonnière (dont M. Fabius, bien absent de tous les dossiers difficiles,

n'a toujours pas annoncé les conséquences), comme de celle en cours dans la sidérurgie.

Outre le traitement sectoriel, avec les syndicats, des mutations industrielles, M. Bérégovoy a annoncé « un vaste effort de formation des hommes pour permettre aux travailleurs d'acquiescer les techniques de demain qui sont nécessaires pour la modernisation de l'industrie ». Une politique dont MM. Fabius et Marchais ont sans doute parlé le 19 décembre, tout en sachant que chaque dossier nécessitera un traitement spécifique, que le gouvernement est loin d'être au bout de ses peines et que le temps est ce dont il dispose le moins.

Aux Etats-Unis, en Allemagne fédérale, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, l'investissement industriel a repris, parfois rigoureusement. En France, il aura baissé de 3 P en 1983. Face à une concurrence internationale avérée le temps est désormais compté.

BRUNO DETHOMAS.

La gauche entre archaïsme et modernisme

(Suite de la première page.)

La gauche, en fait, est pressée de choisir entre deux discours, alors qu'il lui faut tenir les deux à la fois. Le premier est celui de MM. Delors et Fabius, par exemple, celui de la modernité et de l'efficacité.

La logique de la politique présidentielle va dans leur sens : il faut mettre l'argent public sur les « créneaux » porteurs d'avenir, et organiser le retrait de ceux qui sont condamnés. Le second est plus « archaïque », l'archaïsme étant assimilé aux préoccupations exclusives sociales, et renvoie ni plus ni moins aux promesses faites par la gauche elle-même avant qu'elle n'acquiesce aux responsabilités.

En fait, il s'agit d'un débat permanent au sein de la gauche, on s'en préoccupe entre la gauche traditionnelle et la « deuxième gauche ». Ce débat avait échappé une première fois, en 1977, au moment de l'actualisation du programme

commun, les socialistes « modernistes » (M. Rocard et ses amis) menant la bataille sur le « chiffrage » d'un programme commun, avant d'être interrompus par la rupture de la gauche elle-même. Ce chiffrage devait toutefois dominer les débats du congrès socialiste de Metz, en avril 1979 (c'était l'époque où M. Fabius proclamait qu'« entre le marxisme et le rationnement, c'est-à-dire le Plan, il y a le socialisme », tandis que les minoritaires, MM. Mauroy et Rocard, étaient soupçonnés de vouloir « gérer la crise »).

C'était l'époque, qui fut prolongée avec la perspective d'une candidature élyséenne de M. Michel Rocard, où cette gauche moderniste plaçait pour la « société civile » contre la « politique professionnelle ».

Aujourd'hui, gouvernement, partis et syndicats qui forment la majorité absolue. Parce qu'ils mènent un double jeu (ils tiennent si-

multanément deux discours) et surtout parce que la pratique gouvernementale est en avance sur la théorie des partis. D'où les décalages, les « écarts » qui peuvent se manifester à l'intérieur de la majorité entre P.C. et P.S., d'une part, entre le gouvernement et les syndicats, d'autre part.

En fait, la gauche doit mener de front deux batailles : celle de la société, et celle, peut-être plus fondamentale, de la gauche elle-même.

La contribution peut être surmontée dans l'immédiat, pour une raison essentielle : ce n'est qu'à la condition de donner des gages à sa propre base ouvrière que le pouvoir pourra convaincre celle-ci de la nécessité de la modernisation. En d'autres termes, cette modernisation se fera avec un discours archaïque, faisant référence aux valeurs traditionnelles de la gauche. Ainsi s'explique, par exemple, l'offensive « idéologique » du gouvernement (enseignement, presse).

Ainsi s'expliquent les propositions prises par MM. Mauroy et Bérégovoy dans l'affaire Talbot. Ainsi s'explique aussi la logique retenue pour les Houillères : le gouvernement fixe une enveloppe d'aide, à charge pour la région de la répartir entre l'aide à la production et l'aide aux sociétés de reconversion. A charge pour le gouvernement de prévoir que l'une est condamnée, à terme, et qu'il vaut mieux valoriser les secondes.

Ainsi peut s'expliquer, enfin, qu'une phase « archaïque », celle du début du septennat, ait précédé la phase moderniste actuelle, qui emprunte à la fois au pompidolisme et au mondéisme. C'est parce qu'il fallait « fidéliser » l'électorat populaire que l'on a procédé aux réformes de structures inscrites dans les tables de la loi de la gauche.

On propose aujourd'hui à cet électorat d'y réfléchir à deux fois : ou bien l'adaptation se fait sous la pression économique, au plus fort du coût social (c'est le « reaganothatchérisme »), ou bien, cette adaptation se fait avec un accompagnement social que seule la gauche peut mettre en œuvre, parce qu'elle jouit de la confiance des syndicats. Cet accompagnement sera peut-être le seul atout de la gauche pour les prochaines batailles électorales : à moins que, d'ici là, la force de faire le grand écart, elle ne se fasse une « déchirure musculaire ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

MONNAIES

REPLI DU DOLLAR 8,4350 F

Les cours du dollar se sont repliés, lundi 19 décembre 1983, sur les marchés des changes, revenant à 2,759 DM à 2,765 DM, à Francfort et de 8,4750 F à 8,4350 F sur la place de Paris. Le repli est attribué aux indications en provenance des Etats-Unis : progression de la masse monétaire forte (5,5 milliards de dollars, mais confondu aux réserves) et, surtout, baisse de 0,2 % des prix de gros en novembre. En conséquence, les taux d'intérêt américains ont légèrement fléchi, et le dollar aussi.

Le yen a éprouvé un accès de faiblesse initial après le semi-échec du parti de M. Nakasone aux élections législatives, puis il s'est partiellement redressé.

Enfin, le cour du mark a baissé à Paris, revenant de 3,0550 F à 3,05 F environ.

Le « Guide des Droits du Travail » des Femmes Salariées diffusé par le « Centre National d'Information sur les Droits des Femmes », est paru. Ce guide pratique de 203 pages est au prix de 30 F (frais d'envoi compris). Il est disponible au CNIDF-Diffusion BP 3000 - 75000 Paris Cedex 16, contre paiement par chèque bancaire ou CCP.



AGRICULTURE

EXPORTATIONS RECORDS DE VINS ET SPIRITUEUX

Les exportations françaises de spiritueux atteignent un niveau record en 1983, annonce la Fédération des exportateurs de vins et spiritueux (F.E.V.S.). Les ventes devraient s'élever à 17 milliards de francs, soit une progression de 15 %, qui fait de ce secteur le deuxième poste bénéficiaire, derrière les céréales, de la balance alimentaire.

Pour la première fois, la barre des 10 millions d'hectolitres exportés devrait être franchie à la fin décembre car on sursaisait, fin octobre, 8,7 millions d'hectolitres de vin exportés et 0,8 millions pour les spiritueux, correspondant en valeur respectivement à 9,1 milliards de francs et 4,9 milliards. Ces résultats sont dus à la hausse des monnaies étrangères, et notamment du dollar, par rapport au franc et à une relative reprise économique sur certains marchés — Etats-Unis, Grande-Bretagne et Allemagne fédérale. La France a repris le deuxième rang, derrière l'Italie, des exportateurs vers les Etats-Unis, mais la F.E.V.S. craint qu'en 1984 cours-ci n'entraînent des mesures restrictives à l'égard des importations en provenance de la C.E.E. Toutefois, la Fédération prévoit pour 1984 une hausse des exportations d'environ 15 % encore et même de 20 % pour le champagne.

M. JOSPIN : le gouvernement a fait son devoir

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., évoque le conflit Talbot, dans une interview au Journal du dimanche du 18 décembre. M. Jospin affirme notamment : « Les salariés de Talbot ont eu raison de se battre contre les licenciements brutaux qui leur étaient imposés... ». Le gouvernement, dans cette affaire, a fait son devoir et l'a bien fait. En effet, il n'est ni responsable de la situation chez Talbot. Talbot appartient à un groupe privé, que je sais. Si la production de l'entreprise s'est effondrée, passant entre 1979 à 1983 de quatre cent cinquante-cinq mille voitures à cent quatre-vingt-quatre mille, ce n'est pas la faute du gouvernement. La question se situe en amont : il semble bien que la direction de P.S.A. n'ait pas fait les bons choix industriels et commerciaux... »

A propos de la politique industrielle du gouvernement, M. Jospin estime que : « La plupart des problèmes qui se posent sur le terrain en matière industrielle ne résultent pas des décisions de la politique industrielle du gouvernement... »

Le premier secrétaire du P.S. affirme que les socialistes soutiennent la politique industrielle du gouvernement, qui repose, selon lui, sur un « double souci », qui caractérise une « politique industrielle de gauche » : « Moderniser l'industrie pour l'adapter à la révolution industrielle en cours et préparer sérieusement l'avenir du pays et l'emploi futur de ses travailleurs ; éviter des déchirements graves dans le tissu social, car sinon les mutations nécessaires ne seraient pas supportées... »

LE POIDS DE LA C.G.T.

Si la C.S.L., syndicat maison, occupe toujours la première place à l'usine Talbot de Poissy grâce à sa forte implantation (58,11 %) dans le deuxième collège (cadres, ingénieurs, techniciens, agents de maîtrise et une partie des employés), elle est nettement devancée, en revanche, dans le premier collège (ouvriers et une fraction des employés) par la C.G.T. Cette dernière organisation totalisait en mars, aux dernières élections de délégués du personnel, 42,25 % des suffrages du premier collège contre 34,72 % à la C.S.L., 8,15 % à la C.F.D.T. et 3,68 % à F.O., les votes blancs et nuls représentant 3,03 %.

● M. BERGERON : « Ce qui se passe chez Talbot était inévitable... »

M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., a déclaré, le 19 décembre, à propos de la situation à Talbot-Poissy : « J'ai publié, vendredi, une déclaration dans laquelle je disais notamment qu'il ne fallait pas mentir aux ouvriers. Ce qui se passe chez Talbot était inévitable. Durant des mois, on répète aux salariés de l'usine qu'il n'y aura aucun licenciement. Et puis, brutalement, on leur dit le contraire. Comment veut-on qu'ils réagissent autrement qu'avec colère ? Nous avons conseillé aux militants F.O. de ne pas s'engager dans la grève. Ils nous ont écoutés en demandant qu'on discute des garanties dont bénéficierait ceux qui, malheureusement, seraient frappés. A force de dénigrement, de confusion et de recul devant les responsabilités, on finira par tout casser. Alors, il sera trop tard pour pleurer... »

Votre première bonne affaire avec les Coréens : un confort de 1^{re} classe à un prix de classe affaires.

Oui : Korean Air Lines a conçu sa nouvelle classe affaires, Prestige, sur des standards de confort de 1^{re} classe. 1^{re} classe, les fauteuils de cuir, leur largeur et leur moelleux. 1^{re} classe, les 24 sièges de Prestige à l'avant (là où sont situés habituellement les 1^{ers} classes). 1^{re} classe, les deux films projetés avec son par-écou- enveloppant.

1^{re} classe, l'enregistrement et le retrait prioritaires des bagages.

Avec, aussi, 1,04 m pour allonger ses jambes, les repas superbes, le bar particulier, la classe Prestige, c'est le fin du confort pour les voyageurs d'affaires qui veulent faire des économies... de 1^{re} classe.

4 vols par semaine pour Séoul : vols directs de Paris, chaque jeudi et samedi, à 13 h 00 ; vols de Zurich, par Jeddah, Bahrein, chaque mercredi et dimanche, à 12 h 20.



KOREAN AIR LINES
Nous sommes honorés de vous servir autour du monde.

SOCIAL

LA C.F.D.T. ANNONCE 300 000 EMPLOIS SUPPRIMÉS EN 1984 DANS LA MÉTALLURGIE

La Fédération générale de la métallurgie C.F.D.T. (F.G.M.) a annoncé, vendredi 16 décembre, elle prévoyait 100 000 suppressions d'emplois dans la métallurgie 1984 par suite de « la poursuite du déclin de branches traditionnelles telles que la sidérurgie, la fabrication de problèmes dans secteurs comme l'automobile ou l'aéronautique, et le recours à la sous-traitance ». Elle a également annoncé que la sidérurgie, la fabrication de problèmes dans secteurs comme l'automobile ou l'aéronautique, et le recours à la sous-traitance.

LE NOMBRE DE CHÔMEURS INDEMNISÉS A AUGMENTÉ DE 4,1 % EN NOVEMBRE

Selon les statistiques provisoires publiées le 17 décembre par l'INSEE, le chômage indemnisé a augmenté de 4,1 % en novembre par rapport au mois d'octobre, avec 1 111 876 chômeurs indemnisés contre 1 067 459. Le nombre des bénéficiaires de l'allocation de base (pour tout licenciement, sauf pour raisons économiques) passe, en effet, de 536 326 à 581 214 (+ 8,3 %); celui des allocations forfaitaires (jeunes, femmes, etc.) augmente également, passant de 103 416 à 115 302 (+ 11,5 %), ainsi que les indemnités de formation, qui croissent de 81,2 %, passant de 8 962 à 16 238. Enfin, le nombre de bénéficiaires de l'allocation spéciale (licenciements pour raisons économiques) passe de 92 135 à 98 115 (+ 6,5 %), et l'on note une légère progression des allocations conventionnelles du Fonds national de l'emploi (F.N.E.) qui passent de 82 362 à 83 592. En revanche, on enregistre une légère diminution des allocations de fin de droit, des allocations conventionnelles de solidarité et des garanties de ressources.

POUR LA PREMIÈRE FOIS DE LEUR HISTOIRE Les agents généraux d'assurances observeront une grève générale le 1^{er} février prochain

A l'appel de la Fédération nationale des syndicats d'agents généraux d'assurances (F.N.S.A.G.A.) qui regroupe dix-neuf mille agents généraux à part entière sur les vingt-cinq mille que compte la profession, les cabinets d'assurances sont invités à observer le 1^{er} février 1984 une grève générale de vingt-quatre heures. Ce mouvement de mécontentement, le premier de cette ampleur depuis cent cinquante ans qu'existe l'assurance en France vise à faire aboutir un certain nombre de recommandations formulées par la Fédération qui, de l'avis de ses dirigeants, n'ont pas été prises en compte par les pouvoirs publics.

Tout en se félicitant de la récente décision prise par le ministre de l'économie et des finances de confier à M. Pierre Cortese,

conseiller-maître à la Cour des comptes, une mission d'étude sur le problème de la distribution de l'assurance et, plus particulièrement, sur « les règles qui organisent actuellement la profession d'agent général d'assurances » (le Monde du 14 décembre), M. Henri Debryne, délégué général de la F.N.S.A.G.A., précise que le mouvement de grève décidé le 15 décembre dernier à l'issue d'un conseil fédéral extraordinaire est l'aboutissement des vives réactions suscitées au sein de la profession par les dernières dispositions gouvernementales.

Ainsi, la Fédération a écrit, sans succès, rue de Rivoli pour demander que soit rapportée l'application de la réforme du « bonus-malus » prévue à compter du 1^{er} juillet pro-

chain dans l'assurance automobile, une réforme qu'elle juge « en régression par rapport à l'ancien système ». Elle s'est également insurgée contre le doublement de la taxe sur l'assurance automobile, des modifications apportées - sans préavis, selon elle - aux conditions de règlement des sinistres consécutifs à des catastrophes naturelles et, enfin, de la volonté présumée de quelques membres du gouvernement, une formule qui vise les services de M. Pierre Bérégovoy, d'attribuer aux seules mutuelles le bénéfice de l'assurance-maladie complémentaire. Il s'agit là de l'assurance contractée à titre individuel ou au sein d'une entreprise pour compenser le paiement du ticket modérateur, une activité qui représente actuellement plusieurs milliers de dossiers chez les agents généraux d'assurances. - S. M.



**PROMOTIONS
DES PRIX SUR DES PRIX**

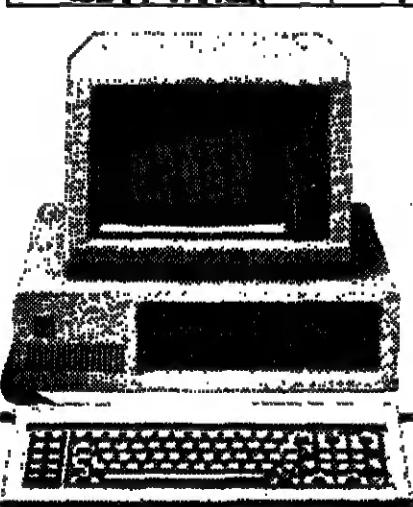
CUTTY SARK 75 cl	66,80 F
JOHNNIE WALKER 75 cl	65,90 F
Coffret avec statuette JW	69,80 F
FAMOUS GROUSE 75 cl	67,80 F
PUR MALT AMARY 12 ANS	75,80 F
PORTO FERSEN - 10 ANS	59,80 F
ARMAGNAC RESERVE 1973	84,50 F
COGNAC NAPOLEON	138,00 F
FRAMBOISE SAUVAGE	115,00 F

(PRIX POUR LOT 150 F ACHAT)

MAGASIN PRINCIPAL: 103, rue de Turbigo 75001 PARIS
Magasins dépositaires: Point des Halles
Fédération C. Commercial à Paris
Vendues directes à prix de gros sur la terrasse
Toujours ouvert dimanche matin

Le Monde
dossiers et documents

simplifiez-vous le quotidien



Je, tu, il, nous avons tous besoin d'un outil simple et efficace. Un outil qui amplifierait nos capacités personnelles, ferait pour nous les tâches fastidieuses, raccourcirait notre journée de travail. Le rêve.

Cet outil c'est l'ordinateur personnel IBM.

Un outil aux pouvoirs multiples qui peut utiliser toute une palette de logiciels adaptés aux besoins professionnels.

Venez le découvrir chez votre distributeur agréé IBM.*

Parlez-lui de votre problème et découvrez-vous de nouvelles possibilités.

Paris et Région Parisienne

ZH COMPUTE, 28, rue Saint-Marc, 75002 Paris - 233.72.07 - LA RÈGLE A CALCUL, 65, bd Saint-Germain, 75005 Paris - 325.68.88 - SELMIC-HACHETTE, 24, bd Saint-Michel, 75005 Paris - 633.84.68 - A.3 MICRO, 63, bd des Batignolles, 75008 Paris - 293.04.09 - INTERSIS, 2-4, rue Daru, 75008 Paris - 227.11.79 - OCTET MICRO ORDINATEUR, 35, rue La Boétie, 75008 Paris - 225.93.80 - POINT MICRO, 16, rue La Boétie, 75008 Paris - 265.89.35 - SIVEA, 31, bd des Batignolles, 75008 Paris - 622.70.66 - AGENA, 25, rue de la Pépinière, 75008 Paris - 293.12.96 - COMPUTERLAND PARIS III, 3, rue Bleue, 75009 Paris - 824.65.80 - ECO INFORMATIQUE, 92, rue Saint-Lazare, 75009 Paris - 281.29.03 - L.T.A., 13, rue La Fayette, 75009 Paris - 281.13.13 - MICRO-DISTRIBUTION FRANCE, Groupe NASA, Tour Electronique, 45, rue Caumartin, 75009 Paris - 742.08.70 - POINT MICRO, Galeries Lafayette - 40, bd Haussmann, 75009 Paris - 282.34.58 - SIVEA, Le Printemps - 64, bd Haussmann, 75009 Paris - 285.22.22 - COMPUTERLAND PARIS-EST, 135, bd Voltaire, 75011 Paris - 375.23.01 - INFORMATIQUE FRANCE, 84-86, rue de Montreuil, 75011 Paris - 345.30.00 - M.I.D., 51 bis, av. de la République, 75011 Paris - 357.82.90 - O.P.S. - 63, bd Saint-Marc, 75013 Paris - 707.47.02 - R.Y.O., 94, rue de Montparnasse, 75014 Paris - 321.46.35 - ASYSTEL - 177, rue de Louvain, 75015 Paris - 539.25.01 - COMPUTERLAND PARIS XV, Centre Commercial Beaugrenelle - 15, rue Linois, 75015 Paris - 575.75.78 - COMPUSOL, 12, rue Rosenwald, 75015 Paris - 530.07.37 - DIP ELECTRONIC, 28, rue Molitor, 75015 Paris - 565.68.38 - INFOTORE - GROUPE DARTY, 272, rue de Valenciennes, 75015 Paris - 532.87.00 - E.A., 212, rue Lecourbe, 75015 Paris - 533.13.50 - L.T.A., 8, rue de l'Arrivée, 75015 Paris - 548.32.60 - SIDEB, 170, rue Saint-Charles, 75015 Paris - 557.79.12 - S.T.I.A., 7, rue Paul-Barcel, 75015 Paris - 306.46.06 - CACT, 9, rue La Pérouse, 75016 Paris - 720.10.20 - CERMIA, 29-31, rue Lauriston, 75016 Paris - 727.31.01 - ECS DIFFUSION, 37, rue Jean-Giraudoux, 75016 Paris - 500.40.18 - GALILEE INFORMATIQUE, 41-45, rue de Galilée, 75016 Paris - 727.33.30 - MICRODATA INTERNATIONAL, 50, rue Raymond, 75016 Paris - 525.81.64 - TOP DATA, 53, av. de la Grande-Armée, 75016 Paris - 501.98.12 - L.T.A., 154, rue Cardinet, 75017 Paris - 627.23.57 - MICRO ASSISTANCE, 3, rue de Phalebourg, 75017 Paris - 766.46.58 - RANDOM, 75, bd Péreire, 75017 Paris - 227.59.30 - L.T.A., 18, rue Pouchet, 75018 Paris - 627.23.57 - SODIS, 64-70, rue de Crimée, 75019 Paris - 501.30.06 - M.B.M., 94, rue Ham, 75020 Paris - 720.46.17 - SIF INFORMATIQUE, 18, rue d'Anjou, 75005 Versailles - 960.75.65 - S.M.O., 2-4, av. de l'Europe, 78141 Vélizy-Villacoublay - 946.96.38 - CMG, Le Parnasse - Z.A. de Courtabouff BP 39 - 91941 Les Ulis Cedex - 446.12.12 - SODIS, Immeuble "Le Karim" - Av. des Indes - Z.A. de Courtabouff, 91940 Les Ulis Cedex - 446.20.70 - CEGEDIM, 100 bis, rue de la Reine, 92100 Boulogne - 603.26.80 - MICROLOGIE, 143 bis, av. J.-B. Clément, 92100 Boulogne - 604.78.55 - MICROLOGIE, 7-9, rue des 4-Cheminées, 92100 Boulogne - 608.47.47 - DECIS ESPACE MICRO, 65, rue Martre, 92110 Chichy - 739.28.67 - G.E.I.S., 19, av. Léon-Gambetta, 92120 Montrouge - 657.14.22 - IMATIC (ISTA), 163, av. Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly - 747.11.26 - E.A.C., La Défense 4 - Centre Commercial du R.E.R., 92800 Puteaux - 788.26.38 - IMATIC (ISTA), La Bourdonnaye, 92850 Le Plessis-Robinson - 630.21.46 - MICRODATA INTERNATIONAL, 5, rue Jeanne-d'Arc, 94160 Saint-Mandé - 808.54.35 - SOFICO, 98 bis, bd de Champsigny, 94100 Saint-Maur - 889.95.90 - COBIA, 133, rue du Maréchal-Leclerc, 94410 Saint-Maurice - 889.60.16

CENTRE DE VENTE IBM, Tour Maine-Montparnasse - 33, avenue du Maine, 75014 Paris - 538.74.47.

L'ordinateur personnel IBM: la plus simple des décisions.

*Légit au 1.12.83

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SEPT MOIS
	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
.....	8,4390 8,4430	+ 110 + 140	+ 125 + 270	+ 700 + 810
.....	6,7587 6,7525	+ 137 + 177	+ 245 + 297	+ 713 + 818
.....	3,5623 3,5775	+ 160 + 180	+ 314 + 342	+ 560 + 1033
.....	3,0459 3,0524	+ 147 + 160	+ 228 + 285	+ 850 + 897
.....	2,7179 2,7285	+ 133 + 147	+ 239 + 278	+ 760 + 806
.....	14,9768 14,9871	+ 169 + 262	+ 249 + 373	+ 625 + 826
.....	3,8118 3,8223	+ 229 + 259	+ 464 + 492	+ 1442 + 1510
.....	5,8337 5,8376	+ 238 + 258	+ 391 + 429	+ 1387 + 1523
.....	11,9749 11,9845	+ 300 + 321	+ 539 + 630	+ 1461 + 1644

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 9/16	9 15/16	10 1/16	10 1/8	10 1/4	10 3/8	10 1/2	10 5/8	10 3/4	10 7/8
.....	5 3/8	6 3/4	6 5/16	6 11/16	6 1/4	6 5/8	6 7/16	6 11/16	6 13/16	6 15/16
.....	5 7/8	6 1/4	6 3/16	6 9/16	6 1/4	6 5/8	6 7/16	6 11/16	6 13/16	6 15/16
.....	8 1/2	10	10	11 1/2	10 1/4	11 1/2	10 3/4	12	12	12
.....	1 7/8	2 5/8	4 7/8	5 1/4	4 11/16	5 1/16	4 11/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16
.....	15 3/4	17 3/4	16 3/4	17 3/4	16 1/2	17 3/4	17 1/4	18 1/2	18 1/2	18 1/2
.....	8 3/4	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/4	9 5/8	9 3/4	10 1/8	10 1/8	10 1/8
.....	11 3/4	13	12 1/4	13 1/4	12 3/4	14	14	14	14	14

cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en tins par une grande banque de la place.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE SONATRACH

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

La Direction Production lance un avis d'appel d'offres national et international pour la fourniture de :

TÊTES DE TUBING SPÉCIALES

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion de regroupements, représentants de firmes et res intermédiaires, etc., conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges directement ou par le canal de l'ambassade à Sonatrach, Direction Production, 8, chemin du service - Hydra - Alger. Département Approvisionnement et transports, à partir de la parution du présent avis, contre paiement de la somme de : 200 DA.

Les soumissions devront être établies en douze (12) exemplaires et envoyées sous double pli cacheté et recommandé. Le pli fermé devra porter la mention suivante :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° 018/83/DAT/PRD. A NE PAS OUVRIR CONFIDENTIEL ». La date limite pour le dépôt des offres est fixée à jours à compter de la date de parution du présent avis.

Toute soumission parvenue après ce délai sera considérée comme nulle.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

TÉLEX PARTAGÉ
TRAVERSE SERVICE TELEX PARIS 345.21.62

Proposez-moi, tout net,
une situation

Qui fasse résonner
les cordes de nos lyres

Et pleuvoir les écus
dans votre tirelire !

VOIR PAGE 32

ÉTRANGER

La C.E.E. signe un accord de coopération économique avec les pays andins

Carthagène (Colombie). — Les cinq pays du pacte andin et les Dix de la C.E.E. ont signé, le samedi 17 décembre à Carthagène en Colombie, un accord de coopération économique et commerciale destiné à promouvoir le développement de cette région latino-américaine dans les domaines les plus variés. Le pacte andin a été fondé en 1969 par la Colombie, l'Équateur, le Pérou, la Bolivie et le Chili. Le Venezuela a, depuis Lora, rejoint, en 1973, ce groupe, que le Chili a quitté en 1976. Le Panama a fait savoir, le 17 décembre, qu'il envisageait de poser sa candidature pour rejoindre le Pacte andin.

Les négociations entre les Dix et les cinq pays latino-américains signataires de l'accord de fondation ont, précisément, « de Carthagène » commencé en mai 1980. Mais elles avaient, à deux reprises, périé, d'abord en raison du renversement, en juillet de la même année, du gouvernement constitutionnel de la présidence, M^{re} Guelier, puis, au printemps 1982, en raison de l'embargo décidé par la C.E.E. à l'encontre de l'Argentine lors de l'affaire des Malouines.

La Côte-d'Ivoire a demandé un rééchelonnement de sa dette extérieure

A la demande du gouvernement de la Côte-d'Ivoire, les négociations pour le rééchelonnement de la dette extérieure de ce pays, évaluée à 7 milliards de dollars (près de 60 milliards de francs), vont commencer cette semaine. Elles porteront, en premier lieu, sur l'échéancier des paiements à effectuer en 1984, évalués à 1 milliard de dollars (8,5 milliards de francs), capital et intérêt. Le ministre des Finances ivoirien rencontrera les représentants des pays créanciers à Paris, et ceux des banques internationales à Londres. On sait que la France est l'un des principaux créanciers de la Côte-d'Ivoire, sans doute le premier, avec un montant supérieur à 13 milliards de francs (y compris les prêts en devises).

De nombreux observateurs à Abidjan s'attendaient à cette demande, sans précédent dans l'histoire financière du pays, mais jugée inévitable. Le président Houphouët-Boigny, soucieux de ne pas ternir une image de marque brillante

■ La coopération entre la France et l'Inde. — La France et l'Inde vont examiner prochainement les divers aspects d'une coopération dans le domaine nucléaire, a indiqué, mardi 13 décembre, le ministre de la recherche et de l'industrie M. Laurent Fabius, au cours d'une visite officielle en Inde. (Depuis l'Inde, la France, succédant aux États-Unis, livre de l'uranium enrichi pour la centrale atomique de Tarapur, près de Bombay). Le ministre, qui était accompagné d'une trentaine d'hommes d'affaires et de dirigeants de grandes sociétés nationales, a également annoncé que la coopération industrielle franco-indienne allait s'étendre dans divers secteurs intéressants les technologies avancées (fibres optiques, centraux téléphoniques, exploration des richesses sous-marines, recherche pétrolière en mer et, surtout, informatique. — (Reuter-A.F.P.-A.F.P.)

AFFAIRES

UN CONSORTIUM BANCAIRE PARTICIPERA AU RACHAT DE GRUNDIG AUX CÔTÉS DU GROUPE PHILIPS

Un consortium de banques européennes participera, aux côtés du groupe Philips, au rachat de tout ou partie de la participation que M. Max Grundig et sa famille possèdent dans la société allemande Grundig. (Le Monde daté 18-19 décembre).

Le groupe Philips a précisé, lundi 19 décembre, qu'une nouvelle société en commandite simple appelée E.M.V. prendra le contrôle de Grundig. La fondation Max Grundig participera à la E.M.V.

Les négociations se poursuivent encore entre les diverses parties, mais il semble désormais acquis que M. Max Grundig, âgé de soixante-cinq ans, se retirera le 1^{er} avril 1984 et laissera la gestion quotidienne de son groupe à Philips. Toutefois, M. Max Grundig restera président du conseil de surveillance « d'avis » de la société, et sa famille obtiendra un « dividende garanti » pendant vingt-cinq années.

Philips détiend, on le sait, 24,5 % de Grundig, soit moins que la minorité de blocage qui est en R.F.A. de 25 %. Toute acquisition supérieure à ce pourcentage doit être soumise à l'Office des cartels de Berlin-Ouest. Ce dernier s'était prononcé contre la proposition de rachat de 75,5 % du capital de Grundig formulée voilà un an par le groupe français Thomson-Brandt.

■ Poursuite des négociations entre Poulain et Buitoni. — La société Poulain Industries dément que les pourparlers avec le premier groupe agro-alimentaire italien, Buitoni-Peruggina, aient été rompus. En septembre dernier, la société française avait annoncé son intention de négocier le rachat de la majorité du capital de Buitoni-Peruggina et s'était donné trois mois pour aboutir. Alors que, selon l'A.F.P., l'assesseur au travail de la région de Toscane, M. Roberto Teroni, annonçait que le groupe français avait renoncé à cette opération, à Paris, Poulain Industries a fait savoir que les négociations étaient toujours en cours. Les problèmes importants conduisant à une prolongation des discussions.

Le Carnet des Entreprises

■ NORD-EST

MONSIEUR GUSTAVE RAMBAUD

est nommé président-directeur général de la société Nord-Est.

M. JEAN HUE DE LA COLOMBE ayant demandé, en raison de son âge, à être déchargé de ses fonctions de président-directeur général de Nord-Est à compter du 1^{er} janvier 1984, le conseil d'administration de la société, dans sa séance du 14 décembre 1983, a pris acte avec regret de sa décision et a désigné pour lui succéder, M. GUSTAVE RAMBAUD.

Ce conseil a nommé M. JEAN HUE DE LA COLOMBE, vice-président, et a confirmé M. LOUIS MERMOD dans ses fonctions d'administrateur directeur général.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à : 770-85-33.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT GROUPÉ DE 10 COLLECTIVITÉS PUBLIQUES D'ÎLE-DE-FRANCE

19 Décembre 1983 - 700 millions de F.



14,30%

Emission de 140.000 obligations de 5.000 F.
Prix d'émission: le pair.
Jouissance: 3 Janvier 1984.
Durée de l'emprunt: 10 ans.
Amortissement: 10 annuités constantes (demi-firage, demi-rachat).

Taux de rendement actuariel brut: **14,30%**

Souscriptions dans les Banques, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste et les Caisses d'Épargne. Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5.000 F par an. Une note d'information (vise C.O.B. n° 83.333 du 15.12.83) peut être obtenue sans frais auprès de la C.A.E.C.I. 56, rue de Lille - 75356 PARIS, et des établissements chargés du placement.

Avec le concours de la C.A.E.C.I.



UNION GÉNÉRALE D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS UGIMO

Le conseil d'administration, réuni le 12 décembre 1983, a procédé à l'examen de la situation financière du bilan au 30 juin 1983 et a pris connaissance du compte rendu d'activités ainsi que des perspectives de résultats de la société pour l'ensemble de l'exercice.

Dans un marché locatif toujours dominé par la demande, le taux d'occupation de l'ensemble du patrimoine est tout proche de 100 %.

Les travaux de construction de l'immeuble de 33 appartements à Issy-les-Moulineaux se poursuivent conformément au planning établi, son achèvement étant prévu à la fin de l'année 1984.

Les résultats prévisionnels de l'exercice permettent d'envisager de maintenir une nouvelle progression du dividende.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

COMPAGNIE EUROPÉENNE D'ACCUMULATEURS

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, réunie le 9 décembre 1983, a décidé, pour absorber la quasi-totalité des déficits antérieurs, de réduire le capital social de 132 250 000 F à 15 870 000 F par diminution de 100 F à 12 F par action.

A l'issue de cette assemblée, le conseil d'administration, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés, a décidé de porter le capital de 15 870 000 F à 95 225 000 F par création de 6 612 500 actions nouvelles de 12 F nominal. Ces actions de 30 F, soit avec une prime d'émission de 18 F, sont à souscrire contre espèces libérées entièrement à la souscription.

Elles seront réservées par préférence aux propriétaires des actions en qui n'auront le droit de souscrire, à titre irréductible, cinq actions nouvelles par action ancienne.

Les souscriptions seront reçues du 19 décembre 1983 au 20 janvier 1984, guichets des sièges, succursales et agences des établissements suivants: ELECTROBANQUE, CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, BANQUE NATIONALE DE PARIS, CREDIT LYONNAIS, BANQUE INDOSUEZ.

(Vise de la COB en date du 15 décembre 1983, n° 83.331.)

Pour contribuer au développement des télécommunications

UN FIL CONDUCTEUR POUR VOTRE ÉPARGNE

EMPRUNT 14,20% DÉCEMBRE 1983

de F 360 000 000 représentés par 72 000 obligations de F 5 000

Prix d'émission: F 4 995 par obligation
Date de jouissance et de règlement des souscriptions: 9 janvier 1984
Durée: 12 ans
Amortissement: en 8 tranches égales de 1989 à 1996:
• soit par remboursement au pair
• soit par rachat en Bourse
Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance: **14,22%**

Cotation: Bourse de Paris.

BALO du 19-décembre 1983. Une note d'information qui a reçu le visa de la COB n° 83-332 en date du 15 décembre 1983 est tenue à la disposition du public.



Depuis 39 ans, le journal spécialisé

"Les Annonces" est le n° 1 pour la vente des fonds de commerce

En vente partout 3 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS - Tél. (1) 806-30-30

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE SONATRACH

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

La Direction Production lance un avis d'appel d'offres national et international pour la fourniture de: **MATÉRIEL POUR INSTALLATION SURFACE GAZ LIFT** (robustesse, raccorderie, protection cathodique)

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion de regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, etc., conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges directement ou par le canal de leur ambassade à Sonatrach, Direction Production, 8, chemin du Réservoir - Hydra - Alger. Département Approvisionnement et Transports, à partir de la parution du présent avis, contre paiement de la somme de: 200 DA.

Les soumissions devront être établies en douze (12) exemplaires et envoyées sous double pli cacheté et recommandé. Le pli extérieur devra porter la mention suivante:

« APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° 019/83/DAT/PRD. A NE PAS OUVRIR CONFIDENTIEL. » La date limite pour le dépôt des offres est fixée à 60 jours à compter de la date de parution du présent avis.

Toute soumission parvenue après ce délai sera considérée comme nulle.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE SONATRACH

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

La Direction Production lance un avis d'appel d'offres national et international pour la fourniture de: **1 LOT DE MACHINES-OUTILS**

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion de regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, etc., conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges directement ou par le canal de leur ambassade à Sonatrach, Direction Production, 8, chemin du Réservoir - Hydra - Alger. Département Approvisionnement et Transports, à partir de la parution du présent avis, contre paiement de la somme de: 200 DA.

Les soumissions devront être établies en douze (12) exemplaires et envoyées sous double pli cacheté et recommandé. Le pli extérieur devra porter la mention suivante:

« APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° 010/83/MA. A NE PAS OUVRIR CONFIDENTIEL. » La date limite pour le dépôt des offres est fixée à 3 mois à compter de la date de parution du présent avis.

Toute soumission parvenue après ce délai sera considérée comme nulle.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT GROUPE COLLECTIVITES PUBLIQUES D'ILE-DE-FRANCE



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE	
Principaux postes en millions de francs	
(en millions de francs)	
ACTIF	
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	300 616
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	280 738
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉFINANCEMENT	204 033
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU RÉGIM	78 903
5) DIVERS	6 912
Total	860 374
PASSIF	
1) BILLET EN CIRCULATION	180 109
2) COMPTES CRÉDITÉS ÉTRANGERS	11 834
3) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	7 979
4) COMPTES CRÉDITÉS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	71 321
5) COMPTES COURANT DES DÉPÔSANTS	17 630
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	76 476
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	2 583
8) DIVERS	13 876
Total	860 374

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT NATIONAL. - En 1983, l'établissement de la rue Saint-Marc aura consacré, pour son propre compte, entre 13,5 et 14 milliards de francs de prêts à long terme, entre la distribution de 6 milliards de francs de prêts spéciaux garantis par l'État. Au total, près de mille cinq cents entreprises auront bénéficié de cette enveloppe de ressources propres au Crédit national, soit une augmentation de 40 % environ par rapport à l'année précédente selon la répartition approximative suivante établie au début du mois de décembre :

- Prêts aux conditions du marché (P.C.M.) : 3,4 milliards de francs ;
- Prêts aidés aux entreprises (P.A.E.) : 2,4 milliards de francs ;
- Prêts spéciaux pour l'investissement (P.S.I.) : 5,8 milliards de francs ;
- Prêts supplémentaires de refinancement dans le cadre du « monétaire de l'État » (P.S.R.) : 1,4 milliard de francs ;
- Prêts participatifs : 200 millions de francs.

En ce qui concerne les enveloppes de prêts à taux privilégiés mises à la disposition de l'établissement par les pouvoirs publics, celui-ci sollicite également des « totalement consensuels », y compris le complément que le Crédit national a obtenu en fin d'année « pour satisfaire la demande toujours très soutenue ».

Par ailleurs, il est précisé que sur les quelques 5,8 milliards de francs de prêts spéciaux pour l'investissement accordés cette année, 45 % de la demande émane « d'entreprises tournées vers l'avenir qui automatisent leur processus de production ou innovent en lançant des produits ou des procédés de fabrication nouveaux ». Enfin, il apparaît, au vu du développement des procédures de prêts « consensuels », que les entreprises françaises sont toujours plus nombreuses à se tourner vers le crédit bancaire pour financer leurs opérations, ce qui est en accord avec la politique de la Banque de France.

BOURSE DE PARIS Comptant 16 DECEMBRE

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence			
3 %	28	0,831	Delmas-Vieljeux	130	680		Financière	161	174		Financière	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (I)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (II)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (III)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (IV)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (V)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (VI)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (VII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (VIII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (IX)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (X)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XI)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XIII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XIV)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XV)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XVI)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XVII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XVIII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XIX)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XX)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XXI)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XXII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XXIII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XXIV)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XXV)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XXVI)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XXVII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XXVIII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XXIX)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XXX)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XXXI)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XXXII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XXXIII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XXXIV)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XXXV)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XXXVI)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XXXVII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XXXVIII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XXXIX)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XL)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XLI)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XLII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XLIII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XLIV)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XLV)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XLVI)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XLVII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XLVIII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (XLIX)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (L)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LI)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LIII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LIV)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LV)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LVI)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LVII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LVIII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LVIX)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LX)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXI)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXIII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXIV)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXV)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXVI)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXVII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXVIII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXIX)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXX)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXXI)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXXII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXXIII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXXIV)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXXV)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXXVI)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXXVII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXXVIII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXXIX)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXXX)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXXXI)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXXXII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXXXIII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXXXIV)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXXXV)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXXXVI)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXXXVII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXXXVIII)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	
5 %	28	0,831	Dir. Rég. P.A.C. (LXXXIX)	113	50		Profit Ind. Inc.	14	14		Profit Ind. Inc.	245	245	

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. « Mort, le féminisme ? », par Gisèle Moreau ; LU : Sept ans d'aventures au Tibet, de Heinrich Harrer.

ÉTRANGER

- 3-4. EUROPE
- GRANDE-BRETAGNE : l'IRA provoque la réouverture de l'attentat qui a fait cinq morts et quatre-vingt-onze blessés à Londres.
4. PROCHE-ORIENT
5. DIPLOMATIE
6. AFRIQUE
7. ASIE
8. AMÉRIQUES

POLITIQUE

6. Les résultats des élections législatives partielles.
- M. Roland Dumas nouveau ministre des affaires européennes.
7. Assemblée nationale : le budget 1984 en deuxième lecture.

RÉGIONS

9. ÎLE-DE-FRANCE : médecine en chantier.

SOCIÉTÉ

10. ÉDUCATION.
- SCIENCES : polémique autour du Soleil.
- FAITS DIVERS : fin de semaine tragique en Europe.
11. EN BRIEF.
- ÉCHecs.

SPORTS

- 12-13. ATHLÉTISME : le vingt-troisième tour du monde.

CULTURE

15. L'Ensemble intercontinental à Vienne.
17-18. COMMUNICATION : l'examen du projet de loi sur la presse ; La semaine multimedias du CEST.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

19. L'autorité française à la lumière de l'expérience allemande, par le docteur Ernst-Moritz Lipp.
20. Deux importantes innovations dans la comptabilité française : le nouveau plan comptable et les comptes consolidés.
21. La Fonds international de développement agricole menacé à son tour par l'austérité ambiante.
22. A travers les revues étrangères, par Daniel Vitry.

ÉCONOMIE

- 33-34. LE DOSSIER TALBOT.
35. SOCIAL.
36. ÉTRANGER.

- RADIO-TELEVISION (18)
INFORMATIONS
SERVICES (14) :
« Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (23 à 32) ; Carnet (13) ; Programmes des spectacles (16-17) ; Marchés financiers (37).

Le numéro du « Monde » daté 18 décembre 1983 a été tiré à 457 876 exemplaires

Le Monde
Femmes & Hommes
97 Champs-Élysées

A B C D E F G

AU SÉNÉGAL

Des affrontements ont fait dix-neuf morts et quatre-vingts blessés en Casamance

Des affrontements qui ont opposé, dimanche 18 décembre, à Ziguinchor, chef-lieu de la Casamance, des « individus armés » aux forces de l'ordre ont fait dix-neuf morts et quatre-vingts blessés, selon un bilan provisoire. Selon un communiqué officiel, le gouverneur et la gendarmerie ont été attaqués par des hommes venus d'une forêt voisine et équipés d'armes blanches et de quelques fusils.

Ces affrontements sont à rapprocher du lynchage, le 6 décembre, d'une demi-douzaine de gendarmes par des militants indépendantistes en colère, dans le bois sacré de Diabir, proche de l'aéroport de Ziguinchor, et de la condamnation, le 12 décembre, à des peines de prison sévères d'une trentaine de membres du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (M.F.D.C.) impliqués dans les émeutes insurrectionnelles du 26 décembre 1982.

Les affrontements de dimanche ont fait quatre morts et vingt blessés du côté des forces de sécurité, quinze morts et soixante blessés parmi les assaillants. Une centaine d'arrestations ont, d'autre part, été opérées.

En début de matinée, nous signalons notre correspondant, Pierre Biarnès,

les émeutiers, après avoir tenu tête pendant plus de deux heures aux forces de l'ordre, qui ont tout de suite perdu quatre hommes, mais qui ont répliqué très durement, se sont retirés.

En fin de journée le calme était à peu près complètement rétabli sur les lieux, où la tension demeurait cependant très vive. Les forces de l'ordre « ratisaient » la ville et les bois environnants. La consternation était générale à Dakar. La folle audace dont ont fait preuve les émeutiers alors que leur armement était des plus sommaires (couteaux, en effet, d'une exaspération contre le pouvoir central dont jusqu'à présent peu de Sénégalais admettaient l'ampleur).

Les pouvoirs publics redoutent une nouvelle manifestation de plus grande envergure le 26 décembre, premier anniversaire de la manifestation de Ziguinchor. Ces affrontements ont pour origine un problème ethnique : les Diolas de Casamance supportent, en effet, de plus en plus difficilement la « qualification » de leur région par plusieurs dizaines de milliers de Sénégalais qui, chassés par la sécheresse du centre du pays, affluent vers les forêts de la Basse-Casamance.

A POISSY

Une C.G.T. embarrassée

Lundi matin, gare Saint-Lazare. Le train spécial de 6 h 10, qui emporte chaque matin les travailleurs vers le « quai Talbot » de Poissy n'est pas anodin. Rayé, Gommé. « Je le savais depuis hier. J'ai voulu venir voir », dit un non-gréviste avant de rentrer chez lui. En masse, les autres envahissent la ligne régulière. Puis ils quittent pour un quart d'heure de randonnée, en longue procession murmurante, la gare de Poissy pour la gare de la gare.

La gare se réchauffe. Malgré les tracaseries, on est rassuré de se retrouver aussi nombreux que vendredi dernier pour le traditionnel meeting de l'aube. Daniel Richter, responsable du syndicat C.F.D.T. de Renault-Finns, a pris des travailleurs en « stop » à Poissy. On a jonglé avec les bus — la direction a aussi supprimé le service de cars —, réquisitionné les rares voitures. On s'y est entassé et on est là ce matin.

Désarçonné, C.G.T. et C.F.D.T. vendredi encore apparemment unis, ne sont plus sur la même longueur d'onde. « Il faut expliquer aux travailleurs tous les tenants et aboutissants », explique Nora Trebbel, responsable de la C.G.T. à Talbot-Poissy, la même grave. Et de mettre en balance, dans un discours équilibré (« hypocrite ») mais aussi un militant C.F.D.T. : « Je les ai acquis, les avancées » la réduction du nombre des licenciements, les mesures d'aide au reclassement (« les zones d'ombre ») les 1 905 licenciements restants), invitant les travailleurs à discuter en conseil d'atelier avant de décider, lors d'un meeting, cet après-midi. Applaudissements polis.

1 905 licenciements, c'est encore 1 905 de trop — réplique follement acclamé, lui, Jean-Pierre Nodal, de la C.F.D.T., qui invite à « maintenir l'occupation ». Et de proposer, sous l'œil impavide de Nora Trebbel, aux « camarades de la C.G.T. de s'organiser ».

riser en comité de grève, car la lutte risque d'être longue ».

« Les patrons ne voudront jamais prendre des travailleurs de Talbot, car ils se disent qu'ils vont introduire chez eux la revendication », ajoute Daniel Richter.

« 1 905 licenciements, c'est encore trop », crie un O.S. africain. « Mais si la C.G.T. appelle à reprendre le travail, nous reprendrons car nous avons confiance ».

La confiance, ça se mérite. Rude matinée pour Nora Trebbel ! Transformée en V.R.P. du plan de reclassement, suivie comme son ombre par M. Georges Guézennec, responsable de la « fédération », Nora Trebbel dépense dans les ateliers des trésors de dialectique :

« Comment peut-on avoir confiance, Madame. Avec tous ces chômeurs, ils ne nous reclasseront jamais ».

« Si c'était le patron qui faisait cette proposition, je me méfierais. Mais un bureau va être créé sous la responsabilité du gouvernement. J'ai rencontré le préfet des Yvelines hier soir, il nous a garanti que le cas de chaque travailleur sera examiné individuellement. C'est la première fois que cela se fait en France ».

Le licenciement « sur mesure » ne convainc apparemment pas l'atelier B 3, cœur de toutes les grèves. Quant à la formation : « J'ai quinze enfants et tu veux que je retourne à l'école ? S'indigne un travailleur marocain. Les 20 000 F. proposés par le gouvernement pour nous embourser, le patron ne les donne pas, il nous les donne à nous, pour qu'on s'en aille définitivement ».

« C'est un vrai problème », admet Nora Trebbel, d'une voix qu'étouffent les mille discussions passionnées de l'atelier B 3.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

UNE ENQUÊTE DE L'INSEE

Les chefs d'entreprise révisent en hausse leurs prévisions d'investissements pour 1984

Interrogés en novembre par l'INSEE, les chefs d'entreprise (1) ont déclaré qu'ils augmenteraient de 15 % leurs investissements. Ce chiffre, qui inclut la hausse des prix, correspond à une augmentation moindre en volume. Il n'en explique pas moins une révision en hausse des prévisions des chefs d'entreprises par rapport aux réponses faites en juin à la même enquête.

L'INSEE fournit deux explications à cette révision : report sur 1984 d'investissements prévus en 1983 et non réalisés (les chefs d'entreprise prévoyaient une baisse plus faible : - 3 % au lieu de 4 % cette année) ; programmes importants des grandes entreprises. Seules les industries agro-alimentaires annoncent une hausse en valeur (+ 15 % en 1983, + 26 % en 1984) correspondant à une progression en volume en 1983 comme en 1984. Les prévisions sont basses en 1983 dans les secteurs de biens de consommation (+ 2 % en valeur), mais se redressent en 1984 (+ 10 % en valeur) grâce à la parachimie-pharmacie et l'équipement ménager. Dans les secteurs de l'automobile et des autres matériels de transport terrestre, la faible hausse en valeur prévue pour 1983 et 1984 (respectivement + 3 % et + 5 %) entraînerait un recul en volume.

Dans les industries de biens d'équipement professionnel, les chefs d'entreprise prévoient une stabilité de l'investissement en volume en 1983 et une légère hausse en 1984 (+ 1 % en valeur en 1983 comme en 1984), en retrait par rap-

port à leurs précédentes prévisions.

C'est dans les secteurs de biens intermédiaires que la différence d'évolution entre 1983 et 1984 est la plus marquée : en valeur, + 2 % en 1983 et + 20 % en 1984. Aussi, l'investissement ne progresse-t-il en volume, en 1983, que dans les secteurs de la sidérurgie, du papier-carton et de la chimie de base. Inversement, tous les secteurs (sauf la chimie de base) connaîtront une progression en volume en 1984.

La proportion d'entreprises déclarant pouvoir, au cours des prochains mois, réaliser tous les investissements nécessaires, reste faible : 47 % au lieu de 51 % en juin. L'insuffisance des marges d'autofinancement constitue le principal obstacle, alors que l'obtention de concours financiers extérieurs n'est pas actuellement difficile.

Dans les mois à venir, la part des investissements d'extension des capacités augmentera légèrement : 37 % au lieu de 30 % en juin, tout en restant minoritaire. [La prévision officielle annexée à la loi de finances pour 1984 table sur une progression de 0,8 % en volume des investissements des sociétés et entreprises individuelles. Pour 1983, la prévision est en recul de 2 % en volume. Pour 1981, la stagnation avait été totale.]

(1) L'enquête couvre toutes les branches industrielles sauf celles de bâtiment et des travaux publics. Trois mille chefs d'entreprise (la moitié des investissements industriels) y répondent.

Les menaces de retrait américain de l'UNESCO

« LE DÉBAT SUR LA COMMUNICATION NE CESSERA PAS », affirme M. M'Bow

Le débat sur un nouvel ordre mondial de l'information « ne cessera pas » en dépit des menaces de retrait américain de l'UNESCO, a dit, vendredi 16 décembre à Bangor, le directeur général de cette organisation, M. Amadou Mahtar M'Bow. Il répondait indirectement à une déclaration du porte-parole du département d'Etat américain, M. John Hughes, qui avait indiqué jeudi, (Le Monde du 17 décembre) que Washington « envisage sérieusement » de se retirer de l'UNESCO.

M. M'Bow a refusé de commenter directement la menace américaine, se bornant à indiquer que les États participants à l'UNESCO « étaient libres de rester ou de quitter l'organisation ». Pressé de questions sur la notion de nouvel ordre de l'information, il a déclaré : « Le débat ouvert sur la communication est un débat qui ne cessera pas, quelles que soient les menaces que peuvent proférer quelques-uns, ou quelle que soit la volonté qui aurait quelques autres de voir de débats s'arrêter ».

[Les États-Unis, qui assument le quart du budget de l'UNESCO, sont le seul pays à avoir voté contre le budget 1984-1985 (Le Monde du 30 novembre). En 1974 et 1975, ils s'étaient déjà retirés de l'UNESCO, avant d'y revenir en réglant leur quart-part fléchissant avec les intérêts des autres États. Faisant allusion à l'éventuelle nouvelle défection de plus grand bailleur de fonds de son organisation, M. M'Bow avait déclaré, le 28 novembre, que, le cas échéant, il serait contraint de construire un campement.]

UNE BAVURE POLICIÈRE

Un automobiliste, M. Armando Alves, a été blessé gravement, dimanche 18 décembre, par un policier. Le gardien de la paix, M. André Deschamps, qui avait failli être renversé par un automobiliste rue du Châtelet d'Ivry, à Paris, le prenait en chasse. L'ayant interpellé quelques mètres plus loin, il l'aurait blessé accidentellement d'une balle de revolver au cours d'une bousculade.

« Un malfaiteur tué à Paris. — Un jeune malfaiteur, Claude Villeneuve, vingt ans, a été tué, le dimanche 18 décembre en fin de journée, par un policier. Deux hommes armés auraient tiré sur le gardien de la paix, qui parait sa voiture rue de Provence, à Paris, et ce dernier aurait riposté avec son arme de service. Le second malfaiteur a pris la fuite.

Un bon conseil
Pour acheter
votre
MINOLTA

venez
nous voir
avec cette
annonce

Nous vous ferons la plus « grande surface » Exemple : MINOLTA 7A 770 avec obj. Rokkor 1/70 mm 2.8/50

Nous vous montrons comment personnaliser votre équipement avec les 54 accessoires et les 31 objectifs MINOLTA.

Un de nos spécialistes vous fera assister et prendra tout son temps pour vous faire une démonstration complète.

Vous serez sûr de repartir en sachant « bien » vous servir de votre appareil.

4 bonnes raisons qui justifient la devise
images

Photo, ciné labo, vidéo aux meilleurs prix plus les services toujours gratuits.

31 et 24, rue Saint Augustin 75002 Paris (métro : 4 Septembre ou Opéra) Tél. 742.42.42 Reprises - Occasions. Carte bleue Crédits sur mesure - Leasing.

Sur le vif

Hécatombes

Quel week-end, Grand Dieu ! on n'est pas prêt de l'oublier. Chaque fois qu'on appuyait sur le bouton de la radio ou de la télé, on avait l'impression de déclencher à distance une nouvelle hécatombe du genre Herroda.

Les morts nous dégringolaient sur la tête. Nos écrans étaient obscurcis par les larmes, les attentats, des incendies. On trébailait, de Londres à Amsterdam en passant par Madrid, au milieu des gravats, des débris, des vitres cassées, avec des rescapés hagards, secourus de sanglants, couverts de sang.

Dimanche soir encore, nouveau drame : trente-cinq marins en permission tués dans un accident de la route à Gènes. Bon, on va se coucher ! Ce n'est pas possible, la série noire va bien finir par s'arrêter. Pensez-vous ! Lundi matin on a remis ça. On allume le transistor, on branche la cafetière électrique et on voit tomber, au milieu des tartines,

sur la table d'office, l'oreille coupée du jeune Bulgari expédié à la fusillade par les rivaux dans un sabbat en plastique. On en avait le cœur levé.

Et pendant ce temps-là, à Belfast, eux, ils faisaient semblant. Ils s'offraient un adieu pour rire. Ils déclenchaient un plan ORSEC à grand spectacle. Ils annonçaient plusieurs milliers de victimes bides et envoyaient des centaines de sauveteurs ramasser, sous l'œil de la caméra, des blessés volontaires barbouillés de peinture rouge.

Programmes de longue date, d'accord, cette catastrophe en trompe l'œil ne pouvait pas plus mal tomber. Quand comédie donne la rime à tragédie, la réalité en prend un coup. Elle a beau faire basculer la fiction dans la farce, elle y perd, c'est terrible à dire, un peu de son impact.

CLAUDE SARRAUTE.

LE PÈRE HENRI DE FARCY EST MORT

Le père Henri de Farcy, jésuite, spécialiste de l'économie agricole, vient de mourir à l'âge de soixante-neuf ans.

[Fils d'un agriculteur, il était né à Rennes le 21 mai 1914. Docteur de l'université de Lyon, diplômé du centre de perfectionnement de l'administration des affaires de la Chambre de commerce de Paris, le père de Farcy avait d'abord une carrière d'enseignant ; de 1948 à 1952, directeur de l'enseignement et professeur d'économie rurale à l'École supérieure d'agriculture d'Angers et professeur, depuis 1951, à l'Institut catholique de Paris. Il fut consultant de plusieurs organisations internationales dont le FAO, organisation auprès de laquelle il fut un temps le représentant du Saint-Siège. Rédacteur à la revue de l'Action populaire depuis 1952, il était aussi membre du comité de rédaction de la revue *Projet*. Il a publié de nombreux ouvrages : *Peuplement de l'agriculture à la conquête de son marché ; Vers une morale des affaires ; Économie agricole ; L'Espagne rurale ; La propriété agricole ; Le milieu d'agriculture à temps partiel ; Ambiguïté de l'exode urbain*. Henri de Farcy était membre de l'Académie de l'agriculture depuis 1966. Croix de guerre 39-45 ; officier du Mérite agricole.]

Le père de Farcy était une personnalité rayonnante. Ses travaux d'expert ne l'avaient jamais détourné d'une attention chaleureuse aux hommes que sa foi, son amitié, ou sa profession l'avaient amené à rencontrer sur le large chemin de sa vie.]

NOUVELLES BRÈVES

« M. Régis Debray en Chine. —

Le chargé de mission à Pékin, qui effectuait une visite en Chine, s'est entretenu samedi 17 décembre, à Pékin avec le prince Sibomouk, président de la coalition du Kampuchéa démocratique opposée au régime pro-vietnamien de Phnom-Penh.

M. Debray lui a transmis, assurément, de source cambodgienne, le vœu du président Mitterrand de le rencontrer régulièrement en France. Rappelons que Paris ne reconnaît aucun des deux gouvernements qui se disputent le Cambodge. — (A.F.P.)

« M. Bérégovoy premier ministre ? — M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, interrogé dimanche 18 décembre au Club de la presse d'Europe 1 sur son éventuel avenir de premier ministre a répondu :

« C'est une question difficile (...), on court toujours un risque quand on répond à cette question : celui d'une trop grande humilité, que l'on qualifierait vite d'hypocrisie, la désignation appartient au président de la République, et à lui seul. Et s'il a à prendre cette décision (...), il choisira la femme ou l'homme qui incarnera le mieux la politique à mettre en œuvre. Troisièmement, on n'est pas candidat au poste de premier ministre sous la V^e République. »

« M. Bérégovoy premier ministre ? — M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, interrogé dimanche 18 décembre au Club de la presse d'Europe 1 sur son éventuel avenir de premier ministre a répondu :

« C'est une question difficile (...), on court toujours un risque quand on répond à cette question : celui d'une trop grande humilité, que l'on qualifierait vite d'hypocrisie, la désignation appartient au président de la République, et à lui seul. Et s'il a à prendre cette décision (...), il choisira la femme ou l'homme qui incarnera le mieux la politique à mettre en œuvre. Troisièmement, on n'est pas candidat au poste de premier ministre sous la V^e République. »

« M. Bérégovoy premier ministre ? — M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, interrogé dimanche 18 décembre au Club de la presse d'Europe 1 sur son éventuel avenir de premier ministre a répondu :

« C'est une question difficile (...), on court toujours un risque quand on répond à cette question : celui d'une trop grande humilité, que l'on qualifierait vite d'hypocrisie, la désignation appartient au président de la République, et à lui seul. Et s'il a à prendre cette décision (...), il choisira la femme ou l'homme qui incarnera le mieux la politique à mettre en œuvre. Troisièmement, on n'est pas candidat au poste de premier ministre sous la V^e République. »

« M. Bérégovoy premier ministre ? — M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, interrogé dimanche 18 décembre au Club de la presse d'Europe 1 sur son éventuel avenir de premier ministre a répondu :

« C'est une question difficile (...), on court toujours un risque quand on répond à cette question : celui d'une trop grande humilité, que l'on qualifierait vite d'hypocrisie, la désignation appartient au président de la République, et à lui seul. Et s'il a à prendre cette décision (...), il choisira la femme ou l'homme qui incarnera le mieux la politique à mettre en œuvre. Troisièmement, on n'est pas candidat au poste de premier ministre sous la V^e République. »

« M. Bérégovoy premier ministre ? — M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, interrogé dimanche 18 décembre au Club de la presse d'Europe 1 sur son éventuel avenir de premier ministre a répondu :

« C'est une question difficile (...), on court toujours un risque quand on répond à cette question : celui d'une trop grande humilité, que l'on qualifierait vite d'hypocrisie, la désignation appartient au président de la République, et à lui seul. Et s'il a à prendre cette décision (...), il choisira la femme ou l'homme qui incarnera le mieux la politique à mettre en œuvre. Troisièmement, on n'est pas candidat au poste de premier ministre sous la V^e République. »

« M. Bérégovoy premier ministre ? — M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, interrogé dimanche 18 décembre au Club de la presse d'Europe 1 sur son éventuel avenir de premier ministre a répondu :

« C'est une question difficile (...), on court toujours un risque quand on répond à cette question : celui d'une trop grande humilité, que l'on qualifierait vite d'hypocrisie, la désignation appartient au président de la République, et à lui seul. Et s'il a à prendre cette décision (...), il choisira la femme ou l'homme qui incarnera le mieux la politique à mettre en œuvre. Troisièmement, on n'est pas candidat au poste de premier ministre sous la V^e République. »

« M. Bérégovoy premier ministre ? — M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, interrogé dimanche 18 décembre au Club de la presse d'Europe 1 sur son éventuel avenir de premier ministre a répondu :

« C'est une question difficile (...), on court toujours un risque quand on répond à cette question : celui d'une trop grande humilité, que l'on qualifierait vite d'hypocrisie, la désignation appartient au président de la République, et à lui seul. Et s'il a à prendre cette décision (...), il choisira la femme ou l'homme qui incarnera le mieux la politique à mettre en œuvre. Troisièmement, on n'est pas candidat au poste de premier ministre sous la V^e République. »

« M. Bérégovoy premier ministre ? — M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, interrogé dimanche 18 décembre au Club de la presse d'Europe 1 sur son éventuel avenir de premier ministre a répondu :

« C'est une question difficile (...), on court toujours un risque quand on répond à cette question : celui d'une trop grande humilité, que l'on qualifierait vite d'hypocrisie, la désignation appartient au président de la République, et à lui seul. Et s'il a à prendre cette décision (...), il choisira la femme ou l'homme qui incarnera le mieux la politique à mettre en œuvre. Troisièmement, on n'est pas candidat au poste de premier ministre sous la V^e République. »

« M. Bérégovoy premier ministre ? — M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, interrogé dimanche 18 décembre au Club de la presse d'Europe 1 sur son éventuel avenir de premier ministre a répondu :

« C'est une question difficile (...), on court toujours un risque quand on répond à cette question : celui d'une trop grande humilité, que l'on qualifierait vite d'hypocrisie, la désignation appartient au président de la République, et à lui seul. Et s'il a à prendre cette décision (...), il choisira la femme ou l'homme qui incarnera le mieux la politique à mettre en œuvre. Troisièmement, on n'est pas candidat au poste de premier ministre sous la V^e République. »

« M. Bérégovoy premier ministre ? — M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, interrogé dimanche 18 décembre au Club de la presse d'Europe 1 sur son éventuel avenir de premier ministre a répondu :

« C'est une question difficile (...), on court toujours un risque quand on répond à cette question : celui d'une trop grande humilité, que l'on qualifierait vite d'hypocrisie, la désignation appartient au président de la République, et à lui seul. Et s'il a à prendre cette décision (...), il choisira la femme ou l'homme qui incarnera le mieux la politique à mettre en œuvre. Troisièmement, on n'est pas candidat au poste de premier ministre sous la V^e République. »

« M. Bérégovoy premier ministre ? — M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, interrogé dimanche 18 décembre au Club de la presse d'Europe 1 sur son éventuel avenir de premier ministre a répondu :

« C'est une question difficile (...), on court toujours un risque quand on répond à cette question : celui d'une trop grande humilité, que l'on qualifierait vite d'hypocrisie, la désignation appartient au président de la République, et à lui seul. Et s'il a à prendre cette décision (...), il choisira la femme ou l'homme qui incarnera le mieux la politique à mettre en œuvre. Troisièmement, on n'est pas candidat au poste de premier ministre sous la V^e République. »

« M. Bérégovoy premier ministre ? — M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, interrogé dimanche 18 décembre au Club de la presse d'Europe 1 sur son éventuel avenir de premier ministre a répondu :

« C'est une question difficile (...), on court toujours un risque quand on répond à cette question : celui d'une trop grande humilité, que l'on qualifierait vite d'hypocrisie, la désignation appartient au président de la République, et à lui seul. Et s'il a à prendre cette décision (...), il choisira la femme ou l'homme qui incarnera le mieux la politique à mettre en œuvre. Troisièmement, on n'est pas candidat au poste de premier ministre sous la V^e République. »

« M. Bérégovoy premier ministre ? — M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, interrogé dimanche 18 décembre au Club de la presse d'Europe 1 sur son éventuel avenir de premier ministre a répondu :

« C'est une question difficile (...), on court toujours un risque quand on répond à cette question : celui d'une trop grande humilité, que l'on qualifierait vite d'hypocrisie, la désignation appartient au président de la République, et à lui seul. Et s'il a à prendre cette décision (...), il choisira la femme ou l'homme qui incarnera le mieux la politique à mettre en œuvre. Troisièmement, on n'est pas candidat au poste de premier ministre sous la V^e République. »

« M. Bérégovoy premier ministre ? — M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, interrogé dimanche 18 décembre au Club de la presse d'Europe 1 sur son éventuel avenir de premier ministre a répondu :

« C'est une question difficile (...), on court toujours un risque quand on répond à cette question : celui d'une trop grande humilité, que l'on qualifierait vite d'hypocrisie, la désignation appartient au président de la République, et à lui seul. Et s'il a à prendre cette décision (...), il choisira la femme ou l'homme qui incarnera le mieux la politique à mettre en œuvre. Troisièmement, on n'est pas candidat au poste de premier ministre sous la V^e République. »

« M. Bérégovoy premier ministre ? — M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, interrogé dimanche 18 décembre au Club de la presse d'Europe 1 sur son éventuel avenir de premier ministre a répondu :

« C'est une question difficile (...), on court toujours un risque quand on répond à cette question : celui d'une trop grande humilité, que l'on qualifierait vite d'hypocrisie, la désignation appartient au président de la République, et à lui seul. Et s'il a à prendre cette décision (...), il choisira la femme ou l'homme qui incarnera le mieux la politique à mettre en œuvre. Troisièmement, on n'est pas candidat au poste de premier ministre sous la V^e République. »

« M. Bérégovoy premier ministre ? — M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, interrogé dimanche 18 décembre au Club de la presse d'Europe 1 sur son éventuel avenir de premier ministre a répondu :

« C'est une question difficile (...), on court toujours un risque quand on répond à cette question : celui d'une trop grande humilité, que l'on qualifierait vite d'hypocrisie, la désignation appartient au président de la République, et à lui seul. Et s'il a à prendre cette décision (...), il choisira la femme ou l'homme qui incarnera le mieux la politique à mettre en œuvre. Troisièmement, on n'est pas candidat au poste de premier ministre sous la V^e République. »

« M. Bérégovoy premier ministre ? — M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, interrogé dimanche 18 décembre au Club de la presse d'Europe 1 sur son éventuel avenir de premier ministre a répondu :

« C'est une question difficile (...), on court toujours un risque quand on répond à cette question : celui d'une trop grande humilité, que l'on qualifierait vite d'hypocrisie, la désign